

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°380

NOVEMBRE 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA : LES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES LANCENT L'ATTAQUE SUR RAQQA, LA TURQUIE EN EST ÉCARTÉE**
- **IRAK : L'ÉTAU SE RESSERRE SUR DAECH À MOSSOUL**
- **TURQUIE : CHAPE DE PLOMB SUR LES MÉDIAS ET GUERRE CONTRE LES KURDES**
- **TURQUIE : RÉPRESSION IMPLACABLE DU HDP ET ARRESTATION DE SES 2 CO-PRÉSIDENTS**
- **DIYARBAKIR: HOMMAGE AU BÂTONNIER DÉFENSEUR DE LA PAIX TAHIR ELÇI UN AN APRÈS SON ASSASSINAT**
- **PARIS : UN COLLOQUE AU SÉNAT SUR LE STATUT DES CHRÉTIENS ET DES YÉZIDIS APRÈS LA BATAILLE DE MOSSOUL**

ROJAVA : LES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES LANCENT L'ATTAQUE SUR RAQQA, LA TURQUIE EN EST ÉCARTÉE

Le 3 novembre, Talal Silo, porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance militaire multi-ethnique et multi-confessionnelle dominée par les Kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique) a déclaré à *Reuters* que les FDS lanceraient seules l'opération de libération de Raqqa, et qu'elles avaient informé la coalition anti-Daech dirigée par les États-Unis qu'elles rejetaient toute participation turque. De son côté, Salih Muslim, le co-président du PYD, caractérisant l'incursion turque en Syrie comme une invasion à laquelle sont

opposés «non seulement les Kurdes, mais tous les Syriens», a déclaré que «si la Turquie participait [à l'avance vers Raqqa], ce serait pour aider Daech et non le combattre». Muslim a ajouté que les combattants kurdes des YPG (Unités de protection du peuple, l'aile militaire du PYD) avanceraient sur Raqqa en tant que composante des FDS et retourneraient vers leurs propres territoires une fois la ville prise: il reviendrait ensuite à l'administration locale qui émergerait après l'expulsion des djihadistes de décider ou non de rejoindre la Région fédérale du nord-Syrien, récemment proclamée par les

FDS. Quelques jours plus tard, le 6, dans une conférence de presse tenue à Aïn Issa, à 50 km au nord de Raqqa, les FDS ont officiellement lancé l'opération, baptisée «Colère de l'Euphrate». Impliquant 30.000 combattants et menée en coordination avec la coalition anti-Daech dirigée par les États-Unis, elle impliquera aux côtés des combattants des FDS des militaires français et américains, mais comme Talal Silo l'a confirmé à l'AFP, en accord avec les États-Unis, ni la Turquie ni les factions islamistes syriennes qu'elle soutient n'y participeront. Depuis le début du mois, ces dernières affrontent

d'ailleurs les FDS dans le nord d'Alep, pilonnant des villages à peine repris à Daech... Les FDS devraient donc combattre les djihadistes tout en subissant les attaques de ceux qu'elles qualifient de «mercenaires des Turcs»

Le 7, alors que selon l'OSDH, les combats commençaient près de la ville d'Ain Issa, les FDS ont appelé dans un communiqué au soutien régional et international à l'opération et demandé l'assistance des ONG pour les résidents de Raqqa. Malgré la résistance des djihadistes qui ont utilisé des véhicules piégés, plusieurs villages ont été repris, et dès le 8, les combattants des FDS ont commencé à creuser des tranchées pour les protéger de ces attaques suicides. Le même jour, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu, s'efforçant de faire bonne figure après la mise sur la touche de la Turquie, a déclaré que Washington s'était engagé à ce que les combattants kurdes n'entrent pas dans Raqqa, ajoutant qu'il espérait que cette promesse serait tenue, bien que la même ait été faite à propos de Manbij, d'où le retrait annoncé n'avait pas encore eu lieu... Le 10, Cihan Ehmed, la porte-parole des FDS pour «Colère de l'Euphrate», a déclaré à *Associated Press* que les combattants avançaient à présent sur deux fronts séparés au nord de Raqqa, et qu'une fois que les deux colonnes auraient fait leur jonction, elles encercleraient un territoire de 550 km² contrôlé par les djihadistes. Le 14, Talal Silo a déclaré que les FDS avaient repris 32 villages à Daech depuis le lancement de l'opération. Le 16, le commandement général des YPG a annoncé que ses combattants allaient se retirer de Manbij et regagner la rive est de l'Euphrate pour participer à l'opération sur Raqqa, la ville demeurant protégée par son propre Conseil militaire.

Cependant, le 21, malgré ce retrait, des milices islamistes soutenues par les Turcs ont attaqué l'ouest de Manbij. Le commandant du Conseil militaire de la ville, Adnan Abou Amjad, a annoncé que les frappes aériennes turques avaient tué un combattant et en avaient blessé plusieurs autres, accusant l'État turc d'être «un État terroriste, qui frappe les positions du Conseil militaire luttant contre Daech». Le même jour, dans un discours prononcé à Istanbul devant une assemblée parlementaire de l'OTAN, le président turc a de nouveau critiqué l'appui apporté aux YPG par les États-Unis et exprimé l'espoir que leur position évoluerait «afin que la Turquie soit libérée de la menace terroriste». Il a rappelé aux États-Unis et aux autres alliés de l'OTAN la proposition turque d'établir dans le nord de la Syrie une zone de protection aérienne interdite de survol à l'aviation syrienne. Le lendemain, le 22, Peter Cook, porte-parole du Département de la Défense des États-Unis, a répondu indirectement que des Kurdes pourraient se trouver parmi les forces locales chargées de défendre Manbij contre Daech, mais qu'il s'agirait de résidents de longue date, n'appartenant pas nécessairement au PYD, dont Cook a confirmé qu'il avait annoncé son retrait vers la rive est de l'Euphrate. Mais le 23, des affrontements violents ont éclaté entre FDS et rebelles syriens de l'ASL soutenus par la Turquie près d'al-Bab, une ville de 100.000 habitants à environ 30 km au sud de la frontière turque, dans des villages situés sur la route de Manbij. Les militaires turcs et leurs alliés, qui avaient selon l'OSDH commencé dès le 12 à pilonner la ville avec l'artillerie et des frappes aériennes, cherchaient clairement à empêcher les FDS d'ouvrir un corridor reliant le canton d'Afrîn à l'ouest

aux deux cantons orientaux de leur Région fédérale, Kobané et Djézireh. Les combattants du Conseil militaire de Manbij ont continué en parallèle à affronter l'ASL. Selon l'agence kurde *Hawar* proche du PYD, trois tanks turcs ont été détruits.

Il est clair que les États-Unis voient d'un très mauvais œil au plus haut niveau les frappes de l'armée turque contre leurs alliés, comme le montrent les déclarations faites dès le 27 octobre dernier par le sénateur républicain John McCain, président de la Commission des Forces armées du Sénat: «les États-Unis entretiennent une relation de longue date avec la Turquie (avait-il déclaré), [mais] une série d'événements récents a soulevé des inquiétudes sur les fondamentaux [de ces relations]». McCain avait ajouté que la coopération avec les FDS «[servait] les intérêts de la sécurité nationale aussi bien des États-Unis que des pays de la région, y compris la Turquie », avant de «demander instamment au gouvernement turc de s'abstenir de nouvelles attaques contre les groupes kurdes en Syrie»... Le 16, le colonel américain John Dorrian, porte-parole de la coalition, a déclaré en conférence de presse que l'action turque sur al-Bab était une «décision nationale» lancée indépendamment par la Turquie et qui n'était «pas soutenue par la coalition», précisant même que les États-Unis avaient retiré leurs soldats des Forces spéciales originellement déployés pour aider les forces turques et leurs alliés.

Il est à noter que, si les États-Unis soutiennent sur le terrain l'alliance militaire des Kurdes de Syrie (la coalition a même accru son soutien aux FDS en armes et en équipement.), la Russie fait quant à elle régulièrement des déclarations pour défendre leur inclusion dans le processus poli-

tique. Ainsi le 21, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, a-t-il déclaré que l'envoyé spécial de l'ONU Staffan de Mistura devrait, en application du mandat qui lui a été confié, reprendre les consultations sur l'avenir de la Syrie le plus rapidement possible et sur une base la plus inclusive possible, et que la délégation de l'opposition devrait inclure des représentants de tous les groupes d'opposition ayant leur plate-forme politique, et notamment les Kurdes de Syrie : «Les Kurdes devraient être inclus dans le processus politique [a déclaré Gatilov]. Ils constituent une réelle force politique et militaire qui contrôle une part considérable du territoire syrien et participe activement à la lutte contre le terrorisme».

Confrontés aux attaques turques, les FDS ont poursuivi leur offensive sur Raqqa. Le 19, accompagnées de militaires américains, elles ont encerclé le village de Tell Saman, à environ 25 km au nord de Raqqa, où ont éclaté de violents combats avec les djihadistes. Le 29, trois semaines après le lancement de «Colère de l'Euphrate», Cihan Ehmed, porte-parole pour l'opération, a annoncé sa deuxième phase, une

offensive simultanée à partir de lignes de front différentes devant mener à la libération de la ville, ainsi que le recrutement dans les FDS de 1.000 hommes et femmes venant de Raqqa, qui s'intégreront à l'opération après une formation. Ce même jour, les affrontements se sont poursuivis entre le Conseil militaire de Manbij et les groupes islamiques soutenus par la Turquie dans des villages proches de la ville. De manière inattendue, le gouvernement syrien est intervenu dans cette confrontation le 24: l'armée turque a en effet publié un communiqué annonçant une frappe aérienne du régime syrien sur ses soldats très tôt, vers 3 h 30, qui a fait 3 morts et 10 blessés dont un grave. C'est la première frappe reconnue et attribuée au régime par la Turquie sur ses troupes en Syrie.

Mises de côté sur le terrain, les autorités turques ont cherché à ouvrir un nouveau front contre le PYD : elles ont lancé le 22 contre son co-président, Salih Muslim, ainsi que contre près de 70 autres «suspects» appartenant au PKK, un mandat d'arrêt international, justifié par l'accusation selon laquelle le PYD serait l'organisateur de l'attentat du 17 février dernier contre un convoi militaire à Ankara – pour-

tant revendiqué par le TAK, un groupe qui aurait fait scission du PKK. Muslim, qui est de nationalité syrienne, a déclaré sur *Twitter* qu'il ne pensait pas que «quiconque prendrait ce mandat au sérieux», puis dans une interview au site *Middle East Eye*, il a ajouté le 23 que le mandat visait à le forcer à limiter ses déplacements en Europe, qui «dérangeaient le Sultan». Ces tentatives de poursuite juridique ne semblent pas jusqu'à présent avoir eu l'impact recherché. Le mandat – qui n'a pas été transmis à Interpol – a été annoncé au moment où Muslim, qui a de bonnes relations avec les gouvernements européens et dispose d'un bureau à Bruxelles, rencontrait des officiels britanniques du *Foreign Office* et se préparait à prendre la parole devant la Chambre des Lords ; son existence n'a pas davantage empêché le leader du PYD d'assister quelques jours plus tard, le 26, avec sa co-présidente Asya Abdullah, à l'ouverture d'une nouvelle représentation de la «Région autonome démocratique du Rojava» à Oslo, la capitale norvégienne, en présence notamment de la maire de la ville Marianne Borgen et de la Représentante de la Région Sinem Mohamad. Ce bureau de représentation à l'étranger est le sixième ouvert après Moscou, Prague, Stockholm, Berlin et Paris.

IRAK : L'ÉTAU SE RESSERRE SUR DAECH À MOSSOUL

Les forces spéciales irakiennes sont entrées le 1^{er} novembre dans le faubourg de Kojkali à Mossoul. Malgré une résistance acharnée des djihadistes, les militaires irakiens ont commencé à avancer vers Karama, plus à l'intérieur de la ville, mais ils se trouvent encore à près de 8 km du centre et progressent extrêmement lentement. Les djihadistes avaient tenté la veille de faire barrage à l'avance des soldats en amenant en ville très tôt le matin sous le couvert

de l'obscurité environ 25.000 résidents de Hammam al-Alil, une grande ville à environ 15 km au Sud-Est de Mossoul, en aval sur la rive ouest du Tigre, sans doute pour les utiliser comme boucliers humains, mais la plupart des véhicules les transportant ont dû faire demi-tour après avoir été repérés par l'aviation de la coalition. Lors de ces opérations de transfert forcé, les djihadistes exécutent tous les anciens membres de la sécurité qu'ils repèrent parmi les civils, cette fois-ci une quarantaine d'entre eux,

dont les corps ont été jetés dans le Tigre. Les forces anti-terroristes irakiennes sont cependant parvenues plus tard dans la journée à reprendre le contrôle complet de Kojkali, et en particulier du bâtiment de la télévision irakienne à Mossoul – le premier bâtiment officiel repris aux djihadistes depuis l'entrée dans la ville. Le 3, le «calife» autoproclamé de Daech, Abu Bakr Al-Bagdadi, a diffusé un message audio de 31 mn où il s'est déclaré confiant en la victoire de son organisation, appelant ses com-

battants à résister, et même à envahir la Turquie! «La Turquie est entrée aujourd'hui dans votre champ d'action et le but de votre djihad... Envahissez-la et transformez sa sécurité en peur», a-t-il dit. Selon les services de renseignement britanniques cependant, le leader de Daech aurait lui-même fui Mossoul après la diffusion de son appel à résister!

Le 4, les forces irakiennes ont annoncé avoir repris six districts de l'est de la ville, Malayîn, Samah, Khadra, Karkukli, Al-Qods et Karama, et tenter d'atteindre le Tigre, qui traverse la ville. Cependant, occupées à «nettoyer» les quartiers repris, elles n'ont pas annoncé de nouvelle avancée dans les quartiers Est de la ville jusqu'au 6. Par contre, elles ont pris le contrôle d'un quartier Sud à moins de 4 km de l'aéroport, et ont annoncé le 7 avoir repris Hamam al-Alil: si le front Est se trouve maintenant en ville, le front Sud est celui le plus éloigné de Mossoul.

De leur côté, les pechmergas du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), qui selon l'accord conclu avec Bagdad ne sont pas entrés dans Mossoul, ont annoncé le même jour avoir repris Bashiqa, dans la plaine de Ninive, à 15 km au Nord-Est, une ville qui, avant sa prise par Daech, avait une population mélangée de yézidis, shabaks, assyriens et arabes musulmans. L'annonce des combattants kurdes s'est cependant vite révélée prématurée, des combats s'étant poursuivis jusqu'au 8, dans les quartiers Est de la ville entre djihadistes et soldats irakiens, au Nord avec les pechmergas. Les pechmergas ont pu ensuite entamer le «nettoyage» de la ville, c'est-à-dire la capture ou l'élimination des djihadistes retranchés dans certaines maisons ou des tunnels, nettoyage qui n'a été réellement achevé que le 11 au matin, plus d'une dizaine de djihadistes ayant été tués la dernière journée. C'est depuis Bashiqa que Massoud

Barzani, le Président de la Région du Kurdistan, a déclaré en visitant les pechmergas que Daech ne représentait à présent plus une menace pour celle-ci. Ce même jour, l'armée irakienne a annoncé contrôler six quartiers de l'Est de Mossoul et avoir repris à Daech la cité antique de Nimrud, à environ 30 km au sud, sur la rive Est du Tigre. Le lendemain, les yézidis de Bashiqa ont organisé une cérémonie pour marquer leur retour, et le 17, les habitants ont commencé à revenir évaluer les dégâts et décider s'ils se réinstallaient ou non.

Le 15, le ministère de l'Intérieur irakien a annoncé que les troupes irakiennes avaient chassé les djihadistes d'un tiers de la partie Est de Mossoul. Le 17, elles progressaient par le sud vers l'aéroport de la ville, tandis que les milices chiites des *Hashd al-Shaabi* avançaient à l'ouest sur Tell Afar et annonçaient le 21 livrer de violents combats à Daech sur la route joignant cette ville à Mossoul. L'objectif de bloquer les liaisons des djihadistes avec la Syrie semblait en passe d'être atteint. Cependant, malgré la disproportion en nombre – selon le Pentagone, 3.000 à 5.000 djihadistes en centre ville plus 1.500 à 2.500 dans sa ceinture de défense extérieure, dont un millier de combattants étrangers, contre plus de 40.000 attaquants – la résistance de Daech demeurait acharnée, et nul ne se risquait à estimer la durée de la bataille. Pour restreindre encore les mouvements de Daech entre les quartiers Est et Ouest de Mossoul, les Américains ont détruit par une frappe aérienne un pont sur le Tigre – le troisième en deux mois. L'ONU a exprimé son inquiétude que ces destructions rendent la fuite des civils plus difficile. Le 23, les milices chiites ont annoncé avoir fait leur jonction avec les pechmergas à l'ouest de Tell Afar, isolant ainsi totalement Mossoul de l'extérieur. L'objectif suivant sera de resserrer encore l'étau en coupant Mossoul de Tell Afar, dont des mil-

liers d'habitants, en majorité Turkmènes, ont déjà fui. Le 24 au matin, les forces irakiennes ont imposé un couvre-feu sur les quartiers qu'elles contrôlent dans la partie Est de Mossoul, où elles ont interdit l'entrée des véhicules et fermé les magasins, jusqu'à ce que l'inspection des maisons soit terminée.

Ces combats ont causé de nombreuses souffrances aux civils: certains ont pu fuir, mais d'autres en ont été empêchés par les djihadistes, qui les utilisent comme «boucliers humains». Dès le 2, le GRK avait annoncé l'arrivée de 9.000 déplacés dans ses camps depuis le début de l'opération. Dans le nouveau camp de Khazir, qui héberge 3.000 personnes, les arrivants se plaignent de ne pas avoir assez de fournitures pour y supporter l'hiver. Son directeur, Rizgar Obeid, a déclaré avoir demandé davantage de fournitures au GRK, au HCR et à d'autres organisations internationales. Le 22, le nombre de personnes déplacées suite aux combats a été estimé à plus de 68.500. Au fur et à mesure que les djihadistes se retirent, les attaquants découvrent des fosses communes témoignant de leur barbarie: une a été découverte le 8 dans la petite ville de Hamam al-Alil, et deux autres dans le Sindjar, contenant au moins 18 corps de yézidis. Le maire de Sindjar a déclaré qu'on en avait déjà découvert 29.

En parallèle des opérations sur Mossoul, les forces de sécurité de Kirkouk ont poursuivi la «sécurisation» de cette ville après l'incursion de Daech qui avait coûté fin octobre la vie à plus de 100 personnes, en majorité des forces de sécurité. Le 1^{er}, celles-ci ont annoncé avoir éliminé une dizaine de djihadistes tentant de fuir vers Hawija, une ville de près de 100.000 habitants située à 65 km à l'ouest – et l'une des dernières tenues par Daech dans la province. Le 8, elles ont arrêté des membres d'une cellule

«dormante» de Daech qui envoyaient justement des informations à Hawija, peut-être pour préparer une nouvelle attaque, et le 19, suite à des raids lancés dans plusieurs quartiers de la ville, elles ont arrêté 309 personnes, dont 87 rapidement remises en liberté. Le 22, la création d'un nouveau régiment de police a été annoncée: formé à partir d'officiers provenant de divers points de contrôle ou commissariats, il renforcera la sécurité de Kirkouk avec ses 500-700 hommes.

Parfois, les suspects sont d'origine surprenante: ainsi ce journaliste japonais, Kosuke Tsuneoka, arrêté le 1^{er} novembre par les peshmergas sur le Mont Zardak, près de Mossoul, trouvé porteur d'une chaînette portant un signe de Daech. Remis le 7 à l'ambassade japonaise puis expulsé vers son pays, il était selon les renseignements de la sécurité converti à l'islam, et suspecté d'avoir gagné Raqqa pour y servir d'interprète aux leaders de Daech – ce qu'il a nié devant ses collègues une fois ramené à Tokyo.

Les opérations se déroulent en grande partie dans des territoires contestés entre le gouvernement central et le GRK, ce qui conduit à des tensions et parfois des accusations de nettoyage ethnique. Le 13, le GRK a rejeté un rapport de *Human Rights Watch* selon lequel les peshmergas auraient démolé des maisons de familles arabes dans les provinces de Mossoul et de Ninive (Kirkouk), répondant que les destructions constatées sur les images satellitaires étaient dues aux frappes de la coalition et à Daech, qui avait notamment dynamité les maisons de membres de la sécurité. Le 16, Massoud Barzani a répondu à ces accusations depuis Bashiqa, où il visitait les peshmergas, en déclarant que ceux qui avaient coopéré avec Daech n'avaient pas de place parmi les Kurdes, mais que les autres étaient bienvenus: «Différents groupes ethniques et

religieux vivant ensemble, c'est le genre de Kurdistan que nous voulons », et promettant aux habitants des territoires contestés que le GRK ne permettrait jamais plus qu'ils soient déplacés. Répondant aux critiques de ceux qui regrettent que des peshmergas aient versé leur sang pour Mossoul, qui relève du gouvernement central, Barzani a déclaré que le Kurdistan ne serait pas sûr tant que Mossoul serait tenu par des terroristes, ajoutant: «Avant l'arrivée de Daech, il y avait 300.000 Kurdes à Mossoul. Pouvions-nous leur tourner le dos?».

Autre point traditionnel de divergence entre Bagdad et Erbil, le statut des peshmergas: bien que selon la constitution de 2005, ils soient reconnus comme force d'auto-défense du Kurdistan Irakien, Bagdad a toujours refusé de payer leur solde. Or, le 26, le parlement irakien a reconnu par 208 voix sur 327 les milices chiites comme une force militaire officielle «d'appui et de réserve», dont les membres recevront soldes (et retraites) identiques à ceux de l'armée régulière. Les leaders sunnites ont immédiatement rejeté la loi et appelé à sa révision, tandis que les députés kurdes ont décidé de demander lors de la discussion du budget fédéral du Kurdistan pour 2017 qu'y soit incluse la solde de 100.000 peshmergas, soit 42 millions de dollars.

Pourtant, tout n'est pas sombre dans les relations entre communautés. Durant les deux dernières semaines du mois, 2.000 Arabes de la ville de Zêmar, au nord de la route Mossoul – Tell Afar, se sont enrôlés dans une nouvelle «Brigade des peshmergas de l'Ouest du Tigre» composée d'Arabes de Zêmar, Rabia, Ayazya et de plusieurs villages du Sindjar. Créée à la demande des chefs tribaux de la province de Ninive pour protéger la région de Zêmar, cette brigade sera placée sous le commande-

ment... du Ministère kurde des peshmergas.

Tandis que les opérations militaires se poursuivaient, la Région du Kurdistan vivait toujours à l'heure des difficultés financières et de la crise institutionnelle. Les enseignants notamment ont poursuivi leur boycott des classes pour protester contre baisses et retards de salaires, manifestant dès le 1^{er} du mois à Sulaimaniyeh, Halabja, Koya, Garman, Raparin, Darbandikhan et Chamchamal... D'autres manifestations ont eu lieu le 12 et les enseignants en colère ont bloqué le 15 la rue devant le Ministère de l'éducation à Sulaimaniyeh, menaçant le GRK d'une action en justice. Après d'autres manifestations le 19, un nouveau blocage a été organisé le 20, suivi d'affrontements entre plus de 5.000 enseignants et les forces de sécurité déployées pour protéger les locaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le principal parti de la province. Le 23, le Conseil des ministres du GRK a annoncé une prochaine réunion avec le vice-gouverneur de Sulaimaniyeh et le syndicat des enseignants de la province pour tenter de trouver une solution, le Ministre de l'éducation se disant prêt à des concessions. Le Président Massoud Barzani lui-même a déclaré comprendre les difficultés des enseignants.

Enfin, le 21, Massoud Barzani a exhorté les partis politiques kurdes à se réunir pour trouver un accord afin d'élire un nouveau président au Parlement d'Erbil pour réactiver celui-ci et permettre la désignation d'un nouveau gouvernement et d'un nouveau Président de Région jusqu'aux prochaines élections. Le 27, le PDK a annoncé des discussions multilatérales avec les autres partis politiques, UPK, *Gorran*, UIK et GIK (islamistes), afin de tenter de sortir du blocage politique qui paralyse la Région depuis plus d'un an.

TURQUIE : CHAPE DE PLOMB SUR LES MÉDIAS ET GUERRE CONTRE LES KURDES

Après le décret pris le mois précédent par les autorités turques pour ordonner la fermeture de l'agence de presse kurde féminine *Jinha*, on a appris le 1^{er} novembre que la police avait dans la nuit du 29 au 30 octobre fermé l'agence par la force et sans notification officielle, en même temps qu'une série d'autres médias, dont l'agence DIHA (*Dicle News Agency*), trois magazines et 10 journaux. *Jinha*, créée par six femmes journalistes, disposant d'équipes de femmes reporters en Turquie, au Rojava et au Kurdistan d'Irak, tentait notamment de remédier à l'absence de couverture des violences contre les femmes en Turquie. Après que la police ait changé la serrure de leur bureau et en ait interdit l'accès, les journalistes ont déclaré qu'elles ne plieraient pas face au «parti misogyne» AKP, et qu'elles continueraient à diffuser des informations sur les réseaux sociaux.

A présent, les autorités turques ont transformé en délit la diffusion d'informations sur les arrestations de journalistes! Le 31, un tribunal a interdit la diffusion d'informations concernant l'arrestation de Murat Sabuncu, le rédacteur en chef du journal *Cumhuriyet*. Des supporters du journal, accompagnés de leaders d'opposition, se sont rassemblés en solidarité près de ses bureaux à Ankara et Istanbul. Le 5, les autorités turques ont ordonné l'arrestation formelle de neuf cadres du journal *Cumhuriyet*, dont son rédacteur en chef, avant leur procès. Un haut responsable de l'Union européenne a qualifié ces incarcérations de «franchissement d'une ligne rouge» en matière de liberté d'expression. Selon l'Association des journalistes turcs, 170 journaux, magazines, chaînes de télévision et agences de presse ont été fermés,

mettant depuis le 15 juillet 2.500 journalistes au chômage, et dans les trois derniers mois et demi, plus de 110.000 personnes ont été licenciées ou suspendues et 37.000 arrêtées. Dès le 2, à l'occasion de la *Journée internationale pour mettre fin à l'impunité des crimes contre les journalistes*, l'organisation de défense des droits des journalistes *Reporters sans frontières* (RSF) avait trouvé une place de choix pour le président Erdoğan sur sa liste de «prédateurs de la liberté de la presse»... Le 8, Erol Onderoğlu, qui est justement le représentant de RSF pour la Turquie, et deux autres militants des droits des journalistes, Sebnem Korur et Ahmet Nesin, arrêtés après le coup d'Etat et libérés jusqu'à leur procès, ont vu celui-ci commencer à Istanbul. Pour avoir accepté lors d'une campagne de solidarité de jouer les rédacteurs invités pour le journal «pro-kurde» *Özgür Gündem*, ils ont été accusés de «propagande terroriste» au profit du PKK. Parmi les autres collaborateurs du journal arrêtés figure aussi la romancière Asli Erdoğan. Puis le 11, le journal *Cumhuriyet* a annoncé que son directeur, Akin Atalay, avait été appréhendé vendredi à l'aéroport d'Istanbul alors qu'il revenait d'Allemagne. Un mandat d'arrêt avait été émis contre lui dans le cadre d'une enquête pour «activités terroristes», et il a été emmené immédiatement dans un véhicule de police qui attendait sur le tarmac. Le même jour, le journaliste français Olivier Bertrand, du site web français lesjours.fr a été arrêté à Gaziantep, puis expulsé après avoir été retenu trois jours par la police. Le 19, selon l'agence *Doğan*, deux journalistes de la télévision suédoise SVT suédois basés à Istanbul et couvrant l'actualité de la province de Diyarbakir ont été arrêtés après avoir filmé près d'une zone militaire. Après un

interrogatoire, ils ont été autorisés à regagner Istanbul. Le 27, deux femmes reporters, Hatice Kamer (BBC) et Khajijan Farqin (*Voice of America*), ont été arrêtées respectivement dans les provinces de Siirt et de Diyarbakir. Hatice Kamer devait couvrir un accident minier – ce genre de nouvelles serait-il également devenu sujet de censure?

Dans ce climat délétère pour les médias turcs, seulement deux relatives bonnes nouvelles: lundi 14, le Tribunal de commerce de Paris a ordonné à la société *Eutelsat* de rétablir sous peine d'une amende de 10.000€ par jour de retard la diffusion par satellite de la chaîne kurde *Newroz TV*, interrompue le 11 octobre dernier à la demande du RTÜK (le Haut comité audiovisuel turc). Le tribunal a jugé que «l'interruption de la transmission [...] constitue une violation flagrante» et cause «des troubles manifestement illicites» à la société suédoise *Stiftelsen Kurdish Media* (SKM), qui diffuse *Newroz TV*, et que le RTÜK n'a pas clairement prouvé le lien entre la chaîne et le PKK. Le jeudi 17, ce même tribunal a rendu un jugement similaire pour la chaîne *Med Nuçe TV*.

Comme les médias, la société civile a été visée par la répression. Le 14, le Ministère de l'intérieur a ordonné la fermeture pour «terrorisme» de 370 organisations, parmi lesquelles des groupements de femmes et de défense des droits de l'enfant! Les organisations visées n'ont été informées de cette décision que lors des raids de police et de perquisitions de leurs locaux. Raisons invoquées par le ministère, 153 des organisations fermées sont en lien avec le «réseau Gülen», 190 avec le PKK, 8 avec Daech et 19 avec le parti d'extrême gauche DHKP-C (Armée révolutionnaire de libération du

peuple, *Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi*). Les universitaires ont été aussi de nouveau visés, des mandats d'arrêt ayant été lancés mercredi 2 contre 137 d'entre eux pour «liens gülenistes», et le 18 au matin, la police, munie de 103 mandats d'arrêt, a lancé un raid sur le campus de l'Université Technique Yıldız d'Istanbul, au cours duquel 76 membres du personnel ont été incarcérés pour «participation à une organisation terroriste armée». Deux autres personnes ont également été incarcérées dans l'après-midi à Istanbul et une troisième à Ankara.

Concernant l'armée, des procureurs ont ordonné mercredi 9 l'arrestation de 55 pilotes de chasse supplémentaires: plus de 300 sont déjà détenus, la plupart appartenant à la base aérienne de Konya; et le 12, le Ministère de la défense a annoncé que 168 officiers et 123 sous-officiers de marine soupçonnés de complicité dans le coup d'État manqué avaient été suspendus du service actif. Le 18, le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré que plusieurs officiers et diplomates turcs en poste en Europe et rappelés à Ankara avaient décidé de ne pas rentrer et de demander l'asile politique. Mentionnant des témoignages d'officiers selon lesquels certains de leurs collègues ont été emprisonnés sans accusations précises et sans accès ni à un avocat ni à leurs propres familles, Stoltenberg a ajouté que l'OTAN condamnait le coup, mais souhaitait que la Turquie respecte la loi dans sa recherche de complicités au sein de ses forces armées...

Le mardi 22, deux nouveaux décrets ont été publiés, par lesquels 15.000 personnes supplémentaires de l'armée, de la police et des services de l'État ont été démis et 500 associations, 19 établissements de santé et 9 entreprises de médias fermés. Parmi les établissements touchés, la seule

école kurde de Van, qui avait ouvert l'année dernière et comptait trois classes avec cinquante élèves. Ces décrets permettent donc maintenant au gouvernement de revenir sur les quelques droits accordés à la langue kurde...

Surfant sur la vague de violence qu'il a lui-même déclenchée, le gouvernement a poursuivi ses déclarations sur le rétablissement possible de la peine de mort, abolie en 2002: le Premier ministre Binali Yıldırım, déclarant le 1^{er} novembre que le gouvernement «ne fermerait pas les oreilles aux demandes du peuple», a envisagé, sans donner de précisions, une «mesure limitée» à cet effet, à laquelle le leader du MHP, Devlet Baceli, a exprimé son soutien. Le soutien de cette formation d'extrême-droite nationaliste, de plus en plus courtisée par l'AKP, permettrait à celui-ci d'effectuer le changement constitutionnel nécessaire...

Aucune de ces mesures répressives, qui prennent pourtant comme prétexte l'éradication du «réseau güleniste» et de la guérilla kurde du PKK, n'a empêché cette dernière de poursuivre ses actions militaires contre les forces de sécurité turques. La chasse turque a pourtant frappé plusieurs fois ce mois-ci les lieux d'implantation du PKK au Kurdistan d'Irak: le 3 (ainsi qu'en Turquie dans le district de Cukurca), le 7 et le 22 dans le district d'Amêdî, à 90 km au NE de Dohouk, le 27 dans les régions de Bazyan et Qandil, puis le 28 et enfin le 29 de nouveau à Amêdî. Le 16, le Président turc a même de nouveau envisagé la possibilité d'une attaque au sol contre le PKK sur le territoire irakien, des déclarations d'autant plus prises au sérieux en Irak que qu'en début de mois, la Turquie a déployé des troupes près de la frontière irakienne, pour, selon le ministre turc de la Défense, Fikri Isik, la prépa-

ration à «d'importants développements dans la région». Le Premier ministre irakien Haider Al-Abadi a réagi violemment, déclarant notamment dans une conférence de presse télévisée: «Une invasion de l'Irak conduirait au démantèlement de la Turquie. [...] Nous ne voulons pas la guerre avec la Turquie [...] mais si une confrontation se produit, nous sommes prêts. Nous traiterons [la Turquie] en ennemie». La tension entre les deux pays a encore augmenté lorsque le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu, a répondu en accusant al-Abadi de faiblesse: «Si vous êtes si forts, pourquoi avez-vous abandonné Mossoul à des organisations terroristes? [...] Pourquoi le PKK a-t-il occupé vos terres pendant des années?»

Dans les provinces kurdes du pays, si un attentat à la voiture piégée mené à Diyarbakir le 4, qui aurait étrangement pu viser aussi bien les responsables du HDP emprisonnés que la police anti-terroriste, a suscité une controverse concernant ses auteurs, Daech, PKK ou TAK, d'autres ont suivi durant tout le mois, après que le PKK ait publié le 5 un bilan établissant le nombre de militaires turcs tués depuis août à 1.736, contre 214 de ses propres combattants. Le 10, une attaque à la bombe ou à la roquette, suivie de brefs affrontements, a blessé 5 personnes dans le district de Derik (province de Mardin) dont 2 policiers et le gouverneur du district, Mohammed Fatih Safitürk, récemment nommé administrateur de la municipalité de Derik, qui est ensuite décédé à l'hôpital. A Adana, le 24 à 8 h du matin, un attentat à la voiture piégée sur le parking du bureau du gouverneur de la province a fait 2 morts et 30 blessés dont 2 graves. L'attentat, non immédiatement revendiqué, a été attribué au PKK par les autorités, avant d'être revendiqué le 30 par le groupe TAK.

TURQUIE: RÉPRESSION IMPLACABLE DU HDP ET ARRESTATION DE SES 2 CO-PRÉSIDENTS

Après l'arrestation le 25 octobre des deux co-maires HDP de Diyarbakir, Gültan Kışanak et Firat Anlı, les autorités turques ont nommé le 1^{er} novembre Cumali Attila, précédemment gouverneur d'un district d'Ankara, comme administrateur non élu pour les remplacer, tandis que 30 membres du BDP, la composante régionale du HDP, étaient arrêtés dans une opération de police à Mardin. Le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş a qualifié dans une conférence de presse les accusations retenues contre les deux co-maires de «totalement mensongères» et a ajouté en faisant référence aux dirigeants turcs: «Ils nous rendront tout ce qu'ils ont volé et confisqué; nous réclamons le retour de nos co-maires à leurs postes et le retour de la volonté du peuple, nous n'accepterons aucune autre option, nous ne plierons pas et continuerons à nous tenir debout. Tout le monde descendra dans la rue et ne reculera pas jusqu'à ce que nous atteignons un résultat».

Mais deux jours plus tard, dans la nuit du 3 au 4, Selahattin Demirtaş et la co-présidente du HDP Figen Yüksekdağ ont été eux-mêmes placés en détention préventive en même temps que 9 autres députés HDP, dans le cadre d'une vaste opération contre le HDP avec des raids policiers coordonnés dans toute la région kurde de Turquie, notamment Diyarbakir, Van et Bingöl, et une perquisition au siège du parti à Ankara. Selon l'agence *Anatolie*, deux autres députés HDP, Faysal Sariyildiz et Tugba Hezer Ozturk, n'ont pu être arrêtés car ils se trouvaient à l'étranger, mais selon un communiqué du HDP en date du 15, la police a placé en détention Sirri Sureyya Onder, Nursel Aydoğan, Ferhat Encu, Gulser Yildirim,

Leyla Birlik, Ziya Pir, Abdullah Zeydan, Idris Baluken (chef du groupe parlementaire HDP), et Imam Tascier (représentant de Diyarbakir). Toujours selon *Anatolie*, Selahattin Demirtaş a été appréhendé à son domicile de Diyarbakir vers 1h30 du matin tandis que Figen Yüksekdağ l'a été à Ankara. Selon la chaîne kurde *NTV*, les deux leaders ont été accusés de propagande pour le PKK tandis que l'agence *Anatolie* a indiqué que Demirtaş était accusé de provocation à la violence durant les protestations d'octobre 2014, où il y avait eu plusieurs morts. Ces arrestations ont été possibles suite au vote du parlement turc le 20 mai dernier pour lever l'immunité des députés mis en accusation. Le lendemain de l'incarcération des 2 co-présidents, un tribunal de Diyarbakir a confirmé leur détention préventive, ordonnant leur maintien en prison jusqu'à leur procès, dont la date n'a pas encore été fixée.

Dès le dimanche suivant, le 6, le porte-parole du HDP, Ayhan Bilgen, a annoncé que celui-ci entamait immédiatement un boycott du parlement, précisant que les députés qui quittaient l'Assemblée iraient «de maison en maison, de village en village, de district en district» pour rencontrer les gens et élaborer avec eux des propositions sur les actions à mener ensuite. Le 22 novembre, il a cependant annoncé le retour du HDP au Parlement turc: «Nous n'abandonnerons pas la lutte comme vous le voudriez, et ne serons pas vos fantoches au parlement».

Les premières réactions étrangères aux arrestations des co-présidents du troisième parti de Turquie, avec 59 députés sur 550, ont été unanimement désapprobatrices. Par la voix de sa responsable de la

politique étrangère, Federica Mogherini, l'Union européenne s'est déclarée dès le lendemain «extrêmement inquiète», et a convoqué une réunion des différents diplomates de l'UE à Ankara. Dans une déclaration conjointe avec le commissaire européen à l'Élargissement, Johannes Hahn, Mme Mogherini a déclaré: «Ces développements [...] compromettent la démocratie parlementaire en Turquie et exacerbent la situation déjà très tendue dans le Sud-Est du pays, pour laquelle il ne peut y avoir qu'une solution politique». Plusieurs partis du Parlement européen, dont son deuxième groupe parlementaire, celui des Sociaux-démocrates, ont également condamné les arrestations. En France, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Romain Nadal, a exprimé lors de son point presse quotidien sa «préoccupation sérieuse», appelant «[...] la Turquie à respecter la primauté du Droit et les droits fondamentaux», y compris la démocratie et la liberté de la presse. Dans la Région du Kurdistan d'Irak, le Premier ministre du Gouvernement régional (GRK), Nechirvan Barzani, a appelé le 4 dans un communiqué à la libération des députés HDP arrêtés et demandé «un redémarrage du processus de paix dans l'intérêt d'une véritable résolution». Le secrétariat de la Présidence de la Région et le Bureau politique de l'UPK ont fait des déclarations similaires. Le 5, le secrétaire d'État adjoint américain, Antony Blinken, a aussi exprimé ses inquiétudes, de même que le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Earnest, qui a ajouté que la suppression des libertés fondamentales n'était pas un moyen de lutter contre le terrorisme. Le 8, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a déclaré que le président turc Erdoğan emmenait

la Turquie «loin de l'Europe» et mettait en danger sa candidature.

A côté de ces condamnations officielles, qui n'ont eu dans le passé que peu d'effet sur les autorités turques, des manifestations de protestation, en majorité par des Kurdes, ont eu lieu en Turquie comme à l'étranger. A Londres, un policier a été légèrement blessé lorsque des centaines de protestataires ont tenté de pénétrer dans l'ambassade turque. Des manifestations ont aussi eu lieu le 6 au Kurdistan d'Irak, à Koya et à Halabja. À Istanbul, la police a dispersé des manifestants à coups de gaz lacrymogène, de grenades assourdissantes et de pulvérisations au poivre, menaçant aussi d'arrêter les journalistes venus couvrir l'événement et confisquant leur matériel de prise de vues. Des manifestations se sont poursuivies plus tard dans le mois: le 12, environ 25.000 Kurdes et alévis se sont rassemblés à Cologne, en Allemagne, avec des portraits de Selahattin Demirtaş et aussi d'Abdullah Öcalan, et des heurts ont eu lieu entre une petite minorité de manifestants et la police; le 17, des milliers de Kurdes (2.000 selon la police) ont défilé à Bruxelles, demandant des sanctions de l'UE contre la Turquie. Enfin, le dimanche 20 à Istanbul, au moins 5.000 manifestants du HDP mais aussi du CHP (Parti Républicain du Peuple, kémaliste) se sont rassemblés dans les quartiers asiatiques, criant des slogans comme «Unis contre le fascisme».

A Diyarbakir, quelques heures seulement après la mise en détention des 2 co-présidents, un attentat utilisant un minibus piégé, visant dans le quartier de Bağlar le bâtiment de la police anti-terroriste, a tué 11 personnes et en a blessé plus de 100. Cette action a provoqué la controverse quant à ses

auteurs: le Premier ministre turc puis le bureau du gouverneur l'ont immédiatement attribuée à «l'organisation terroriste séparatiste» – c'est-à-dire, en «langue officielle» le PKK, et ont maintenu cette version même après que Daech l'ait revendiquée et qu'un groupe d'investigation basé aux États-Unis, SITE, ait déclaré disposer d'une source confirmant la responsabilité probable de l'organisation djihadiste. Le HDP, de son côté, a déclaré que 6 de ses députés, incarcérés dans le bâtiment de la police visé par l'attaque, y avaient échappé de justesse... Puis l'attentat a été revendiqué par le TAK, un groupe dissident du PKK, ce qui lui apportait un troisième auteur potentiel. À Diyarbakir, la concomitance de l'attaque avec les incarcérations, la proximité de l'explosion avec le lieu de détention des députés arrêtés, l'insistance des autorités à attribuer l'action au PKK et surtout le fait que les assaillants aient pu s'approcher aussi facilement de leur cible... ont éveillé la suspicion de ceux se rappelant les attentats anti-HDP de Suruç et d'Ankara, et des commentaires du type «Trois suspects, un responsable: Erdoğan» ont fleuri sur les réseaux sociaux (ou du moins sur ce que les autorités n'ont pu en bloquer...).

Le 11, cinq assistants parlementaires de députés HDP, dont celui de Figen Yüksekdağ ont été incarcérés à leur tour. Le 16, les maires HDP de Siirt et de Tunceli ont été arrêtés sur accusation de liens avec le PKK, puis le 17, le maire de Van, Bekir Kaya, a été arrêté en même temps que quatre autres élus municipaux pour des accusations similaires, qui pourraient lui valoir 15 ans de prison. Des administrateurs ont été désignés pour remplacer des élus arrêtés dans plusieurs villes des provinces de Siirt et Mardin. Le 21, c'est Ahmet Türk, 74 ans, vétéran de la politique kurde en Turquie et maire de Mardin, qui, après avoir été démis

de ses fonctions la semaine précédente avec sa co-maire Emin İrmak, a été placé en garde à vue. A. Türk a déjà passé des années dans les prisons turques lors des coups d'État de 1970 et de 1980, puis en 1994, en même temps que Leyla Zana. L'administrateur non-élu nommé pour le remplacer n'est autre que le gouverneur de la province, Mustafa Yaman.

Vers la fin du mois, d'autres réactions de l'étranger à la répression implacable exercée par le gouvernement turc ont commencé à se manifester. Bien que le Président turc ait par avance dénié toute valeur au vote attendu du Parlement européen pour geler le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, celui-ci a sans doute porté un coup aux autorités turques. Le 24, le Parlement européen a approuvé le gel des négociations d'adhésion de la Turquie; les députés ont déclaré «[...] condamner avec force les mesures répressives disproportionnées prises en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire» et, bien que «demeurant partisans d'un ancrage de la Turquie à l'Union européenne [...], appeler la Commission et les États membres à initier un gel temporaire des négociations d'accession en cours avec la Turquie». Le vote du Parlement n'est pas contraignant juridiquement, mais envoie malgré tout un message clair, même si le Président turc déclare justement ne pas pouvoir le «digérer»... Manifestement furieux, M. Erdoğan a de nouveau brandi la menace d'une réouverture des frontières aux réfugiés syriens. Le même jour, le parlement autrichien, justifiant sa décision par la situation des droits de l'homme et notamment des médias en Turquie, a voté à l'unanimité la restriction des ventes d'armes à ce pays. Le ministère allemand des Affaires étrangères a quant à lui déclaré être opposé au gel des négociations d'adhésion, précisant

qu'il était important à son avis de continuer à «parler avec ce pays», ajoutant que l'accord sur les réfugiés «était dans l'intérêt des deux parties». Continuer à parler avec la Turquie après les déclarations demandant la libération des députés arrêtés, c'est aussi le choix fait par la Région du Kurdistan Irakien, dont le Premier ministre Nechirvan Barzani rencontrait justement le 24 le Président turc à Ankara...

Le 28, selon une source demeurée anonyme en raison des restrictions imposées aux déclarations aux médias, le parquet d'Izmir a accu-

sé la co-présidente du HDP Figen Yüksekdağ et le député Erdal Atas de «propagande pour une organisation terroriste», et un autre député, Mizgin Irgat, a été accusé de «promouvoir les crimes et les criminels». Après l'examen des discours des députés HDP lors d'une table ronde à Izmir en février, dans lesquels les actions du PKK étaient qualifiées de «lutte populaire», le bureau du procureur a demandé des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans. Le 29, le député HDP Hışiyar Ozsoy a averti que le gouvernement avait remplacé de

nombreux gardiens de prison par des policiers des Forces spéciales et transféré des armes lourdes dans certaines prisons. Déclarant: «Le gouvernement peut envisager d'exécuter certaines politiques répressives, voire mortelles dans les prisons», Ozsoy a appelé toutes les institutions et organismes internationaux à suivre, enquêter méticuleusement, et agir, sur la grave situation dans les prisons turques». Ce même jour, le procureur du tribunal de Diyarbakir a requis 230 ans de prison contre Mme Gültan Kışanak, co-maire emprisonnée de Diyarbakir.

DIYARBAKIR : HOMMAGE AU BÂTONNIER DÉFENSEUR DE LA PAIX TAHIR ELÇI UN AN APRÈS SON ASSASSINAT

Le lundi 28 novembre à Diyarbakir, a été organisé un hommage public à Tahir Elçi, un éminent avocat, bâtonnier de Diyarbakir et militant des droits des Kurdes, abattu en plein jour le 28 novembre 2015 d'une balle dans la tête, alors qu'il tenait dans la rue une conférence de presse pour demander la fin des violences dans le «Sud-Est» – le Kurdistan de Turquie.

Des centaines de participants ont assisté à la cérémonie commémorative qui s'est tenue dans la vieille ville de Diyarbakir, devant le minaret historique du quartier de Sur, le minaret «aux quatre pieds» qu'Elçi avait choisi pour tenir la conférence de presse au milieu de laquelle il a été abattu. Certaines des personnes présentes avaient apporté de petits portraits de l'avocat portant les mots «Ambassadeur de la Paix», «Barış Elçisi» – en un jeu de mots sur son nom. Tous ont déposé en hommage des œillets rouges. Les avocats des barreaux locaux, vêtus de tenues de cérémonie, ont reçu en pleurs les députés venus les rejoindre du HDP et du CHP. Ahmet

Ozmen, l'avocat qui a succédé à Elçi comme bâtonnier, a critiqué les «forces obscures» qui étaient derrière le meurtre de son confrère et déclaré que les efforts pour résoudre le crime continueraient. Au même moment à Istanbul, des dizaines d'avocats ont rendu hommage à leur confrère assassiné devant un Palais de justice avec une bannière promettant «Nous n'oublions jamais Tahir Elçi».

Dans une interview publiée le même jour dans le quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, la femme d'Elçi, Turkan, a critiqué l'absence de tout progrès dans l'enquête un an après les faits: «Il n'y a ni d'acte d'accusation, ni témoin ni suspect. Alors vous voyez comment les choses ont avancé en un an ». Emma Sinclair-Webb, directrice de *Human Rights Watch* en Turquie, a déclaré que malgré l'ouverture formelle d'une enquête, aucun suspect n'était apparu, ajoutant qu'il était à la fois tragique et ironique que le cas d'Elçi – qui avait au cours de toute sa carrière recherché justice pour des massacres non résolus – doive ressembler à «ceux pour lesquels il

avait lutté toute sa vie professionnelle». Le HDP a également critiqué l'absence de progrès de l'enquête sur ce qu'il a appelé un «meurtre politique». «Pendant des jours, les examens juridiques de la scène ont été empêchés, les preuves ont été obscurcies de sorte que l'auteur est toujours inconnu». L'enchaînement des faits durant lesquels l'avocat a été abattu demeure suspicieux, la police ayant incriminé le PKK, alors qu'une vidéo des événements montre qu'un des policiers chargés de protéger Elçi pourrait bien être celui à avoir tiré le coup de feu fatal...

Né à Cizre en 1969, Tahir Elçi était marié et père de deux enfants. Il était devenu bâtonnier de Diyarbakir en 2010. Peu de temps avant son assassinat, il avait été arrêté brièvement après une interview télévisée sur *CNN Türk* au cours de laquelle il avait déclaré que le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) interdit n'était «pas une organisation terroriste, mais une organisation de lutte armée», ce qui lui avait valu des menaces de mort. Il est intéressant de noter que c'est en utilisant quasiment les mêmes

termes qu'avait employés cet avocat reconnu qu'un tribunal de Bruxelles, en Belgique, a le 3 novembre refusé de renvoyer devant une Cour criminelle 36 prévenus suspectés d'activités pro-PKK, propagande, recrutement de combattants mineurs et collecte de fonds, en jugeant que les activités du PKK ne peuvent

être classifiées comme terroristes, mais correspondent à la définition d'une «lutte armée». Cependant, Elçi lui-même n'avait jamais défendu la violence. Il avait à plusieurs reprises appelé le PKK à déposer les armes, et les derniers mots qu'il a prononcés avant sa mort durant sa conférence de presse avaient

trait à la défense du patrimoine historique de Diyarbakir que les affrontements endommageaient – déjà – irrémédiablement: la raison pour laquelle il avait choisi de s'exprimer devant le célèbre minaret de Sur: «Nous ne voulons ni affrontements, ni fusils ni opérations dans ce lieu antique».

PARIS : UN COLLOQUE AU SÉNAT SUR LE STATUT DES CHRÉTIENS ET DES YÉZIDIS APRÈS LA BATAILLE DE MOSSOUL

Le vendredi 25 novembre dans l'après-midi, l'Institut Kurde de Paris a organisé au Palais du Luxembourg un colloque international intitulé: «Quel statut pour les chrétiens et les yézidis après la bataille de Mossoul?». Alors que les minorités du nord de l'Irak, qui auraient dû bénéficier de la protection de leur État, ont payé un très lourd tribut à la suite de l'occupation de leurs territoires par l'organisation djihadiste Daech, il s'agissait d'apporter des éléments de réflexion sur l'après-Mossoul, de susciter un débat public à ce propos, et surtout d'entendre ce que les représentants de ces minorités elles-mêmes ont à dire à ce propos, alors que la question a été jusqu'à présent malheureusement fort peu abordée.

Outre des représentants de deux églises chrétiennes d'Orient, Mgr. Pétrus Moushé, évêque syriaque catholique de Mossoul et de Qaraqosh, et Mgr. Mikha Maqdasi, évêque chaldéen catholique d'Al-Qosh, étaient présents à ce colloque, organisé au Sénat grâce à l'invitation de M. le sénateur de Paris Yves Pozzo di Borgo, l'unique députée yézidie du parlement de Baghdad, Mme Vian Dakhil, le représentant en France du Gouvernement du Kurdistan Irakien (GRK) M. Ali Dolamari, et l'ancien président

du Parlement de la Région du Kurdistan Irakien M. Adnan Mufti. L'ancien ambassadeur américain en Croatie et professeur au *National War College* de Washington, Peter W. Galbraith, est intervenu en vidéoconférence depuis les États-Unis, et l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a également fait une intervention au colloque.

Le colloque comprenait deux tables rondes successives, intitulées «La situation des minorités religieuses et leurs aspirations», et «Quel statut pour les chrétiens et les yézidis?», qui ont été modérées respectivement par M. Thierry Oberlé, journaliste au *Figaro*, et M. Kendal Nezan, Président de l'Institut Kurde de Paris.

Ce qui ressort de cette rencontre est que l'Etat irakien a globalement failli à son devoir de protection de ses propres citoyens, non seulement parce qu'il a abandonné ceux-ci et de vastes pans de son territoire à Daech, l'Organisation du soi-disant «Etat Islamique», mais aussi parce qu'il a laissé se développer durant toute la période précédant l'arrivée de ces djihadistes génocidaires une politique de discrimination rampante des minorités. La députée yézidie Vian Dakhil, notamment, a déclaré que la confiance entre les diverses communautés irakiennes avait été perdue après des décen-

nies de nettoyage ethnique contre les groupes minoritaires du pays, au point que sa restauration probable ne pourrait advenir que si la communauté internationale s'y impliquait: «Les yézidis ont fait face à la persécution en raison de leur foi, c'est pourquoi l'engagement international est une condition préalable à la restauration de la confiance», a-t-elle déclaré. Les représentants des chrétiens d'Orient présents au colloque ont également insisté sur la difficulté de reprendre la vie commune avec leurs voisins non-chrétiens sans une garantie extérieure après que le pouvoir central irakien les ait «trahis en ouvrant les portes de Mossoul aux djihadistes»: «Nous voulons une garantie des pays occidentaux pour que le pouvoir central irakien assure nos droits et notre défense », a ajouté Mgr. Pétrus Moushé. La difficulté de reprendre la vie antérieure tient aussi au fait que Daech a trouvé de nombreux soutiens dans la population locale: yézidis comme chrétiens ont témoigné que, parmi ceux qui les avaient assassinés, dépouillés de leurs biens, et violé les femmes de leur communauté, se trouvaient certains de leurs voisins arabes sunnites qui s'étaient ralliés aux djihadistes à l'arrivée de ceux-ci. Plusieurs intervenants ont déclaré à ce propos qu'il leur paraissait impossible de reprendre la vie commune en faisant comme si rien ne s'était passé: «Peut-on nous demander de vivre avec nos anciens bourreaux?», a notamment demandé

Vian Dakhil, qui s'est battue depuis 2014 pour assister ses coreligionnaires réduites en esclavage sexuel par les djihadistes et faire connaître leur condition à la communauté internationale. De plus, la défaite militaire probable de Daech à Mossoul n'entraînera vraisemblablement pas sa disparition, mais plutôt son passage dans la clandestinité, ce qui laisse demeurer un risque d'attaques contre les minorités de la région que nul ne peut encore évaluer.

Face à ces risques futurs, outre l'émigration, que certains envisagent (nombreux sont les chrétiens qui ont pris depuis 10 ans la route de l'exil), et la demande maintes

fois formulée de l'envoi d'une force de protection internationale, peu probable en raison de la réticence des pays susceptibles de la fournir, a été avancée la demande de création dans la plaine de Mossoul d'une Région autonome dans laquelle les communautés qui y sont majoritaires pourraient assurer leur propre défense avec notamment l'appui des pechmergas kurdes, qui bénéficient auprès d'eux de davantage de confiance que les militaires irakiens.

Une telle Région autonome pourrait tout d'abord être érigée en gouvernorat (ou province irakienne) de plein droit, quitte à ensuite négocier son statut particulier, association à

la Région du Kurdistan ou maintien dans la République d'Irak, une décision à propos de laquelle la population locale pourrait exprimer son opinion au moyen d'un référendum.

Le colloque a été suivi par de nombreux journalistes, et les chaînes de télévision kurdes et assyro-chaldéennes en ont assuré une large couverture. De son côté, le quotidien *Le Figaro* y a consacré une double page. A l'occasion de ce colloque, Mgr. Pétrus Moushé a été reçu par le président français François Hollande ainsi que par François Fillon, candidat de la droite pour la prochaine élection présidentielle.

Comment on vit à Diyarbakır

Dans le Kurdistan turc, le quotidien oscille entre révolte et désespoir, face à la répression conduite par Ankara, explique l'écrivain kurde Murat Özyaşar

Par MURAT ÖZYASAR

Vivre à Diyarbakır, c'est naître dans une langue et parler de là, de ce lieu où le kurde, parce qu'il a été interdit, n'est pas un kurde correct, où le turc, parce que ceux qui vivent là ne sont pas turcs, n'est pas un turc correct, où ce que l'on parle n'est le dialecte, le patois d'aucune langue, où ce que l'on entend n'est surtout pas un accent mais une langue qui «boîte», où le kurde et le turc se sont méchamment contaminés l'un l'autre aux niveaux grammatical et sémantique et, n'en restant pas là, où ils se sont brisés l'un l'autre. C'est dire: «Autant pour les fautes de l'Etat!»

C'est voir, alors que la ville est parcourue par toutes sortes de rumeurs du type «Aujourd'hui les commerçants baissent le rideau, demain aussi», la conscience politique du petit commerçant qui, à la porte de sa boutique, verre de thé à la main et cigarette au bec, regarde si ses confrères ont fermé ou pas. C'est voir, alors qu'une bombe explose soudain en pleine journée et que l'on poursuit son chemin, souriant d'avoir entendu quelqu'un dire: «Mince alors, ils commencent tôt aujourd'hui», la conscience politique du mendiant qui prie pour «qu'Allah libère vos prisonniers et qu'il fasse que l'on retrouve les os de vos morts».

C'est voir des mioches jouer dans la rue, voir l'un d'entre eux, pensant qu'un autre triche, lever les mains au ciel en s'écriant, révolté, «Vous trouvez ça juste?», et un autre, prenant des airs de sage, lui répondre: «Est-ce que l'Etat est juste?». Les voir, et rester planté là, bouche bée.

Vivre à Diyarbakır, c'est penser au Moyen-Orient dès les premières heures du matin et, aux dernières heures du soir, être encore en train d'y penser. C'est vivre dans un endroit où le mot «basané» prend tout son sens. C'est expliquer longuement «pourquoi les Kurdes naissent vieux». Vivre à Diyarbakır, c'est parfois apprendre à ne pas vivre. C'est porter le fardeau d'une capitale illégale en rêvant qu'un jour cette ville deviendra, dans tous les sens du terme, la «capitale des colombes» [Diyarbakır est célèbre pour ses colombes et pigeons].

C'est, dans les manifestations, ne pas remarquer comment le slogan «Vive la fraternité des peuples» est soudain passé, d'un coup de ciseaux, du turc au kurde «Bijî biratiya gelan» et entendre la personne à côté de vous dire: «Ça oui, vive les belles-sœurs des peuples!» [la confusion provient d'une interprétation erronée du mot kurde «birati» (fraternité), qui laisse penser que le kurde n'est pas bien

maîtrisé par ses propres locuteurs].

C'est entendre un vieux monsieur répondre à la question «Que pensez-vous de l'Etat?» par un «Valla, je suis content de l'Etat, moi», et voir le journaliste de la télévision kurde Roj TV [basée en Belgique] fulminer après avoir coupé caméra et micro: «Ils n'ont pas brûlé ton village? — Si. — Ton fils n'est pas mort dans la montagne? — Si. — Tu ne traînes pas ta chienne de vie dans cette ville? — Si. — Et alors, comment tu peux être content de l'Etat?» Et c'est entendre le vieil homme répondre: «Ça, c'est mon point de vue officiel» avant de le saluer bien bas.

Vivre à Diyarbakır, c'est dire: «Laisse-moi te dire un mot» et parler deux paragraphes. C'est, à 12 ans, être témoin de l'assassinat non éluclidé de Vedat Aydin, à 13 ans de celui d'Apê Musa, à 36 ans de celui de Tahîr Elçi et, dans l'intervalle, de ceux de centaines de gosses dont on a malheureusement depuis oublié les noms. C'est passer sa vie à pleurer en répétant assassins, assassins, assassins... C'est vivre dans une ville où les seuls lieux qui se développent de manière «stable» sont les cimetières, dans une ville de longue date interdite de deuil où, pour cette raison, on n'arrive pas à guérir le traumatisme. C'est se lancer dans d'effrayantes crises de rire noir.

« JOUE PAS À L'ÉTAT AVEC MOI »

C'est répondre par un silence à la déclaration de la mère d'un élève de 18 ans qui, un matin, apparaît à la porte de votre classe pour vous dire que son fils «n'est pas rentré à la maison hier soir». Parce que ce jeune de 18 ans ne rentrera pas le jour d'après non plus, ni le jour d'après, ni celui d'après... Diyarbakır est une ville où les mères s'opposent violemment à ce que leurs enfants portent des baskets, car à Diyarbakır, c'est pour aller manifester que les jeunes portent des baskets. C'est une ville où il faut comprendre différemment le fait de rentrer tard à la maison.

Diyarbakır, c'est la ville où, alors que dans le monde entier on défile pour une vie meilleure, les Kurdes défilent simplement pour «vivre» et «se soulever» car ils n'ont pas d'autre choix pour rester debout. C'est la ville du poète Ahmed Arif, qui s'écrie: «Tirez, merde tirez! On ne me tue pas comme ça, moi!» C'est celle de l'écrivain Hicri İzgören, qui écrit: «A tous les coins de rue, ils me demandent mes papiers d'identité, moi j'ouvre ma chemise et je montre ma blessure», et c'est celle de son collègue Kemal Varol, qui écrit: «Parce que la violence de la vie a besoin de spectateurs.»

Vivre à Diyarbakır, c'est entendre le chauffeur du minibus répondre au vieil homme qui demande, en lui tendant tout honteux sa monnaie, un tarif étudiant pour économiser deux centimes: «T'es en quelle classe, papi?» A Amed, si tu demandes à un gosse qui vend des sifflants combien il en vend chaque jour, il te répond: «T'en veux un ou pas? Joue pas à

l'Etat avec moi, j'ai pas que ça à faire.»

C'est la ville des belles vieilles dames qui sont les premières à proclamer l'autonomie en accrochant des poivrons à sécher aux barrières de police, grillant toutes les instances du pouvoir. C'est la ville des gens qui en ont marre d'insulter copieusement les médias généralistes qui diffusent de fausses nouvelles, et où l'on trouve sur le balcon ou le toit de chaque maison une antenne parabolique.

C'est une ville où l'on emploie des expressions extraordinaires comme «se calomnier soi-même» pour en définir l'«état d'esprit». C'est une ville où, lorsque vous voulez réparer votre salle de bains, votre cuisine ou votre balcon, vous trouvez des artisans très compétents dans l'art de «casser et de détruire» (car c'est ce qu'enseigne la guerre) mais pas un seul qui sache «faire et construire» (car en leur temps, tous les maîtres artisans arméniens ont été chassés de la ville). C'est aussi la ville des artisans qui, après avoir terminé un travail bâclé, vont vous demander de l'argent pour la dot de leur mère.

Diyarbakır, c'est une ville, pas une cité, dont la colère, la joie et la révolte sont à nulle autre pareilles, que vous ne pouvez vous empêcher de regarder sans y croire, même quand vous y vivez depuis quarante ans. Alors: Amed [le nom de la ville en kurde] ou Diyarbakır?

C'est une ville qui est en guerre depuis cent ans pour son identité, qui en a amplement payé le prix, et c'est peut-être l'une des villes au monde qui a le plus d'identité, Amed ou Diyarbakır. C'est la ville où, si vous avez eu l'heur d'y naître, vous avez entendu plus tôt que les gens de la même génération nés ailleurs les mots froids de l'Etat, où vous avez été forcés très tôt de les comprendre et de les connaître mais où les seuls et uniques mots dont vous avez pu être diplômés sont ceux de la révolte.

En fait, je crois que j'aurais dû me contenter de dire ceci: Diyarbakır est une longue phrase qui contient l'Etat et la révolte. ■

Cet article, d'abord paru dans le quotidien turc «Evrensel Pazar», a été traduit par Sylvain Cavailles.

Murat Özyaşar est un écrivain turc d'origine kurde, dont la traduction du recueil de nouvelles «Le Rire noir» devrait paraître en février 2017 chez Galaade. Enseignant du secondaire, il a été mis à pied à la rentrée comme plus de 10 000 de ses collègues qui ont protesté contre les exactions de l'armée turque dans le Kurdistan turc. Il a été détenu sept jours au début du mois d'octobre

Arrestation des chefs du parti prokurde en Turquie

L'interpellation de onze députés du HDP est un nouveau signe du durcissement du régime d'Erdogan

ISTANBUL - correspondante

Vendredi 4 novembre à l'aube, la police turque a interpellé onze députés du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), le troisième parti au Parlement (59 députés sur 550), dont les coprésidents Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag. «*La police est devant ma porte avec un mandat pour m'emmener de force*», a tweeté Selahattin Demirtas depuis son domicile de Diyarbakir (sud-est de la Turquie).

Sitôt après le Tweet de Selahattin Demirtas, l'accès à Twitter, Facebook et à la messagerie WhatsApp a été bloqué dans toute la Turquie. Peu après, une voiture piégée a explosé aux abords d'une annexe de la préfecture de police de Diyarbakir faisant, selon un premier bilan, un mort et trente blessés.

La coprésidente du HDP, Figen Yüksekdag, a été arrêtée à son domicile à Ankara, tout comme les députés Sirri Süreyya Önder, Idris Baluken et Mehmet Ali Aslan. Le siège du parti HDP à Ankara a également été perquisitionné. Selon leurs avocats, les députés se voient reprocher d'avoir refusé de témoigner dans des affaires liées au terrorisme. «*Le HDP appelle la communauté internationale à réagir contre le coup d'Etat mené par le régime d'Erdogan*», a écrit le HDP sur son compte Twitter depuis bloqué.

Les autorités accusent le HDP d'être une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), désigné par la Turquie (comme par l'Union européenne et les Etats-Unis) comme un groupe terroriste.

Après une trêve de deux ans et demi, la guerre a repris de plus belle à l'été 2015 dans les régions du sud-est à majorité kurde entre les forces spéciales turques et les rebelles kurdes. Elle continue de faire rage, faisant des morts chaque jour, le plus souvent lors d'explosions de véhicules piégés ou

« Cette arrestation est comme une provocation pour enflammer la Turquie »

ALI SEKER
député du Parti républicain du peuple

de mines téléguidées à distance sur des convois de l'armée.

« Ténébres moyen-orientales »

Le gouvernement turc a durci son attitude envers le HDP à partir des législatives du 7 juin 2015, quand la formation prokurde a remporté 13,5 % des voix aux législatives tandis que le Parti de la justice et du développement (AKP), le parti des islamo-conservateurs, a perdu sa majorité pour la première depuis 2002. Au président turc, Recep Tayyip Erdogan, avide d'imposer au pays un système présidentiel sans contre-pouvoirs, Selahattin Demirtas avait alors rétorqué : «*Nous ne vous laisserons jamais devenir président.* » En mai, le Parlement turc, avec 376 voix pour, a voté en faveur de la levée de l'immunité parlementaire de 148 députés dont 53 du HDP.

Depuis Izmir, au bord de la mer Egée, le chef du Parti républicain du peuple (CHP, le parti d'Atatürk), Kemal Kılıçdaroglu, a déclaré : «*Ces arrestations sont absurdes (...). La Turquie avance comme un véhicule sans freins. Personne ne sait où elle va. Les dirigeants sont en train de la ramener dans les ténébres moyen-orientales, tout ça pour imposer un régime présidentiel personifié.* »

Il faisait allusion au régime présidentiel que le président Erdogan veut imposer au pays. «*On ne peut diriger par la vendetta* », a-t-il ajouté.

«*Ce qui s'est passé cette nuit, ce n'est pas seulement un putsch mais une tentative de diviser le pays,*

c'est comme si l'Assemblée nationale avait été bombardée une seconde fois », a dénoncé Sezgin Tanrikulu, député du CHP pour Istanbul. «*Le 15 juillet était un putsch contre la Turquie, cette arrestation est comme un deuxième putsch, une provocation pour enflammer la Turquie* », a renchéri Ali Seker, lui aussi député du CHP pour la circonscription d'Istanbul.

L'Union européenne s'est dite «*extrêmement inquiète* » après cette arrestation et a contacté Ankara à ce sujet, a déclaré vendredi la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini.

Depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet – ourdi, selon Ankara, par Fethullah Gülen, le prédicateur musulman réfugié aux Etats-Unis – le gouvernement a imposé l'état d'urgence dans tout le pays jusqu'en janvier 2017. Une répression sans précédent s'en est suivie : 37 000 personnes ont été arrêtées, 110 000 enseignants, policiers, magistrats, membres des services secrets et autres ont été mis à pied.

Purges quotidiennes

Le pays n'est plus qu'une immense machine à arrêter, punir, limoger. Jeudi 3 novembre, 1218 gendarmes soupçonnés de collusion avec le mouvement Gülen ont été limogés. La veille, 137 mandats d'arrêts avaient été émis contre des universitaires accusés de la même chose. Pour être suspect, il suffit d'avoir eu un temps un compte à la banque Asya (la banque du mouvement Gülen, parfaitement légale pourtant), d'avoir été abonné au quotidien *Zaman*, ou d'avoir utilisé l'application numérique ByLock.

Devenues quotidiennes, les purges s'abattent sur tous les opposants : ceux de gauche, les syndicalistes, les militants des droits de l'homme et de la cause kurde. Tout le monde est sous la menace, les gens sont tétanisés par la peur. Jeudi 3 novembre à Istanbul, alors que s'ouvrait la Foire internationale annuelle d'art contempo-

LES PROFILS



Selahattin Demirtas
A 43 ans, il copréside le HDP, le Parti démocratique des peuples, depuis 2014. Ancien président de l'association des droits de l'homme de Diyarbakir dont il est l'un des députés, cet avocat charismatique avait transformé ce parti pro-kurde, accusé d'être la vitrine politique de la rébellion, en une formation ouverte «*à toutes les diversités*».



Figen Yüksekdag
A 44 ans, elle copréside depuis 2014 le HDP au titre de la rigoureuse parité en vigueur dans le parti. Militante de la gauche radicale née dans une famille conservatrice et nationaliste, elle avait milité au Parti socialiste des opprimés avant de rejoindre le HDP. Elle est députée de Van (est).

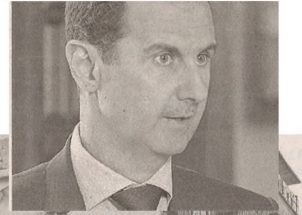
rain, des islamo-nationalistes ont fait une descente au beau milieu du vernissage pour faire retirer un buste qui ne leur plaisait pas, menaçant son auteur de mort.

L'économie turque risque de pâtir de cette situation. Le tournant répressif, l'insécurité, l'instabilité géopolitique ne sont pas sans l'affecter. Vendredi, la lire turque a continué sa descente (3,47 pour un euro contre 3,41 la veille) tandis que la Bourse d'Istanbul a vu son indice de valeurs baisser.

Hormis la chute de la monnaie locale (-40 % par rapport au dollar en deux ans), le chômage est en hausse (10 % au total, 19 % chez les jeunes), le déficit courant s'accroît. La croissance est poussive (3,2 % en 2016) et deux agences de notation financière (Standard & Poor's et Moody's) ont récemment classé la Turquie comme impropre à l'investissement. Or, pour financer son déficit, la Turquie a un besoin crucial en investissements étrangers. Mais comment attirer les investisseurs alors que les décrets liés à l'état d'urgence ont permis la confiscation de 496 entreprises? ■

MARIE JÉGO

Assad in person: Confident, friendly, no regrets



DAMASCUS, SYRIA

Syria's president insists the West is mistaken in backing his opponents

BY ANNE BARNARD

The guns were silent atop Mount Qasioun, and the lights on its slopes twinkled over Damascus as President Bashar al-Assad of Syria welcomed a group of Western visitors into his French-Ottoman palace, presenting himself as a man firmly in control of his country.

He radiated confidence and friendliness as he ushered a group of British and American journalists and policy analysts into an elegant wood-paneled sitting room where he claimed that the social fabric of Syria was stitched together "much better than before" a chaotic civil war began more than five years ago. It was as if half his citizens had not been driven from their homes and nearly half a million had not been killed in the bloody fighting for which he rejected any personal responsibility, blaming instead the United States and Islamist militants.

"I'm just a headline — the bad president, the bad guy, who is killing the good guys," Mr. Assad said. "You know this narrative. The real reason is toppling the government. This government doesn't fit the criteria of the United States."

The meeting on Monday night was surreal for me after years of writing about a devastating and intractable war that has reduced several of Syria's grand city centers to rubble and prompted accusations of war crimes. While hundreds of thousands of Syrians are besieged and hungry, here was Mr. Assad, secure in his palace because he has outsourced much of the war to Russian, Iranian and Hezbollah forces whose influence has grown to a degree that makes some of his own supporters uncomfortable.

He was on a mission to convince the West that their governments had made a mistake in backing his opponents and that he was secure in his position as the custodian of Syrian sovereignty.

Waxing philosophical, he spoke of every Syrian's right to be "a full citizen, in every meaning of this word," and likened intolerant versions of religion to a computer operating system that needed to be updated. He promised that a new era of openness and dialogue was



Members of the Syrian Civil Defense, known as the White Helmets, searching for victims in the rubble of a building said to have been destroyed by an airstrike in a rebel-held neighborhood of Aleppo.

underway in Syria and said that he was thinking ahead about how to modernize Syrians' mentality after a war that he believed his forces were assured of winning.

Mr. Assad ruled out political changes until then and declared that he planned to remain president at least until his third seven-year term ends in 2021.

"Let's suppose that these allegations are correct and this president has killed his own people, and the free world and the West are helping the Syrian people,"

Mr. Assad said in English. "After five years and a half, who supported me? How can I be a president and my people don't support me?"

He gave a small giggle and added, "This is not realistic story."

Indeed, Mr. Assad has managed to hold on not only because of decisive intervention by foreign fighters, but also because of deeper support in some quarters than many thought he had.

Mr. Assad said on Monday that while much of his support came from people who might dislike his policies or the Baath Party he heads, they feared that the alternative would be extremist rule or state collapse.

"They learned the value of the state," he said, acknowledging that this support could diminish if the war ended. "That's what brought them towards us, not because they changed their mind politically."

Mr. Assad's remarks came after a two-day conference organized by the British Syrian Society, headed by his father-in-law, Fawaz Akhras, that was billed as

part of a new openness and an effort to compete in what has been termed a news media war.

I was among several dozen international journalists and analysts who attended the conference as a way to get into the country after more than two years of being unable to obtain a visa. There was no sign that the policy requiring journalists to travel with minders and to go through elaborate hoops to visit specific areas had changed.

But Damascus, the capital, appeared less tense than on my last visit, in 2014. New bars were packed in the historic old city. After advances by pro-government forces and what the government calls reconciliation deals with besieged rebel-held suburbs, artillery fire no longer pounds those districts daily, and rebel mortar fire hits the city less frequently.

The message from government officials and Assad supporters echoed the president's: They believe they are winning and they are ready to engage with the West, but on their own terms.

"It is up to the West to rethink about their policies," the Syrian foreign minister, Walid al-Moallem, told a group of us on Monday.

Mr. Moallem said the government would fight to defeat any militants refusing to return to government rule — be they Kurdish groups in the northeast, or the Qaeda-linked groups and American-backed rebels fighting in Aleppo. He dismissed the possibility of any deal that would retain local opposition control in eastern Aleppo, saying that would "reward those murderers."

Mr. Assad said during our meeting

that "until this moment, we still have a dialogue through different channels," even to the United States. "But that doesn't mean to give up our sovereignty and transfer Syria into a puppet country," he added.

The confident statements come amid a much more complicated picture.

Despite Russian air support and thousands of militia fighters from Iraq and Hezbollah, the government's push to retake the rebel-held half of Aleppo is fac-

ing stiff resistance and counterattacks.

The Syrian pound is worth one-tenth of its prewar value against the dollar. Millions of Syrian children are unable to attend school. The Islamic State still holds large swaths of Syria.

Mr. Assad, in a suit and trademark Windsor-knotted tie, met us at the top of the palace's sweeping staircase, saying he found it "more cozy" than the official one. There were no security checks.

He denied the existence of political

prisoners and grew steely when asked about people detained for protesting or writing against the government.

"If you support the terrorists, it's not political prisoner," he added. "You are supporting the killers."

Mr. Assad said he was fighting to preserve state institutions and criticized Western intervention. "Good government or bad, it's not your mission" to change it, he said.

THE HUFFINGTON POST

6 novembre 2016

Après Mossoul, "la grande bataille" de Raqa, fief de Daech en Syrie, a commencé

Une force arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis a lancé une vaste offensive pour reconquérir la "capitale" syrienne du groupe Etat islamique.

Le HuffPost avec AFP 06/11/2016
<http://www.huffingtonpost.fr>

INTERNATIONAL - Un nouveau front dans la guerre contre le groupe Etat islamique (EI). La force arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis a lancé dimanche 6 novembre une offensive d'envergure pour reprendre la ville de Raqa, capitale de facto du groupe jihadiste ultraradical en Syrie.

"La grande bataille pour la libération de Raqa et de sa province a commencé", a annoncé Jihan Cheikh Ahmad, une porte-parole de l'offensive, qui lisait un communiqué dans la ville d'Aïn Issa, située à plus de 50 km au nord de Raqa, aux mains de l'EI depuis deux ans et demi.

30.000 HOMMES DÉPLOYÉS

L'offensive baptisée "Colère de l'Euphrate" et mobilisant 30.000 hommes, a débuté sur le terrain samedi soir selon, Jihan Cheikh Ahmad.

"Raqa sera libéré grâce à ses fils et ses factions arabes, kurdes et turkmènes, des héros combattant sous la bannière des Forces démocratiques syriennes (FDS), avec la participation active des Unités de protection du peuple kurde (YPG) (...) en coordination avec la coalition internationale" dirigée par les Etats-Unis, d'après le communiqué.

Elle vise à libérer Raqa "des forces du terrorisme mondial et obscurantiste représentées par l'EI qui a pris (la ville) pour sa capitale supposée", selon le texte.

Des premières opérations sont en cours pour isoler Raqa en vue d'un assaut sur la ville, a déclaré à l'AFP un responsable américain. "Nous allons dans un premier temps nous efforcer d'isoler Raqa afin de préparer un assaut pour libérer la ville", a déclaré ce responsable sous condition d'anonymat.

Le ministre américain de la Défense, Ashton Carter, a lui prévenu dimanche que "la bataille de Raqa ne sera pas facile", en se félicitant du



Dimanche 6 novembre à la mi-journée, en avance sur toutes les prévisions, « la grande bataille pour la libération de Raqa et de sa province a commencé », a déclaré une commandante des Forces démocratiques syriennes (FDS) lisant un communiqué depuis la ville d'Aïn Issa, à plus de 50 kilomètres au nord de Raqa. / Delil Souleiman/Afp

début de l'offensive pour reprendre le fief de Daech.

LA TURQUIE ÉCARTÉE DE L'OFFENSIVE

Cette annonce très attendue intervient au moment où une vaste opération est en cours pour déloger l'EI de son bastion de Mossoul en Irak. L'offensive était évoquée depuis déjà plusieurs semaines, et encore ce dimanche matin par Jean-Yves Le Drian.

Lors du Grand Rendez-vous Europe 1-Les Echos-iTélé, le ministre de la Défense a expliqué qu'il fallait "aussi aller jusqu'à Raqa". "Ça sera automatiquement des forces locales qui viendront libérer Raqa, même si les forces françaises, les forces américaines, la coalition, contribuent par des frappes à ce que l'on puisse démanteler le

dispositif de Daech", a-t-il dit.

Mossoul et Raqa sont les deux dernières grandes villes encore contrôlées par l'EI, qui a perdu une grande partie des territoires que ce groupe ultraradical sunnite avait conquis en 2014 en Syrie et en Irak.

La coalition arabo-kurde a par ailleurs affirmé s'être mise d'accord avec les Etats-Unis pour écarter la Turquie de l'offensive.

"Les Forces démocratiques syriennes (FDS) se sont mises d'accord de manière définitive avec la coalition internationale (dirigée par Washington) qu'il n'y aura aucun rôle turc ou des rebelles qui leur sont alliés dans l'offensive" de Raqa, a affirmé à l'AFP Talal Sello, leur porte-parole.

Turkey arrests pro-Kurdish party leaders amid claims of internet shutdown

Selahattin Demirtaş, HDP co-leader known as the ‘Kurdish Obama’, held with at least 11 MPs as post-coup crackdown continues

Kareem Shaheen / 4 November 2016
www.theguardian.com

The two joint leaders of Turkey’s pro-Kurdish Peoples’ Democratic party (HDP) have been detained along with at least 10 MPs because of their reluctance to give testimony for crimes linked to “terrorist propaganda”.

Police raided the Ankara home of co-leader Selahattin Demirtaş and the house of co-leader Figen Yüksekdağ in Diyarbakır, the largest city in Turkey’s mainly Kurdish south-east, early on Friday.

Demirtaş – a charismatic leader known as the “Kurdish Obama” by some admirers – and Yüksekdağ had been targeted by several separate investigations over the past few months but this is the first time that either has been detained.

At least 10 other HDP parliamentarians were also held, lawyers said, in a major escalation of the government’s crackdown on its opponents in the wake of the failed coup on 15 July. Raids also took place in the south-eastern cities of Van and Bingöl.

The raids took place against a backdrop of rising criticism over the government’s purge, which earlier this week also saw the issuing of arrest warrants against editors and staff of Cumhuriyet, the main opposition newspaper in the country, and a fresh round of dismissals in the gendarmerie.

Ankara accuses the HDP’s politicians of harbouring sympathies for, and acting to further the interests of the Kurdistan Workers’ party (PKK), a separatist group engaged in an insurgency against the government. Peace talks collapsed last year amid accusations that the PKK was rearming and as the ruling Justice and Development party (AKP) drifted towards allying with the nationalist bloc in parliament.

Turkish journalists face abuse and threats online as trolls step up attacks

The purges of the police and media institutions are part of a crackdown on what the authorities say are individuals and organisations with alleged links to Fethullah Gülen, a US-based preacher that Turkey accuses of masterminding the coup.

The prime minister, Binali Yıldırım, told reporters that elected officials who incite and encourage terrorism must face legal proceedings and that the MPs were detained because they had refused to give testimony.

But Turkey’s allies are likely to perceive the latest arrests as a further attempt by President Recep Tayyip Erdoğan to consolidate his power ahead of a parliamentary vote and referendum expected as early as next spring to revise the Turkish constitution and transform the country from a parliamentary democracy into a presidential system.

The leader of the nationalist bloc, Devlet Bahçeli, recently backed a referendum, making a vote on the issue more likely.

A widespread difficulty in reaching social media websites such as Twitter and Facebook as well as messaging app WhatsApp was also reported across Turkey after the detentions started at midnight.



Selahattin Demirtaş, co-leader of the pro-Kurdish HDP, Turkey’s third largest party, was arrested at his home in Ankara. Photograph: Reuters



Demonstrators scuffle with riot police during a protest against the arrest of pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP) lawmakers, in Ankara, Turkey, November 4, 2016. REUTERS/Umit Bektas

Hours after the detentions began, Diyarbakır was rocked by a car bomb outside a police building that was blamed by authorities on PKK militants. Eight people were killed.

The Turkish justice minister, Bekir Bozdağ, said on Friday that the detention of the HDP MPs was in line with the law in comments broadcast on state television.

Others detained included the prominent MP, Sırrı Süreyya Önder, who in the past has been a pointman for contacts with jailed PKK leader Abdullah Öcalan. The head of the HDP’s delegation in the Turkish parliament, İdris Baluken, was also held.

HDP is the third largest party in the 550-seat Turkish parliament, with 59 seats. Parliamentarians in Turkey normally enjoy immu-

nity from prosecution, but the pro-Kurdish party’s immunity was lifted this year.

Turkey accuses the HDP of links to the PKK, which is deemed a terrorist organisation by the US, the EU and Turkey.

Police also raided the party’s head office in central Ankara. Television images showed party officials quarrelling with police during the raid, and a witness said police cars and armed vehicles had closed off the entrances to the street of the HDP headquarters.

“HDP call international community to react against Erdoğan regime’s coup,” the party said on Twitter, referring to President Erdoğan.

A group of protesters chanting slogans tried to breach the party offices, but were stopped by police before they could enter the street, a witness said.

The European Union’s foreign policy chief, Federica Mogherini, said the arrests compromised Turkey’s parliamentary democracy.

“We expect Turkey to safeguard its parliamentary democracy, including respect for human rights and the rule of law, and we are conveying these expectations directly to the Turkish authorities,” Mogherini said in a statement with the EU’s enlargement commissioner, Johannes Hahn.

Relations with the EU are delicate. Officials in Ankara accuse their European counterparts of not showing enough support for Turkey in the aftermath of the failed coup, and bristle at criticism of the crackdown. Meanwhile, a deal to limit the flight of migrants from Turkey to Europe in exchange for visa-free travel for Turkish citizens in the EU may fail in the coming weeks because Europe has not kept its end of the bargain.

A measure to reintroduce the death penalty is also likely to be debated in the coming weeks in parliament, a likely death blow to Turkey’s EU accession talks.

The raids come as Turkey remains under a state of emergency imposed after the coup, which critics say has gone well beyond targeting the plotters. Thirteen staff from the opposition Cumhuriyet newspaper, including the editor-in-chief, were detained on Monday, further heightening strains in Turkish society.

Tensions have surged in the Kurdish-dominated south-east of Turkey since a fragile ceasefire declared by the PKK collapsed in 2015. The HDP seeks to promote the cause of Turkey’s Kurdish minority and defend the rights of Kurds as well as those of women, gays and workers.

But the authorities accuse the party of being a front for the PKK and failing to distance itself from terror, claims it has always vehemently denied.

Erdoğan has launched repeated personal attacks on Demirtaş, who analysts have seen as the sole politician in Turkey who comes anywhere near to rivaling his charisma. Demirtaş has made it a personal crusade to oppose Erdoğan’s plan for a presidential system in Turkey, which the HDP says would lead to dictatorship. ♦

Reuters and Agence France-Presse contributed to this report.

Recep Tayyip Erdogan se place au seuil de la dictature

L'arrestation, jeudi et vendredi derniers, de onze élus et dirigeants du Parti démocratique des peuples (HDP), dont leurs coprésidents, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, montre une dérive dictatoriale du régime turc. L'Europe, l'ONU, comme les États-Unis ne réagissent guère.



De l'autocratie à la dictature, Recep Tayyip Erdogan, le président turc, semble avoir franchi une nouvelle étape. Avec l'arrestation ces derniers jours de 11 députés et dirigeants de gauche du Parti démocratique des peuples (HDP) et 9 journalistes du quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, l'homme fort d'Ankara perpétue son entreprise de destruction d'une démocratie quasi en ruine. Depuis le coup d'État avorté du 15 juillet dernier, la liste est longue des éléments prouvant cette dérive dictatoriale : purge massive dans l'armée et l'administration publique, emprisonnement de journalistes, fermeture de médias non inféodés, guerre meurtrière menée contre le peuple kurde et notamment le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Turquie ou à l'extérieur, en Syrie et en Irak, appui direct et indirect à Daech... Des faits qui aujourd'hui se heurtent à l'indifférence et à l'impuissance de dirigeants occidentaux pris au piège de leur propre politique turque qui porte sur deux axes : la peur des réfugiés, qui

a offert à Recep Erdogan le rôle de garde-frontières de l'Europe ; et le lien géostratégique et militaire au sein de l'Otan, qui fait de la Turquie, deuxième armée de l'Alliance atlantique, et des pays européens comme la France engagés dans la coalition occidentale anti-Daech des alliés a priori incompatibles sur les valeurs des droits de l'homme. ●●●

Recep Tayyip Erdogan frappe, mais l'Europe ne bouge pas. Ces trois derniers jours, alors que des images d'une rare violence, montrant des descentes de police dans les maisons d'élus et de dirigeants du Parti démocratique des peuples (HDP), dont leurs coprésidents, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, nous parvenaient via Internet (en dépit de suspensions temporaires d'accès aux réseaux sociaux depuis la Turquie), les réactions dans les chancelleries européennes ont été pour le moins mesurées. Petit florilège : la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, s'est dite « *extrêmement inquiète* » de la situation. À Berlin, le porte-parole de la chancelière Angela Merkel a jugé ces arrestations « *hautement alarmantes* », après

avoir convoqué le chargé d'affaires turc. À Paris, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Romain Nadal, s'est contenté d'annoncer que l'arrestation des élus HDP soulevait « *une vive préoccupation* », appelant sans rire Ankara « *à respecter l'État de droit et les libertés fondamentales* ».

La rage du président Erdogan à l'égard du HDP

Autant de formules de politesse qui semblent aujourd'hui terriblement éloignées d'une réalité de jour en jour plus inquiétante. En France, quelques voix se lèvent qui rappellent l'urgence de la situation. Pour Pierre Laurent, par exemple, secrétaire national du PCF, « *Erdogan piétine depuis des années la démocratie et les droits humains dans le silence complice de la France et de l'Union européenne. Ces arrestations anéantissent l'État de droit qui pouvait encore exister et les institutions, et musellent l'opposition démocratique* », rappelle celui qui s'est engagé, le mois dernier, à parrainer officiellement Selahattin Demirtas.

Les militants kurdes et les journalistes du quotidien *Cumhuriyet*, proches des kémalistes du CHP (le Parti républicain du peuple), sont aujourd'hui les premières victimes de cette vaste « *opération antiterroriste* », alors même que le HDP et le reste de l'opposition avaient, à l'époque, condamné la tentative de putsch. De nombreux maires HDP élus en 2014 ont été arrêtés, ces derniers mois. La semaine dernière, Gültaş Kisanak et Firat Anli, maires de Diyarbakir, ont été appréhendés pour « *soutien à une organisation terroriste* », comprenez le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Un acharnement qui ne date pas d'hier.

La rage du président Erdogan à l'égard du HDP prend racine après que ce petit parti - mélange de forces laïques de gauche et d'anciennes formations kurdes - a fait son entrée au Parlement, en 2015. Lors des deux dernières législatives (13 % en juin 2015 et 10,8 % en novembre), le parti envoyait même 80, puis 59 députés au Parlement, freinant de fait le leader de l'AKP (Parti de la justice et du développement) dans sa marche en avant vers l'adoption d'une constitution lui donnant les pleins pouvoirs. Un crime de lèse-majesté que le dirigeant islamo-conservateur a pris comme un défi à son autorité. Après des mois de répressions, de menaces, de descentes de police et de casse dans les bureaux du HDP, le gouvernement fera voter par le Parlement, en mai 2016, la levée de l'immunité parlementaire. Cette disposition cible principalement les députés du HDP, pour la plupart accusés par la justice de complicité avec le PKK, les rendant depuis lors convocables

à toute heure devant des tribunaux inféodés au pouvoir. Avec les arrestations sommaires de vendredi et samedi derniers, « une nouvelle étape dans l'établissement de la dictature a été franchie », résume finalement Pierre Laurent.

Dictature. Le mot n'est pas usurpé. Le président turc s'en cache à peine. Le 31 décembre 2015, dans un discours télévisé, Recep Tayyip Erdogan expliquait ainsi : « Dans un système unitaire (comme la Turquie), un système présidentiel peut parfaitement exister. Il y a actuellement des exemples dans le monde et aussi dans l'histoire. Vous en verrez l'exemple dans l'Allemagne d'Hitler. » Des mots inquiétants qui auraient dû faire réagir de Bruxelles à Berlin en passant par Paris. Mais c'était compter sans la situation migratoire aux portes d'une Europe gangrenée par une xénophobie de plus en plus forte. Au printemps dernier, sous la pression des droites et extrêmes droites européennes, les représentants de Bruxelles signent des deux mains un accord sur les migrants, offrant de fait au régime islamiste d'Erdogan un rôle inespéré de garde frontières de l'Europe. En échange de quoi, l'Union européenne lui promet un triple cadeau : la relance du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ; la suppression des visas pour les Turcs venant en Europe ; et, cerise sur le gâteau, 6 milliards

Le piège turc se referme sur une Union européenne qui voit la démocratie mourir jour après jour sur les rives du Bosphore.

d'euros pour s'occuper de réfugiés ! Six mois plus tard, le constat est sans appel : le piège turc se referme sur une Union européenne qui voit la démocratie mourir jour après jour sur les rives du Bosphore. La mollesse des réactions en Europe est à la hauteur de la violence d'État qui règne en Turquie. La peur des réfugiés l'emporte, empêchant, contre toute raison et à l'encontre même des valeurs d'accueil qui président à sa propre histoire, l'Union européenne d'agir et de réfléchir. D'autant qu'Erdogan profite également du jeu d'alliances complexes qui prédomine au Moyen-Orient avec sa position de numéro deux des armées de l'Otan. Les États-Unis et leurs partenaires européens, dont la France, empêtrés dans la coalition occidentale anti-Daech et une guerre qu'ils ne maîtrisent pas, sont eux aussi, responsables du sentiment

d'impunité ressenti par le régime turc. Le 25 octobre dernier, les Kurdes du Rojava (Kurdistan syrien) ramenaient justement la communauté internationale à ses contradictions, dénonçant la complicité de la Turquie, seconde armée de l'Otan, avec les djihadistes du groupe « État islamique » après une série de bombardements turcs sur leurs positions en Syrie. Parmi les combattants visés, les Forces démocratiques syriennes, coalition arabo-kurde dirigée par les Unités de protection du peuple kurde (YPG-YPJ), et alliées des États-Unis sur le terrain. « Les grandes puissances, notamment les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, doivent assumer leurs responsabilités et mettre un terme à la complicité turque avec les terroristes », déclarait le même jour Khaled Issa, représentant en France du Parti de l'union démocratique (PYD). « Elles se doivent d'en finir avec les chantages et avec les agressions chroniques turques contre les Kurdes et leurs alliés qui, eux, se battent efficacement contre les terroristes, en première ligne. »

Manifestations de solidarité en Turquie, en Allemagne et en France

Les Kurdes se retrouvent donc au milieu d'enjeux financiers et étatiques qui les dépassent. Ils en ont l'habitude. C'est donc par la voix de la rue qu'ils se sont fait entendre, ces dernières heures, répondant par des manifestations en Turquie, en Allemagne et en France, au silence pesant des États occidentaux et des Nations unies. Mais ce ne fut pas sans mal : ce samedi, à Istanbul, la police a dispersé, à l'aide de grenades lacrymogènes et de canons à eau, des centaines de manifestants qui protestaient contre l'arrestation des chefs du HDP. En Allemagne, entre 15 000 et 20 000 personnes ont défilé paisiblement. À Stuttgart et à Francfort, des rassemblements devant les consulats de Turquie se sont néanmoins terminés en affrontements avec la police. À Paris, une marche de protestation s'est déroulée entre République et Châtelet. Parmi les quelque 5 000 participants, outre les formations politiques kurdes, des drapeaux du PCF et du PG étaient visibles. De même que des panneaux jaunes estampillés « Stop Erdogan », créés à l'initiative de l'association de solidarité France Kurdistan. Sous les nuages lourds, annonceurs d'orages, les slogans criés à l'unisson ne laissaient pas de place au doute quant à l'urgence de la situation : « Le fascisme sera enterré dans les terres du Kurdistan ! » chantaient en chœur une dizaine de jeunes hommes et femmes en langue kurde, « les fascistes, un jour, devront rendre compte au peuple » ! S'ils continuent à se taire, les politiques occidentaux pourraient aussi finir par se trouver sur le banc des accusés. ●

STÉPHANE AUBOUARD

« Un des pires gouvernements de l'histoire »

POLITIQUE Le représentant européen du Parti démocratique des peuples (HDP) demande à l'Europe d'agir concrètement contre Ankara et annonce le boycott parlementaire de sa formation.

Quel est l'avenir immédiat du HDP, dont les principaux élus et dirigeants politiques sont aujourd'hui emprisonnés ?

EYYUP DORU À l'heure actuelle, neuf des treize députés arrêtés entre jeudi et vendredi sont en prison. Quatre ont été libérés et mis sous surveillance. Les neuf autres ont été envoyés séparément dans plusieurs prisons proches d'Istanbul. Les avocats de Selahattin Demirtaş ont néanmoins pu le rencontrer. Sa position est claire, à savoir qu'il ne répondra pas aux questions des juges. Pour lui, les membres de ce tribunal sont à la solde du pouvoir et la seule entité à qui il veut bien rendre des comptes, c'est le peuple qui l'a élu. Aujourd'hui, notre parti a décidé de suspendre nos travaux au Parlement. Nous voulons rester proches de notre peuple et participer aux manifestations dans la rue.



Eyyup Doru
Porte-parole du HDP en Europe

Malgré la peur ambiante dans le pays, y a-t-il du soutien en dehors des zones kurdes ?

EYYUP DORU Il y a eu de suite des manifestations, organisées par la gauche démocrate turque, qui ont été aussitôt interdites un peu partout dans le pays. Les Turcs souffrent aussi de la situation. Une députée du HDP d'origine turque a également été arrêtée. Hier, à Istanbul, des manifestations ont été réprimées sauvagement. Parmi les manifestants, il y avait des Turcs. Mais, avec l'état d'exception reconduit par Erdogan, la police a le droit de tirer sur les gens sans sommation. Concernant les autres partis d'opposition, c'est plus compliqué. Ils ont leurs propres problèmes. Le CHP, par exemple, le parti kémaliste, est, de son côté, très préoccupé pour le journal *Cumhuriyet*, où la police ne cesse de faire des descentes.

Qu'attendez-vous de la communauté internationale ?

EYYUP DORU L'UE doit maintenant sanctionner ce régime fasciste. Il s'agit d'un gouvernement anti-démocratique, l'un des pires de l'histoire. Le rapporteur de l'UE en Turquie a demandé l'arrêt des suspensions des négociations sur les visas. Nous appuyons cette idée. Nous demandons aussi que le Conseil de l'Europe défende vraiment les droits de l'homme et, par conséquent, empêche l'adhésion de la Turquie à l'UE. Une campagne de sanctions économiques et politiques doit être mise en place pour affaiblir Erdogan. Pour faire entendre ces propositions, nos députés qui se trouvent en Europe se réuniront, lundi et mardi, pour deux jours de sit-in, place Robert-Schumann, à Bruxelles, dans le quartier européen. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
S. A.

Iraqi Kurdistan: Mosul and beyond



Kenneth M. Pollack
Wednesday, November 2, 2016
<https://www.brookings.edu>

I spent last week in Irbil, Iraq along with Michael Knights of the Washington Institute for Near East Policy. We met with a wide range of senior Iraqi and Kurdish officials, as well as journalists, analysts, and academics. The trip included a visit to Kirkuk after the terrorist attack there on October 21 as well as time spent near the frontlines, observing Peshmerga military operations against the Islamic State (also known by its Arabic acronym, Da'esh) and discussing the campaign with U.S. and Kurdish military officers.

This post describes my impression of events in the Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq. A prior post described my sense of developments in the liberation of Mosul and Iraqi politics more generally.

THE VIEW OF MOSUL FROM IRBIL

Across the board, the Kurds appear generally pleased with the military aspects of the Mosul offensive.

One area of the military campaign that many Kurds point to as a pleasant surprise has been the cooperation they have been receiving from the Iraqi Security Forces (ISF) and the U.S.-led coalition. This despite the complete absence of American air support for the Peshmerga on October 20, and the failure of the ISF to attack on October 23. Any number of Kurdish leaders, including some of the highest in the land, talked about how after 55 years (or more) of intermittent combat between the Iraqi Army and the Peshmerga, the two forces were getting on extremely well. Not only were they working well together, but soldiers and officers on both sides showed respect toward one another and an easy camaraderie that bemused—and encouraged—their leaders.

Meanwhile, the Kurds indicated a consensus that they had no desire to go into Mosul itself. That sentiment held among many senior Kurdish Democratic Party (KDP) personnel as well, who have the most to gain from taking the Kurdish sections of Mosul, which are pro-KDP and therefore potentially important voters.

Almost across the board, Kurdish leaders evinced a philosophical wait-and-see attitude to post-liberation Mosul. They adamantly believed it was a mistake not to have had an agreed-upon plan among all of the potential participants, and they fear that the Iraqi government will not be up to the challenge of handling it itself. However, they showed no inclination to get involved. Indeed, several very senior Kurdish leaders stated matter-of-factly that if the stabilization of Mosul fails and there is widespread fighting, they plan to do no more than defend their own lines, bring in refugees and leave the mess to the Iraqis and Americans to clean up. We heard no apocalyptic threats that widespread fighting in Mosul would inevitably trigger Kurdish intervention, which was noteworthy.

To the extent that the Kurds are concerned about the military campaign to defeat Da'esh, their fears dwell on events farther west, at Sinjar and Tal Afar. In

both places, minority populations—Yazidis and Turkmen respectively—create sources of potential conflict. The Yazidis of Sinjar are caught between the Kurdistan Workers' Party, or PKK (and behind them, the Patriotic Union, or PUK, and Iran) on one side, and the KDP and Turkey on the other. For their part, the Turkmen of Tal Afar are divided between Sunnis who furnished many recruits and top leaders for Da'esh but are also “protected” by Turkey, and Shiites who were badly oppressed by the Sunnis and Da'esh. Not surprisingly, the Shiite Hashd ash-Shaabi (Popular Mobilization Forces) have vowed to liberate their Shiite (Turkmen) brethren and punish the Sunnis for their embrace of Da'esh. The Kurds, particularly the Turkish-aligned KDP, echo Ankara's warnings that a PKK move on Sinjar or a Hashd ash-Shaabi move on Tal Afar could unleash a Turkish invasion. That, in turn, could draw in KDP intervention on the Turkish side, and PUK intervention on the PKK-Iranian side. That would be disastrous, and even if the PUK and KDP avoided open combat, it would further poison their strained relations.

In part because of the uncertainty surrounding future developments at Sinjar and Tal Afar—and in part because the KRG has little bandwidth beyond that which is focused on Mosul—the domestic political scene remains frozen in Irbil. Of course, there are other reasons as well. The PUK remains locked in the ongoing battle for control of the party between the Talabani family and a group of challengers centered around KRG Vice President Khosrat Rasul Ali and former KRG Prime Minister Barham Salih. Meanwhile, the Gorran party—the second largest in the KRG parliament—is itself paralyzed by its mishandling of the 2015 protest moves against the KDP and the fact that its own outsized leader, Nawshirwan Mustafa, has been on extended medical leave abroad for chemotherapy. Most Kurds believe that Nawshirwan's condition is terminal and Gorran seems in disarray, unable to do anything in his absence and unable to pick a new leader, even a temporary one.

There is a growing recognition across the Kurdish leadership that the current deadlock is an embarrassment and a failure on all of their parts. Unfortunately, both the PUK and Gorran seem too preoccupied with their own internal crises to do anything about it. Because governance lies primarily with the KDP at present, they are the ones most caught up in the Mosul fight and can afford to concentrate on it by arguing (not necessarily incorrectly) that neither Gorran nor the PUK is unified enough to hold meaningful negotiations. Still, senior KDP leaders claim that they plan to make dramatic—and constructive—moves after the liberation of Mosul to try to form a new government and get things moving again. Surprisingly, they are also adamant that there will be new elections in 2017. These could help or hurt depending both on the distribution of seats in the parliament and the ability of the PUK and Gorran to respond positively to any serious KDP effort to overcome their differences, assuming that there is one.

PROGRESS TOWARD INDEPENDENCE...

Two factors that appear to be major contributors to the strangely positive feel to Irbil despite the problems swirling around it, are the progress the Kurds feel they have made on both independence and internal reform. In the past month, senior Kurdish officials including KRG President Mas'ud Barzani and Prime Minister Nechirvan Barzani have had what they characterize as positive and

constructive conversations with Shiite political leaders in Baghdad, including Prime Minister Abadi, regarding Kurdish independence. They say that Abadi and other moderate Shiite leaders were receptive to the KRG's desire for independence—or at least full sovereignty within a confederal structure. The two sides have agreed to establish a joint committee to discuss a peaceful secession process, which Kurdish moderates have been seeking for years, in part as a way to forestall a precipitous move toward independence by more hardline Kurdish leaders.

Barzani is no fool and understands that Abadi may well be driven by his immediate need for KDP support against Maliki, as I described in my previous post. Nevertheless, the Kurds do believe that Abadi is sincere in his willingness to allow the KRG to secede, and Abadi has expressed this sentiment to many others, including myself as recently as March 2016. Moreover, the Kurds have insisted that a decision to secede cannot be agreed to by Abadi alone; they have demanded that the entire Iraqi National Alliance (the Shiite umbrella group) bless any deal for independence. When pressed about Abadi's ability to deliver on this critical question, and on the likelihood that the deal would survive if Abadi loses Iraq's 2018 parliamentary election to former Prime Minister Nuri al-Maliki or Hashd ash-Shaabi leader Hadi al-Ameri, the Kurds acknowledged the risk. However, they also indicated that they believe this to be a reasonable way forward for them, one that they are determined to explore even if it leads nowhere.

Consequently, I found an important shift in Kurdish thinking about independence. The Kurds once believed that the road to independence ran through Ankara, but they now believe it runs through Baghdad. Most Kurdish leaders, at least KDP officials, continue to believe that they can convince Ankara to support an eventual, peaceful secession. However, they acknowledge that Turkish President Recep Tayyip Erdoğan's new problems with the Turkish and Syrian Kurdish populations—perhaps coupled with his increasingly volatile behavior—has made him a less reliable ally in this matter.

As part of their efforts in this area and another sign of tangible progress, the Kurds have been in discussions with the Central Bank of Iraq to open a branch in Irbil. This would finally give the KRG some ability to control local financial circumstances, and possibly pave the way toward a more expansive monetary policy under independence or confederation.

Indeed, another debate that the Kurds only seem to be tentatively approaching is the potential question of independence or confederation? Because discussions with Baghdad are still in their infancy, and much will depend on the KRG's security and economic circumstances at the time that these negotiations reach maturity (if they ever do), it is impossible to know what the Kurds will decide. Still, the more moderate KRG leaders appear to believe that confederation could represent an acceptable interim status, with the expectation that this would

The Kurds once believed that the road to independence ran through Ankara, but they now believe it runs through Baghdad.

eventually translate into full independence somewhere farther down the road. In particular, they stress that if the KRG can gain full sovereignty, full control of their defense policy (including the right to buy military hardware directly and receive end-user certificates), full control of their energy policy (including the right to sell oil on their own, and so eliminate the discount that they are forced to pay because of the uncertain legality of their current oil exports), and full control over monetary policy (including the right to print money, establish their own central bank, issue public debt and borrow from international financial institutions and other foreign lenders), they will be content with confederation.

...AND PROGRESS ON REFORM

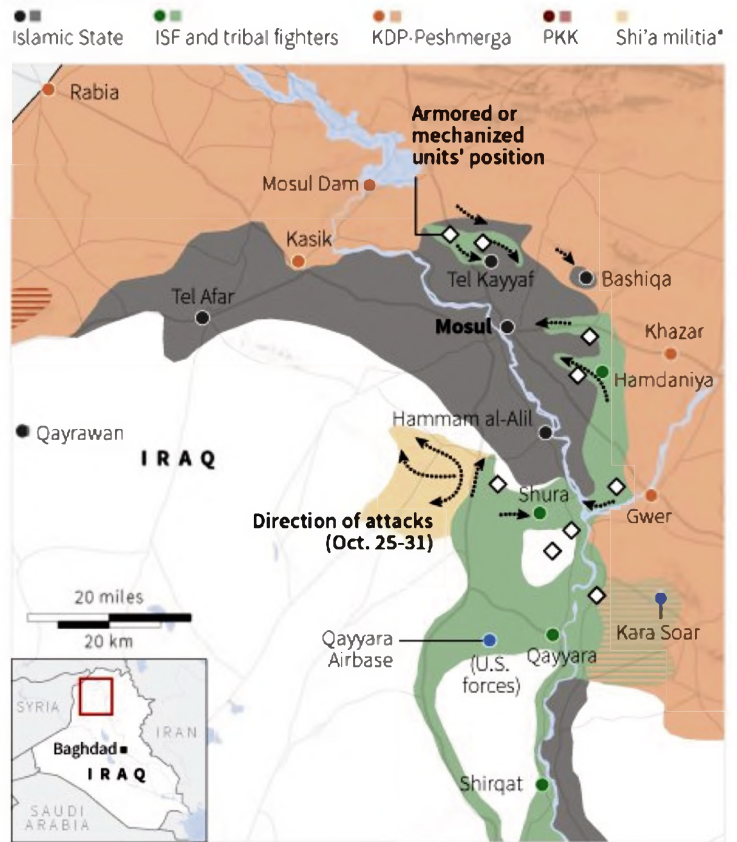
Meanwhile, Kurdistan's undervalued reform agenda continues to move along smartly, marking milestones that are quite remarkable in their own right. The KRG has completed a comprehensive external audit of the finance ministry and has engaged a former finance minister of Lebanon (highly-regarded for fighting corruption there) to overhaul the finance ministry in Irbil. The KRG has retained both Ernst & Young and Deloitte, to conduct a massive audit of the entire oil and gas sector—something that will now be done on an annual basis to root out corruption and inefficiency in that critical sector. In the past year, Irbil has reduced subsidies and cut government salaries by 49 percent, all part of an austerity program more severe than any other in recent years. The economist Athanasios Manis has calculated

that KRG fiscal consolidation equaled 37 percent of GDP during the past three years. He notes that Greece, whose austerity program has famously pushed the country to the brink of revolution, only implemented a fiscal consolidation of 16.7 percent and that was over five years. Yet there has been no public backlash

Battle for Mosul

Two weeks after Iraqi forces, backed by U.S.-led ground and air support, launched their campaign to retake Mosul from Islamic State, they have cleared scores of villages and towns east of the city and are advancing from the south.

AREAS OF CONTROL



against these measures except for a strike by policemen who wanted to be classified as security personnel and so exempted from the salary cuts.

The next two programs of KRG reform are aimed at further reducing costs and corruption. The first will target the electricity sector, privatizing distribution, metering (and charging for) consumption, and improving the distribution infrastructure to reduce "leakage" from the age and poor quality of much of the grid. The second will introduce a biometric registration program (including fingerprints and iris scans) for all KRG civil servants, including the Peshmerga. Only those registered in the biometric database will be able to collect paychecks, potentially eliminating tens or even hundreds of thousands of ghost workers and soldiers. This new program will begin in November and should be complete by January. Moreover, Irbil intends to marry the biometric database to an electronic payment system to ensure that salaries are paid automatically and expeditiously, and to further minimize the ability of thieves to collect unearned salaries.

These reforms are remarkable and little appreciated by the Kurdish public, which (understandably) focuses only on their unpaid salaries and the reduction in government services required by the austerity program.

Many Kurds still hope that independence will solve their problems in the short term, by allowing the KRG to borrow money both domestically and internationally, by eliminating the discount on KRG oil exports, and by giving them full control over their monetary policy. The fact that they now feel like there is real hope for a peaceful secession has been a significant psychological boon. However, over time, it is likely that if these far-reaching reforms in economics and governance continue and expand, they will ultimately be the greatest benefit to Kurdistan, potentially setting it on the course to eventual stability, if not real prosperity. ♦

Kenneth M. Pollack is an expert on Middle Eastern political-military affairs, with particular emphasis on Iraq, Iran, Saudi Arabia and the other nations of the Persian Gulf region. He is currently a senior fellow in the Center for Middle East Policy at the Brookings Institution.

Crackdown in Turkey

Erdogan Ups the Ante

Erdogan's authoritarian surge has now kicked into overdrive with the arrests of opposition members of parliament.



Henri J. Barkey
November 4, 2016
www.the-american-interest.com

They came in the early hours of the morning to arrest members of the parliament belonging to the People's Democracy Party (HDP), a pro-Kurdish party that received more than five million votes and 59 seats in the latest elections. This is part of major countrywide crackdown initiated by Recep Tayyip Erdogan, Turkey's mercurial authoritarian leader. Erdogan has been on a tear since the failed coup attempt of this past July 15.

By invoking emergency rule, he has fired more than 100,000 government employees and arrested 36,000; there are some 133 journalists behind bars, and scores of newspapers, news agencies, and television and radio stations have been closed. The universities have been purged of 6,000 professors and other cadres. All of these firings were done without recourse to the rule of law. Once dismissed, none of the government employees or professors can ever work again for the public sector.

Now comes the most audacious move: arresting opposition parliamentarians, including the leaders of the HDP. The HDP's leader, Selahattin Demirtas, a 43-year-old charismatic politician had been a thorn in Erdogan's side for some time. Demirtas had first managed to turn the HDP into a real force by crossing the 10 percent threshold needed to get MPs elected to parliament, not once, but twice in quick succession. Second, he campaigned against allowing Erdogan to transform Turkey's constitutional system from a parliamentary to a presidential system with few checks and balances. HDP and Demirtas have been more resilient than the main opposition party (the CHP), which is also one reason that the government press, constituting the vast majority of newspapers, never covers their activities other than when they get arrested.

Erdogan has been consistently escalating his actions of late; it seems as if every week he does something that shocks the public and his opponents, from shutting down media outlets to jailing Mayors to confiscating assets—and now jailing opposition leaders. The question is what comes next. There is reason to worry for Turkey's allies abroad.

Turkey's isolation from its primary allies, the United States and Europe, is growing rapidly. To date, both have kept their powder dry when it comes to criticizing Ankara, because the Europeans are worried that Turkey will prematurely undo the deal that prevents Syrians refugees from inundating European shores. Americans do not want Turkey to mess up their anti-ISIS campaign in Iraq and Syria by sending its own troops across either or both borders. The problem is that Turkey has threatened to do



both; it has repeatedly said if the Europeans fail to give Turkish citizens visa-free access by the end of this year the refugee deal will be revoked.

Similarly, Erdogan has repeatedly threatened to send his forces across the border if Shi'a militias take Tel Afer, a predominantly Turkoman town, as part of defeating ISIS. He has also bombed the Syrian Kurds (U.S. allies) and threatened to interfere in future operations designed to capture Raqqa, ISIS's capital in Syria. The United States might also be anxious not to lose access to the mammoth Incirlik Air Base in southern Turkey, from which much of the anti-ISIS bombing is being conducted, and other bases along the border that are there to provide support for the Special Forces operating in both Syria and Iraq.

Given his strident anti-Western rhetoric since the failed coup and his single-minded determination to purge Turkey of his opponents, real and imagined, could Erdogan up the ante and move against these U.S. and EU interests? In so doing, he may think that he will rally the country behind him. While he could, it would be a quixotic action. The Turkish economy is far too integrated with the rest of the world and with Europe in particular. Turkey is already on the verge of an economic downturn and such policies would certainly accelerate it.

The problem is that Erdogan is living in an echo chamber. Having eliminated his early collaborators who could stand up to him, there is now no one who would dare contradict him. He is persuaded that the West was complicit in the July 15 coup attempt; he cannot understand why the United States has not extradited Fethullah Gülen, the alleged mastermind of the coup who lives in Pennsylvania. He has taken personally the perceived slowness of the U.S. and European

responses to the coup attempt. There is not much his allies can do at this stage to dissuade him from pursuing his current confrontation style and politics.

For the Kurds, this represents another setback—neither the first nor the last. Incarceration is a way of life. If Erdogan thinks this will make them change their mind, he is deluding himself. If anything, Erdogan's party is likely to lose the support of that segment of the Turkish Kurdish population that had voted for it. The split between Turks and Kurds risks becoming permanent, especially because the HDP had offered a peaceful out, in fact, only two years ago. Erdogan, to the great consternation of nationalists in Turkey, had courageously attempted to start negotiations with the PKK, the armed Kurdistan Workers' party, which has led an insurrection since the 1980s. After a road map had been concluded, Erdogan decided to abrogate it. And the conflict restarted, devastating the cities in the southeast as the PKK altered its rural strategy in favor of an urban one.

What might make Erdogan alter his course? In the short term, nothing. He thinks that all his moves are helping him to ensure that he passes through the constitutional changes for his cherished executive presidency. Once he gets his wish, will he then moderate his stand? Possibly, but this is highly unlikely because the damage done is deep and not easily repairable. Second, Erdogan is deeply suspicious and fearful of everyone save those he can control. To control, he has to instill fear. ♦

Henri J. Barkey is the director of the Middle East Program at the Woodrow Wilson Center. The views expressed are his not the Center's.

Les Kurdes de Syrie veulent isoler Rakka, fief de l'EI

Les Forces démocratiques syriennes tâchent de prendre de vitesse leur ennemi turc

ERBIL (IRAK) - correspondance

Une coalition dominée par les forces kurdes de Syrie a annoncé, dimanche 6 novembre, le début d'une opération « massive » pour « libérer » la ville de Rakka, la capitale de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. Dans une bataille qui s'annonce très longue, il s'agit d'une phase encore limitée, annoncée comme imminente depuis des semaines par la coalition internationale contre l'EI emmenée par les Etats-Unis. Washington souhaitait qu'une avance ait lieu vers Rakka de façon concomitante avec la bataille de Mossoul, bastion de l'EI en Irak, où les forces armées irakiennes affrontent désormais une puissante résistance au sein de la ville.

De fait, les troupes kurdo-arabes des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont pris dimanche une demi-douzaine de hameaux et de fermes dans le secteur d'Aïn Issa, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Rakka, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), tandis que la coalition augmentait ses frappes dans la région. Les Etats-Unis ont annoncé leur soutien aérien, suivis du Royaume-Uni et de la France. Mais Washington s'est cependant attaché à minimiser la portée de l'avance des FDS.

« L'effort pour isoler et, à terme, libérer Rakka marque la prochaine étape dans le plan de campagne de notre coalition », a réagi le secrétaire américain à la défense, Ashton Carter, dans un bref communiqué saluant l'annonce des FDS.

M. Carter précisait cependant que « le combat ne sera pas facile, un dur travail nous attend ». L'envoyé spécial de la Maison Blanche auprès de la coalition, Brett McGurk, a quant à lui rappelé que les Etats-Unis entendaient coordonner l'avancée sur Rakka avec la Turquie.

Or, la Turquie a demandé en octobre à Washington d'exclure les forces kurdes de l'assaut sur Rakka. Le président Recep Tayyip Erdogan a affirmé avoir expliqué à Barack Obama, lors d'une conversation téléphonique, que la Turquie pouvait chasser seule l'EI de son bastion, avec les groupes rebelles syriens qu'elle soutient. M. Erdogan, s'exprimant dimanche, n'a fait aucune mention de l'avancée des FDS. Mais il a de nouveau rappelé que ses alliés sy-



riens s'approchaient de la ville d'Al-Bab, à 140 kilomètres à l'ouest de Rakka. Les FDS avancent également vers cette ville. Ils ont subi en octobre d'intenses bombardements de l'aviation turque dans cette région, et y ont affronté les rebelles syriens alliés à la Turquie.



Un combattant de la coalition kurdo-arabe soutenue par les Etats-Unis, près d'Aïn Issa (Syrie), le 6 novembre. DELIL SOULEIMAN/AFP

Les FDS sont encadrées par l'émanation dans le nord de la Syrie, frontalier de la Turquie, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara. L'intervention turque en Syrie, en août, a mis un coup d'arrêt à la tentative de ces forces de relier les territoires kurdes qu'elles contrôlent dans le nord-est du pays avec l'enclave kurde d'Afrine, dans le nord-ouest. Une telle jonction aurait permis au PKK de sécuriser une base arrière syrienne dans

son combat contre l'Etat turc. En positionnant sa branche syrienne comme le meilleur allié de Washington sur le terrain, dans la lutte contre l'EI, c'est la survie de son projet politique que le PKK tente d'assurer.

Routes d'approvisionnement

Par cette annonce, les FDS prennent de vitesse Ankara, qui clai-ronne son ambition de participer à la bataille de Mossoul, et qui n'envisage de se lancer dans une opération sur Rakka qu'après la fin de la bataille irakienne. Alors que le PKK subit les coups de boutoir des forces spéciales turques dans le sud-est de la Turquie, et alors que les deux coprésidents de son émanation politique, le HDP, ont été placés en détention préventive le 4 novembre, l'organisation kurde tente de marquer des points sur le terrain syrien. Dimanche, les FDS ont clairement exprimé que la Turquie devait demeurer à l'écart de l'assaut contre Rakka. Dans un geste d'apaisement, le même jour, le chef d'état-major interarmées américain, le général Joe Dunford, a rendu une visite qui n'avait pas été annoncée au préalable à son homologue turc, Hulusi Akar, à Ankara.

Cependant, les forces kurdo-arabes demeurent loin de Rakka. Elles ne disposent pas des hommes

et du matériel, notamment de tanks, nécessaires à la prise d'une ville de 200 000 habitants et défendue par quelque 4 000 djihadistes. Selon le commandement des forces américaines au Moyen-Orient, l'avancée vers Rakka vise à couper les routes empruntées par l'EI pour s'approvisionner et déplacer ses combattants dans la région. Il s'agit également de couper les liens entre la région de Mossoul et le territoire syrien de l'EI. Depuis des mois déjà, la coalition bombarde la région, afin de réduire ces mouvements. Un porte-parole des FDS, Talal Silo, a affirmé dimanche : « Nous voulons libérer les campagnes environnantes, puis encercler la ville. » Un assaut sur Rakka n'interviendrait que dans une troisième phase, et devrait, selon les plans de la coalition, être mené par des forces arabes.

En faisant de sa branche syrienne le meilleur allié de Washington, c'est la survie de son projet politique que le PKK veut assurer

Des officiels de l'armée américaine reconnaissent dimanche que ces forces faisaient encore défaut. Dans la soirée, des groupes d'opposition arabes de la province de Rakka ont condamné l'offensive kurde, estimant qu'elle risquait de provoquer un conflit entre Kurdes et Arabes qui pourrait « durer des décennies ». Depuis qu'elles ont étendu leur contrôle au-delà des zones à majorité kurde du nord du pays, les

FDS ont coopté, clientélisé et intégré des éléments non kurdes : des groupes armés tribaux, des brigades issues de la rébellion syrienne.

Malgré l'assistance de quelque 300 membres des forces spéciales

américaines, ce rassemblement hétéroclite reste de faible envergure. De son côté, la Turquie entraîne sur son territoire des éléments tribaux de la province de Rakka, qui n'ont pas encore fait la preuve d'une capacité réelle de

déploiement. La coalition internationale, sous l'égide de Washington, n'a pas non plus été en mesure d'annoncer de plan clair sur les suites politiques d'une éventuelle victoire à Rakka, et sur l'identité de ceux qui dirige-

raient une administration locale après l'EI. ■

LOUIS IMBERT (À PARIS)
ET ALLAN KAVAL



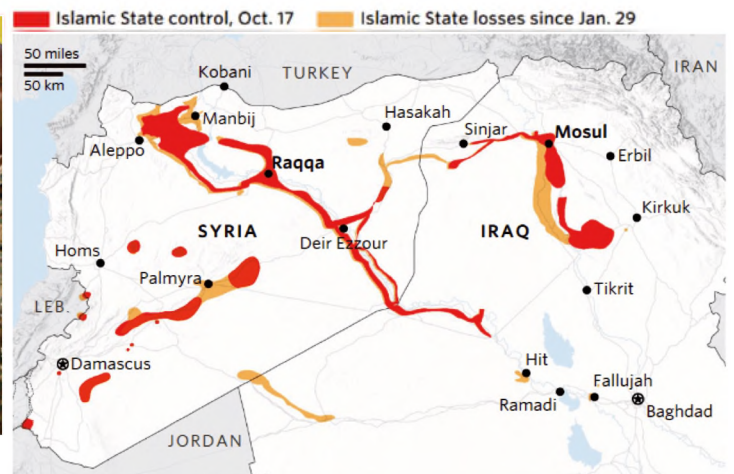
VOICE of AMERICA

November 14, 2016

Syrian Arab Forces Trained to Join Kurdish-led Offensive on Raqqa



Syrian Democratic Forces (SDF) commanders hold news conference in Ain Issa, Raqqa Governorate, Syria November 6, 2016. REUTERS/Rodi Said



Source: Institute for the Study of War

Sirwan Kajjo November 14, 2016

<http://www.voanews.com/>

A local force of Arab tribesmen in northern Syria has been trained to fight alongside Kurdish fighters who are slowly advancing to recapture Raqqa, the de facto capital of Islamic State, according to Kurdish commanders and tribal leaders.

The Arab force, composed of more than 2,000 men, will fight IS under the command of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF), who are in their second week of a long offensive toward Raqqa.

"These are young men from Raqqa who will be battling [IS] inside the city when our forces get near there," said Nasir Hajji Mansur, a commander with SDF on the front lines, told VOA Monday.

The Arabs are from villages and areas recently cleared of IS north of Raqqa. Many of them come from Raqqa city and fled after IS took over in 2014. They will be wearing the SDF uniforms and using weapons supplied by the Kurds, commanders said.

MANY VILLAGES CLEARED

With the help of U.S. air support, the SDF has cleared dozens of villages in northern Raqqa from IS militants. More than 30,000 SDF fighters are in the operation that likely will take months before nearing the limits of Raqqa, Kurdish military sources told VOA. They are about 30 kilometers away from the IS stronghold.

Turkey objects to the Kurdish offensive, however, saying Turkish-backed rebels should take the lead to free Raqqa. Turkey also has voiced objections about the makeup of the SDF, almost two-thirds of which is Kurdish. Some of the most capable and effective of those Kurdish forces are People's Protection Units, or YPG, which Ankara regards as a terrorist organization. The inclusion of non-Kurdish Arab tribesmen in the fight for Raqqa is an attempt to mollify fears that a Kurdish-led offensive could escalate tensions with residents, locals say.

Raqqa had a pre-war population of about 500,000 people with a Sunni Arab majority, but now it is estimated to have around 200,000 people. There have been tensions between Arab and Kurdish groups in the past in some areas after IS has been cleared out, according to locals and Kurdish fighters.

KURDISH TROOPS WON'T STAY

"There is an anti-Kurdish propaganda that says the [Kurds] will carry out abuses against civilians in Raqqa," said Mohammed Shlash, an Arab and former member of the city council in Raqqa.

But Kurdish military officials say their forces do not plan to stay in the city after Raqqa is freed from IS control.

"It makes no sense for us to stay there," Kurdish commander Mansur said. "Once we have liberated Raqqa, a local administration will assume governance."

Kurdish forces also need the expertise of Arab tribesmen, whose ancestors have lived in

the region for centuries.

"Kurds have to make sure they don't provoke the locals," said Qusai Hwaidi, a political activist from Raqqa, who regularly advises tribal leaders. "To do so, they need to have the tribes on their side. Only that will guarantee peace in Raqqa after IS."

MEETING IN TURKEY

U.S. military officials met with their counterparts early this month in Turkey to discuss the Raqqa operation and "to find the right mix of forces" to liberate the city, said U.S. Joint Chiefs of Staff Gen. Joseph Dunford.

The U.S. is sure, however, that Kurdish-led forces are capable of leading the charge.

"We do believe that they have the expertise," U.S. Col. John Dorrian told Pentagon reporters recently.

"They were very successful in developing a plan for the liberation of Manbij," he said of a town in northern Syria freed from IS in August. "And we believe that, certainly, with coalition help, they can do the same in Raqqa."

Kurdish forces withdrew from Manbij weeks after they freed the town from IS fighters.

"Kurdish forces have liberated other Sunni Arab areas such as Manbij where they were welcomed by locals," said Sadradeen Kinno, a Syrian reporter covering developments in Raqqa. "The Raqqa operation will be similar to that in Manbij in this regard." ■

Le Monde
10 NOVEMBRE 2016

A Sirkak, les ravages de la guerre contre le PKK

REPORTAGE

SIRNAK (TURQUIE) - envoyé spécial

La ville où Mehmet (le prénom a été modifié) a vu le jour il y a soixante et un ans et où il a vécu toute sa vie n'est plus qu'un paysage lointain. Le quartier où il a grandi, un champ de ruines. Depuis sa petite cour de terre battue, devant la maison aux murs de ciment nus, dans un village des environs où il a trouvé refuge, Sirkak apparaît presque tout entière, à flanc de colline. Distante de 6 km, la petite ville comptait jusqu'en 2015 près de 100 000 habitants. Capitale administrative de la province du même nom, dans le sud-est kurde de la Turquie, Sirkak est aujourd'hui déserte et en partie rasée. Mehmet n'a pas pu y retourner depuis mars.

Proche de la frontière irakienne, Sirkak est un des fiefs historiques du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte contre l'Etat turc depuis 1984. Les montagnes qui l'environnent appartiennent aux combattants et aux contrebandiers. Le ciel, lui, est aux avions de chasse et aux hélicoptères turcs. Les routes sont aux mains de l'armée et de la gendarmerie. Après trois décennies de conflit, l'arrière-pays de Sirkak est une terre de guérilla. Le PKK, qui opère dans les montagnes alentour, a su accroître son influence dans la ville, au sein d'une population largement acquise. Le mouvement kurde en contrôlait la municipalité par l'intermédiaire d'un parti servant d'émanation légale, y résolvait les discordes et les problèmes quotidiens de la population.

« La communauté est brisée »

Tout à la fois bastion du PKK et avant-poste de l'Etat turc dans une région rebelle, la ville de Sirkak a vu la guerre passer des maquis qui l'entourent aux rues de ses quartiers, à l'été 2015. Le 20 juillet, une trentaine de militants prokurdes étaient tués dans une explosion à Suruç, ville kurde de Turquie frontalière de Kobané, en Syrie. L'attentat-suicide a été attribué à l'organisation Etat islamique, mais pour le mouvement kurde, le responsable se trouvait à Ankara, en la personne du président Recep Tayyip Erdogan. L'assassinat de policiers

LE CONTEXTE

GUÉRILLA

Depuis qu'a été relancée la guerre entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'Etat turc, en juillet 2015, l'armée turque a investi les principaux centres urbains kurdes de Turquie, où le PKK a tenté en vain de mener une insurrection armée. Chassé des centres-villes, le PKK, adossé au territoire conquis par ses émules en Syrie, mène une guérilla de harcèlement contre les forces de sécurité turques en multipliant les attentats et les embuscades dans les campagnes du sud-est du pays. Sur le plan politique, le gouvernement a lancé une vaste offensive contre le parti HDP, proche du PKK, depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet, arguant de la lutte antiterroriste. Plusieurs dizaines de maires ont été remplacés en vertu de l'état d'urgence. Onze députés (sur 59) du HDP ont été arrêtés le 4 novembre.



turcs par le PKK en représailles a entraîné une reprise des bombardements sur les bases du PKK dans le nord de l'Irak. Dans les semaines qui ont suivi, plusieurs villes et quartiers – dont Sirkak – acquis au mouvement kurde dans le sud-est de la Turquie étaient investis par les combattants du PKK.

Plus d'un an plus tard, Sirkak, vidée de ses habitants et pilonnée par l'artillerie turque, est toujours interdite d'accès. La riposte violente des forces de sécurité s'est traduite par la destruction partielle de la ville et la mort ou l'arrestation de tous les combattants



A Cizre, dans la province de Sirkak, en Turquie, en mars.

JAN SCHMIDT-WHITLEY/CIRIC

kurdes. « Chaque famille s'est réfugiée où elle pouvait, dans l'ouest de la Turquie, dans les villes de la région, dans les villages autour de Sirkak. La communauté est brisée », explique Mehmet. Aucune perspective de retour n'est envisagée, et la région est passée sous occupation militaire. « Déclencher cette guerre était une faute », regrette Mehmet. Pas question pour autant de s'en remettre à l'Etat turc.

Propriétaire avant guerre de quinze commerces et de trente logements, la famille de Mehmet a tout perdu. Sa situation reste pourtant enviable : elle est installée dans une maison en dur. A la lisière du village, plusieurs dizaines de familles moins fortunées ont été contraintes de survivre dans un vaste terrain vague. Certaines ont obtenu des tentes de la municipalité. D'autres ont bâti des cahutes à l'aide de branchages, de planches irrégulières et de bâches en plastique. Aucune aide humanitaire n'était alors parvenue d'Ankara ou d'ONG turques. Ici la présence de l'Etat se résume au vrombissement des hélicoptères militaires et aux points de contrôle fortifiés qui jalonnent les routes.

Murat (son prénom a aussi été modifié) est un habitant de ce camp informel de déplacés, qui a été, depuis, démantelé par les autorités turques qui ont remplacé ses occupants. Sa vie se confond avec l'histoire du conflit kurde et ses récurrences. A 45 ans, il est chassé de chez lui pour la deuxième fois. « En 1992, notre vil-

La présence de l'Etat turc se résume au vrombissement des hélicoptères et aux points de contrôle fortifiés

lage a été incendié et rasé par les Turcs », dit-il en désignant les montagnes environnantes. Pour couper le soutien de la population à la guérilla, l'armée turque a détruit plus de 4 000 villages kurdes dans les années 1990. Leurs habitants, comme Murat, ont été déplacés vers les nouveaux quartiers des centres administratifs voisins. « Nous avons reconstruit une vie à Sirkak. Vingt-cinq ans plus tard, on n'a plus rien. »

Incertitude et violence

Pourtant, pour Murat les choix stratégiques du PKK ne sont pas critiquables. Question d'honneur ! Comme nombre d'habitants de Sirkak, il compte dans sa famille plusieurs « martyrs » de la cause kurde. Sa nièce, combattante du PKK, a été abattue en 2011 dans un bombardement turc. Deux de ses neveux sont tombés au combat contre l'EI en Syrie, au sein des forces kurdes locales encadrées par le PKK et comptant en leur sein de nombreux Kurdes de Turquie. Son frère combat encore. Il ignore où. Murat et ceux qui, comme lui, vivent dans les cabanes de fortune voisines, n'arrivent pas à se résoudre

dre à quitter les environs de Sirnak. Dans l'attente d'une hypothétique autorisation à récupérer les ruines de leurs maisons.

La défaite du PKK dans la ville ne signifie pas la fin de la guerre. Dans les collines environnantes, l'organisation armée kurde a repris ses actions de guérilla contre les forces de sécurité turques, et les accrochages sont fréquents, parfois tout près des lieux habités par les déplacés de Sirnak. Pour

eux, la vie s'est figée dans l'incertitude et la violence. Bloqués aux périphéries de leur propre ville, ils voient les jours se succéder sans perspective, regrettant leur vie détruite, leurs voisins éparpillés, leurs jeunes morts dans les combats de rue.

Fatma (dont le prénom a aussi été modifié) a laissé son fils derrière elle au début du siège. A 20 ans, il avait décidé de rejoindre le PKK « pour le Kurdistan et pour

venger les femmes yézidies réduites en esclavage ». On lui a rapporté son corps sans vie à la fin de la bataille. Les soldats n'ont pas autorisé de funérailles. Elle l'a enterré à la lisière du village. Entourée d'un groupe de femmes de sa famille, trois générations réunies au seuil d'une petite maison de ciment brut, le visage figé, elle fait disparaître une larme unique avec le coin de son voile fleuri.

A proximité, deux garçons de

6 et 8 ans jouent en silence avec une balle en caoutchouc. Leurs yeux sont vides, leurs joues noircies de terre battue. Quand on leur demande ce que pourra être l'avenir de ces enfants, Fatma et ses parentes répondent d'une seule voix : « Ils prendront les armes ! » ■

ALLAN KAVAL

Le Monde

VENDREDI 11 NOVEMBRE 2016

En prenant Bachika, les Kurdes d'Irak tracent leur frontière

La ville en « territoire contesté » a été libérée de l'organisation Etat islamique par les peshmergas en marge de la bataille de Mossoul

REPORTAGE

BACHIKA (IRAK) - envoyé spécial

Une épaisse fumée noire s'élève au-dessus de Bachika, à 5 kilomètres à l'est. La colonne de véhicules blindés kurdes avance à l'aube, ralentie par la présence d'engins explosifs improvisés au bord de la route. L'offensive des combattants kurdes a commencé le 20 octobre. Au terme d'opérations laborieuses, en marge de la bataille de Mossoul, en Irak, les peshmergas ont pu encercler la ville.

Située à moins de 15 kilomètres de Mossoul, Bachika, contrôlée depuis l'été 2014 par l'organisation Etat islamique (EI), était peuplée en majorité de yézidies. Autrefois connue pour sa production d'arak et ses débits de boisson, la ville, où un dernier carré de djihadistes attend l'assaut final kurde, est vide lundi matin 7 novembre.

Les rafales de mitrailleuses et les tirs d'armes automatiques et les explosions se font plus intenses à mesure que les blindés des peshmergas pénètrent plus avant dans les zones encore tenues par les djihadistes. Les combats se poursuivent dans le vrombissement constant des hélicoptères de combat américains, en altitude, qui facilitent grâce à leur puissance de feu la progression au sol des forces kurdes.

Tirs de joie

Les peshmergas sont entrés dans Bachika. Bientôt deux blindés reviennent du front. Dans l'un d'entre eux, un prisonnier. Blessé. Les combattants restés à l'arrière se

ruent en un attroupement fiévreux autour du véhicule.

Voilà, l'ennemi si souvent invisible. Vivant, tangible et vaincu. C'est un adolescent de 15 ou 16 ans, barbe naissante, tignasse bouclée. Alors qu'une femme d'une cinquantaine d'années vêtue d'un treillis militaire, la tête couverte d'un voile noir, lui délivre les premiers soins dans une ambulance, une dispute commence. On reproche à celui qui a arrêté le jeune djihadiste de ne pas l'avoir exécuté sur-le-champ. « C'est un enfant et il s'est rendu ! », se défend-il.

A l'ouest de Bachika, un groupe de Kurdes syriens intégrés aux peshmergas tient une position derrière un talus de terre. Tirs nourris en provenance de la ville. Les balles sifflent. Des blindés kurdes progressent dans les environs. La colonne blindée partie le matin a fait le tour de la ville et apparaît maintenant sur la route principale, venant de l'est.

Les trois carcasses de voitures abandonnées par les djihadistes qui en interdisaient l'accès sont écartées au bulldozer. La jonction est désormais faite. On s'embrasse. Les combattants kurdes fouillent les véhicules, récupèrent ce qu'ils peuvent : gants tactiques, porte-chargeurs, nourriture, vêtements. Tout est bon à prendre. L'un d'entre eux a mis la main sur le drapeau noir de l'EI qu'il déploie. Rafales d'armes automatiques. Cette fois, ce sont des tirs de joie.

Pourtant, le lendemain matin, Bachika n'est toujours pas sous contrôle. « Il y a encore des groupes de djihadistes qui se cachent

« Je vais nettoyer cette colline et inviter le président Barzani à y faire un discours quand ce sera terminé ! »

LE GÉNÉRAL HAZAR

un des officiers commandant l'offensive de Bachika

dans les quartiers », estime un peshmerga. Bientôt, une épaisse fumée noire s'élève au nord. Un djihadiste a mis le feu à un tas de pneus ou à du pétrole, espérant compliquer la tâche des avions de chasse de la coalition.

Equippé d'une tablette numérique et d'un GPS, un combattant kurde chargé de la liaison avec les Occidentaux prévient ses interlocuteurs par téléphone : « Le pilote va repérer sa position et l'abattre. » L'air est traversé par le bruit d'un moteur à réaction suivi d'une puissante détonation. Lorsqu'on demande à l'agent de liaison s'il est usuel de commander une frappe aérienne pour un seul homme, il répond en souriant : « Ils viendraient même pour une moitié de djihadiste ! » Mardi, en fin d'après-midi, les peshmergas considèrent la ville sous contrôle.

Bachika fait partie des « territoires disputés », revendiqués par le Kurdistan irakien autonome et son président, Massoud Barzani, mais relevant officiellement de l'autorité de l'Etat irakien. Tombés

en grande partie aux mains des djihadistes à l'été 2014, ils ont été reconquis depuis par les Kurdes avec le soutien de la coalition internationale. Bachika est la dernière prise de guerre des Kurdes. « Une fois Bachika libérée, la frontière du Kurdistan sera tracée », annonce le général kurde Aziz Weysi.

Dans l'après-midi, les forces kurdes ont pu planter leurs drapeaux sur des bâtiments officiels. De retour sur la route principale, l'un des officiers commandant l'offensive, le général Hazar, petit homme aux cheveux en brosse teints en noir, est averti qu'une conversation par talkie-walkie entre djihadistes a été interceptée. Il y a un risque d'attaque depuis une éminence toute proche que les peshmergas ont laissée de côté.

Le général Hazar réunit ses hommes. « Je vais nettoyer cette colline et inviter le président Barzani à y faire un discours quand ce sera terminé ! », déclare-t-il. Il ordonne à une colonne blindée de donner l'assaut. Après quelques minutes d'une progression lente, une détonation retentit. Un engin explosif. « Est-ce que vous allez bien ? Est-ce que vous êtes sain et sauf ? », demande par radio le général aux occupants du véhicule touché.

Au bout de longues secondes de silence, une voix répond : « Oui, grâce à Dieu. » Le général a changé d'avis. La colonne blindée fait demi-tour. Bachika est sous contrôle kurde, cette colline peut attendre. ■

ALLAN KAVAL

**VII^e
siècle
av. J.-C.**

A l'apogée de leur domination, les Assyriens établirent leur capitale à Ninive, cette riche cité de la rive droite du Tigre.



De l'antique Ninive à Mossoul libérée?

La libération de la deuxième ville d'Irak est en cours. Mais la partie s'annonce compliquée car la cité assyrienne, encore sous l'emprise de Daech, a traversé trois mille ans d'une histoire pour le moins agitée...

Par **FRANÇOIS REYNAERT**

Une devinette. Citez un lieu qui réunit le tombeau d'un prophète biblique, une toile célèbre de Delacroix, le nom d'une étoffe fort prisée de la haute couture et les angoisses d'actualité de la moitié des états-majors du monde. Vous séchez ? La réponse est pourtant dans les journaux tous les jours : Mossoul. Rares sont les Occidentaux qui en ont conscience. Il est peu d'endroits sur la planète qui réunissent un tel concentré d'histoire.

Pour tâcher de la brosse sommairement, il faut se projeter trois millénaires en arrière, pour se retrouver dans cette même ville, qui porte son premier nom : Ninive. Nous sommes alors vers la fin de la civilisation mésopotamienne – du grec *mesopotamos*, entre les deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate – aux alentours des X^e-VIII^e siècles avant notre ère, à l'apogée de la domination assyrienne. Comme leur nom l'indique, les Assyriens viennent d'Assur (également au nord de l'Irak actuel), mais ont établi leur capitale dans cette riche cité de la rive droite du Tigre. Grâce à leur redoutable cavalerie – une nouveauté – ils réussissent à étendre leur empire jusqu'à l'Egypte, vassalisant au passage le petit royaume de Juda, où vivent les Hébreux. Ce qui explique pourquoi l'endroit est si souvent cité dans la Bible, et rarement en bien : le prophète Jonas lui-même n'est-il pas chargé par Dieu d'aller annoncer à la méchante ville son imminente destruction ? Le malheureux finit par y mourir lui-même. Jusqu'au plastiquage de l'édifice par Daech, on trouvait à Mossoul son tombeau, sous la mosquée qui porte son nom arabe, Yunus.

Le plus grand, et le dernier, des empereurs assyriens est Assurbanipal (règne de 669 à 626 av. J.-C.). On sait au moins de lui qu'il était fort cultivé : son palais ninivite contient plus de 20 000 tablettes. Les Grecs, qui détestent les Orientaux, le campent bien plus tard en despote lascif et efféminé. C'est ainsi que, sous son nom hellénisé de Sardanapale, le malheureux arrive jusqu'à notre époque romantique,



Novembre 2016

A quelques kilomètres au sud de Mossoul, l'ancienne capitale des Assyriens, les forces armées irakiennes progressent vers cette importante place forte du « califat », pour la reprendre.

qui n'aime rien tant que les décadents enturbannés : d'où une pièce de Byron, et une fameuse toile de Delacroix (« la Mort de Sardanapale », 1827).

Laissons passer une paire de nouveaux maîtres qui enterrent peu à peu la glorieuse Mésopotamie antique – invasion par les Perses de Cyrus le Grand (539 av. J.-C.); conquêtes par Alexandre le Grand (331 av. J.-C.), puis par les Parthes, puis les Romains et de nouveau d'autres Perses. Nous voilà vers les IV^e-V^e siècles de notre ère, quand le christianisme, devenu religion officielle de Rome, parfait son dogme lors de grands conciles où l'on discute des graves questions du moment : Marie est-elle mère de Dieu ou mère du Christ (concile d'Ephèse, 431) ? Le Christ est-il seulement dieu, ou homme et dieu à la fois (Chalcédoine, 451) ? Chaque fois, après de violentes disputes, les minoritaires claquent la porte et constituent leurs propres Eglises, qui forment la mosaïque de ce que l'on nomme « les chrétiens d'Orient ». La plupart de celles sur lesquelles viennent de s'acharner les fanatiques du « califat » sont issues de cette histoire, tout en étant liées à la précédente : la plupart des chrétiens d'Irak se font appeler « Assyriens » et disent leur liturgie en syriaque, fils de l'araméen, la grande langue sémitique de l'Antiquité.

VII^e siècle. Nouvelle rupture. Les conquêtes arabes. Ninive prend son nom arabe d'Al-Mawsil, Mossoul. Elle est fort bien placée sur les routes commerciales et doit sa prospérité à l'industrie d'un tissu précieux que l'on vend jusqu'en Occident : la mousseline. Épargnons au lecteur les nouveaux soubresauts d'une his-

toire compliquée – déclin du califat abbasside, petits Etats turcs et autres invasions mongoles – et sautons directement au XVI^e siècle, quand la région est conquise par Soliman le Magnifique, sultan ottoman. Mossoul, Bagdad et Bassorah deviennent alors de calmes chefs-lieux de province. La mosaïque ethnico-religieuse n'y est pas simple : aux juifs et aux chrétiens se sont ajoutées évidemment les deux branches de l'islam, les sunnites et les chiïtes, auxquels il faut adjoindre les Kurdes, peuple musulman mais non arabe. Comme Rome avant lui, l'Empire ottoman sait, pendant des siècles, gérer la diversité. Avec son déclin, au XIX^e siècle, les crispations se font sentir. Avec son effondrement, elles explosent.

Pariant sur la défaite des Turcs, dès 1916, Français et Anglais s'étaient partagé leurs provinces arabes : ce sont les fameux accords Sykes-Picot. Selon ceux-ci, Mossoul revenait aux Français. A la fin de la guerre, les soldats anglais y sont présents et les chancelleries s'arrangent : elle va aux Anglais. Après Bagdad et Bassorah, elle devient le troisième morceau d'un pays que le Foreign Office crée de toutes pièces : l'Irak. Il a consisté à mettre ensemble quelques puits de pétrole et des tas de gens qui n'avaient guère plus envie de vivre ensemble, des Arabes, des Kurdes, des chrétiens, des juifs, des chiïtes et des sunnites, pour en faire un royaume qu'on donnerait en cadeau à leur ex-allié, un type venu d'ailleurs, Fayçal, fils du chérif de La Mecque et ami de Lawrence d'Arabie. Quelques diplomates supputaient déjà que c'était risqué. ■

LA MÉSOPOTAMIE EXPOSÉE

On l'a presque oubliée et c'est impardonnable : on lui doit tant. Dès les premiers temps de cette immense civilisation, lors de la période de Sumer (IV^e millénaire avant notre ère), apparaissent les premières cités-Etats et l'écriture. Hammourabi (règne 1792-1750) nous laisse un premier code de loi. Et le système sexagésimal que nous utilisons toujours pour compter les heures et les minutes nous vient de ses astronomes. Tous ceux qui rêvent de mieux connaître la Mésopotamie antique et d'admirer ses trésors se rendront au Louvre-Lens, qui lui consacre une magnifique exposition. « L'histoire commence en Mésopotamie ». Louvre-Lens. Jusqu'au 23 janvier 2017.

Society

DU 12 AU 24 NOVEMBRE

GÜLEN LE CAUCHEMAR D'ERDOGAN

PAR GUILLAUME PERRIER

L'endroit, à une dizaine d'heures de vol de la Turquie, ressemble à l'antithèse d'Aksaray, le palais blanc aux 1 200 pièces que Recep Tayyip Erdogan, le président turc, a récemment fait construire à Ankara. Saylorsburg, Pennsylvanie, est une bourgade tranquille et anonyme de 1 000 habitants, située en pleine nature, dans les montagnes Poconos, à moins de deux heures de New York. La région est essentiellement réputée pour ses forêts et ses stations de ski. C'est là, dans le Golden Generation Worship and Retreat Center, un ancien camp d'été reconverti en résidence, que vit Fethullah Gülen, en exil depuis 1999. Le prédicateur, toujours vêtu d'un costume sombre, y passe ses journées monacales à lire et prier. Protégé, néanmoins, par quelques gardes armés, des caméras de surveillance et des portes blindées. Le signe que le tumulte du monde extérieur est finalement arrivé jusqu'à son *compound*. C'était l'été dernier, après le coup d'État du 15 juillet qui faillit, un temps, pousser Erdogan hors du pouvoir. Remis en selle au bout de quelques heures, ce dernier s'est empressé de pointer du doigt Gülen comme commanditaire du soulèvement, réclamant à Washington son extradition. Quatre mois plus tard, l'Amérique n'a toujours pas répondu à l'appel. Mais les disciples de Gülen, qui se comptent en millions en Turquie, sont devenus la cible d'une vaste purge lancée dans toutes les institutions. La chasse aux "gülénistes" est sans merci. Traqués, limogés de l'administration, voire jetés en prison, les membres supposés de cette confrérie formeraient, selon le pouvoir, un "État parallèle", une pieuvre infiltrée dans l'appareil étatique. Bref, une "organisation terroriste". À 75 ans, le vieux prédicateur, que la revue américaine *Foreign Policy* avait placé en 2008 en tête de liste de

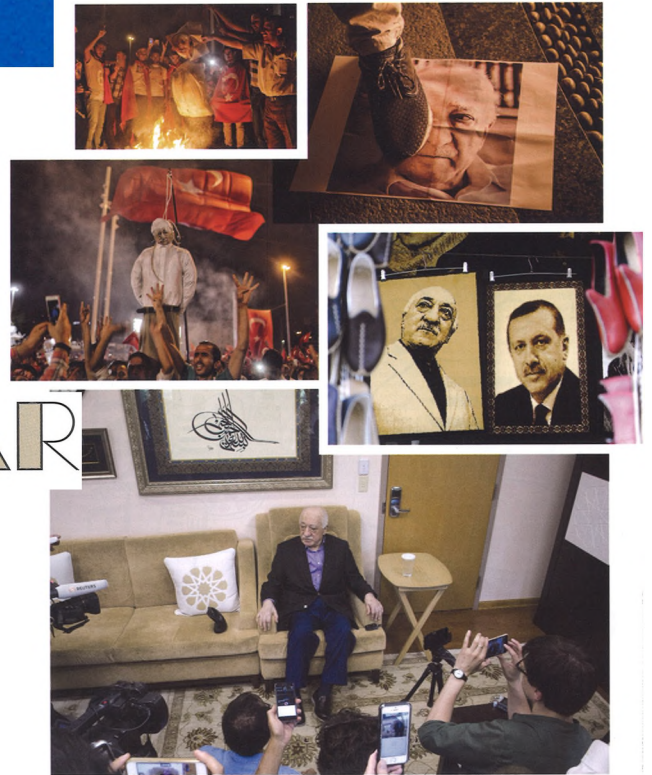
Sa tête est mise à prix, ses livres sont détruits et des mannequins à son effigie sont pendus sur la place publique. Exilé aux États-Unis, **Fethullah Gülen**, prédicateur à la tête d'une puissante confrérie religieuse, est devenu l'ennemi public numéro un dans son pays, la Turquie. Son ancien allié, le président Recep Tayyip Erdogan, l'accuse d'être à l'origine du coup d'État manqué du 15 juillet 2016. Le dernier épisode d'une lutte de pouvoir fratricide qui n'en finit plus de plonger la Turquie dans les ténèbres.

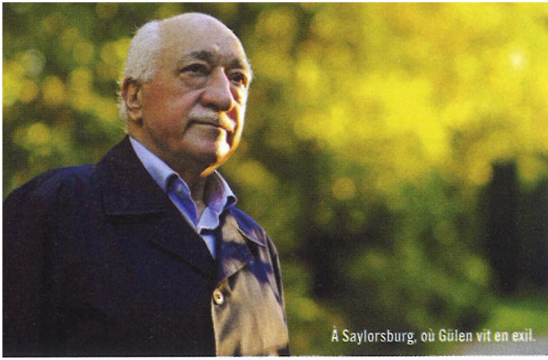
première rencontre, leur alliance pour conquérir le pouvoir était une immense réussite, dans un style gagnant-gagnant. Grâce à la confrérie Gülen, Erdogan avait trouvé des cadres bien formés pour tenir son administration et venir à bout des résistances de l'ancien régime kémaliste au sein de l'appareil d'État. Grâce à Erdogan, Gülen, lui, avait pu étendre son influence et la diffuser dans les institutions les plus sensibles: la police, le renseignement, la justice, et même l'armée. L'infiltration massive de ses membres a commencé dès le milieu des années 80, détaille le journaliste Rusen Cakir, auteur de nombreuses enquêtes sur la confrérie. L'armée était l'une des cibles principales, ce que confirme un jeune ingénieur, employé dans un centre de recherche à Istanbul, qui témoigne de manière anonyme, par crainte d'être démasqué. Ce sympathisant du mouvement Gülen, éduqué dans leurs écoles, a obtenu un poste prestigieux et forme à son tour de jeunes lycéens aux concours d'entrée des meilleurs établissements. Les institutions militaires, dont les cadets ont pris part au putsch le

son classement des "intellectuels publics mondiaux", est devenu l'ennemi numéro un de la Turquie d'Erdogan. Au point, dit-il, de craindre que l'on vienne l'assassiner chez lui.

Les deux hommes étaient pourtant, il y a quelques années encore, les meilleurs amis du monde. En juin 2012, Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, faisait ainsi l'éloge de Fethullah Gülen dans un stade rempli de 50 000 personnes, à Istanbul. À l'occasion des olympiades de la langue turque, une grande kermesse güléniste, il avait été longuement acclamé après avoir appelé l'exilé de Pennsylvanie à rentrer au bercail: "*L'exil est une souffrance, personne ne doit endurer cela.*"

Une vingtaine d'années après leur





15 juillet dernier, étaient particulièrement visées, dit-il. En poussant les jeunes diplômés de ses écoles à intégrer l'armée, le mouvement Gülen a patiemment noyauté la hiérarchie militaire pendant 30 ans.

Mariage, football et alliance

Les premiers contacts entre Recep Tayyip Erdogan et Fethullah Gülen datent des années 90. À cette époque, le premier est maire d'Istanbul et le second vit encore sur les rives du Bosphore. L'une de leurs premières rencontres a lieu lors du mariage du footballeur star Hakan Sükür, en 1995. L'union de celui qui fut désigné en 2004 "meilleur joueur turc des 50 dernières années" par l'UEFA est célébrée par Erdogan. Gülen, dont le joueur est un adepte, est le témoin. L'imam Fethullah Gülen est alors connu pour être le chef d'une petite communauté de fidèles, née à Izmir dans les années 70, et inspirée de Saïd Nursi, un penseur musulman du début du xx^e siècle. Le mouvement Gülen affirme vouloir ouvrir "des écoles plutôt que des mosquées", et ses établissements scolaires, centrés sur la science plutôt que sur la religion, connaissent une réussite immédiate. En Turquie, puis bientôt dans le monde entier, puisque les écoles Gülen s'implantent dans plus de 120 pays, sur les cinq continents. Gülen entretient des relations cordiales avec certains dirigeants turcs de l'époque, noue des relations avec des chefs d'État, rencontre le pape Jean-Paul II. On l'écoute. On s'en méfie, aussi. L'armée et le camp "laïc" voient l'influence grandissante de cet imam comme une menace plus dangereuse encore que celle d'Erdogan. Mais il faut vraiment patienter jusqu'en 2001 pour que Gülen et Erdogan, qui va bientôt fonder l'AKP, forment une véritable alliance. L'un et l'autre ont été les victimes du coup d'État du 28 février 1997. Le maire d'Istanbul, déchu de son mandat, a passé quatre mois en prison. Le prédicateur, de son côté, s'est exilé aux États-Unis. Erdogan va conquérir le pouvoir par les urnes, en misant sur un programme libéral et réformateur, et en faisant de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne un objectif. Depuis Saylorsburg, en Pennsylvanie, Gülen va soutenir de tout son poids le nouveau leader réformiste. Un choix judicieux: avec la victoire de l'AKP aux législatives de 2002, il va s'en trouver récompensé.

Les activités de la confrérie Gülen connaissent un boom spectaculaire au cours des années 2000. Des centaines d'écoles et de fondations de dialogue inter-religieuses sont ouvertes. Mais dans son orbite, à cette époque, se trouvent aussi des hôpitaux, une banque, une organisation humanitaire, des chaînes de télévision et des journaux, dont le célèbre *Zaman*, premier quotidien du pays... Très actifs dans le lobbying et le réseautage intellectuel, les gülenistes se font beaucoup plus visibles. Le réseau comprend aussi plusieurs milliers de petits entrepreneurs et industriels turcs, qui financent les bourses pour les étudiants et les activités hors de la Turquie. C'est leur association patronale, la *Tüskon*, qui organise tous les voyages à l'étranger du Premier ministre Erdogan et du président Abdullah Gül, régulièrement accompagnés de dizaines d'hommes d'affaires. Dans chaque pays visité, les programmes officiels comprennent systématiquement une visite d'une école Gülen. "À l'époque, il était très bien vu de faire partie du mouvement Gülen. Ses sympathisants étaient présents à tous les étages de l'administration. À tel point qu'il n'y avait quasiment aucune différence avec les autres membres de l'AKP", fait remarquer Yasar Yakis, ancien ministre des Affaires étrangères et député du parti au pouvoir jusqu'en 2011. Mais le mouvement Gülen, ouvert sur l'extérieur, possède une face

cachée. Sa collaboration avec l'AKP s'est encore renforcée au tournant de 2007, après les élections législatives remportées par le parti d'Erdogan, avec 47% des voix. Les deux alliés ont fait face, ensemble, aux militaires et aux kémalistes qui cherchaient à leur barrer la route. Les bastions qui résistaient –l'armée, la présidence de la république et les cours de justice– sont affaiblis. Le moment est venu de porter l'estocade. "La décision a été prise de créer une division chargée du renseignement au sein de la police. Ce sont les membres de la confrérie de Fethullah Gülen qui ont été désignés pour la diriger", raconte aujourd'hui Dengir Mir Mehmet Firat, qui était le numéro deux de l'AKP jusqu'en 2008, avant qu'il ne soit progressivement mis sur la touche par Erdogan. "Je me souviens avoir dit à Erdogan que donner autant de pouvoir à une communauté n'était peut-être pas une très bonne idée. Mais il m'a répondu: 'Rien de néfaste ne peut venir de la part de quelqu'un qui prie comme nous dans la direction de La Mecque'", se souvient cet élu, aujourd'hui député du parti prokurde HDP. C'est donc en totale coopération avec le Premier ministre que les proches de Fethullah Gülen se mettent au travail.

L'ère des coups d'État, pense-t-on à l'époque, est révolue en Turquie. Les réformes pro-européennes ont poussé l'armée à rentrer dans le rang. C'est désormais dans les prétoires que les comptes vont se régler. La découverte d'une cache d'armes dans un bidonville d'Istanbul, en 2007, va lancer une retentissante affaire de complot: le dossier "Ergenekon". La justice turque fait arrêter des militants ultranationalistes, des personnalités encombrantes, au casier judiciaire long comme le bras. On les accuse de former une organisation clandestine, baptisée Ergenekon, qui agirait au sein des institutions turques pour affaiblir le gouvernement. Le coup de filet s'étend et envoie derrière les barreaux plusieurs dizaines d'officiers, journalistes, avocats, etc. L'enquête est confiée à des magistrats spéciaux, à la tête d'équipes de policiers dédiés. C'est le procureur Zekeriya Oz, dont la proximité avec Fethullah Gülen apparaîtra plus tard au grand jour, qui chapeaute le dossier. Le procès s'ouvre en 2008 dans l'immense centre pénitentiaire de Silivri, dans la banlieue d'Istanbul. Les suspects restent détenus pendant plus de quatre ans, avant d'être remis en liberté et, finalement, blanchis. À l'époque, la mise hors d'état de nuire de cette cellule nationaliste est perçue comme une avancée démocratique. Ni les démocrates turcs ni l'Union européenne ne trouvent quoi que ce soit à redire à l'arrestation de ces kémalistes radicaux. L'analyste Gareth Jenkins sera le premier à souligner les approximations de la justice dans cette affaire: l'acte d'accusation prenait de sérieuses libertés avec la légalité et reposait sur des écoutes téléphoniques sauvages. De sérieux doutes entourent même certaines pièces à conviction. L'un des documents joints au dossier, censé apporter la preuve d'un plan de coup d'État en 2003, avait par exemple été réalisé avec une version du logiciel datant de 2007... Il faudra plusieurs années de procédure pour que la manipulation soit découverte. "Assez vite, grâce à des enquêtes journalistiques, on s'est aperçu que de fausses preuves avaient été fabriquées, que des détentions avaient été réclamées de manière abusive", note Yasar Yakis, qui était député du parti au pouvoir à l'époque des faits.

Divorce en deux temps

Un matin de mars 2011, le journaliste d'investigation Ahmet Sik est interpellé à son domicile. "Qui s'y frotte, s'y brûle!" lance-t-il à ses confrères, avant d'être emmené menotté. Le journaliste s'apprête alors à publier un livre d'enquête sur les activités de la confrérie, et notamment son entrisme au sein de la police. Mis aux arrêts avant même la publication de son ouvrage, dont le manuscrit est saisi, il est accusé d'appartenir à un obscur groupe terroriste. "Des policiers gülenistes sont venus m'arrêter pour me présenter à un procureur güleniste, qui m'a ensuite déféré devant un juge güleniste. Et tout cela était couvert par des journaux et des télé gülenistes", témoigne-t-il aujourd'hui. Il restera plus d'un an en prison avec un autre journaliste, Nedim Sener, qui enquêtait lui aussi sur les réseaux Gülen. Leur cas montre que lorsqu'elle est attaquée, la confrérie Gülen emploie

les mêmes méthodes que ceux qu'elle combat. D'ailleurs, les deux journalistes n'en démordent pas. Selon eux, la confrérie aurait entièrement orchestré les grands procès contre les militaires.

L'alliance entre Erdogan et Gülen culmine en 2010, lorsque l'imam de Pennsylvanie appelle ses adeptes à soutenir le projet de réforme constitutionnelle sur lequel les Turcs sont invités à se prononcer par référendum. *"Nous l'avons soutenu jusqu'en 2011 parce que nous avions l'espoir d'une nouvelle Constitution, mais il n'a pas été capable de réformer l'État. Un parti qui a frustré et humilié les Turcs ne peut plus avoir notre soutien"*, déclarait récemment Mustafa Yesil, président en exil de la Fondation des journalistes et des écrivains (GYV), qui faisait office de porte-parole du réseau en Turquie. Une fois leur ennemi commun éliminé du jeu politique, les deux partenaires au pouvoir se retrouvent face à face. L'influence du mouvement Gülen, que ses sympathisants appellent Hizmet, le "Service", commence à devenir encombrante pour Recep Tayyip Erdogan. La confrérie donne son avis sur tout. Et les sujets de désaccord se multiplient. *"Le premier accroc s'est produit en 2010, avec l'incident du Mavi Marmara. Gülen a désapprouvé la manœuvre d'Erdogan qui a envoyé un navire d'aide humanitaire vers Gaza"*, ass un proche, Ihsan Yılmaz, professeur de sciences politiques, qui vit désormais en exil. L'assaut donné par l'armée israélienne avait fait dix morts et fortement endommagé les relations entre les deux pays. Une erreur majeure pour Gülen, attaché à l'alliance de la Turquie avec l'Occident et Israël, et très hostile au régime iranien.

Le quotidien *Zaman* qui est, en 2007, le porte-voix du Premier ministre, se met à critiquer ce dernier de plus en plus ouvertement. Les puissants relais d'opinion de la confrérie prennent leurs distances avec la dérive autoritaire du pouvoir et déplorent l'abandon du principe d'adhésion à l'Union européenne. Puis l'affaire commence à tourner au vinaigre lorsque *"en 2012, Erdogan décide de fermer autoritairement tous les établissements de soutien scolaire, dershane, véritable industrie dans laquelle le mouvement Gülen est solidement implanté, faisant cela, il a coupé une partie des vivres de la confrérie"*, poursuit Ihsan Yılmaz. La ligne de pouvoir est engagée. Pour contrebalancer le poids des gülenistes au sein des forces de sécurité, Erdogan renforce les prérogatives des services turcs de renseignement, le MİT. Son chef espion, Hakan Fidan, devient la tête de Turc de la confrérie. À tel point qu'en 2013, il est convoqué pour être entendu par un juge, pour son rôle dans les négociations secrètes entamées avec les représentants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la guérilla kurde. Gülen est opposé à un marchandage. Erdogan est furieux. L'affaire du magistrat doit être puni sur le champ.

C'est un premier avertissement.

Le deuxième sera plus sérieux. Un soir de décembre 2013, la justice lance une série d'arrestations spectaculaires. Défilent au siège de la police d'Istanbul, où ils sont mis en garde à vue, des hommes d'affaires, des élus et les fils de quatre ministres du gouvernement AKP, tous proches de Recep Tayyip Erdogan. Le procureur Oz, celui qui avait mis les militaires sous les verrous, est à nouveau à l'

manœuvre. Cette fois, contre les proches du Premier ministre, en déclenchant une vaste affaire de corruption et de blanchiment. Les révélations font l'effet d'une bombe. Des boîtes à chaussures remplies de plusieurs millions de dollars sont retrouvées au cours de perquisitions chez les suspects. Destabilisé, Erdogan sent la menace se rapprocher. Huit jours après la première salve, une deuxième vague d'arrestations est ordonnée. Dans la liste, figure cette fois Bilal, le fils cadet du "raïs". L'ordre n'est pas exécuté

et les fonctionnaires sont dessaisis du dossier. L'affaire qui risquait de remonter jusqu'à la famille d'Erdogan est étouffée. Le pouvoir dénonce immédiatement un complot de l'"État parallèle" güleniste. Et il contre-attaque.

Dans les semaines qui suivent ces affaires de corruption présumées, les couteaux sont de sortie. *"Celui que vous appelez le hodja (le maître, ndlr) et ceux que vous nommez 'les grands frères' sont clairement en train de vous trahir et de trahir leur pays"*, vocifère le Premier ministre Erdogan, qui entame de

vastes purges dans l'administration. Deux mois après les révélations sur la corruption, déjà plus de 6 000 officiers de police ont été limogés. Gülen lui répond par un prêche dans lequel il promet que *"le feu du Très-Haut brûlera la maison des corrompus"*. Huit députés de l'AKP, considérés comme proches de Gülen, démissionnent. *"Malheureusement, l'AKP est désormais sali. Erdogan est devenu l'architecte d'un processus dans lequel les affaires de corruption sont étouffées, les voleurs sont protégés et l'illégal devient la loi"*, se justifie Muhammed Cetin, en claquant la porte de l'Assemblée nationale. Le divorce est consommé. Tous les coups sont désormais permis et la bataille se poursuit sur Internet. Début 2014, une série de documents sonores, publiés anonymement sur YouTube, viennent encore renforcer les soupçons de corruption dans l'entourage d'Erdogan. Le feuilleton dure des semaines, pendant lesquelles les Turcs sont suspendus aux réseaux sociaux. Certaines de ces écoutes clandestines indiquent que le téléphone du Premier ministre a été hacké. La panique s'empare d'Ankara. Une autre "gorge profonde" fait son apparition sur Twitter. Le dénommé Fuat Avni y rapporte pendant des mois et avec foison de détails ce qu'il présente comme les "petits secrets du palais". De quoi rendre fou Erdogan, qui ordonne à ses services de faire la chasse aux micros.

Le coup d'État du 15 juillet 2016 se situe dans la continuité de cette guerre de l'ombre. Dès le lendemain matin, alors qu'il venait de mettre en échec les putschistes, Recep Tayyip Erdogan a incriminé "la structure parallèle" de Fethullah Gülen. Après avoir utilisé la police, la justice, les médias, une partie de la confrérie Gülen aurait-elle mobilisé ses forces tapies au sein de l'armée pour tenter de renverser le président? C'est une certitude pour le pouvoir qui, en quatre mois, a redoublé d'efforts pour "nettoyer" l'armée et l'appareil d'État de toute présence güleniste. Mais c'est faire abstraction de la grande diversité d'idées et d'ambitions qui existe au sein d'une confrérie aux contours très lâches. Plus de 30 000 personnes ont été arrêtées, 100 000 licenciées, des centaines de fondations, d'écoles, d'universités et d'entreprises privées ont été saisies... Le journal *Zaman* a finalement été nationalisé par la force. Plusieurs de ses journalistes ont été arrêtés. Cette purge massive, qui vise aussi les familles, a déjà poussé plusieurs milliers de Turcs à l'exil.

"La communauté va se disséminer et se protéger dans le secret, comme par le passé", prédit Ihsan Yılmaz. Pour mieux ressortir? Erdogan en est persuadé, la bataille n'est pas terminée. ● TOUTS PROPOS RECUEILLIS PAR GP, SAUF INDIQUÉ

"À une époque, il était très bien vu de faire partie du mouvement Gülen. À tel point qu'il n'y avait quasiment aucune différence avec les autres membres de l'AKP"

Yasar Yakis, ancien ministre des Affaires étrangères

"Celui que vous appelez 'le maître' et ceux que vous nommez 'les grands frères' sont clairement en train de vous trahir et de trahir leur pays"

Erdogan en 2103, à propos de son ancien allié

Eutelsat accusé de bloquer des télévisions kurdes

A la requête de la Turquie, l'opérateur français de satellites a demandé la suspension de quatre chaînes

Depuis plus d'un mois, la France se trouve mêlée à l'offensive sans précédent de la Turquie d'Erdogan contre les médias. A la demande d'Ankara, l'opérateur français de satellites Eutelsat a fait suspendre la diffusion de deux chaînes de télévision Med Nuce TV et Newroz TV. Ces chaînes kurdes ont alors saisi en référé le tribunal de commerce de Paris. Les audiences se sont déroulées les 27 octobre et 2 novembre. L'ordonnance est attendue lundi 14 novembre. Mais, ce n'est que le début d'un long processus. Avec cette affaire, la liberté d'expression en Turquie se retrouve empêtrée dans un invraisemblable imbroglio juridique européen.

Tout commence le 22 septembre quand Eutelsat reçoit une lettre du RTÜK. L'autorité administrative indépendante chargée de réglementer la radio et la télévision en Turquie lui demande une suspension immédiate de Med Nuce TV. Le motif avancé : cette chaîne d'information serait soutenue par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement inscrit sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne. Quelques jours plus tard, le 5 octobre, un autre courrier intime, pour les mêmes motifs, la suspension de trois autres télévisions, Newroz TV à destination des Kurdes d'Iran, Ronahi TV et Sterk TV.

En tant que membre du Conseil de l'Europe et adhérent à la Convention européenne sur la télévision transfrontière (CETT), la Turquie demande l'application de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 7 de la CETT. Il est stipulé que « tous les éléments des services de programmes (...) doivent respecter la dignité de la personne humaine et les droits fondamentaux d'autrui », en particulier « ils ne doivent pas mettre en valeur la violence ni être susceptibles d'inciter à la haine raciale ».

Une décision vivement critiquée
Sans se prononcer, ni connaître le contenu des programmes, ce qui

n'est pas dans ses attributions, Eutelsat a demandé aux sociétés diffusant ces chaînes de les suspendre provisoirement, le temps qu'un régulateur européen examine leur nature et se prononce.

En prenant cette mesure de précaution, l'opérateur ne veut pas risquer d'être accusé, éventuellement, de complicité avec une organisation terroriste. Il s'appuie sur un jugement de la cour d'appel de Paris de 2012, lui donnant raison d'avoir suspendu la chaîne kurde Roj TV diffusée depuis le Danemark.

Le 3 octobre, le distributeur belge Belgium Satellite services (BSS) a obtenu et coupé la diffusion de Med Nuce TV et de Newroz TV. En revanche, le slovène STN, qui diffuse Ronahi TV et Sterk TV, ne l'a pas toujours fait. Eutelsat n'a aucun moyen d'intervenir, car les sociétés diffusent de nombreuses chaînes sur un même canal à partir de son satellite Hot Bird. En bloquant l'un d'entre eux, il empêcherait la diffusion de nombreuses autres télévisions.

Reste à attendre la décision du régulateur européen. Et c'est là que le bât blesse. Selon la CETT, l'instance compétente est celle du pays dans lequel la chaîne opère.

Med Nuce TV, dont le siège est en Italie et ses locaux à Denderleeuw, une commune située en Belgique, dépend du régulateur de ce pays. Or Bruxelles n'a pas signé la Convention européenne sur la télévision transfrontière... C'est donc au bon vouloir du régulateur flamand, le Vlaamse Regulator voor de Media (VRM).

Dans un courrier en date du 24 octobre avec copie au régulateur wallon, le directeur général d'Eutelsat, Rodolphe Belmer, lui demande de se prononcer sur ce dossier.

En cas de réponse négative, il faudra trouver une autre autorité. La CETT prévoit que ce sera celle du pays où est installé l'opérateur de satellites. Dans ce cas, Eutelsat ayant son siège en France, le dossier serait confié au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Depuis un mois, la décision



Protestation contre le blocage de Med Nuce TV, devant le siège d'Eutelsat, à Paris, le 6 octobre.

CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

d'Eutelsat est vivement critiquée, l'attitude de la France aussi, l'Etat détenant 26,4 % du capital de cette société privée par le biais de la banque publique d'investissement Bpifrance.

« C'est une des nombreuses manœuvres d'Erdogan pour museler les voix kurdes à l'étranger et lui laisser les mains libres pour les exterminer, s'indigne l'écrivain Patrice Franceschi, engagé de longue date aux côtés des Kurdes syriens, tout en insistant sur la comitance de cette demande avec l'invasion de la Syrie par les Turcs. A la fin, il ne restera que des chaînes islamiques pro-turques ou pro-Etat islamique. »

« Un mauvais message »

Pour lui « l'enjeu, c'est la liberté d'information face à un tyran. » D'ailleurs, « un pays n'a pas à céder au diktat d'un autre », d'autant que cette position est en contradiction avec la politique française. « La main gauche ignore ce que fait la main droite », ajoute-t-il, rappelant que le président François Hollande a reçu les Kurdes en février 2015 pour leur apporter son soutien. Nul doute, « des lobbys industriels et commerciaux turcs ont pesé sur la décision car, si ces télévisions étaient financées par le PKK, elles auraient été suspendues depuis longtemps ».

Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, dénonce « la logique commerciale à court terme d'Eutelsat » pour conserver

la diffusion de chaînes turques. « C'est inexcusable dans le contexte actuel, où depuis juillet, 131 organes de presse ont été interdits, 2 000 journalistes mis au chômage et 133 incarcérés. » Cette stratégie est d'autant plus risquée « que les Turcs possèdent leur propre satellite Turksat. Ils peuvent s'ils le souhaitent se retirer à tout moment ».

De son point de vue, l'interdiction de Med Nuce TV est incompréhensible. Les informations, les reportages et la parole donnée aux intellectuels contribuaient à la diversité. Le ton y était bien plus modéré que certaines autres dans la région. « Dans ce cas, il faut interdire toutes les télévisions dans le Golfe », dit-il.

Surtout M. Nezan y voit « un mauvais message » envoyé par la France dans cette partie du Moyen-Orient où il ne reste que deux pays francophiles partageant ses valeurs de liberté et de démocratie : une partie du Liban et le Kurdistan. « Si on ne peut pas favoriser l'expression démocratique, il faut au moins ne pas contribuer à la censure », insiste-t-il « Quelles que soient les justifications d'Eutelsat, la France risque d'être perçue localement par une partie de la population comme étant l'auxiliaire du pouvoir turc pour censurer les médias kurdes », regrette-t-il. Le mal est fait et « c'est dévastateur en termes d'image ». ■

DOMINIQUE GALLOIS

Turquie. Pourquoi personne ne s'oppose à Erdogan

Avec l'arrestation le 4 novembre de neuf députés d'opposition du Parti démocratique des peuples, le président durcit sa politique de répression. Pourtant, la société civile est incapable de réagir, estime cette chroniqueuse.

—Hürriyet Daily News Istanbul

Mon pays semble avoir perdu le cap comme jamais auparavant. Les crises que nous connaissons tirent leur origine de la fin non déclarée de l'ancien régime républicain et de l'avènement non déclaré de la "nouvelle république". De fait, nous, les démocrates penchant vers la gauche, rêvions aussi d'une nouvelle république, nous dénoncions l'attitude autoritaire du statu quo ante et brûlions d'un régime plus démocratique. L'ancien régime n'a pas pu survivre aux nouvelles exigences émanant d'une partie considérable de la société, à savoir les conservateurs et les Kurdes. Le projet d'État-nation kémaliste, qui reposait sur une conception rigide de la laïcité et de l'unité nationale, était voué à échouer à un moment ou un autre. Le défi était de le remplacer par une république plus démocratique, mais ce rêve a échoué aussi, car la disparition du statu quo ante a laissé un vide qui a été comblé par la force montante du nationalisme de droite et de l'islamisme, ou plutôt d'un nationalisme islamiste.

La nouvelle république repose sur un autoritarisme conservateur et sur le nationalisme turc, mais la transition vers l'ordre nouveau est loin de se faire en douceur et dans le consensus. La semaine dernière [le 31 octobre], les journalistes et les rédacteurs du quotidien *Cumhuriyet* (La république) – l'un des derniers bastions de l'opposition – ont été interpellés, et neuf d'entre eux arrêtés pour soutien au terrorisme güleniste et kurde. Dans le même temps, plusieurs personnalités politiques kurdes, parmi lesquelles le chef du Parti démocratique du peuple, le principal parti kurde, et le maire de Diyarbakir [la "capitale" kurde du sud-est de la Turquie], ont été démisés de leurs fonctions et arrêtés. C'est le pire moyen pour "régler

le problème kurde". Cela ne peut qu'aggraver les problèmes et mettre en danger les perspectives de paix sociale et de compromis politique.

Le pays est en état d'urgence depuis le coup d'État [manqué] du 15 juillet, et des décrets durs ayant force de loi tombent tous les jours pour renforcer l'emprise du gouvernement actuel. La Turquie est un système présidentiel de facto aux caractéristiques particulières, et seul compte le pouvoir du président Recep Tayyip Erdogan. La nouvelle république n'est rien de plus qu'un régime défini par le culte de la personnalité du président Erdogan. Pour ses partisans, ce dernier incarne non seulement la volonté nationale mais aussi une mission historique et religieuse. C'est donc l'acceptation ou le refus de sa volonté qui définit l'ami ou l'ennemi de la nation. Il n'est plus question d'indépendance de la justice ni de séparation des pouvoirs, puisque les lois sont appliquées selon cette nouvelle définition du crime et du châtiment.

Il est vrai qu'il n'existe pas d'opposition démocratique forte susceptible de freiner cette tendance autoritaire, et que l'ancien régime n'a pas réussi à instaurer des

institutions démocratiques et une opinion publique. Néanmoins, c'est également parce que la Turquie a jusqu'à présent été totalement autoritaire, avec une société bourgeoise modérée, que ceux qui s'opposent à la voie actuelle se retrouvent incapables de réagir à l'intensification de la pression politique. Loin d'être critiquable, il est heureux que les gens ne descendent pas facilement dans la rue pour protester et manifester, puisqu'il n'est plus possible d'exprimer son désaccord sans risquer sa vie et se faire arrêter. La divergence démocratique ne peut réagir à la pression politique que de façon démocratique, et une société raisonnable et respectueuse des lois se doit de ne pas céder à la provocation et ni recourir à des méthodes qui risqueraient de mener à la guerre civile.

Il est paradoxal que les démocrates ne puissent se défendre dans une atmosphère politique non démocratique et qu'une dissidence saine et raisonnable ne puisse faire face à l'extrémisme politique. De même, notre société bourgeoise veille à ne pas risquer sa vie et sa sécurité au nom de l'opposition politique, mais l'absence d'opposition déterminée conduit inévitablement à une menace contre la vie et la sécurité de tout le pays.

—Nuray Mert

Publié le 7 novembre



OPINION

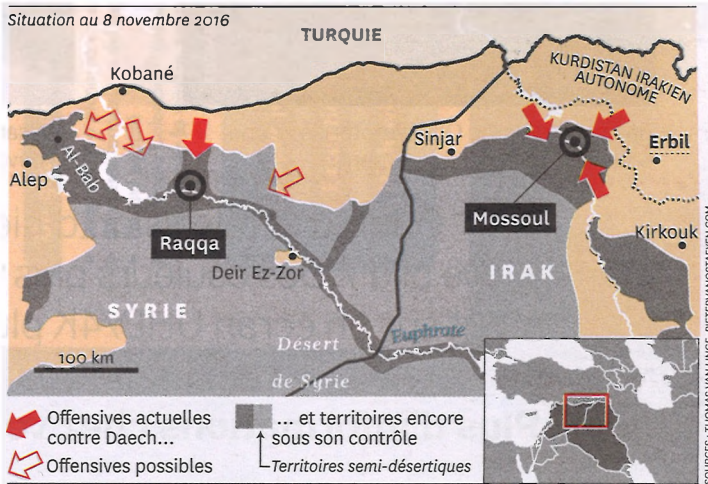


Syrie - Irak. Deux batailles décisives contre Daech



FOCUS

À Raqqa comme à Mossoul, une offensive est lancée contre l'État islamique, menée par des coalitions hétéroclites qui comptent toutes des Américains. Une guerre aux résultats imprévisibles.



avec Washington, puis écarté de la bataille de Mossoul, Ankara acceptera-t-il de ne pas avoir un rôle déterminant à jouer dans la bataille la plus importante contre l'EI en Syrie ? "Le fait que les Turcs ne soient apparemment pas associés à l'offensive sur Raqqa aurait normalement dû susciter chez eux une colère et une frustration", estime Bayram Balci, expert franco-turc de l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul. Or, pour l'heure, ces derniers seraient restés silencieux, précise-t-il.

"Les participations des armées turque et kurde sont désormais devenues exclusives l'une de l'autre. Les deux parties ne se font pas confiance et rejettent toute forme de coopération directe", rappelle de son côté Dlawer Ala'Aldeen, président du Middle East Research Institute (Meri) et ancien ministre de l'Éducation du Kurdistan irakien (2009-2012). "Les États-Unis ont leurs propres raisons de pousser pour la bataille de Raqqa, car ils veulent acculer l'EI, alors que des progrès sont réalisés à Mossoul", affirme l'expert kurde. Les dessous de la rencontre entre le chef d'état-major interarmées américain Joseph Dunford et son homologue turc à Ankara, le 6 novembre, n'ont pas filtré, mais l'émissaire américain auprès de la coalition internationale anti-EI, Brett McGurk, a déclaré en soirée, à Amman, que les États-Unis étaient en "contact étroit" avec la Turquie pour coordonner l'offensive sur Raqqa [pour ne pas envenimer les rapports avec Ankara]. "Après avoir été tellement marginalisés du fait de leur non-participation à la bataille de Mossoul, les Turcs ne veulent pas perdre la face et être humiliés une fois de plus, d'où leur silence", estime Bayram Balci. Les Américains auraient donc fait pression en sous-main sur Ankara pour mener à bien leur entreprise

lancée par le biais des FDS. Pour Dlawer Ala'Aldeen, il est possible qu'après la pression des États-Unis la Turquie ait accepté de rester en retrait, avec en échange la garantie d'une nouvelle limitation, "voire d'une inversion de l'expansion kurde". "Pour la Turquie, Jarablous et Al-Bab [dans le nord de la Syrie] sont stratégiquement plus importantes que Raqqa, car sa priorité est d'empêcher la connexion entre Afrin [bourgade kurde syrienne] et le reste du Rojava (Kurdistan syrien). Ils savent aussi que la bataille de Raqqa sera imprévisible et potentiellement très coûteuse avec pas grand-chose à la clé", estime le chercheur kurde.

Série de victoires. Les FDS mèneront donc pour l'instant à elles seules la bataille permettant d'encercler Raqqa. Fortes de 30 000 hommes et femmes, ces unités ont remporté une série de victoires contre l'EI au cours des douze derniers mois. "Les Américains et les FDS semblent confiants sur le fait que leur coopération suffira pour reprendre la ville des mains de l'EI", abonde Dlawer Ala'Aldeen. Le fait que ces forces soient issues des populations présentes en Syrie vient conforter l'idée que "la Turquie n'a pas d'autre option que d'accepter qu'il s'agisse d'une affaire qui concerne les Syriens, dont les Kurdes font partie", explique Bayram Balci.

Les autres acteurs sur le terrain syrien sont restés silencieux malgré l'annonce du lancement des opérations. Pourtant, ni les Russes ni les Iraniens, et encore moins le régime syrien, ne voient d'un bon œil une nouvelle victoire, et non des moindres, de cette alliance arabo-kurde. "Le gouvernement syrien aurait aimé conquérir Raqqa avant les Kurdes, mais il n'en a pas les moyens. L'Iran et la Russie ne peuvent pas s'opposer à ce que les FDS prennent Raqqa pour le moment, mais dans l'avenir ils voudront voir comment ces gains seront utilisés politiquement par les Kurdes", conclut Dlawer Ala'Aldeen.

— **Caroline Hayek**
Publié le 7 novembre

Raqqa : la revanche kurde

Partis seuls à la conquête de la capitale de Daech, les Kurdes s'affirment ainsi comme les principaux alliés de Washington.

— **L'Orient-Le Jour**
Beyrouth

Raqqa en même temps que Mossoul. C'est le pari risqué qu'ont fait les Américains malgré le contexte chaotique du terrain syrien. Le lancement de l'opération, baptisée Colère de l'Euphrate, a été annoncé par les forces arabo-kurdes (FDS) [une coalition majoritairement formée par des Kurdes où l'on trouve des combattants arabes et turkmènes], alors que Washington, qui dirige la coalition internationale antidjihadistes, a de son côté confirmé le début des opérations

pour isoler Raqqa, tombée aux mains des djihadistes en 2013.

Comme lors de la bataille de Mossoul, commencée le 17 octobre dernier, la première phase de l'offensive menée par les FDS consistera à libérer la province de Raqqa, pour encercler la ville. Mais contrairement à Mossoul, où les peshmergas [kurdes] ont collaboré avec Bagdad et d'autres milices durant la première phase, les FDS seront les seules à participer à cette opération sur le terrain. Toutes les forces extérieures ayant été, a priori, exclues, à savoir les Russes, les Iraniens et surtout les Turcs, qui avaient pourtant clairement expliqué que la bataille ne se ferait pas sans eux.

Silence turc. Les Américains semblent cependant avoir fait leur choix en soutenant les Kurdes, au détriment des Turcs, leurs alliés au sein de l'Otan. Ces derniers avaient pourtant réussi à reconquérir plusieurs territoires aux mains de l'EI, notamment la ville de Dabiq [le 16 octobre, une bourgade du nord de la Syrie], en s'appuyant sur des forces rebelles modérées. Échaudé par la victoire des Kurdes après la reprise de Manbij en août dernier, qui avait mis à mal ses relations



Solidaires des élus kurdes poursuivis, arrêtés, détenus en Turquie, nous les parrainons

Lorsque la Turquie a fait face à un coup d'Etat militaire, nous avons tous dénoncé avec force, condamné avec clarté, cette tentative contre l'expression de la souveraineté populaire.

Mais aujourd'hui, nous sommes extrêmement préoccupés et alarmés par les récentes arrestations à la faveur de l'état d'urgence décrété le 20 juillet dans le pays.

Le 30 octobre, deux maires de Diyarbakir (1,8 million d'habitants), Mme Gultan Kisanak et M. Firat Anli, ont été arrêtés et placés en détention. Plus de 30 maires démocratiquement élus sont aujourd'hui détenus.

Le 4 novembre, Selahattin Demirtas et Figen Yuksekdag, les coprésidents du parti HDP [*parti de gauche issu du mouvement politique kurde, ndlr*], de même que 9 autres députés ont été arrêtés. Dix parlementaires sont aujourd'hui placés en détention en Turquie.

Ils sont tous membres du parti démocratique des peuples (HDP), parti qui a réussi par deux fois à franchir le seuil national de 10% permettant d'envoyer, le 1^{er} novembre, 59 députés au Parlement.

Troisième force politique du Parlement turc avec 6 millions de voix aux dernières élections législatives, le HDP, dont le parti Vert est un des constituants, est membre de l'Internationale socialiste et également membre associé du Parti socialiste européen. Il milite pour une Turquie ouverte, pro-européenne, représente la société turque dans sa diversité.

Avec l'instauration de l'état d'urgence qui a permis l'interdiction de 102 médias, la suspension jusqu'à une chaîne de télé pour enfants, un régime qui porte la durée maximum de garde à vue à trente jours, dont l'organisation Human Rights Watch expose dans un rapport récent les tortures et les sévices en détention, nous devons réagir.

Ce n'est pas la première fois que des députés sont jetés en prison en Turquie pour leurs idées. En 1994, Leyla Zana et trois autres députés kurdes avaient été arrêtés après la levée de leur immunité. Ils ont passé dix ans en prison, et Leyla Zana s'est vue attribuer le prix Sakharov du Parlement européen en 1995.

Si notre pays considère la Turquie comme un partenaire, ce lien créé également des devoirs. Le devoir de lui dire qu'en jetant en prison des journalistes, des magistrats, des avocats, des intellectuels, des syndicalistes, des élus, la Turquie s'éloigne des valeurs européennes de l'Union européenne, à savoir le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. C'est pour ses valeurs, pour ses principes que nous demandons leur libération et exprimons notre solidarité, en parrainant avec beaucoup de fierté, les députés et les maires membres du HDP, menacés, arrêtés, détenus injustement en Turquie. ◆

PARMI LES SIGNATAIRES :

Esther BENBASSA, sénatrice du Val-de-Marne; Sergio CORONADO, député des Français établis hors de France; Laurence ABEILLE, députée du Val-de-Marne; Éric ABLAUZET, député du Doubs; Brigitte ALLAIN, députée de la Dordogne; Michel AMIEL, sénateur des Bouches-du-Rhône; Pouria AMIRSHAHI, député des Français établis hors de France; Alain ANZIANI, sénateur de la Gironde; François ASENSI, député de Seine-Saint-Denis; Isabelle ATTARD, députée du Calvados; Danielle AUROI, députée du Puy-de-Dôme; Dominique BAILLY, sénateur du Nord; Patrice BESSAC, maire de Montreuil; Marie-Christine BLANDIN, sénatrice du Nord; Michèle BONNETON, députée de l'Isère; Eric BOCQUET, sénateur du Nord; Corinne BOUCHOUX, sénatrice de Maine-et-Loire; Martial BOURQUIN, sénateur du Doubs; José BOVE, député européen; Isabelle BRUNEAU, députée de l'Indre; Vincent BURRONI, député des Bouches-du-Rhône; Henri CABANEL, sénateur de l'Hérault; Pierre CAMANI, sénateur de Lot-et-Garonne; Bernard CAZEAU, sénateur de la Dordogne; Pascal CHERKI, député de Paris; Pierre-Yves COLLOMBAT, sénateur du Var; Roland COURTEAU, sénateur de l'Aude; Karine DANIEL, députée de la Loire-Atlantique; François DE RUGY, député de la Loire-Atlantique; Bernard DEBRE, député de Paris; Jean-Pierre DECOOL, député du Nord;

Guy DELCOURT, député du Pas-de-Calais; Michel DELEBARRE, sénateur du Nord; Karima DELLI, députée européenne; Jean DESESSARD, sénateur de Paris; Félix DESPLAN, sénateur de la Guadeloupe; Françoise DUBOIS, députée de la Sarthe; Cécile DUFLOT, députée de Paris; Pascal DURAND, député européen; Anne EMERY-DUMAS, sénatrice de la Nièvre; Christian FAVIER, sénateur du Val-de-Marne; Remi FERAUD, maire du Xe arrondissement de Paris; André GATTOLIN, sénateur des Hauts-de-Seine; Catherine GENISSON, sénatrice du Pas-de-Calais; Dominique GILLOT, sénatrice du Val-d'Oise; Joël GIRAUD, député des Hautes-Alpes; Gaëtan GORCE, sénateur de la Nièvre; Yannick JADOT, député européen; Eric JEANSANNETAS, sénateur de la Creuse; Eva JOLY, députée européenne; Joël LABBE, sénateur du Morbihan; François-Michel LAMBERT, député des Bouches-du-Rhône; Thierry LAZARO, député du Nord; Jean-Yves LECONTE, sénateur des Français établis hors de France; Claudine LEPAGE, sénatrice des Français établis hors de France; Annick LEPETIT, députée de Paris; Martine LIGNIERES-CASSOU, députée des Pyrénées-Atlantiques; Audrey LINKENHELD, député du Nord; Lionnel LUCA, député des Alpes-Maritimes; Roger MADEC, sénateur de Paris; Noël MAMERE, député de Gironde; Didier MARIE, sénateur de la Seine-Maritime; Jean-René MARSAC, député d'Ille-et-Vilaine; Jean-Pierre MASSERET, sénateur de la Moselle; Martine MARTINEL, députée de la Haute-Garonne; Rachel MAZUIR, sénateur de l'Ain; Michel MENARD, député de la Loire-Atlantique; Michelle MEUNIER, sénatrice de la Loire-Atlantique; Gérard MIQUEL, sénateur du Lot; Paul MOLAC, député du Morbihan; Alain NERI, sénateur du Puy-de-Dôme; Philippe NOGUES, député du Morbihan; Monique ORPHE, députée de la Réunion; Eric PIOLLE, maire de Grenoble; François PUPPONI, député du Val-d'Oise; Jean-Luc REITZER, député du Haut-Rhin; Michèle RIVASI, députée européenne; Sylvie ROBERT, sénatrice d'Ille-et-Vilaine; Jean-Louis ROUMEGAS, député de l'Hérault; Stéphane SAINT-ANDRE, député du Pas-de-Calais; Eva SAS, députée de l'Essonne; Pierre SERNE, conseiller régional d'Île-de-France; Patricia SCHILLINGER, sénatrice du Haut-Rhin; Jean-Pierre SUEUR, sénateur du Loiret; Catherine TASCA, sénatrice des Yvelines; Nelly TOCQUEVILLE, sénatrice de la Seine-Maritime; Jean-Louis TOURENNE, sénateur d'Ille-et-Vilaine; Cécile UNTERMAIER, députée de Saône-et-Loire; René VANDIERENDONCK, sénateur du Nord; Maurice VINCENT, sénateur de la Loire; Evelyne YONNET-SALVATOR, sénatrice de Seine-Saint-Denis; Richard YUNG, sénateur des Français établis hors de France.

Free press in Turkey withers under pressure of Erdogan

ISTANBUL

More than 100 journalists have been jailed since a failed coup in July

BY ROD NORDLAND

A prominent columnist wrote recently that President Recep Tayyip Erdogan of Turkey hates cigarettes so much that he confiscates packs from his followers, lecturing them on the evils of smoking.

The columnist, Kadri Gursel, then urged his readers to protest the president's anti-democratic ways by lighting a cigarette and not putting it out.

For that, Mr. Gursel was arrested on terrorism charges and is being held in pretrial detention, one of 120 journalists who have been jailed in Turkey's crackdown on the news media since a failed coup attempt in July. There, he has the company of 10 colleagues from his newspaper, Cumhuriyet, the country's last major independent publication. Among them are its editor and the paper's chief executive, arrested as he stepped off a flight to Istanbul last Friday.

Turkey now has outstripped China as the world's biggest jailer of journalists, according to figures compiled by the Committee to Protect Journalists.

The jailings are the most obvious example of an effort to muzzle not just the free press, but free speech generally. More than 3,000 Turks have faced charges of insulting the president, including a former Miss Turkey, Merve Buyuksarac, who posted on Instagram a satirical rewording of the country's national anthem as if Mr. Erdogan were singing:

I am like a wild flood, I smash over the law and beyond

I follow state bids, take my bribe and live.

She was sentenced to 14 months in prison, suspended on the condition that she not repeat any offensive remarks.

The government and its supporters are behind a wave of demands to Twitter to remove offending posts, more than all other countries in the world put together, according to Twitter's Transparency Report. (Of 20,000 Twitter accounts affected worldwide this year, 15,000 were Turkish.)

Several journalists — including Mr. Gursel, whose column was published three days before the coup attempt — have been retroactively accused of “subliminal” messaging in support of the July uprising.

Even more risky now is anything



A protester in Istanbul holding the Cumhuriyet newspaper. A handful of journalists working for Cumhuriyet, Turkey's last major independent publication, have been imprisoned.



President Recep Tayyip Erdogan was granted sweeping emergency powers.

viewed as support for the outlawed Kurdish nationalist party, the PKK. Some have been attacked for calling members of the group “militants,” rather than “terrorists.” Others are in jail for advocating a resumption of the collapsed peace process with the Kurdish guerrillas — although few here dare use the word “guerrilla.”

Failing to mention how many people were killed in the attempted coup, in any article about it, is also considered proof of terrorist sympathies.

Others have been convicted of terrorism charges for reporting on a 2015 scandal in which Mr. Erdogan's government was accused of supplying weapons to the Islamic State, which it is now fighting in Syria. One of those is Cumhuriyet's former editor in chief, Can Dunder, who was free on appeal when he announced in August that he was not returning from a trip to Germany, saying he could not expect a fair trial in the wake of the coup attempt.

In addition to the jailings here, some 150 news outlets have been shuttered, ranging from TV stations to online enterprises, according to Erol Onderoglu, the Turkish representative for Reporters Without Borders. But probably the most corrosive long-term effect of the crackdown has been a highly effective government push for businessmen who are loyal to it to take over ownership of many of the remaining outlets, turning them into avid cheerleaders for Mr. Erdogan and his policies.

“What's left, they are all basically Pravda,” said Gulsin Harman, who left her job as a foreign editor at Milliyet, a once independent newspaper that is now owned by an Erdogan crony.

“There is no more critical journalism. Ninety percent of the free press is destroyed directly or indirectly,” Mr. Onderoglu said. “Investigative journalism is considered treason. Journalism has been stolen by the government.”

Asked for comment, a senior government official, who spoke on condition of anonymity in line with official policy, maintained that the journalists in jail in Turkey were there for criminal and terrorist offenses, not for their journalism. He also said there remained many publications in Turkey that were critical of the government.

There have been press crackdowns in Turkey before, especially during periods of military rule, and even Mr. Erdogan and his government have used press laws and intimidation against journalists on a large scale since 2012. But the sweeping emergency powers granted to Mr. Erdogan after the failed military coup against him, by support-

ers of the exiled Muslim cleric Fethullah Gulen, have greatly accelerated the crackdown.

"Never has there been such a dark period as this," said Ayse Yildirim, a Cumhuriyet columnist, who found out by accident that criminal charges had been lodged against her for reporting on a Kurdish baby killed by a police bullet at a protest.

In addition to Mr. Dundar and the 11 Cumhuriyet staff members in jail, the paper's employees are fending off an estimated 100 other criminal cases against them on a variety of charges, such as offending Turkishness, the president or local officials; terrorism; and membership in the PKK.

"Now even publishing a not-nice picture of Erdogan would be trouble," said one prominent journalist, who spoke only on condition of anonymity because she feared she would be arrested, as many of her colleagues have been. "Now we even have ministers calling us and

saying, 'Why did you run that picture of me? I don't like the way it looks,' " she said.

Some of the most virulent attacks on independent-minded journalists have come from journalists in the pro-Erdogan press who are known by their colleagues as "hit men." First they attack the target by name, then personally lobby with intimidated media owners or the government to have the person fired or jailed.

The most notorious — and effective — of such hit men is a television commentator and social media activist named

Cem Kucuk, a nationalist who many journalists say is really a government operative. When a New York Times journalist telephoned to arrange an interview with him, his colleagues said he could more easily be reached at the president's office.

Mr. Kucuk laughed about that comment, saying, "No, no, I'm very close to Erdogan." He denied he was a presiden-

tial employee, but made no apologies for advocating the jailing of journalists he views as "traitors" and supporters of terrorists.

There have been efforts at solidarity among some journalists. When the Kurdish daily Ozgur Gundem was under attack, prominent journalists from many other publications took turns guest editing it, one each day. A hundred did so, and 50 of them were hit with criminal charges, accused of various terrorism offenses for what the paper published the next day.

Mr. Kucuk said it would not be necessary for Turkey's remaining big newspapers to be shut down, as so many other outlets have been, because they had been brought to heel. The foundation that owns Cumhuriyet, he predicted, would soon be taken over by a group of hard-liners more friendly to the president.

"I can foresee things," he said. "In the last three years, I am the only journalist whose writings became the truth."

REUTERS

Turkish police detain veteran Kurdish politician in southeast

NOVEMBER 21, 2016 | REUTERST

TURKISH POLICE on Monday detained a veteran Kurdish politician and a mayor in the southeastern province of Mardin, security sources said, the latest Kurds to be held as part of a wider crackdown on government opponents since a failed coup in July.

Ahmet Turk, 74, who was first elected in 1973 to represent Mardin in the national parliament and served as a lawmaker until 2015, was detained at home in what the state-run Anadolu agency said was part of an "ongoing terror investigation".

The authorities also detained Emin Irmak, the co-mayor of a district within Mardin. Both were stripped of office last week by the government in a crackdown which has seen at least 34 elected mayors removed from municipalities in the largely Kurdish southeast over suspected militant links.

Sources said seven other local administration officials in the region were also detained.

The leaders of the main pro-Kurdish opposition Peoples' Democratic Party (HDP) were arrested two weeks ago, drawing strong international condemnation of a widening crackdown on dissent under President Tayyip Erdogan.

Turkey has been fighting an armed Kurdish insurgency in the southeast and the

government accuses the HDP and other Kurdish politicians of links to the PKK militant group, deemed a terrorist organization by the European Union and United States.

Thousands of officials from the HDP, parliament's second biggest opposition party, have been detained in recent months.

The PKK launched an insurgency against the state in 1984 in which more than 40,000 people have been killed. The HDP and other Kurdish parties deny direct ties with the group and say they are working for a peaceful resolution of the conflict.

The crackdown on pro-Kurdish politicians has run parallel with a purge of people accused of ties to U.S.-based cleric Fethullah Gulen, accused by Turkish authorities of masterminding July's coup attempt. Gulen denies involvement.

More than 110,000 people have been sacked or suspended in the military, civil service, judiciary and elsewhere, while 36,000 people have been jailed pending trial as part of the investigation into the failed putsch. ●



BBC NEWS 22 November 2016

Turkey seeks arrest of Syrian Kurdish political leader

22 November 2016 //www.bbc.com

Turkey has issued an arrest warrant for a Syrian Kurdish leader over a deadly bombing in Ankara.

The warrant named Salih Muslim of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) and nearly 50 other people.

The PYD is affiliated with YPG Kurdish militias, who are backed by the US in the fight against jihadist group Islamic State (IS) in Syria.

Turkey has blamed the PYD and the YPG for the bombing of a military convoy in Ankara in which 28

people died.

Both groups have rejected claims that they had any involvement in the February attack.

The US has also cast doubt on the Turkish allegation, and a dispute over the two groups' role in Syria has strained relations between Washington and Ankara.

Turkey has long insisted that Syrian Kurdish militants are an extension of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has carried out an insurgency in the south-east of Turkey for decades.

The Syrian Kurds reject the claim.

A Turkey-based Kurdish militant group - the Kurdistan Freedom Hawks (TAK) - has said it carried



Salih Muslim's PYD is affiliated with YPG Kurdish fighters, who battle Islamic State militants in Syria

out the 17 February attack.

The TAK was once linked with the PKK. The two groups are classified as terrorist organisations by Turkey and the US. ◆

Des hackers yézidis traquent sur le Net les annonces ignobles des djihadistes qui mettent sur le marché des jeunes filles enlevées

LA BOURSE AUX ESCLAVES DE DAECH

PAR PHILIPPE FLANDRIN

Dahuk, Kurdistan d'Irak, 19 heures. A la terrasse de Chez Frank, une cafétéria bondée du centre-ville, siègent les as du poker et les virtuoses du backgammon. Un trio de trentenaires pianotent sur les miroirs de leurs Smartphone dernier cri. Ils se nomment Mirza, Khuto, Haydar. Ils sont informaticien ou prof d'anglais. Et surtout yézidis.

Dehors, les enseignes lumineuses balisent le boulevard ; pourtant, impossible d'oublier que la guerre est à deux pas : un hélicoptère Apache survole la cité. Daech, retranché dans Mossoul avec ses otages, n'est qu'à vingt minutes de vol. Nos voyageurs du Web ont eux aussi l'impression de combattre. Ils livrent une guerre moderne où les portails et les ponts-levis ressemblent à des formules mathématiques ; ils viennent de casser le code qui protège l'accès d'une des forteresses les mieux défendues de Daech. L'infâme place publique où se vendent et s'achètent les esclaves yézidis.

Sur l'écran, apparaît la photo d'une jeune fille au regard perdu, mais outrageusement maquillée. Le monstre qui la propose en fait l'article : « Salam aleykoun. Je suis à Mossoul, capitale du califat et de l'Etat islamique. Regarde

cette belle esclave, 12 ans. Si tu l'achètes, je te promets bien du plaisir ! » Une grimace de dégoût se lit sur le visage des hackers. C'est Mirza qui surmonte sa répugnance pour jouer le client : « Ton esclave, c'est une Yézidie ?

– Bien sûr, une authentique adoratrice de Satan, capturée dans les monts Sinjar !

– Pourquoi la vends-tu ?

– Elle vaut son pesant d'or !

– Combien ?

– 12 500 dollars, à prendre ou à laisser. A ce prix, tu pourras en faire ce que tu voudras. La battre, la pénétrer. Elle sera ta servante, elle fera le ménage, la cuisine. Et tu peux la tuer si elle se révolte ou tente de s'évader. Regarde ces images ! »

Arrivent d'autres photos : la jeune fille est allongée sur un canapé de velours rouge, jambes découvertes. Le décor est celui d'un bordel. Derrière la mine avenante, provocatrice même, le regard de l'adolescente dit son désespoir. Humiliée, avilie, elle est traitée tel un quartier de viande à l'étal d'un boucher.

Elles seraient près de 3 000 en danger de mort à Mossoul et Raqqa, derniers bastions de l'organisation terroriste en Irak et en Syrie. Ce sont des adolescentes ou de toutes jeunes mères, parfois des petites filles. Elles appartiennent à ce peuple d'agriculteurs et de bergers,

attaché à ses traditions et à ses croyances ancestrales, héritage de l'antique civilisation de la Mésopotamie, qu'on appelle les Yézidis. Un million d'êtres humains que les Torquemada de Daech ont décidé d'éliminer pour imposer, au cœur du Moyen-Orient, un régime génocidaire.

Capturées en août 2014 lors de l'attaque du mont Sinjar, les malheureuses ont été triées dans la localité voisine de Tal Afar puis transportées à la prison de Badoush, l'un des grands abattoirs de Mossoul. Le sol était encore humide du sang des 650 chiïtes exterminés un mois plus tôt, lorsqu'elles ont été jetées dans des cachots obscurs et surpeuplés. Là, elles seront battues, insultées, laissées sans nourriture, avec pour seul conseil de leurs tortionnaires, hilares, de s'adresser à leur « propre dieu » pour avoir de l'eau... Enfin, les chefs, imams et émirs se sont réservé le premier choix. Sur un coup d'œil, un bref signe de la tête, les plus jeunes, les plus jolies ont entamé le voyage au bout de l'enfer qui continue sur le Web où, aujourd'hui, elles sont mises à l'encan.

Mirza entame la négociation.

« Est-elle encore vierge ?

– Bien sûr que non, elle ne l'est plus ! Mais je suis le seul à m'en être servi.

– L'as-tu maltraitée ?

– Seulement battue. De temps en temps elle est punie, telle est la volonté d'Allah. Mais dans l'ensemble elle est en bon état. Si elle ne te plaît pas, j'en ai une autre, vierge celle-là. Mais c'est plus cher, évidemment.»

Mirza n'en peut plus. Il interrompt la transaction alors qu'on sert le thé. Pause. Nos trois hackers voudraient penser à autre chose. Impossible. Eux sont à l'abri, ils vivaient loin des monts Sinjar quand le drame est arrivé; mais ils ont perdu des parents, des amis, parfois des frères ou des petites sœurs. Le Smartphone est là, sur la table, tel un œil qui les observe. Ils ne résistent pas longtemps. C'est plus fort qu'eux, comme s'ils n'arrivaient pas à y croire, comme s'ils espéraient encore que ce soit un cauchemar. Mirza pianote, fébrile, angoissé. Retour sur le Web, face à un nouveau vendeur. Une affaire à ne pas rater: une petite fille de 9 ans à 10000 dollars.

Photo: une enfant contrainte de poser un doigt sur ses lèvres entrouvertes. De l'index baissé, elle pointe le creux de ses jambes. Une occasion!

La roue tourne à la Bourse de Daech. La cote reste stable, en dépit des revers essuyés par les marchands d'esclaves. Celle des petits garçons va de 4000 à 5000 dollars; celle des filles entre 9 et 15 ans, de 8000 à 15000 dollars et plus si elles sont vierges. Les femmes de plus de 18 ans valent de 6000 à 8000 dollars. On peut s'acheter une famille entière entre 7000 et 10000 dollars, selon le nombre d'enfants.

Arrêtez! Haydar fond en larmes. «Merde! Les Yézidis sont foutus! – Calme-toi, Haydar! – Non! Je ne me calme pas! Si ça continue, je deviendrai un monstre comme Daech pour que le monde qui se fout de nous finisse par se bouger!»

Quelques jours plus tard, nos hackers nous reçoivent dans leur quartier général, dans le bourg à majorité yézidie de G., au cœur d'une vallée dont la moitié est submergée par un océan de tentes: un camp de réfugiés des monts Sinjar. Mirza accepte de briser le mur du silence et de la honte élevé par les marchands d'esclaves. Pour ne pas obéir à la loi de Daech, il nous autorise à prendre des photos.

Dans son bureau, passent les familles. Il leur montre les photos, récupérées sur le Web, des prisonnières du «calife»



Abou Bakr Al-Baghdadi, lui-même propriétaire d'esclaves, dont deux Yézidies, et assassin de Kayla Mueller, l'infirmière américaine qu'il a violée, épousée de force et battue à mort. Un homme étouffe un cri. C'est un père de 40 ans, dont les

Tal Afar, qui s'offrent des enfants dont ils peuvent abuser en toute impunité. Mais ce sont en majorité des Irakiens sunnites, souvent d'anciens voisins, voire des amis des Yézidis dont ils se sont approprié les femmes et les enfants, les terres et tous les biens, après avoir massacré les frères et les maris.

Pour leur gouverne, le comité charia de l'Etat islamique a, le 29 janvier 2015, par sa fatwa n° 64, élaboré une

UNE AFFAIRE À NE PAS RATER : UNE PETITE FILLE DE 9 ANS À 10 000 DOLLARS

enfants ont été capturés il y a deux ans. Il vient de reconnaître l'une de ses filles et réclame l'anonymat, de peur que ses geôliers ne la mettent à mort si son identité est révélée. La peur rôde ici. Ces femmes, ces filles, ces enfants, ces familles sont aussi des otages. En parler revient à les exposer aux pires représailles.

Qui sont ces musulmans à qui l'on fait gober dans les mosquées de Mossoul et de Raqqa qu'ils sont les messagers du véritable islam, que leurs crimes seraient autant d'actes de bravoure et de foi qui leur vaudraient Jannah, le paradis où attendent les vierges, les «houris»? Ce sont parfois des étrangers, venus d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, du Caucase, d'Europe et d'Amérique, autant de criminels à qui l'Etat islamique, tout en prélevant un cinquième du butin matériel et humain au titre de l'impôt («khom»), a donné le droit de faire le commerce des esclaves. Ce sont aussi des hommes d'affaires, des boutiquiers, pères de famille à Mossoul ou à

réglementation qui dépasse les bornes de l'absurde. Il y est écrit: «L'une des grâces conférées par Allah à l'Etat islamique du califat est la conquête de vastes territoires, et l'une des conséquences du djihad est que les enfants et les femmes des infidèles sont capturés par les musulmans. En conséquence, il est nécessaire de clarifier certaines règles applicables aux prisonnières, afin d'éviter tout excès dans leur traitement.» Suit une série de prescriptions: interdiction des rapports sexuels pendant les menstruations ou la grossesse. Si le propriétaire a des rapports avec la fille, il ne saurait en avoir avec la mère et vice versa. Sans oublier cette prohibition «de l'avortement en cas de grossesse».

Quel sort les bourreaux de Daech réserveront-ils à leurs victimes lorsqu'ils auront fini d'en faire commerce? Mirza n'en doute pas. Alors que nous sortons, il nous glisse: «Il y aura, au mieux, 10% de survivantes. Monsieur, nous sommes absolument perdus.» ■

Le jeu dangereux de Lafarge en Syrie

De 2011 à septembre 2014, en pleine guerre civile, la cimenterie de Jalabiya a fonctionné au prix d'arrangements avec des groupes armés, dont des djihadistes

Ligne de production de ciment dans l'usine Lafarge de Jalabiya, dans le nord-est de la Syrie, en 2012.

M. A.



DOROTHÉE MYRIAM KELLOU

En mars 2011, pendant que la Syrie se soulève contre Bachar Al-Assad, la cimenterie de Lafarge Cement Syria (LCS), filiale du groupe français de matériaux de construction Lafarge, continue de tourner à plein régime à Jalabiya, dans le nord-est du pays. Pendant des mois, rien ne change, malgré la violente répression qui s'abat sur la plupart des grandes villes du pays, parcourues de manifestations contre le régime. A partir de l'automne 2011, en réaction, le mouvement de contestation s'est transformé en rébellion armée. Les combats gagnent peu à peu le pays. Le développement du conflit et l'instabilité croissante poussent les entreprises étrangères, dont les investissements avoisinaient 2,6 milliards de dollars en 2009, à quitter la Syrie.

Dès décembre 2011, Total, le géant français du pétrole et du gaz, cesse toute activité et rapatrie son personnel pour se conformer aux sanctions européennes interdisant notamment l'achat de brut syrien. En juillet 2012, l'industriel français Bel, troisième producteur mondial de fromages, implanté en Syrie de

puis 2005, ferme son usine à Damas. D'autres sociétés étrangères, comme le groupe français Air Liquide, qui avait une usine à Adra, au nord-est de la capitale syrienne, cessent leurs activités.

Mais pour la cimenterie Lafarge, rien ne change. L'usine avait été acquise par le groupe français en 2007, en même temps qu'était racheté l'égyptien Orascom, en partenariat avec l'homme d'affaires syrien Firas Tlass. L'usine rénovée, plus gros investissement étranger en Syrie hors du secteur pétrolier, estimé à 600 millions d'euros, était entrée en activité en 2010. Elle ne cessera de fonctionner que le 19 septembre 2014, lorsque l'organisation l'Etat islamique (EI) s'empare du site de production. Pourquoi avoir tant tardé ? Pourquoi avoir continué de fonctionner dans un environnement aussi hostile et risqué que la guerre civile en Syrie, quitte à exposer salariés et sous-traitants à des risques inconsidérés et à devoir traiter avec des groupes armés de toutes obédiences ?

« Lafarge souhaitait garder l'usine en fonctionnement, c'était le meilleur moyen de protéger notre site », explique Jacob Wærness, 38 ans, gestionnaire de risques pour Lafarge en Syrie de septembre 2011 à octobre 2013. « Nous tenions également à donner une bonne image

de Lafarge. Alors que d'autres étaient partis, nous étions restés, par solidarité avec nos clients et nos employés », ajoute ce Norvégien que *Le Monde* a rencontré à Oslo. Mais, de son aveu même, Lafarge est « peut-être allé trop loin » pour maintenir l'usine en activité dans un pays en guerre. *Le Monde* avait révélé le 22 juin que Lafarge avait financé indirectement l'EI en achetant du pétrole et des minerais à des intermédiaires payant des taxes à l'organisation. La société française aurait également réglé des droits de passage pour employés. Le témoignage de Jacob Wærness, qui a publié cet été en Norvège un livre de témoignage, permet de reconstituer le récit d'une dérive incontrôlée.

« Nous remplissons un rôle très important en Syrie, en tant qu'employeur qui faisait vivre des centaines de familles, mais aussi en fournissant 25 % du ciment nécessaire aux besoins du pays, justifie une porte-parole de LafargeHolcim (Lafarge a fusionné avec le Suisse Holcim en 2015, devenant le numéro un mondial du ciment) interrogée par *Le Monde*. Nous ne pouvions pas prendre la décision de fermer à la légère. »

RÉUNIONS DE CRISE QUOTIDIENNES

L'usine gérée par Lafarge en Syrie se situe « au milieu de nulle part », c'est ainsi que Jacob Wærness décrit l'environnement de la cimenterie. Lorsque la situation s'aggrave à Damas, celle autour de l'usine reste inchangée. « A part quelques checkpoints additionnels, ici ou là, tout était normal », assure l'ancien responsable, dont le travail consistait notamment à faire état de la situation sécuritaire à son référent direct à Paris, Jean-Claude Veillard, directeur sûreté du groupe Lafarge, et à son responsable basé à Damas, puis au Caire à partir de 2012, Bruno Pescheux, PDG de Lafarge Cement Syria.

Au printemps 2012, l'instabilité gagne le nord du pays et commence à perturber les activités de Lafarge. « Au début, nous recensons à peine plus d'un incident par mois. Puis c'était une ou deux fois par semaine. Un camion de ciment avait été arrêté par quelqu'un, quelque part. Nous ne savions pas ce qu'ils voulaient. Parfois ils volaient le ciment, parfois ils poussaient le client à payer pour que le chauffeur soit libéré et pour qu'il puisse récupérer la marchandise et le camion », raconte Jacob Wærness.

A l'été 2012, Alep, à 150 km à l'ouest de l'usine et à un peu plus de deux heures de route, est au cœur d'une bataille décisive entre les forces de Bachar Al-Assad et les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL). Sur la route entre Alep et l'usine, des employés se font tirer dessus à plusieurs reprises. La direction leur demande de se rapprocher de leur lieu de travail et de s'installer à Manbij, à 65 km à l'ouest, où la plupart des employés sont hébergés par Lafarge et conduits chaque jour en bus sur le site de Jalabiya. Mais, à Manbij également, la situation se complique. La ville passe sous le contrôle de plusieurs groupes de l'ASL. « Ils se battaient entre eux pour diriger la ville », se souvient Jacob Wærness. La route reliant Manbij à l'usine devient de plus en plus risquée. Des baraquements sont aménagés dans l'usine pour les employés. Les étrangers, en majorité chinois et égyptiens, sont évacués

en septembre 2012. Des Syriens prennent le relais aux postes laissés vacants.

Au nord de l'usine, sur la route reliant Kobané à Jalabiya, les checkpoints des Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), apparaissent en août 2012. La route menant les employés à l'usine continue néanmoins d'être accessible. « Il était clair que les Kurdes voulaient que l'usine continue à fonctionner. Cela venait conforter leur rêve d'indépendance politique », souligne Jacob Wærness. « Il s'agissait presque d'un exercice de relations publiques », commente un autre employé contacté par *Le Monde*. « Ils tenaient à ce qu'une grande entreprise française comme Lafarge puisse exister dans une région dont ils avaient maintenant le contrôle », ajoute-t-il.

Les réunions de gestion de crise, qui se tenaient chaque semaine depuis décembre 2011 entre les responsables de Lafarge Syrie et du groupe à Paris, deviennent quotidiennes. Le groupe souhaite garder l'usine en fonctionnement pour la protéger. L'usine risque sinon d'être attaquée et dépecée. La limite : ne compromettre en rien la vie des employés.

SÉCURISER L'USINE ET LES ROUTES

La direction de Lafarge est bien consciente des convoitises que suscite l'usine dans la région. « A l'été 2012, des employés nous ont rapporté qu'ils avaient été arrêtés près de Manbij. (...) Des rebelles leur ont demandé si la cimenterie était la propriété de Rami Makhlof », raconte Jacob Wærness. En réalité, ce n'est pas à Rami Makhlof, première fortune privée de Syrie et cousin germain de Bachar Al-Assad, que Lafarge s'est associé localement pour racheter l'usine. Son partenaire local est Firas Tlass, riche homme d'affaires sunnite proche du régime, fondateur et propriétaire de MAS (Min Ajl Suriyya, soit « Pour la Syrie »), fils de l'ancien ministre de la défense Moustafa Tlass. « Les entreprises françaises s'associent à des hommes de pouvoir en Syrie qui agissent comme intermédiaires. Ce qui compte est davantage le réseau qu'ils peuvent apporter que leur capital. D'ailleurs, les parts de Firas Tlass ont été réduites, de 20 % en 2007 à 1,33 % en 2009 », explique Jihad Yazigi, économiste et auteur pour le site Syria Report.

Le frère de Firas Tlass, Manaf, général au sein de la garde républicaine, une unité d'élite, est considéré comme un intime de Bachar Al-Assad, avec qui il a fait ses classes à l'Académie militaire de Homs. Mais au fur et à mesure que la répression se durcit, les Tlass, sunnites et originaires de la province de Hama, prennent leurs distances avec le régime. Ils finissent par partir en exil en 2012 – Manaf à Paris et Firas à Dubaï – et se déclarent solidaires de la révolution. Firas Tlass annonce même son intention de financer des groupes rebelles de l'ASL. C'est sur lui que Lafarge se serait appuyé pour passer des accords avec les groupes armés et ainsi sécuriser l'usine et les routes empruntées par les employés et les acheteurs.

Au départ, la direction de Lafarge refuse que Jacob Wærness entre en contact avec les groupes armés. Mais très vite, la situation sur le terrain en décide autrement. « Je vivais dans l'usine. Des combattants kurdes venaient souvent nous demander diverses choses. Ils considéraient un peu que l'usine était la leur, malgré



A droite : des combattants kurdes du YPG de la cimenterie à l'organisation Etat islamique, célébrant le 15 avril 2015. R.S. la reprise

« JE PENSAIS AU DÉBUT QU'IL ÉTAIT TOUT À FAIT ACCEPTABLE D'AVOIR DES RELATIONS AVEC L'EIL ET D'AUTRES GROUPES ISLAMISTES RÀDICAUX »

JACOB WÆRNESS
ex-gestionnaire
de risques pour Lafarge
en Syrie

notre volonté claire de rester indépendants. Alors, à la fin, nous avons fini par accepter de rentrer en contact avec eux », raconte-t-il.

La porte-parole de LafargeHolcim le confirme implicitement : « Il n'est pas improbable que notre personnel ait été confronté à différents groupes armés, qui changent très rapidement d'allégeance. Mais nos règles sont claires concernant les groupes terroristes. » Lafarge met en avant son code de conduite, qui « interdit de traiter avec des groupes classés comme terroristes ». En fait, le « code de conduite des affaires », disponible sur le site de Lafarge, ne mentionne pas spécifiquement une telle obligation, mais se contente d'appeler au respect des lois en vigueur, en particulier américaines. « Nous menons actuellement une revue interne de ce qui s'est passé en Syrie. Nous verrons si nos consignes ont été respectées », ajoute la porte-parole.

« UNE LISTE D'UNE VINGTAINNE DE GROUPES »
La stratégie de Lafarge devient la suivante : se tenir bien informé et être en relation avec les

groupes armés qui ont le pouvoir dans la région. La division des tâches est également très claire. Jacob Wærness intervient sur le terrain, et Firas Tlass, depuis Dubaï, facilite les contacts avec les rebelles. Mais Lafarge doit aussi prendre en considération une autre réalité complexe sur le terrain. Firas Tlass ne peut à la fois se concilier les Kurdes, alliés de circonstance du régime syrien, et les rebelles opposés à Bachar Al-Assad, en qui Firas Tlass a placé ses espoirs de changement. « C'est MAS Invest [la holding dont Tlass est l'actionnaire principal, mais dont les avoirs ont été gelés en 2012 et dont il sera exproprié par l'État en 2014] qui s'occupait des relations avec les Kurdes », précise Jacob Wærness. Une version démentie par M. Tlass, joint par *Le Monde*, qui explique qu'il entretenait « de très bonnes relations avec les Kurdes ».

Un bureau est créé par Firas Tlass à Manbij pour faciliter la résolution des problèmes qui peuvent survenir. « Si, par exemple, des employés étaient arrêtés par des groupes comme Ahrar Al-Cham [puissante milice salafiste syrienne, soutenue par l'Arabie saoudite et la Turquie], ou le Front Al-Nosra, j'appellais le bureau à Manbij, qui se chargeait de régler le problème avec un responsable du groupe. Bien sûr, les groupes rebelles demandaient de l'argent ou tel avantage, mais c'était Firas Tlass qui payait », insiste-t-il. « M. Tlass, qui a quitté le conseil d'administration [de LCS] et cessé d'être actionnaire début 2014, a rendu des services dans un environnement rendu difficile par la guerre, déclare pour sa part une porte-parole de la compagnie. Il a été payé pour ce travail. S'il a financé des groupes terroristes, ce serait contraire à notre code de conduite. »

« Firas Tlass avait une liste d'une vingtaine de groupes auxquels il versait une contribution mensuelle. La liste changeait en fonction du comportement de chaque groupe », révèle Jacob Wærness. Les critères ne sont pas idéologiques. « Tlass versait de l'argent si le groupe se montrait coopératif, précise-t-il. Les tâches étaient diverses. Ils pouvaient nous aider à protéger les employés sur leur chemin de travail, escorter les employés chinois quand nous avons dû les évacuer, ou même m'accompagner là où j'avais besoin d'aller », ajoute Jacob Wærness. Ce dernier, « avait ses propres gardes

du corps, des membres de groupes rebelles, bien armés », témoigne un ancien employé joint par *Le Monde*.

Sur la liste des groupes que Firas Tlass rétribuait sur une base mensuelle figurait le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, depuis rebaptisé Fatah Al-Cham. Le groupe terroriste, qui figure sur la liste des sanctions établie par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 de 1999, complétée en 2011 et 2015, n'était jamais mentionné sous son nom. « *Le Front Al-Nosra était "le groupe à Rakka"* », révèle Jacob Wærness. Or, à cette époque, *Nosra contrôlait Rakka* ». Firas Tlass dément : « *Nosra n'a jamais été important à Manbij. Je n'ai pas travaillé avec eux.* »

L'homme d'affaires explique que « *le bureau de Manbij n'était pas une structure formelle* ». « *Il y avait 17 groupes à Manbij, mais nous ne traitions qu'avec les 13 qui faisaient partie du conseil militaire de la ville, ajoute-t-il. Nous reversions des droits de passages à ce conseil, à l'exception d'Ahrar Al-Cham, du Front Al-Nosra et de Daech [acronyme arabe de l'EI]. Daech ne voulait travailler avec personne, ils ont mis en place leur propre système de taxation à Rakka.* »

« *Lafarge était au courant des sommes versées et des récipiendaires* », précise Jacob Wærness. La direction du groupe était informée régulièrement et en détail des développements à Lafarge Cement Syria. « *La direction de Lafarge étant préoccupée avant tout par la sécurité des employés, elle était, pour cette raison, informée* », confirme la porte-parole. L'existence du bureau de Manbij est connue au sommet de l'entreprise : Jean-Claude Veillard, chargé de la sécurité du groupe, le mentionne dans un mail. Il y mentionne « *l'équipe* » et « *nos employés* » du bureau de Manbij.

LE TAMPON DE L'EI SUR UN LAISSEZ-PASSER
« *Lafarge Syrie était relativement autonome* »

dans ses décisions, mais le PDG de Lafarge Syrie [Bruno Pescheux] avait des contacts quasi quotidiens avec Paris », précise Jacob Wærness. « *Les conférences par Skype entre le groupe à Paris et Lafarge Syrie étaient régulières, et y participait notamment le directeur de la sûreté, et parfois même le directeur des ressources humaines [Eric Olsen, devenu l'actuel PDG de Lafarge-Holcim]* », ajoute-t-il.

Que se passe-t-il quand les djihadistes d'Al-Nosra perdent du terrain au profit de l'Etat islamique en Irak (EII), qui étend son influence en Syrie à partir de 2013 ? L'EII, qui est inscrit sur la liste des organisations terroristes des Etats-Unis, lance une OPA sur le Front Al-Nosra en Syrie et se proclame Etat islamique en Irak et au Levant (EIIIL) en avril 2013. En mars 2014, c'est au tour de Manbij, où la plupart des employés de Lafarge sont hébergés; de passer sous le contrôle de l'EIIIL. Trois mois plus tard, l'EIIIL, qui vient de s'emparer de Mossoul en Irak, annonce le rétablissement du califat et change son appellation pour l'Etat islamique tout court (EI), dont la « capitale » syrienne est Rakka, à moins de 90 km de l'usine.

« *Je pensais au début qu'il était tout à fait acceptable d'avoir des relations avec l'EIIIL et d'autres groupes islamistes radicaux, car il nous fallait être en relation avec les groupes en situation de pouvoir. C'est ensuite qu'ils ont montré leur vrai visage et ont été placés sur la liste des organisations terroristes* », se défend Jacob Wærness. Ce dernier justifie cette fuite en avant par la dynamique de la relation qui s'était instaurée entre Bruno Pescheux, son supérieur, et lui : deux personnalités « *volontaires* » et compétitives, presque téméraires, cherchant toujours à repousser les limites.

Alors que l'EI étend sa présence dans la région, Lafarge continue donc de faire fonctionner son usine. Le groupe français garde-t-il le même système pour garantir que les routes

soient ouvertes pour ses employés comme pour sa marchandise ? Est-ce que Firas Tlass a inclus l'EI dans sa liste des groupes armés à financer sur une base mensuelle en contrepartie d'une garantie de stabilité ? Jacob Wærness répond par l'affirmative, tout en soulignant qu'il s'agissait à l'époque de l'EIIIL. Firas Tlass, lui, dément : « *Lafarge a toujours dit de ne pas travailler avec Daech.* »

Jacob Wærness assure ne pas avoir eu de contacts directs avec l'EI à la demande de sa direction. Il quitte la Syrie en octobre 2013. A l'époque, explique-t-il, « *j'étais recherché à la fois par le régime, qui m'accusait de collusion avec les "terroristes" [les groupes rebelles] et par l'EIIIL* ». Plusieurs e-mails et documents que *Le Monde* a pu consulter donnent des indices de discussions directes entre Lafarge et l'EI. Un laissez-passer estampillé du tampon de l'EI et visé par le directeur des finances de la wilaya (région) d'Alep de l'EI, daté du 11 septembre 2014, atteste d'accords passés pour permettre la libre circulation des matériaux de Lafarge sur les routes contrôlées par l'organisation djihadiste. A-t-il été négocié par le bureau de Manbij ? Comme le révèlent plusieurs échanges avec le siège, que *Le Monde* a pu consulter, Ahmad Jaloudi, le successeur de Jacob Wærness, a tenu des discussions directes avec l'EI, notamment pour obtenir des laissez-passer pour les employés aux checkpoints. Contacté par *Le Monde*, Ahmad Jaloudi n'a pas répondu. Quant à Lafarge, sa porte-parole a déclaré au *Monde* : « *Il existe un document présenté comme un laissez-passer de l'EI. Nous ne confirmons pas son authenticité. Notre enquête interne déterminera la nature de ce document et comment il a émergé.* » ■

PKK splinter group claims responsibility for Diyarbakır bomb attack

DIYARBAKIR / November/06/2016
<http://www.hurriyetaidailynews.com>

The Kurdistan Freedom Falcons (TAK), a splinter group from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), claimed responsibility on Nov. 6 for a bomb attack that occurred in the southeastern province of Diyarbakır early on Nov. 4, which killed 11 people and wounded hundreds.

According to a report by the Firat News Agency (ANF), a militant identified as Kemal Hakkari staged the deadly bomb attack.

On Nov. 5, Reuters reported that the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) was behind the bomb attack, quoting the jihadist group's statement on Amaq News Agency.

However, the Diyarbakır Governor's Office later announced that the PKK staged the attack with a three-ton bomb-laden vehicle in two separate statements.

In the latest statement, the governor's office noted that three separate radio communications of the militants pointed to PKK's hand in the attack and that other reports only aimed to protect

the organization.

Visiting the site of the attack on Nov. 6, Diyarbakır Governor Hüseyin Aksoy said the attack in the province primarily targeted civilians.

Aksoy also added that damage assessment works had begun with 22 different teams. Ten families, whose houses were damaged after the attack, were accommodated in hotels.

Eleven people, two of whom were police officers, were killed and more than 100 were wounded when a bomb-laden vehicle was detonated near an anti-riot police station in the Bağlar district of Diyarbakır.

The death toll in the bomb attack rose to 11 from nine on Nov. 5 when two other wounded civilians succumbed to their injuries in hospital.

The attack came hours after Peoples' Democratic Party (HDP) deputies, including co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ were detained early on Nov. 4 over their alleged links to the PKK.

Nine HDP deputies, including Demirtaş and Yüksekdağ, were later arrested. ♦



Smoke rises from a street following a blast in Diyarbakır, Turkey, November 4, 2016. Ihlas News Agency via REUTERS

MARIE JÉGO

ISTANBUL - correspondante

Le 29 octobre restera un jour noir pour Erdem G., la cinquantaine, professeur dans une université d'Etat à Istanbul. « J'ai appris par les réseaux sociaux que j'étais licencié. Mon nom figurait sur un décret publié au Journal officiel. Je suis accusé de soutenir des organisations terroristes. Mes diplômes ont été confisqués, mon adresse mail a été effacée, l'accès à mon bureau m'est interdit. »

Après vingt ans de carrière à l'université, Erdem se retrouve sans emploi, sans assurance sociale, sans passeport. Sa femme et ses enfants n'ont plus de passeport non plus. En Turquie, les universitaires et leurs familles ont droit à des passeports de service, un privilège que l'Etat se réserve le droit de leur retirer. Quelque 74 562 passeports ont ainsi été annulés dans les trois semaines qui ont suivi le coup d'Etat raté du 15 juillet, selon un bilan annoncé alors par le ministère de l'intérieur.

Ces confiscations n'ayant pas fait l'objet d'une décision de justice, les passeports annulés sont répertoriés comme « perdus » par l'administration. Adopté dans le cadre de l'état d'urgence imposé au pays cinq jours après le putsch avorté, le décret ne peut être contesté. « Mon nom est marqué en lettres rouges sur le portail Internet du gouvernement, je ne pourrai plus travailler dans ce pays, ni dans le public ni dans le privé », murmure Erdem.

L'enseignant a fixé rendez-vous dans un parc d'Istanbul, à l'abri des oreilles indiscretes. Comme la plupart des interlocuteurs rencontrés pour cette enquête, il ne veut pas que son identité soit révélée : « Je ne suis pas le seul dans ce cas, tout le monde a peur. »

« À MORT LES PUTSCHISTES ! »

Les menaces de mort qu'il reçoit quotidiennement par les réseaux sociaux ne sont pas faites pour le rassurer. Qu'a-t-il bien pu faire pour mériter un tel traitement ? « Je ne comprends pas, je me pose des questions, dit-il. Sans jamais avoir été affilié à un parti, je suis de sensibilité socialiste. J'ai une activité syndicale, j'ai toujours participé aux grèves et aux manifestations, mais ça ne fait pas de moi un terroriste. »

Son crime, suppose le professeur, est d'avoir apposé sa signature au bas d'une pétition. En janvier, plus de 2 000 chercheurs et universitaires ont signé, comme lui, un appel pour la paix dans le sud-est du pays, redevenu un théâtre d'affrontements entre les forces turques et les rebelles armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les représailles n'ont pas tardé : exclusions, sanctions disciplinaires, non-renouvellement des contrats... Quatre universitaires ont été emprisonnés quelques semaines, puis relâchés dans l'attente de leur procès.

Après la tentative de renversement du président Recep Tayyip Erdogan par une partie de l'armée, dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 juillet, les signataires de cette pétition se sont retrouvés dans la ligne de mire des auto-



A l'école d'Erdogan

Depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet, plus de 30 000 enseignants turcs ont été suspendus ou limogés. Mais la reprise en main de l'éducation par le parti présidentiel islamo-conservateur a commencé bien avant. Avec comme objectif avoué de former une « génération pieuse »

rités. C'est le cas de Murat D., la trentaine, qui enseignait la philosophie dans une université d'Istanbul jusqu'à ce jour de septembre où il a appris que son nom venait d'être publié au *Journal officiel* sur une liste qui fait de lui un « suppôt du terrorisme ». Depuis, il est sans travail et ne peut pas sortir du pays. Son épouse et leurs deux enfants en bas âge sont dans le même cas, leurs passeports sont caducs. « Ce que nous vivons est kafkaïen », dit-il.

Même si la paternité du coup d'Etat a été attribuée à Fethullah Gülen – prédicateur exilé aux Etats-Unis dont la Cemaat, la puissante communauté secrète, a longtemps été la meilleure alliée de l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002 –, une fois l'état d'urgence décrété, une répression implacable s'est abattue sur tous les corps de métier : fonctionnaires, militaires, magistrats, pilotes, médecins, hommes d'affaires, gouverneurs, journalistes. Au début, seuls les supposés adeptes de Gülen étaient visés. Détenir un compte à la banque Asya, l'institution financière de la Cemaat en Turquie, suffisait pour être mentionné sur une liste de suspects.

La soif de purger était grande, et le président Erdogan promit d'éradiquer les entreprises, associations caritatives et écoles liées au réseau Gülen – des « nids de terroristes » –, ainsi

« TOUT EST BON POUR IMPOSER LEUR IDÉOLOGIE, Y COMPRIS LES MURS DU LYCÉE, OÙ DES AFFICHES D'INSPIRATION RELIGIEUSE ONT ÉTÉ ACCROCHÉES »

MUSTAFA TURGUT
représentant du syndicat
laïque Egitim Sen

que d'assécher leurs sources de financement. « A mort les putschistes », scandaient des foules déchaînées, rassemblées chaque soir sur les places des grandes villes dans les semaines qui suivirent la tentative de coup d'Etat. On exalta les « martyrs » (246 morts côté loyaliste, la trentaine de morts du côté putschiste n'en faisant pas partie). Leurs photographies, en for-

mat géant, sont encore exposées dans certaines stations du métro d'Istanbul.

Très vite, la purge a fait tache d'huile. Militants de gauche, défenseurs de la cause kurde, syndicalistes, kémalistes aussi, se retrouvent aujourd'hui pris dans la nasse. Nul ne peut dire où la folle machine va s'arrêter. Accusées de soutenir le terrorisme, 37 000 personnes ont été mises en prison ou en garde à vue depuis le 15 juillet, tandis que 110 000 salariés ont été suspendus ou limogés, dont plus de 30 000 enseignants. Remplacer ces derniers n'a pas été difficile : des dizaines de milliers de jeunes enseignants diplômés, jusqu'ici sans affectation, en ont désormais une.

L'université a été mise au pas. Depuis le 29 octobre, les recteurs sont nommés par le président de la République et non plus élus par leurs pairs puis adoués par Ankara, comme c'était le cas depuis 1992. Gülay Barbarosoglu, la rectrice de l'université du Bosphore, vient d'en faire les frais. Réélue en juillet avec 86% des suffrages, elle a été remplacée le 12 novembre par Mehmed Özkan, un universitaire proche de l'AKP, choisi par le président.

Le coup d'Etat raté – « un don de Dieu », selon le président Erdogan – n'a fait qu'accélérer le processus de refonte du système éducatif qui avait été mis sur les rails bien avant la nuit du 15 au 16 juillet. Plus qu'une turbulence, la purge marque une étape supplémentaire vers la réalisation de la « révolution culturelle » voulue par le numéro un turc.

Le 1^{er} février 2012, il s'était lancé dans un plaidoyer en faveur des écoles « imam hatip » (qui forment les imams, et où lui-même a été formé), vantant leurs bienfaits pour le système éducatif. « Notre but est de former une génération pieuse », avait-il proclamé. Une véritable idée fixe, réitérée en avril, lors d'une rencontre avec l'association Önder, qui regroupe les anciens élèves des imam-hatip : « L'espoir du monde musulman, c'est la Turquie, et l'espoir de la Turquie, c'est vous. »

Résultat, on ne compte plus les écoles publiques laïques transformées en imam hatip, y compris à Istanbul et à Ankara. Lorsque l'AKP est arrivée au pouvoir en 2002, 65 000 élèves y étaient scolarisés. Ils sont désormais 1,2 million, selon Bilal Erdogan, le fils cadet du prési-

dent, qui dirige la fondation Turguv, active dans le domaine de l'éducation.

COURS SUR « LES MIRACLES DE DIEU »

Soucieux du respect de la liberté religieuse, le président Erdogan a amendé, ces dernières années, les règles de la laïcité instaurées en 1923, à l'avènement de la République. Son gouvernement a ainsi successivement autorisé le port du voile islamique pour les femmes dans les universités, dans la fonction publique puis dans les lycées et les écoles secondaires, et tout récemment dans l'armée et la police, suscitant à chaque fois les critiques du camp laïque.

En 2014, le syndicat Egitim Bir Sen (pro-AKP, majoritaire) a tenté d'introduire l'idée d'une séparation des sexes à l'école, dans le souci de « minimiser les problèmes de sécurité dus à l'attraction pour le sexe opposé ». La proposition n'a pas été retenue. Elle est revenue en force récemment, lorsque le directeur du collège public Ileri, dans la région de Mersin (sud du pays), a décidé de l'appliquer sans plus tarder. Le 28 octobre, il a demandé aux professeurs de séparer les filles des garçons. Une semaine plus tard, le ministère le suspendait de ses fonctions. Son zèle militant était allé trop loin.

La mise au pas des derniers bastions laïques nécessite du doigté. En 2014, une réforme a été engagée dans 155 lycées classés jusqu'ici comme les meilleurs de Turquie. Les prestigieux établissements publics d'Istanbul, où l'élite laïque « en col blanc » a été formée, ont vu leurs équipes pédagogiques démantelées, leurs méthodes d'enseignement mises au placard. Les activités culturelles ont ainsi été délaissées au profit de cours optionnels axés sur l'étude du Coran et de la vie de Mahomet.

En juin, les lycéens se sont mobilisés contre cette réforme : ils voulaient une « éducation moderne ». A Istanbul, on vit les jeunes du lycée Kadiköy Anadolu tourner le dos à leur directeur et ceux de Galatasaray, le prestigieux lycée francophone, s'ériger contre « l'asservissement au sultan ». Le mécontentement gronda dans 370 établissements à travers toute la Turquie. Leurs voix se sont ensuite perdues dans le tumulte du putsch.

Au cœur du quartier historique de Fatih, dans la partie européenne d'Istanbul, parents

d'élèves et syndicalistes se retrouvent régulièrement à la terrasse d'un café, non loin du lycée Cagaloglu Anadolu, pour faire le point. L'humeur est morose. Mustafa Turgut, représentant du syndicat Egitim Sen (gauche laïque, minoritaire), raconte : « Les pressions ont commencé avec l'arrivée du nouveau directeur, il y a deux ans. Bilan : 99% des professeurs ont été mutés. Tout est bon pour imposer leur idéologie, y compris les murs du lycée, où des affiches d'inspiration religieuse ont été accrochées. »

Nilay, dont la fille étudie au lycée de Vefa, dans la partie européenne d'Istanbul, se dit consternée par le cours sur « les miracles de Dieu » dispensé par le nouveau professeur d'histoire. Meral, une mère d'élève du lycée Kadiköy Anadolu, situé sur la rive asiatique, a remarqué que les enseignants nommés dans le cadre de la réforme, « partagent tous l'idéologie de l'AKP », ce qui n'est pas si grave « quand ils enseignent les mathématiques » mais l'inquiète davantage « dès lors qu'il est question de philosophie et de littérature ».

A nouveau directeur, nouveau règlement. Au lycée Cagaloglu Anadolu, les jeunes filles ne sont plus autorisées à mettre de jupes. Le port du short est interdit pendant les cours de gym. Les pantalons collants sont bannis, ils doivent être larges pour ne pas dévoiler les formes. Zerha, mère d'une élève, est ulcérée : « Quand l'AKP était dans l'opposition, jadis, ses militants criaient à la discrimination parce que le port du voile était interdit à l'école et à l'université. Et que font-ils, une fois au pouvoir ? Ils interdisent la jupe ! »

Une revanche de l'islam politique sur le camp laïque ? « Il y a de ça », estime Cayan Calik, représentant du syndicat Egitim Sen à Kadiköy qui dénonce le paternalisme autoritaire d'Erdogan. Mustafa Turgut déplore quant à lui le « changement de mode de vie » imposé de force aux milieux laïques et républicains. Les islamistes au pouvoir, prédit-il, « ne se cantonneront pas à l'éducation, ils veulent transformer la société ». Il en est sûr, « ça prendra du temps, mais ils finiront par y arriver ». ■

AFP

Turquie: un attentat à la voiture piégée fait 2 morts, 33 blessés

24 novembre 2016 - AFP

AU MOINS DEUX personnes ont été tuées et 33 blessées jeudi par une attaque à la voiture piégée dans le sud de la Turquie, pays frappé par une vague d'attentats depuis le début de l'année.

La déflagration s'est produite sur le parking du gouvernorat d'Adana à proximité de l'entrée protocolaire, a indiqué le gouverneur local, Mahmut Demirtas, qui a évoqué l'"explosion d'une voiture déclenchée à 08h05" (05H05 GMT).

Les premiers éléments laissent penser que l'attaque a été "perpétrée par une femme", a-t-il ajouté, cité par l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Deux personnes ont été tuées et 33 blessées, dont une grièvement, a indiqué le ministre de l'Energie Berat Albayrak. Un précédent bilan faisait état de deux tués et 16 blessés.



La Turquie a été secouée cette année par une vague d'attentats, liés à la rébellion kurde ou à des jihadistes, qui ont fait des dizaines de tués.

Adana n'est pas située dans la région à majorité kurde de la Turquie, ensanglantée par la reprise des combats entre les forces de sécurité turques et les séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le ministre turc de l'Intérieur Süleyman Soyulu a indiqué mercredi que 258 attentats avaient été déjoués depuis le début de l'année: 214 liés au PKK, 34 à l'EI et 10 à l'"extrême gauche". ●

À Mossoul, l'âpre percée des forces spéciales irakiennes



Adrien Jaulmes

ajaulmes@lefigaro.fr

Envoyé spécial à Gogjali (faubourgs Est de Mossoul)

Le long de la route numéro 2, large avenue qui traverse en ligne droite les faubourgs de Mossoul en direction du centre-ville, beaucoup des bâtiments ont été écrasés par des bombes comme avec un marteau géant. Aucun être vivant n'est visible et les rues ressemblent à celles d'une ville fantôme, alignement interminable de commerces et d'entrepôts, de maisons d'habitation et d'immeubles bas. De temps en temps, des obus d'artillerie traversent le ciel avec un bruissement métallique avant d'aller exploser un peu plus loin. Parfois, un camion militaire irakien recouvert de plaques de blindage fonce en direction des combats, chargé de soldats ou de cartons de ravitaillement, ou bien une ambulance revient toutes sirènes hurlantes de la bataille. À d'autres endroits, comme des spectres, apparaissent les silhouettes d'habitants en fuite, qui se rassemblent le long d'un immeuble, ne sachant où aller.

Un mois après le début de l'offensive contre Mossoul, les combats sont loin d'être terminés. Ils se sont d'abord livrés dans les villages de la plaine de Ninive, fortifiés par l'État islamique, avant d'atteindre la périphérie de la ville. La résistance des djihadistes a été acharnée. Sur le bord de la chaussée, on voit un peu partout des merlons et des levées de terre préparés pour un combat retardateur. Le réseau de tunnels souterrains construit par les djihadistes pour défendre leur capitale est encore plus vaste qu'en surface, et on voit un peu partout des galeries sinistres qui s'enfoncent sous terre, leur entrée dissimulée par des toiles, permettant d'échapper aux reconnaissances et aux bombardements aériens.

Un immense champ de bataille urbain

Malgré cette résistance, les forces irakiennes sont parvenues à briser ces défenses extérieures. La tactique utilisée a été celle qu'ont développée l'armée irakienne et ses conseillers américains après les cuisantes défaites de 2014 et la conquête d'un tiers de l'Irak par les djihadistes. Elle a été utilisée avec succès pour reconquérir Tikrit, Ramadi et Faloudja, reprises à l'État islamique après de durs combats en 2015 et en 2016. Elle consiste à envoyer à l'attaque de puissantes colonnes des forces spéciales irakiennes, (Iraqi Special Operations Forces, ou Isof). Entraînées et équipées par les Américains, ces unités presque autonomes disposent de véhicules blindés qui les mettent à l'abri des tirs de petit calibre. Elles sont précédées de bulldozers cuirassés chargés de dégager les barrages et les mines placées sur leur chemin, et de lever des talus de terre pour arrêter les voitures suicides, utilisées comme des missiles terrestres par l'État islamique. Quelques chars les accompagnent pour tirer au canon contre les tireurs embusqués ou les véhicules suicides. Mais surtout, un entraînement efficace des Irakiens aux méthodes de guidage aérien (et la présence de quelques observateurs avancés occidentaux) permet de faire appel à l'aviation américaine et des alliés européens (dont la France), dès que la résistance devient trop forte.



En colonne derrière un véhicule blindé, des soldats des forces spéciales irakiennes tentent de poursuivre leur avancée dans Mossoul malgré la résistance des combattants de l'État islamique.

ODD ANDERSEN/AFP

Un mois après le début de l'offensive contre Daech, les combats sont loin d'être terminés. Ils se sont d'abord livrés dans les villages de la plaine de Ninive, fortifiés par l'État islamique, avant d'atteindre la périphérie de Mossoul. Les forces irakiennes sont désormais à trois kilomètres du Tigre, le grand fleuve qui traverse la ville du nord vers le sud.

Derrière ces troupes de choc, les unités de la police fédérale investissent les quartiers repris à l'ennemi, capturent ou tuent les combattants djihadistes isolés, et reprennent le contrôle des zones libérées. Cette méthode a jusqu'à présent bien fonctionné dans la bataille de Mossoul. Malgré la forte résistance rencontrée, les colonnes irakiennes se sont enfoncées comme des fers de lance dans les faubourgs sud-est et est de la grande ville. Des quartiers entiers ont été repris, et les forces spéciales irakiennes n'étaient plus hier qu'à trois kilomètres du Tigre, le grand fleuve qui traverse la ville du nord vers le sud.

Mais les notions de distance n'ont guère de sens dans cet immense champ de bataille urbain, sans doute le plus grand depuis la Seconde Guerre mondiale. La taille de cette agglomération, la deuxième d'Irak, qui s'étend sur les deux rives d'un fleuve, occupant une dizaine de kilomètres carrés, et le nombre de combattants djihadistes engagés, estimé à au moins 5 000 hommes, ont changé complètement l'échelle de la bataille. Les forces spéciales irakiennes qui s'enfoncent dans ce tissu urbain sont séparées par des intervalles dans lesquels l'ennemi tente de manœuvrer, et se retrouvent au fur et à mesure de leur progression au bout de lignes de ravitaillement de plus en plus longues. Les unités régulières et la police chargées de nettoyer les arrières ne parviennent qu'à maintenir ouverts ces axes, et craignent des infiltrations de petits groupes de djihadistes dans les quartiers repris.

Les opérations sont aussi compliquées par la présence de centaines de milliers de civils à l'intérieur de Mossoul, qui réduisent considérablement les possibilités de recours à l'aviation face aux points de résistance de l'État islamique. Les autorités irakiennes ont demandé aux habitants de rester chez eux, afin

20% des habitants de la ville étaient soit membres, soit complices de l'EI. La proportion augmente dans les villages des alentours

MOHAMMED KHAYZER, LIEUTENANT DANS LES FORCES ANTITERRORISTES

de ne pas déclencher un exode, mais dans les quartiers où se déroulent les combats, les habitants sont parfois contraints à la fuite.

Dans le quartier de Gogjali, l'un des premiers faubourgs reconquis de Mossoul, voilà deux semaines, une poignée de soldats irakiens se sont déployés le long de l'avenue principale. Des camions sont garés en attendant d'emmener des civils déplacés en dehors de la ville. Des groupes de réfugiés attendent, assis le long des murs. « Cinq ou six terroristes se sont glissés dans ce secteur il y a deux nuits, en passant par le cimetière voisin, dit le lieutenant Mohammed Khayzer, officier des forces antiterroristes. On les a tués, mais la situation n'est pas encore très sûre. » Sa principale mission est de recueillir les civils. « J'effectue un premier contrôle de leurs papiers, avant de les évacuer en camion vers l'arrière, où l'on vérifiera leur identité », dit-il. Une famille chargée de bagages et d'enfants avance vers l'officier en tendant des cartes d'identité jaunies avec des sourires un peu inquiets. « Nous venons d'al-Shiha, disent-ils. On n'a jamais eu de contacts avec Daech. Dans notre quartier il n'y avait que des combattants étrangers. »

« Évidemment ils ont peur, et ils ne disent pas tout ce qu'ils savent, dit le lieutenant Khayzer. On estime qu'environ 80% des habitants de la ville ne travaillaient pas avec l'État islamique, même si certains ont pu avoir des sympathies, au moins au début. Mais il en reste 20% qui étaient soit membres, soit complices de cette organisation. Cette proportion augmente dans les villages des alentours. L'une de nos autres préoccupations, ce sont les bombes humaines, que l'État islamique envoie au milieu des réfugiés, parfois des femmes avec des ceintures d'explosifs qui attendent le moment propice pour se faire exploser. »

« Droit à la vengeance »

« D'un autre côté, nous recevons aussi beaucoup de renseignements, dit Mohammed Khayzer. Des gens prennent de grands risques en nous appelant depuis Mossoul pour nous désigner des positions de l'État islamique, les endroits où sont garées les voitures piégées et des caches d'armes, ou pour dénoncer des gens qui travaillent avec eux. »

L'État islamique a mené une campagne brutale de chasse aux informateurs, réels ou potentiels, pour limiter cet espionnage. Les habitants jugés peu fiables sont tués ou chassés. Assis sur une poutrelle métallique au-dessus d'un égout à ciel ouvert, Fakri Abdulrahim a allongé sa jambe raide et posé sa béquille au sol. Ce Turkmène, habitant du quartier d'Hayalmayila et invalide de la guerre Iran-Irak des années 1980, a le tort d'être chiite, confession honnie par les sunnites radicaux. « Ils ont tué mon neveu, dit-il en touchant son menton avec son pouce, signe servant à désigner l'État islamique sans prononcer son nom. Puis ils nous ont chassés de chez nous. Un de leurs émirs, un homme méchant, nommé Amar Oueidi, nous a dit qu'on avait jusqu'à trois heures de l'après-midi pour partir. "Après, on vous brûle vivants", a-t-il dit. » Alors Fakri Abdulrahim est parti avec sa sœur jumelle, sous les tirs, sur ses béquilles, en traînant sa jambe raide. « Ils tiennent tout mon quartier. Il y en a en haut des

immeubles. Il va être difficile de les chasser, dit le vieux soldat. Ils ont commis des choses atroces. Les pires sont les gens des villages arabes des environs de Mossoul. Ils vont dire que l'État islamique les a occupés, mais ce n'est pas vrai, ils sont avec eux. On ne peut pas leur faire confiance. Ne faites confiance à personne. » Pour Fakri Abdulrahim, les actes de vengeance sont non seulement inévitables, mais légitimes. « C'est un droit des victimes. Mais il est important de ne pas se tromper, et de ne pas s'en prendre à des gens qui n'ont rien fait. »

Au milieu de l'après-midi, des camions viennent chercher Abdulrahim et les autres familles pour les emmener vers l'arrière. Ils vont rejoindre le vaste camp de tentes installé par les Nations unies à Khaizer, à la limite entre l'Irak et les provinces kurdes, pour y attendre la fin des combats, et la possibilité de rentrer un jour dans ce qui restera de chez eux. Depuis le début de la bataille, 50 000 personnes déplacées ont été recueillies par les autorités irakiennes, dont 11 000 au cours de la semaine dernière.

Il reste encore dans Mossoul plusieurs centaines de milliers d'habitants. Certains attendent l'arrivée des forces irakiennes. D'autres redoutent le retour d'une armée envoyée par un gouvernement central dominé par les chiites, et dont les soldats ont laissé un mauvais souvenir dans cette grande ville fortement sunnite. Le convoi de réfugiés croise des véhicules militaires irakiens qui foncent vers la ville. Les engins arborent, en plus du drapeau national irakien, des étendards brodés d'or portant les portraits des martyrs chiites, Hussein et Abbas. ■

Turkey says 3 troops killed in Syrian government airstrike

By CINAR KIPER | Associated Press | November 24, 2016 //www.stripes.com/

ISTANBUL — Three Turkish soldiers were killed in northern Syria in what the Turkish military said was a pre-dawn Syrian airstrike on Thursday, an account disputed by Syrian activists, who said the soldiers were killed by an Islamic State suicide attack the day before.

The Turkish military said in a statement on its website that the attack took place at 3:30 a.m., but did not provide an exact location. Turkey's state-run Anadolu news agency said the airstrike took place near the town of al-Bab, which Turkish-backed Syrian opposition forces are trying to take back from the Islamic State group.

However, a Syrian monitoring group that tracks the conflict through a network of activists on the ground said the Turkish soldiers were killed by an IS suicide attack on Wednesday.

Rami Abdurrahman, who runs the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights, said the suicide attack occurred outside al-Bab, near a village called Waqqah. He dismissed reports that it was an airstrike.

The conflicting accounts could not be immediately reconciled. There was no comment from Damascus, but the IS-run Amaq news agency reported a suicide attack against Turkish troops in a village near al-Bab on Wednesday.

The Turkish military said 10 other soldiers

were wounded in the attack, with one in critical condition.

If the attack is confirmed to be a Syrian government airstrike, it would escalate tensions with Turkey, which is a leading supporter of the rebels fighting to topple President Bashar Assad.

Turkey sent ground troops into northern Syria in August to help Syrian opposition fighters battle both IS and U.S.-backed Syrian Kurdish forces, which Ankara sees as an extension of the Kurdish insurgency in southeastern Turkey.

The Turkish troops are not fighting Syrian government forces, and have not been attacked by them, though Damascus has strongly objected to the military intervention.

"It is clear that there are some who are not pleased with Turkey's fight against Daesh," Turkish Prime Minister Binali Yildirim said, referring to the Arabic acronym for IS. "But of course these attacks will be responded to in kind."

Turkey's main opposition party leader urged the government to act "with common sense" and not escalate tensions.

"This (issue) could drag Turkey toward a very dangerous process," Kemal Kilicdaroglu said.

Citing national security considerations, Turkish authorities imposed a temporary media ban on coverage of the attack, barring media outlets from reports that "foster fear, panic and chaos," and contain images of the deceased or the wounded, or exaggerated accounts.

Turkish warplanes meanwhile struck IS positions in al-Bab and other northern Syrian towns, destroying a building reportedly used as an IS headquarters and seven defensive positions, Anadolu reported, citing unnamed Turkish military officials.

Elsewhere in Syria, U.S. officials said Thursday that an American service member died from wounds suffered in a blast from an improvised explosive device.

A statement released Thursday by the public affairs office of Combined Joint Task Force-Operation Inherent Resolve said the explosion took place in the vicinity of Ayn Issa in northern Syria. No other information about the explosion or the victim was released. U.S. troops are part of a multinational effort to fight the Islamic State group in the region.

Meanwhile, senior U.N. official said his team has received written approval from Syrian rebels in the besieged parts of the northern city of Aleppo to allow aid in and evacuate the wounded.

Jan Egeland told reporters in Geneva that the U.N. also has "verbal support" from Russia, a close ally of the Syrian government, for a four-point plan reached earlier this month on Aleppo, the epicenter of the civil war.

Egeland said the team is still waiting for approval from the Syrian government, adding that trucks carrying aid could start entering east Aleppo within hours. East Aleppo is home to some 275,000 people and has been besieged by government forces since July.

The U.N. official said there are currently more than 900,000 people in besieged areas around Syria, more "than at any time I can remember in this war." The conflict began in 2011 with an Arab Spring-inspired uprising against Assad. ■

EU Parliament Urges Suspension of Turkey's Membership Talks

Jonathan Stearns - November 24, 2016 www.bloomberg.com

The European Parliament called for a halt to EU membership talks with Turkey in a non-binding move that highlights the depth of concern in Europe over Turkish authorities' heightened crackdown on political opponents.

In a resolution sponsored by all its main political groups, the European Union assembly urged EU governments "to initiate a temporary freeze of the ongoing accession negotiations with Turkey." The 28-nation body endorsed the motion on Thursday in Strasbourg, France.

European parties ranging from Christian Democrats to ex-communists have demanded the EU show Turkey a red card for arresting around 150 journalists, detaining more than 2,300 judges and prosecutors, and suspending or dismissing almost 130,000 public employees in response to a failed coup in July against President Recep Tayyip Erdogan. Anger in Europe boiled over earlier this month when Turkish authorities extended the crackdown by detaining Kurdish lawmakers.

The EU Parliament said in its resolution that Turkish "repressive measures" taken under a state of emergency imposed after the bungled coup attempt violate basic democratic values. In demanding the freezing of Turkey's 11-year-long EU accession negotiations, the 751-seat assembly said it "commits to reviewing its position when the disproportionate measures under the state of emergency in Turkey are lifted."



The suspension call is also directed at the European Commission, the EU's Brussels-based executive arm, which along with national governments is seeking continued Turkish cooperation in upholding a March agreement to stem the flow of Mideast refugees into Europe. On Tuesday, the commission's top diplomat, Federica Mogherini, argued against a halt to membership talks.

"The best way to strengthening Turkey's democracy, the most effective way, is by engaging with Turkey, by keeping channels open," Mogherini told the EU Parliament. "The accession process has achieved important results in many fields." ●

Hurriyet
DailyNews...

November 25, 2016

Turkey will 'open up border gates' if EU goes further: Erdoğan

ISTANBUL November / 25 / 2016
<http://www.hurriyetdailynews.com>

Turkey will open up its border gates and let refugees stream toward Europe "if the EU goes further," President Recep Tayyip Erdoğan has threatened in the wake of a European Parliament vote on Nov. 24 to temporarily freeze accession talks with Ankara.

"Some 30-40 votes for 'no' and 400-500 votes for 'yes.' What would happen if all of you voted 'yes?' You never treated humanity honestly and you did not look after people fairly. You did not pick up babies when they washed ashore on the Mediterranean. We are the ones who are feeding around 3.5 million refugees in this country," Erdoğan said.

"You did not keep your promises. When 50,000 refugees turned up at the Kapikule [border gate] you cried out and began to say 'What will we do when Turkey opens the border gates?' Look, if you go further, those border gates will be opened. You should know that," he said.

Noting that threats against people would not work, Erdoğan invoked his oft-repeated refrain that the "world is bigger than five," referring to the U.N. Security Council's permanent members.

"The world is bigger than five. We need to defend that, but we shouldn't be afraid of

some people. We can't applaud cruelty in order to look nice to someone," he also said.

During his speech, Erdoğan stressed that Turkey would not "collapse because of sanctions."

"Are the ones who have been keeping the doors of the EU closed for 53 years imposing sanctions? What if they do? Are we finished; will we collapse? These sanctions won't cause us to collapse. We will stand straight and continue on our way. Don't forget, the West needs Turkey," he added.

Noting that Turkey was sheltering millions of refugees, Erdoğan said: "Turkey didn't think about whether it would receive money from EU while doing that. The amount that came from the U.N. is 500 million dollars. The number is 700 when it comes to the EU. How much did we spend? Fifteen billion dollars. There are lots of crises that threaten humanity. I will stress one point. If there wasn't a refugee crisis, believe me, the humanitarian plights in those countries would go nearly unnoticed."

EU lawmakers on Nov. 24 called for a temporary halt to Turkey's accession talks because of what they called Ankara's "disproportionate" reaction to July's failed coup that has included a massive crackdown on the country's opposition.

Turkish authorities have detained or dismissed tens of thousands of people over their



alleged backing for the coup, in what the opposition, some rights groups and some Western allies say is an attempt to crush all dissent.

Members of the European Parliament voted 479 to 37 in favor of the non-binding motion urging the European Commission and national governments to implement what lawmakers acknowledge would be a largely symbolic freeze in negotiations that have been going on for 11 years but have long been stalled.

Under a deal clinched in March, Turkey agreed to take back illegal migrants and refugees leaving its shores for Greece in return for aid and visa-free travel for Turks in Europe. The deal has slashed the number of migrants reaching the EU, but the visa-free deal has not been implemented due to Turkey's anti-terror law. ■

Why Kurdistan will be the next state in the Middle East

By AKIL MARCEAU — 11/23/2016 - <http://www.jpost.com>

Let us walk through this door holding each other by the hand.

This year has been one of great surprises on the international scene.

First the Brexit vote and then the results of the presidential elections in the United States, both with an impact extending far beyond the countries where these two major events occurred.

Many uncertainties and equally important surprises await us in the Middle East. Great upheavals are under way: borders are disappearing, states are collapsing and the hot spots are multiplying.

The world's major powers are militarily involved in eradicating Islamic State (ISIS) – a terrorist organization that poses a threat to the entire world.

In this struggle of the free world against barbarous, cross-border terrorism the Kurds play a key role, both in Iraq and Syria. On this Middle East chessboard with its complexity of conflicts where religious, ethnic and hydro-petroleum factors are intertwined, the Kurds play a decisive role.

The Kurds are not pawns but knights, with their own kingly ambitions. Not only does the central position of the Kurdish region invite them to play this role, lying exactly on the fault line which separates the Shi'ite and Sunni worlds, but also the fact that they have proved to be the most effective and credible option open to the West in its efforts to fight this barbarism.

Several factors argue for support a Kurdish state: This is a tolerant society, where different religions and denominations coexist peacefully, and where women are not relegated to the background but both fight on the front line and are political leaders. Religious minorities, murdered and persecuted elsewhere, have found refuge in Kurdistan. Aramaic, a biblical language that enjoys official status, is taught in schools.

Battle-hardened by their tragic history and marked by the numerous revolts against repressive states that have been trampling their rights, the Kurds have proven to be formidable warriors. They are inflicting setbacks on and defeating the terrorists, playing a leading role in the battles to retake Mosul in Iraq and Raqa in Syria.

Known as the region's breadbasket because of its fertile lands watered by



KURDISH SUPPORTERS of the PDK party from Rojava in Syria serving in a peshmerga unit in The Kurdistan Regional Government of Iraq. The YPG in Syria doesn't allow PDK units to operate there, one of many examples of how divided politics exists in the shadow of support for independence. (photo credit: SETH J. FRANTZMAN)

the Tigris and the Euphrates, Kurdistan is also sitting on a sea of oil and natural gas. Political maturity and extensive natural resources are the structural factors guaranteeing the establishment of institutions that can evolve toward state structures. This is taking place.

Many oil giants and major international companies are now established in Iraqi Kurdistan. In the few years following the fall of Saddam Hussein Iraqi Kurdistan has rebuilt, developed and imposed itself as a major economic player in the region.

Is it necessary to recall that the Kurdish nation, divided between Turkey, Iran, Iraq and Syria, and numbering over 40 million people, is the largest nation in the world without a state? Given the oppression endured by the Kurdish people and in the name of the free world facing terrorism, it is today a moral imperative for the international community to support the Kurdish people's desire for independence.

The great English historian Eric Hobsbawm wrote brilliantly about the most decisive, influential and pivotal periods of history. He would certainly have written about this transition from the 20th to the 21st century as the age of possibilities. This emerging state – Kurdistan – is one such possibility. Let us collectively make all the other possibilities in this highly strategic and historically rich region positive.

We are entering this century by a narrow door, with too much suffering and sacrifice. Let us walk through this door holding each other by the hand. ●

The author is a researcher and former director of the Representation of the Regional Government of Iraqi Kurdistan in Paris.

Turkish-backed rebels and Kurds battle over Syria's al Bab

By Suleiman Al-Khalidi — Nov. 21, 2016 — Reuters

- Turkey backed rebels clash with Kurds supported by U.S.
- Sides competing for territory vacated by Islamic State
- Turkey views Kurdish militia as hostile force

AMMAN, Nov 21 (Reuters) - Syrian rebels backed by Turkey who are trying to drive Islamic State from the city of al Bab said on Monday they clashed with U.S.-backed Kurdish forces as both groups seek to dislodge the militants to expand their own territory.

The rebels said the fighting with the Syria Democratic

Forces (SDF), a coalition of Kurdish and Arab tribal fighters, led by the Syrian Kurdish militia YPG, erupted in the village of Sheikh Nasser.

The village and others that were captured by the Turkish-backed operation were until recently in the hands of Islamic State and part of the militants' last enclave near the Syrian-Turkish border.

"We clashed with the Kurdish YPG and we took over the village," said Abu Assad Dabeg, a commander in the Turkish-backed Operation Euphrates Shield. The operation was launched in August when Ankara sent warplanes, tanks and artillery into Syria in support of mostly Arab and Turkmen rebels.

The SDF could not be immediately reached for comment and there was no way of independently verifying if the rebels did have control of the village.

Turkish President Tayyip Erdogan has said last week seizing control of al Bab, around 30 km (19 miles) south of the border, is a goal of the operation before targeting



A Syrian Democratic Forces (SDF) fighter walks in Tal Samin village, north of Raqqa city, Syria November 19, 2016. REUTERS/Rodi Said

Manbij, where Kurdish-led forces drove out Islamic State, and the militants' de facto Syrian capital of Raqqa. Ankara views the YPG militia as a hostile force with deep links to Kurdish militants who have fought a three-decade insurgency on Turkish soil. Ankara has also said YPG fighters should not be involved in the planned Raqqa offensive.

So far, the rival sides have had minimal direct confrontation as they compete to grab territory from the retrea-

tung Islamic State who once dominated swathes of territory from the Turkish border further south towards Aleppo city. "The YPG are trying to advance to the areas we are advancing to," said Abu Assad Dabeq, adding his troops were already only a few kilometers away from al Bab and were fortifying their positions to hold back any advance by Kurdish-led forces.

"They are competing with us to reach al Bab. They are working on cutting all roads either from Aleppo or in the direction of al Bab," he added.

The SDF had effectively created a belt that separated

the mainly Arab Sunni rebels from where the Syrian army was positioned further south, he added.

Capturing al Bab would be a significant victory for Ankara, which is seeking to establish a de facto safe zone and thwart Kurdish hopes of establishing a corridor between areas east and west of the Euphrates.

The Syrian army is also nearly 12 km south of the city. Damascus has said it would not allow Turkey's allies to take the city.

A fighter in Failaq al Sham said the Turkish army had since Saturday stepped up its artillery shelling and

aerial raids of both the militants in Qabasin, located on a strategic ground that overlooks al Bab, and the SDF in their newly gained villages in an attempt to halt their advance.

"The Turkish air force is helping to push back the YPG militias who have been exploiting our gains from Islamic State to step into villages vacated by the militants," Abu Anas said referring to four villages west of Manbij that SDF-affiliated forces captured, including the contested Sheikh Nasser. ●

TIME

November 27, 2016

Thousands in Aleppo Have Been Displaced by Syrian and Kurdish Army Movements

Philip Issa / AP / Nov. 27, 2016

BEIRUT (AP) — Simultaneous advances by Syrian government and Kurdish-led forces into eastern Aleppo on Sunday set off a tide of displacement inside the divided city, with thousands of residents evacuating their premises, and threatened to cleave the opposition's enclave.

Rebel defenses collapsed as government forces pushed into the city's Sakhour neighborhood, coming within one kilometer (0.6 miles) of commanding a corridor in eastern Aleppo for the first time since rebels swept into the city in 2012, according to Syrian state media and the Syrian Observatory for Human Rights monitoring group.

Kurdish-led forces operating autonomously of the rebels and the government meanwhile seized the Bustan al-Basha neighborhood, allowing thousands of civilians to flee the decimated district to the predominantly Kurdish Sheikh Maqsood, in the city's north, according to Ahmad Hiso Araj, an official with the Syrian Democratic Forces.

The government's push, backed by thousands of Shiite militia fighters from Lebanon, Iraq, and Iran, and under the occasional cover of the Russian air force, has laid waste to Aleppo's eastern neighborhoods.

An estimated quarter-million people are trapped in wretched conditions in the city's rebel-held eastern districts since the government sealed its siege of the enclave in late August. Food supplies are running perilously low, the U.N. warned Thursday, and a relentless air assault by government forces has damaged or destroyed every hospital in the area.

Residents in east Aleppo said in distressed messages on social media that thousands of people were fleeing to the city's government-controlled western neighborhoods, away from the government's merciless assault, or deeper into opposition-held eastern Aleppo.

"The situation in besieged Aleppo [is] very very bad, thousands of eastern residents are moving to the western side of the city," said Khaled Khatib, a photographer for the Syrian Civil Defense search-and-rescue group, also known as the White Helmets.

"Aleppo is going to die," he posted on Twitter.

The Britain-based Observatory, which monitors the conflict through a network of local contacts, said around 1,700 civilians had escaped to government-controlled areas and another 2,500 to Kurdish authorities.

More than 250 civilians have been killed in the

government's bombardment of eastern Aleppo over past 13 days, according to the Observatory.

Locals reported thousands more were moving within the eastern neighborhoods, away from the front lines, but staying inside areas of opposition control.

"The conditions are terrifying" said 28-year-old Modar Sakho, a nurse in eastern Aleppo.

Wissam Zarqa, an English teacher in eastern Aleppo and outspoken government opponent, said some families would stay put in the face of advancing government forces.

Syrian state media reported government forces had seized the Jabal Badro neighborhood and entered Sakhour Sunday after it took control of the Masaken Hanano neighborhood Saturday.

Syrian state TV broadcast a video Saturday showing a teary reunion between a soldier and his family after nearly five years apart, according to the report. It said the family had been trapped in Masaken Hanano.

The Lebanese Al-Manar TV channel reported from the neighborhood Sunday morning, showing workers and soldiers clearing debris against a backdrop of bombed-out buildings on both sides of a wide thoroughfare. Al-Manar is operated by Hezbollah, the Lebanese militant group aligned with the Syrian government.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces' advance into Bustan al-Basha dealt the opposition a further blow.

Rebels and opposition figures have long accused the SDF and its predecessor groups of conspiring with the government to quash a nationwide revolt.

Araj denied there was any coordination between government and Kurdish-led forces.

"We were responding to calls from residents in Bustan al-Basha to secure the neighborhood," he said. He added the SDF had entered the area handily as rebel militants fled.

Aleppo used to be Syria's largest city and commerce capital before its neighborhoods were devastated by the country's more than five-year-long civil war.

The U.N.'s child agency warned Sunday that nearly 500,000 children were now living under siege in Syria, cut off from food and medical aid, mostly in areas under government control. That figure has doubled in less than a year.

Many are now spending their days underground, as hospitals, schools and homes remain vulnerable to aerial bombardment.



Syrian pro-government forces inspect an area on Sunday in the Masaken Hanano district in eastern Aleppo, a day after they captured it from rebel fighters.

"Children are being killed and injured, too afraid to go to school or even play, surviving with little food and hardly any medicine," said UNICEF Executive Director Anthony Lake. "This is no way to live — and too many are dying."

Activists also reported Sunday tens of civilian casualties from a presumed government or Russian airstrike on a village outside Aleppo.

The Local Coordination Committees activist network in Syria reported 15 civilians killed in a Russian airstrike on the village of Anjara, controlled by the opposition in the western Aleppo countryside, and tens of others wounded. Activists usually identify planes by their silhouettes and home base.

The Observatory said the strike was accompanied by raids on other opposition-held villages in the Aleppo countryside.

Meanwhile, Anadolu also reported Sunday that the Islamic State group had used chemical weapons against Turkish-backed Syrian opposition fighters in northern Syria, wounding 22. The report cited a statement by the chief of general staff's office. The report could not be immediately verified independently.

Later Sunday, Turkey's emergency relief directorate, which investigated the claim, said it found no trace of chemical warfare. The military was not available for further comment.

Elsewhere in Syria, Israeli aircraft struck a machine gun-mounted vehicle inside the country Sunday, killing four Islamic State-affiliated militants on board after they opened fire on a military patrol on the Israeli side of the Golan Heights, according to the Israeli military. ■

Comment Erdogan a fait main basse sur le pouvoir



Delphine Minoui
@DelphineMinoui
Correspondante à Istanbul

PROCHE-ORIENT « *Un don de Dieu.* » C'est en ces termes que le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan s'est empressé de qualifier le putsch raté au lendemain de la tentative de coup d'État du 15 juillet dernier. Le soulèvement militaire, imputé à son ex-allié, le prédicateur en exil Fethullah Gülen, lui a effectivement donné les coudées franches pour nettoyer en profondeur l'armée et l'appareil étatique. Pire : il lui a servi de prétexte idéal pour museler toute voix critique et décimer l'opposition. En quatre mois, au moins 110 000 personnes ont été suspendues, licenciées ou arrêtées. Faut-il pour autant y voir une volonté, comme le craignent ses opposants laïcs, d'imposer un régime islamique et de réaliser son vieux rêve néo-ottoman ? Ou plutôt la soif de pouvoir du nouveau maître de la Turquie, prêt à toutes les manœuvres politiques pour régner d'une main de fer sur son pays ?

QUI SONT LES TURCS TOUCHÉS PAR LA RÉPRESSION ?

La purge vise avant tout les milieux gülenistes ou présumés proches du prédicateur exilé aux États-Unis et accusé d'être l'instigateur du coup d'État. Dès les premières semaines qui ont suivi la tentative de putsch, un grand nettoyage s'est opéré au sein de l'armée, de la fonction publique, de la police et du système judiciaire. Selon un rapport parlementaire présenté fin septembre par une députée d'opposition CHP, le Parti républicain du peuple, le nombre de personnes arrêtées a dépassé 50 000, rien qu'entre le 17 août et le 17 septembre. Plus de 12 800 policiers ont été mis à pied et plus de 4 500 militaires limogés, y compris des hauts gradés (près de la moitié des généraux et amiraux turcs ont été écartés). Les écoles militaires ont été fermées. Au moins 3 390 magistrats ont été démis de leurs fonctions. Des milliers d'enseignants ont été mis au pas. Des associations démantelées. Des hommes d'affaires suspectés d'être liés à Fethullah Gülen ont été arrêtés. Quelque 500 entreprises ont vu leurs biens confisqués. Mais cette épuration affecte des cercles de plus en plus larges de la population,

bien au-delà des milieux accusés d'avoir fomenté le putsch. Ainsi, des professeurs se trouvent à nouveau dans le collimateur du pouvoir pour avoir signé, l'année dernière, un appel à la paix dénonçant l'usage disproportionné de la force dans le conflit qui oppose, dans le Sud-Est, les forces de sécurité aux rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Limogeage, passeport annulé, campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux... La pression est multiforme. Profitant de l'état d'urgence, le président Erdogan gouverne par décrets ayant force de loi. En vertu de ces mesures d'exception, c'est lui qui nomme dorénavant les recteurs d'université. « *Un signe, parmi tant d'autres, d'une volonté de resserrer l'étau sur toutes les voix dissidentes* », souffle un professeur remercié. Dans cette épuration inédite, les médias ne sont pas en reste. Au total, 170 organes de presse ont été réduits au silence et 150 journalistes placés en détention selon l'Association des journalistes de Turquie. L'opposition est également ciblée. Une dizaine de responsables et de députés de la mouvance de gauche prokurde HDP (dont les deux coleaders du parti) sont actuellement sous les verrous.

QUEL EST L'OBJECTIF DE CETTE SPIRALE PUNITIVE ?

De toute évidence, le président turc a eu peur, cette fameuse nuit du 15 au 16 juillet. Peur pour sa vie. Peur, aussi, de perdre ce pouvoir conquis au fil des années, de la mairie d'Istanbul en 1994 à la présidence, en 2014, en passant par la création de l'AKP (le Parti de la justice et du développement) et le poste de premier ministre. Certains observateurs évoquent même la hantise du syndrome Morsi. En 2013, le coup d'État militaire contre le président égyptien issu des Frères musulmans, et élu démocratiquement, a été vécu comme un traumatisme. « *Pour Erdogan, son sort est lié à celui de Morsi. Il est persuadé que s'il faiblit, il subira le même destin* », remarquait récemment le politologue Bayram Balci. D'où cette volonté de revanche. Contre son ex-allié, Fethullah Gülen, dont il laissa sciemment les fidèles infiltrer les rouages de l'État pour se débarrasser de la vieille garde militaire - avant qu'il ne se retourne contre lui. Contre les journalistes, accusés d'« *insulte au président* » dès qu'ils s'avèrent trop critiques. Contre l'élite laïque, héritière des valeurs d'Atatürk, le « père » de la Répu-

blique de 1923, que l'ex-enfant du peuple, issu des masses musulmanes pieuses, n'a jamais cessé de défier. « *Mais Erdogan est également un véritable animal politique, prêt à tous les calculs pour renforcer son pouvoir* », estime Nicolas Cheviron, coauteur d'*Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?* (Éditions François Bourin). D'où cette nouvelle alliance contre-nature avec les ultranationalistes du Parti MHP. Un mariage de circonstance visant à consolider encore plus son pouvoir en soumettant à référendum son projet de régime présidentiel. Or, pour convoquer les électeurs aux urnes, il lui manque des voix au Parlement. Pour séduire les députés du MHP, il multiplie les coups d'éclat qui vont dans le sens de leurs idéaux : traque renforcée contre le HDP, accusé d'être le bras politique du PKK ; projet de rétablissement de la peine de mort (abolie en 2004). Au risque de faire voler en éclats le fragile processus d'adhésion à l'Union européenne.

ERDOGAN EST-IL EN TRAIN DE TOURNER DÉFINITIVEMENT LE DOS À L'EUROPE ?

La dérive autoritaire de la Turquie n'a fait que refroidir encore plus les relations avec Bruxelles. Elles étaient déjà au plus mal, notamment en raison du refus de l'Europe de lever les visas pour les Turcs en échange de l'application de l'accord négocié sur les migrants. Erdogan menace désormais d'organiser un référendum en 2017 sur la poursuite ou non des négociations concernant l'adhésion du pays à l'UE qui ont officiellement commencé il y a douze ans. Alors qu'il boude l'Ouest, le nouveau maître de la Turquie se tourne vers l'Est : il se réconcilie avec la Russie, attire les investisseurs saoudiens, envoie ses troupes dans le nord de la Syrie. Pour la première fois cette année, la Turquie n'est pas passée à l'heure d'hiver - et s'est donc rapprochée un peu plus de ses nouveaux amis. « *L'histoire de la Turquie est en train de devenir la saga déchirante d'une démocratie musulmane naissante qui tourne le dos à sa chance historique d'aller vers le progrès pour se contenter d'un modèle familial de despotisme au Moyen-Orient, succombant à un culte rétrograde de la personnalité* », s'inquiète la chercheuse et journaliste turque Asli Aydintasbas dans une tribune publiée dans le *Washington Post*. Pour autant, Ankara et Bruxelles ont trop de dossiers en commun pour se tourner complètement le dos. La Turquie, qui reste un membre historique de

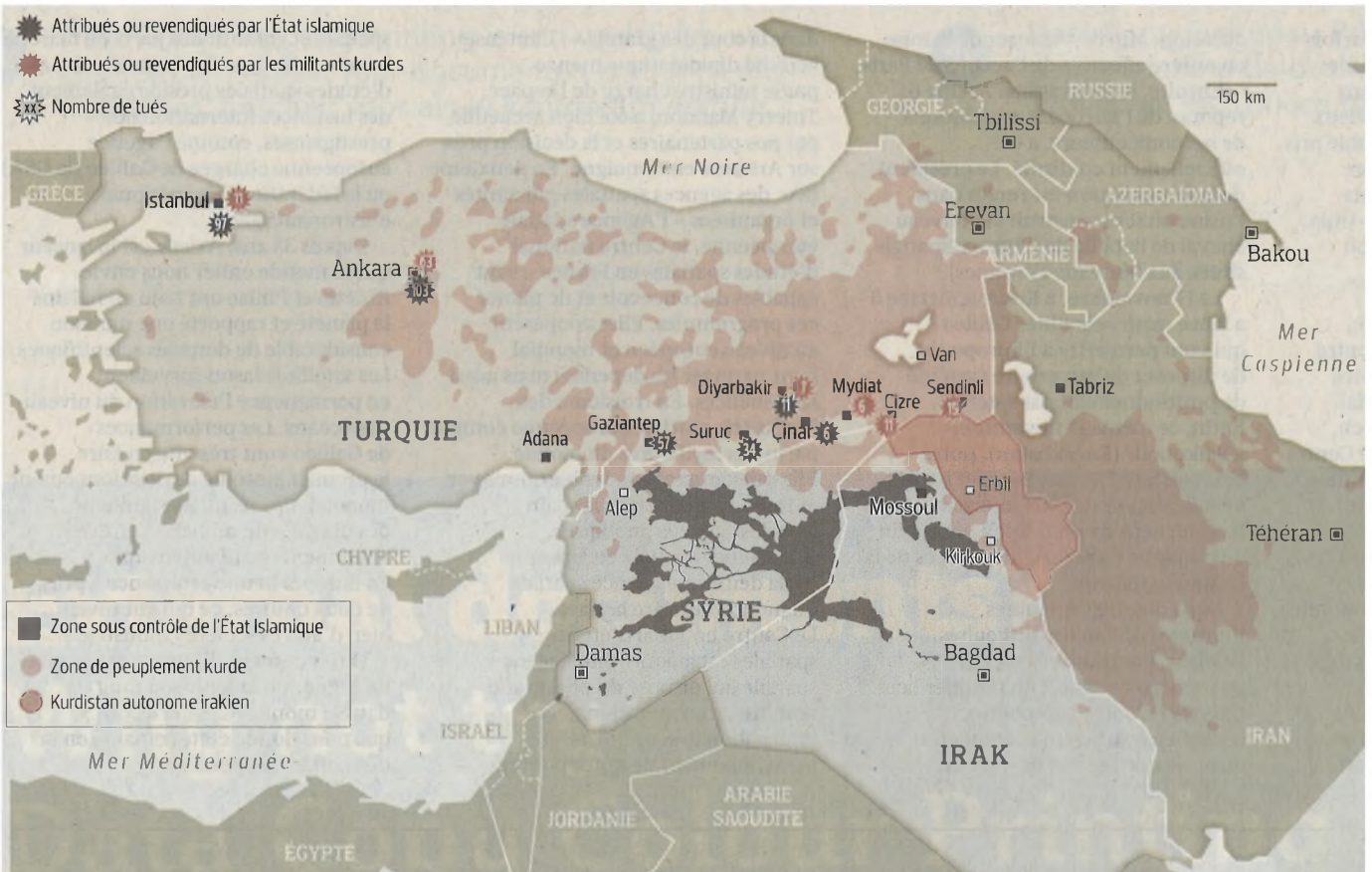
l'Otan, joue un rôle important dans la lutte contre l'organisation de l'État islamique. À ce jour, elle héberge près de 3 millions de réfugiés (essentiellement des Syriens) et s'est engagée à les garder sur son sol pour qu'ils ne rejoignent plus les côtes grecques. Quant au processus de réunification avec Chypre, dont elle occupe le nord depuis 1974, il est toujours en cours.

CETTE STRATÉGIE DE LA TENSION, EN INTERNE COMME EN EXTERNE, N'EST-ELLE PAS RISQUÉE ?

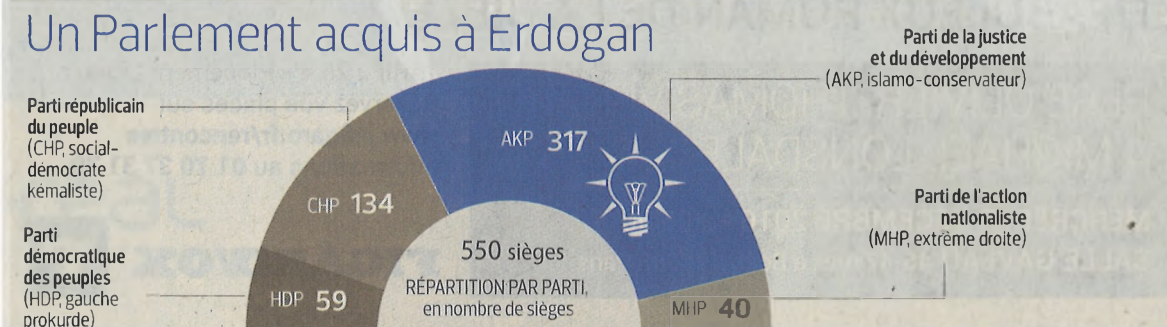
Tandis que l'espace politique se rétrécit de plus en plus, laissant place au discours omniprésent de l'AKP, la Turquie d'Erdogan est également embarquée dans un conflit meurtrier qui fait rage dans le sud-est du pays. Depuis la rupture, en 2015, des négociations de paix

avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, forces de sécurité et rebelles du PKK s'y livrent une guerre féroce. Éprise de revanche face aux tanks et aux canons, la guérilla kurde, autrefois cantonnée aux montagnes, démultiplie les attentats en zone urbaine - y compris dans les grandes villes. À cela, s'ajoute la menace djihadiste qui pèse aujourd'hui sur la Turquie. Longtemps accusé de collusion avec certains groupes, Ankara participe activement aux frappes de la coalition internationale contre l'organisation de l'État islamique. Fin août, l'armée turque est entrée de plain-pied dans la guerre syrienne en lançant, au Nord, l'opération « Bouclier de l'Euphrate », en collaboration avec la rébellion syrienne modérée et l'appui de la coalition. De quoi l'exposer encore plus aux ripostes de Daech. Depuis l'attentat de juin dernier contre l'aéroport d'Atatürk (imputé à Daech), le tourisme a chuté et les investissements sont en berne. « La

Turquie ressemble à un gros camion qui a perdu ses freins. Espérons qu'Erdogan se ravise, avant qu'il ne soit trop tard », souffle le directeur d'une ONG. ■



Un Parlement acquis à Erdogan



Gérard Chaliand: « La libération de Mossoul ne mettra pas un terme au djihadisme »

PROPOS RECUEILLIS PAR

MARIE-LAETITIA BONAVITA

@mlbo

LE FIGARO. - Vous revenez des environs de Mossoul.

Quel est l'état des différentes forces ?

Gérard CHALIAND. - Je reviens, en effet, de la pointe avancée des forces kurdes qui nettoient les derniers réduits où les combattants de l'État islamique (EI) sont retranchés. Les Kurdes enregistrent des pertes relativement élevées, dues entre autres aux mines antipersonnel et aux tireurs d'élites embusqués. Mais les Kurdes ne participent pas aux combats proprement urbains car Mossoul n'est pas un territoire kurde. C'est la mission de l'armée irakienne chiïte, qui connaît des pertes très lourdes. Les islamistes sont bien organisés et disposent d'un système élaboré de tunnels permettant de prendre l'adversaire à revers par surprise. L'EI n'est pas une simple organisation terroriste de propagande en phase avec les nouvelles technologies de communication, de théâtralisation de l'horreur. C'est aussi une organisation révolutionnaire, bien structurée techniquement, qui use de méthodes à la fois de guérilla et de bataille classique. Enfin, l'EI, qui contrôle la population et l'administre avec un minimum de services sociaux, exerce une emprise très forte sur les jeunes écoliers-combattants (13 ans) de demain.



ENTRETIEN

Le géopoliticien, spécialiste des conflits*, souligne que l'affaiblissement de l'État islamique profitera, en Syrie, à al Qaïda.

L'EI pourrait-il reconnaître sa défaite ?

Certainement pas. Son objectif est de tenir au maximum à Mossoul et de transformer sa défaite finale en victoire héroïque, ce qui préserverait l'aura du mouvement. La bataille va durer

plusieurs mois. Les civils vont sans doute souffrir davantage que la majorité des combattants dont le nombre, du côté de l'EI, s'élèverait à 5 000 hommes. Lorsque Raqqa sera tombée à son tour, l'emprise de l'EI sur un vaste territoire cessera. Contrairement à ce que la plupart des journaux ont annoncé, jamais Daech n'a contrôlé en Syrie un territoire grand comme la Grande-Bretagne. En outre, les deux tiers du pays sont désertiques et la population dépendant de Daech n'a sans doute jamais atteint un million de personnes. Pour autant, depuis deux ans, l'EI n'est pas la seule organisation djihadiste en Syrie. L'éclipse de Daech - dirigé par des sunnites irakiens et composé, depuis la prise de Mossoul, de nouvelles recrues venant de divers pays musulmans et ne parlant pas l'arabe syro-libanais - profite à al-Qaïda. Jabhat al-Nosra était sa branche syrienne. Ce mouvement, qui prétend aujourd'hui ne plus être affilié à al-Qaïda, s'appelle désormais Fatah al-Sham. C'est lui qui dirige le combat pour Alep et coiffe à l'heure actuelle toutes les autres organisations y compris celles directement soutenues par les Américains. Il existe aussi d'autres mouvements djihadistes aidés par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie et que les journaux, particulièrement anglo-saxons, appellent « forces de l'opposition » ajoutant ainsi un peu plus de confusion à un dossier complexe dans lequel les alliés se montrent tout aussi ambigus.

Peut-on envisager des perspectives de paix ?

Franchement, elles restent éloignées. Chacun des camps, à tort ou à raison, pense pouvoir améliorer davantage sa situation en poursuivant la guerre plutôt que par des négociations. Les djihadistes, forts de leurs différents appuis, se disent que le temps travaille en leur faveur. Le régime syrien, même s'il a perdu des soldats alaouites, contrôle toujours, avec l'aide russe, la région côtière

qui est l'épicentre stratégique du pays avec son chapelet de villes majeures que sont pour l'essentiel Alep, Damas, Homs et Hama. Les États-Unis se sont engagés mollement bien

que l'initiative du président Obama de parvenir à un accord avec l'Iran leur permettra de jouer les

arbitres entre chiïtes et sunnites. Sur ce point, la nouvelle présidence de Donald Trump favorisera plutôt le camp sunnite et Israéli. La Turquie d'Erdogan reste un électron libre aux initiatives intempestives mais dont la seule logique est d'écraser les Kurdes ou de leur nuire, qu'il s'agisse du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak ou du Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie.

Quel avenir pour les Kurdes ?

Contrairement à leur situation durant la Première Guerre mondiale, les Kurdes sont aujourd'hui largement connus et demeurent les acteurs de leur histoire. Toutefois, ils en payent le poids. Contrairement aux Persans ou aux Turcs, ils n'ont pas de tradition étatique. Ils vivent sur un territoire divisé, sans accès à la mer et enclavé entre des pays viscéralement hostiles. Malgré leurs constantes révoltes au cours du dernier siècle, ils continuent à être réprimés. Cela dit, ils n'ont jamais intériorisé leur défaite. La démographie aidant, les voilà qui reprennent le combat. L'avenir semble davantage appartenir au Kurdistan d'Irak - qui ne dérange ni les États-Unis ni la Turquie - qu'au PKK et aux Kurdes de Syrie qui ont intérêt à terme à chercher la protection de l'Iran. Quant à la perspective de l'indépendance dans l'une des quelconques zones kurdes, elle reste un objectif mobilisateur, mais nullement réalisable dans les circonstances présentes.

Peut-on miser à terme sur la fin de l'idéologie djihadiste ?

Une idéologie ne disparaît pas aisément. Après l'effondrement des nationalismes panarabes et des socialismes, l'Arabie saoudite a fait pendant trois ou quatre décennies un travail de sape. Celui-ci a été réactivé par l'arrivée au pouvoir de Khomeyni et l'exacerbation de l'antagonisme entre sunnites

et chiïtes qui date de la succession du prophète. Succédant aux événements du 11 septembre et à la guerre en Afghanistan, l'insurrection en Syrie a été une aubaine. Elle a permis, avec l'aide logistique de la Turquie dont les frontières sont ouvertes aux combattants et aux trafics,

la création de l'EI d'Irak et de Syrie. La dynamique djihadiste, qui a essaimé en Syrie côtière, au Sinaï, au Yémen, dans la province du Nangarhar en Afghanistan, est encore loin d'avoir épuisé sa trajectoire. Les islamistes du monde arabe ont fait perdre beaucoup de temps à leurs sociétés et vont en faire perdre

encore beaucoup. Si cette dynamique produit une perturbation importante, elle ne représente toutefois pas une menace existentielle pour le statu quo mondial. ■

*Auteur de : « Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental » (Éd. Odile Jacob, mars 2016).

GULF NEWS

November 24 2016

Kurds and Shi'ite forces to coordinate in push to encircle Mosul

By Isabel Coles, Saif Hameed and Ulf Laessing | ERBIL/BAGHDAD, Iraq / Nov 24, 2016

Kurdish and Shi'ite forces near Mosul have agreed to coordinate their operations in support of a U.S.-backed offensive seeking to encircle and capture Islamic State's last major urban stronghold in Iraq, U.S. and Iraqi officials said on Thursday.

The agreement will restrict the movement of the jihadists in and out of Mosul and aid the attempts of the forces ranged against them to complete the encirclement of the city from the western side, according to the officials.

It came after Iraqi Kurdish and Shi'ite fighters linked up near the Islamic State-held town of Tal Afar, west of Mosul, on Wednesday in an advance that cut the militant group's supply route from the rest of the territory it holds in western Iraq and Syria.

Islamic State retaliated with a massive truck bomb in Hilla, hundreds of kilometres from the front lines, which are in Iraq's far north. The attack on Thursday killed about 100 people, most of them Iranian pilgrims returning from the Shi'ite holy city of Kerbala, according to police and medical sources.

The agreement between the Iraqi Kurds and Shi'ite groups was reached at meeting between commanders of Kurdish peshmerga forces deployed in Sinjar, west of Mosul, and Hadi al-Amiri, the leader of the Iranian-backed Badr Organisation.

Badr is the biggest component of a coalition of Shi'ite forces known as Popular Mobilisation who are assisting the U.S. backed offensive seeking Mosul's capture - regarded as a major step in dismantling Islamic State's self-styled "caliphate".

"The joining of these forces greatly reduces the freedom of movement of ISIL insurgents in and out of Mosul," said Air Force Col. John Dorrian, a Baghdad-based spokes-

man for the U.S.-led coalition, referring to Islamic State. "They have already lost the effective ability to move in large numbers, but now this has been made more difficult for them."

Mosul is already ringed to the north, south and east by Iraqi government forces and Kurdish peshmerga forces. Iraq's U.S.-trained Counter Terrorism Service breached Islamic State defences in east Mosul at the end of October and is battling to expand its foothold in the city.

THOUSANDS FLEE

The offensive to take Mosul started on Oct. 17 with air and ground support from a U.S.-led coalition. It is turning into the most complex campaign in Iraq since the 2003 invasion that toppled Saddam Hussein.

The Iraqi military estimates there are 5,000 to 6,000 insurgents in Mosul facing a 100,000-strong coalition of Iraqi government units, Kurdish peshmerga and Shi'ite militias.

Islamic State leader Abu Bakr al-Baghdadi, believed to have withdrawn to a remote area near the Syrian border, has told his fighters there can be no retreat.

A prominent Popular Mobilisation leader, Abu Mahdi al-Mohandes, said on Wednesday his forces had reached a junction where Kurdish peshmerga forces were deployed in Sinjar, close to Syria.

But Islamic State remains in control of the 60 km (40 mile) road between Mosul and Tal Afar, which is hindering the forces battling the jihadists from completing the encirclement of Mosul from the west.

Mohandes said Popular Mobilisation units would next try to separate Mosul from Tal Afar, which lies on the route between Mosul and Raqqa, the jihadists' main city in Syria.

Thousands of civilians fled Tal Afar this week as Popular Mobilisation forces close in on the



Men push a cart in front of a building destroyed during clashes between Iraqi forces and Islamic State fighters in Mosul, Iraq November 24, 2016. REUTERS/Goran Tomasevic

town, which is mostly populated by ethnic Turkmen.

The exodus is worrying humanitarian organisations as some of the civilians are heading into insurgent territory, where aid cannot be sent to them, provincial officials said on Wednesday.

Those fleeing Tal Afar are Sunni Muslims, who are in a majority in Nineveh province in and around Mosul but a minority in Shi'ite-majority Iraq. Tal Afar also had a Shi'ite community, which fled in 2014 when Islamic State, an ultra-hardline Sunni group, swept through the region.

Abadi tried to allay fears of ethnic and sectarian killings in Tal Afar, saying any force sent to recapture it would reflect the city's diversity.

MOSUL TUNNELS

Islamic State fighters in Mosul are dug in among more than a million civilians as a tactic to hamper air strikes. They are moving around the city through tunnels, driving suicide car bombs into advancing troops and hitting them with sniper and mortar fire.

"We are controlling large parts of the eastern side," the commander of the Counter Terrorism Service, Talib

Shaghata, told reporters in Bartella, one of the first villages taken from Islamic State in the offensive. "One of the challenges we face ... is the presence of civilians."

Nearly 69,000 people are registered as displaced by the fighting, moving from villages and towns around the city to government-held areas, according to U.N. estimates.

The figure does not include the thousands of people rounded up in villages around Mosul and forced to accompany Islamic State fighters to cover their retreat towards the city as human shields. It also does not include the 3,000 families which have fled Tal Afar.

Earlier this month, the bodies of at least 20 people killed by Islamic State were hung up across Mosul-five crucified at a traffic junction - to warn residents against cooperating with the Iraqi military.

"Mosul's residents are part of the security forces. They are cooperating with us," said Counter Terrorism Service commander Shaghata. "They give us information." ♦

Opération « Eagle Strike » contre Daech



Alain Barluet
@abarluet

Envoyé spécial à al-Udeid (Qatar)

Sur la base d'al-Udeid, au Qatar, un bâtiment trapu aux allures de bunker abrite le système nerveux des opérations aériennes de la coalition contre Daech en Irak et en Syrie. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, le Centre des opérations aériennes interalliées (Combined Air and Space Operations Center, ou CAOC) planifie et conduit au niveau tactique l'activité des avions et des drones qui surveillent et frappent les combattants de l'État islamique (EI), notamment à Mossoul et à Raqqa.

À l'extérieur, sous un ciel chauffé à blanc, la température peut atteindre 57 degrés au plus chaud de l'année. Dans les bureaux climatisés et sans fenêtres du CAOC s'activent près de 1 400 militaires, dont 1 100 Américains. Les membres de la coalition (64 pays, l'Otan et l'Union européenne) y ont des représentants, surtout la dizaine de nations qui fournissent des avions (Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Allemagne, Danemark, Italie, Jordanie...). La France est actuellement le deuxième pays contributeur de la coalition avec 36 Rafale (*), six en Jordanie, six aux Émirats arabes unis et 24 embarqués sur le *Charles-de-Gaulle* en Méditerranée, ainsi qu'un avion de surveillance Atlantique 2. Le détachement français à al-Udeid comprend une trentaine de militaires, essentiellement de l'armée de l'air.

La salle des opérations est le cœur du CAOC. Cette « war room » ultrasécurisée à laquelle *Le Figaro* a exceptionnellement eu accès ressemble à une vaste cuve, occupée par des dizaines d'opérateurs et tapissée de cinq écrans géants. Ces derniers retransmettent en temps réel les images des drones et indiquent la position de tous les aéronefs (chasseurs, ravitailleurs, drones...) en vol au Levant mais aussi dans le golfe Persique et en Afghanistan. Le CAOC, structure permanente, est en effet le « bras armé » du commandement de l'US Air Force pour la région « Centre » (AFCENT), qui s'étend de l'Égypte au Pakistan... Toutefois, « l'Irak et la Syrie ont pris une importance croissante depuis deux ans, parce que c'est là que nous déployons une activité offensive, avec pour objectif la protection et la stabilisation du Moyen-Orient », explique le directeur du CAOC, le brigadier général canadien Alain Pelletier.

Drones et avions de chasse

Sur les écrans, la concentration des points de couleurs au niveau de Mossoul et de Raqqa témoigne de la densité du trafic aérien et des priorités opérationnelles. Les chiffres sont impressionnants. Une douzaine d'aéronefs (drones armés et avions de chasse) tournent en permanence au-dessus de la deuxième ville d'Irak, prêts à frapper Daech et à soutenir les troupes irakiennes à l'offensive. Chaque jour, 60 à 70 aéronefs, dont une dizaine de drones armés, une dizaine d'avions de surveillance et de reconnaissance, à l'image de l'Awacs français déployé le mois dernier, environ 30 avions de chasse et 20 ravitailleurs en vol décollent pour Mossoul depuis les bases aériennes de la coalition au Proche-Orient, à Chypre, en Turquie ou des porte-avions français et américain en Méditerranée et dans le Golfe. Au total, en Irak et en Syrie, la lutte contre Daech mobilise quotidiennement 150 aéronefs dont 20 à 30 drones armés, 60 à 70 avions de chasse, 30 à 40 ravitailleurs en vol.



Le centre des opérations aériennes interalliées situé sur la base d'al-Udeid, au Qatar. Avec 36 Rafale, la France est actuellement le deuxième pays contributeur de la coalition.



Toutes les opérations aériennes de la coalition contre Daech dans la bataille de Mossoul - dont le nom de code est « Frappe de l'aigle » - et sur l'ensemble de l'Irak et de la Syrie sont dirigées depuis le centre de commandement interalliés de la base d'al-Udeid, au Qatar, que « *Le Figaro* » a été exceptionnellement autorisé à visiter.

Avec la bataille de Mossoul - dont le nom de code est « Eagle Strike » - et celle de Raqqa, ce sont au total plus d'une dizaine d'opérations qui sont menées simultanément au Levant, pour frapper Daech dans la profondeur, limiter sa liberté de manœuvre, détruire ses sources de financement, ses flux logistiques, ses usines et ses stocks d'engins explosifs improvisés (IED)... Chacune de ces missions aériennes est programmée et conduite au CAOC. Celui-ci agit en lien direct avec le commandement interarmées interalliés (CJTFF-HQ), basé à Koweït. C'est à ce niveau, appelé « opératif », que sont fixées les priorités, répartis les moyens et qu'est dirigée la manœuvre d'ensemble de l'opération « Inherent Resolve » (OIR) au Levant - avec ses trois composantes (air, terre, forces spéciales). L'opération « Chammal » en est le volet français.

L'arme aérienne a joué un rôle majeur dans l'arrêt de l'expansion de Daech et son affaiblissement progressif. Ces derniers mois, c'est largement grâce aux frappes aériennes que l'EI a dû céder 40 % du territoire sur lequel il fondait la légitimité de son « califat ». Doté au départ des institutions d'un proto-État et de capacités militaires quasi conventionnelles, Daech a été contraint de changer de visage pour redevenir un acteur terroriste asymétrique, comme en témoigne l'évolution récente de ses modes d'action - attentats kamikazes, véhicules piégés (VBIED), snipers, tirs indirects de mortier...

« Notre présence permanente dans les airs donne la liberté d'action aux forces terrestres irakiennes et kurdes et nous détruisons tous les points de résistance qu'elles rencontrent », relève le colonel Michel, qui commande la composante aérienne française de l'opération « Chammal/OIR ». « L'ennemi est sous une pression constante depuis les airs. Nous le surveillons en permanence et il subit nos frappes dès qu'il se montre », ajoute l'officier supérieur français.

Depuis août 2014, la coalition a effectué 16 000 frappes, dont un millier par la France (6 %), ce qui représente plus de 2 000 bombes et missiles. Depuis deux ans, le rythme des frappes françaises - au nombre de 289, le 13 novembre 2015 - s'est accéléré encore après cette date pour atteindre 1 000 frappes fin novembre, plaçant la France à presque 10 % environ du total sur l'année écoulée. Début novembre, 63 % des missions aériennes en Irak étaient menées par les États-Unis, 15 % par la France et 9 % par les Britanniques. « La France apporte à la coalition des capacités importantes, son expertise et son professionnalisme », se félicite le



Infographie LE FIGARO

général Pelletier. Au CAOC, on constate que l'activité aérienne ne faiblit pas. En revanche, le nombre de frappes a diminué dernièrement, du fait de l'attrition de Daech et de la raréfaction des cibles. La physionomie des opérations dans les abords de Mossoul à forte densité de population contribue également à réduire le nombre de frappes.

Au total, toutefois, les frappes destinées à appuyer les troupes au sol (« close air support ») restent majoritaires par rapport aux frappes planifiées sur des objectifs (appelées frappes délibérées ou « Air Interdiction » (AI). Lorsque les troupes au contact réclament un appui aérien, elles appellent une « cellule de frappe » (« strike cell ») - l'une d'entre elles est située à Erbil -, qui envoie un drone et décide d'autres moyens à engager au profit des combattants au sol. Les avions de chasse qui assurent une présence permanente dans le secteur peuvent être sollicités. À défaut, en quinze minutes, une patrouille peut « basculer » de Raqqa à Mossoul, à peine plus longtemps si elle doit se rendre dans la haute vallée de l'Euphrate. La « cellule de frappe » sert d'interface entre le terrain et le CAOC qui autorise l'engagement du feu.

À al-Udeid, le colonel Michel est investi d'une redoutable responsabilité. Il est « red card holder », c'est-à-dire en capacité de brandir un « carton rouge », ou au contraire de donner son

feu vert au déclenchement d'une frappe française. Assisté en permanence d'un conseiller juridique (Legad), il exerce le contrôle national sur les frappes françaises en veillant à ce qu'elles respectent les directives nationales et le droit des conflits armés. Il s'agit en particulier d'éviter les risques de dommages collatéraux. Si le risque de victimes civiles est jugé trop élevé, l'officier français n'autorisera pas la destruction d'une cible par des avions français. Dans les situations d'urgence, la décision peut être prise en boucle très courte, une dizaine de minutes entre la demande d'appui et le déclenchement de la frappe, voire de façon immédiate, par exemple dans le cas d'un véhicule piégé se dirigeant vers des unités amies. Côté français, on est particulièrement vigilant. « Nous cherchons systématiquement à éviter les pertes civiles car cela fait partie de notre éthique et parce que c'est conforme au droit des conflits armés qui l'interdit », souligne-t-on. Récemment, l'autorisation n'a pas été donnée pour une frappe contre un VBIED stationnant à proximité d'une mosquée un vendredi, jour d'affluence.

Briefing matinal

Le détachement français est réuni en briefing matinal autour du colonel Michel : point de situation sur les différents « théâtres », missions du jour... L'activité des avions russes qui viennent « flairer »

ceux de la coalition jusqu'en Irak fait l'objet d'une attention particulière. Une frappe « délibérée » est prévue pour l'après-midi : un hôpital en construction utilisé comme dépôts de munitions par Daech à al-Qaim, sur la frontière irako-syrienne. Un dossier d'objectif a été constitué durant des semaines, grâce à de multiples capteurs (drones, avions de chasse...) et des spécialistes (renseignement, ciblage, munitions...). Quatre F18 américains et deux Rafale sont prévus pour cette mission. La cible sera détruite par des bombes d'une tonne.

Sous la pression de la coalition, Daech tente de faire diversion avec des actions de rezzou (« hit and run », dit-on aujourd'hui), comme à Kirkouk, le mois dernier. Dans les faubourgs est de Mossoul, ses combattants profitent de l'environnement urbain pour s'infiltrer entre les unités des forces irakiennes qui tentent de faire leur jonction. « Nous allons continuer à mener des frappes contre Daech dans la ville », assure le général Alain Pelletier. Pour le directeur du CAOC, la « coalition dispose d'une arme aérienne suffisamment précise pour atteindre seulement ses cibles et minimiser les risques de dommages collatéraux ». Selon les plans de la coalition, le contrôle de la partie orientale de la ville devrait prendre encore plusieurs semaines. ■

(*) Le Rafale est fabriqué par le Groupe Dassault, propriétaire du Figaro

Le Point 24 NOVEMBRE 2016

Ankara met en cause Damas après la mort de 3 soldats turcs en Syrie

AFP le 24/11/2016 www.lepoint.fr

La Turquie a pour la première fois mis en cause le régime du président Bachar al-Assad après la mort jeudi de trois soldats participant à l'opération menée par l'armée turque dans le nord de la Syrie.

L'opération turque, lancée en août, vise à repousser les jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) et les milices kurdes vers le sud.

Le gouvernement turc soutient activement l'opposition syrienne qui tente de renverser le président Assad, que le chef de l'Etat turc Recep Tayyip Erdogan qualifie régulièrement de « monstre aux mains recouvertes de sang ».

Mais Ankara a quelque peu modéré sa rhétorique anti-Assad depuis le réchauffement de ses relations avec Moscou, un temps mises à mal par la destruction d'un bombardier russe par l'aviation turque il y a tout juste un an. Ankara a depuis intensifié sa lutte contre les jihadistes et les milices kurdes en Syrie.

« Trois frères d'armes héroïques sont tombés en martyrs et 10 (...) ont été blessés dans une attaque aérienne dont nous estimons qu'elle a été menée par les forces du régime syrien », a indiqué l'état-major turc dans un communiqué publié sur son site.

Cette attaque s'est produite à 03H30 locales (00H30 GMT), a précisé l'armée turque, ajoutant que les soldats blessés avaient été « promptement évacués de la zone pour être soignés ».

L'armée n'a pas précisé dans quel secteur cette attaque a eu lieu mais les médias turcs ont

affirmé qu'elle s'était produite dans la région de la ville syrienne d'al-Bab contrôlée par l'EI.

L'Observatoire syrien des droits l'Homme, une ONG qui dispose d'un réseau de sources sur le terrain, a pour sa part fait état d'un nombre indéterminé de soldats turcs tués dans une attaque de l'EI « mercredi après-midi » à l'est de la ville d'al-Bab.

Mais le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a affirmé en début de soirée que le communiqué de l'armée turque mettant en cause le régime syrien restait « valable » et promis que cette attaque serait suivie de « représailles », sans autre détail.

- 'PROCESSUS EXTRÊMEMENT DANGEREUX'

Le bombardement imputé au régime syrien illustre les risques de débordement liés à la participation -directe ou indirecte- de plusieurs puissances étrangères dans le conflit en Syrie, devenue le terrain d'une lutte d'influence entre plusieurs acteurs régionaux.

La nouvelle de la mort des soldats turcs a plongé Ankara en état d'alerte, selon les médias locaux. M. Yildirim s'est entretenu avec le ministre de la Défense et le chef d'état-major.

Le président Erdogan a prononcé jeudi un long discours, mais n'a pas évoqué les soldats tués en Syrie.

Les autorités turques ont imposé une interdiction de diffuser des images relatives à cet incident.

Le chef du principal parti d'opposition turc, Kemal Kılıçdaroglu, a exhorté le gouvernement turc à agir avec « bon sens », ajoutant que l'affaire



risquait d'entraîner la Turquie « dans un processus extrêmement dangereux ».

Autrefois prompts à dénoncer les bombardements contre les civils en Syrie, les dirigeants turcs ont protesté du bout des lèvres contre le pilonnage des quartiers rebelles d'Alep (nord) par l'armée syrienne, avec le soutien de Moscou.

Ankara a lancé, le 24 août, une intervention sans précédent dans le nord de la Syrie pour appuyer des rebelles syriens contre le groupe EI et les milices kurdes YPG.

Quinze soldats turcs ont été tués depuis le lancement dans le nord de la Syrie de l'opération, baptisée « Bouclier de l'Euphrate », selon un décompte de l'AFP.

Le président Erdogan a déclaré mardi que les rebelles syriens soutenus par Ankara étaient « aux portes d'Al-Bab », ville aux mains de l'EI. Une fois cette ville prise, « nous irons à Minbej », a-t-il ajouté, en référence à une ville tenue par les milices kurdes.

Les Etats-Unis appuient, au grand dam d'Ankara, ces milices kurdes qu'ils considèrent comme une force locale efficace pour combattre l'EI.

La Turquie a également menacé à plusieurs reprises d'intervenir dans le nord de l'Irak pour empêcher les rebelles séparatistes kurdes de Turquie (PKK) de prendre pied dans la région de Sinjar.

Le gouvernement irakien a lancé le mois dernier une offensive majeure pour chasser l'EI de Mossoul, son fief dans le nord de l'Irak, que des milices chiites ont isolé mercredi en coupant l'axe qui le reliait à Raqa, en Syrie. ●

La méfiance grandit entre l'Alliance atlantique et la Turquie

Plusieurs Etats membres s'inquiètent du rapprochement entre Erdogan et Poutine et des interventions contre les Kurdes en Syrie

ANALYSE

Rien ne va plus entre la Turquie et l'OTAN, où les interrogations sur la fiabilité de ce pilier du flanc sud-est de l'Alliance deviennent de plus en plus palpables. Si l'assemblée parlementaire de l'organisation, qui s'est tenue les 20 et 21 novembre à Istanbul, a donné l'occasion d'afficher une solidarité de façade avec un allié crucial, la méfiance ne fait que croître de part et d'autre. L'intervention de l'armée turque dans le nord de la Syrie et les tensions avec les combattants kurdes soutenus par Washington suscitent une irritation croissante parmi nombre d'Etats membres, inquiets du rapprochement amorcé depuis août entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son homologue russe, Vladimir Poutine. L'annonce, le 18 novembre, par le ministre de la défense turc, de discussions avec Moscou pour la possible acquisition d'un système de défense antimissile S 400 ne contribue pas à apaiser les esprits.

« Bon vieux temps »

L'ampleur de la répression – y compris dans les rangs de l'armée – menée depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet suscite un malaise croissant au sein d'une Alliance qui se veut aussi fondée « sur une communauté de valeurs ». « La poursuite des putschistes ne dispense pas la Turquie de respecter les règles de l'Etat de droit », souligne un diplomate, alors que le secrétaire général Jens Stoltenberg reconnaît que « des officiers turcs travaillant dans les structures de commandement de l'OTAN ont demandé l'asile dans les pays dans lesquels ils travaillent ».

Accepter ces requêtes signifierait, pour les capitales concernées, reconnaître que ces militaires ne peuvent attendre aucune justice équitable dans leur pays. La tension reste feutrée mais s'avère bien réelle, d'autant que le président turc ne cesse de dénoncer la « com-

« Ce que disent ou font les Vingt-Huit n'a guère d'effet sur Ankara, qui n'a plus d'illusion sur le processus d'adhésion à l'UE »

AHMET INSEL
politologue

plicité» des Occidentaux et en premier lieu de Washington avec Fethullah Gülen, l'imam réfugié en Pennsylvanie depuis 1999, qu'il accuse d'être le maître d'œuvre du coup d'Etat raté.

L'élection de Donald Trump à la Maison Blanche va probablement changer la donne, au moins dans l'immédiat. Pressenti pour devenir son conseiller à la sécurité nationale, l'ex-général Michael Flynn ne cesse de répéter que la Turquie « est une source de stabilité dans la région », « vitale » pour les intérêts américains. Il n'hésite pas à comparer Fethullah Gülen à l'ayatollah Khomeyni et évoque son expulsion. Le vice-président élu, Mike Pence, assure quant à lui que « les relations avec Ankara vont revenir à ce qu'elles étaient au bon vieux temps ». Mais la lune de miel pourrait tourner court. Les contentieux avec Washington sont nombreux.

Peu après le putsch raté, certains experts américains posaient ouvertement la question de la sécurité des dizaines d'armes nucléaires américaine sur la grande base d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, qui pourraient tomber entre les mains de « forces hostiles ou terroristes ». Mais, surtout, la stratégie américaine en Syrie, en tout premier lieu celle du Pentagone, mise à fond – notamment pour la reconquête de Rakka – sur les Forces démocratiques syriennes (FDS) hégémonisées par les Kurdes syriens du PYD, organi-

quement liés au PKK en lutte armée contre Ankara depuis 1984. La Turquie avait proposé de participer à l'offensive contre la place forte syrienne de l'organisation Etat islamique (EI) à condition que les FDS n'en soient pas.

« Je ne crois pas que la nouvelle administration américaine voudra mettre les Kurdes hors jeu de l'équation syrienne comme le voudrait Ankara », note Soli Özel, éditorialiste et professeur de relations internationales. D'où la tentation de la Turquie de continuer à faire cavalier seul en Syrie. Sans Moscou, elle n'aurait pas pu lancer son opération contre l'EI, mais surtout contre les Kurdes syriens afin d'éviter qu'ils prennent le contrôle de la plus grande partie des quelque 800 kilomètres de frontière.

Moyens de pression

« Les Etats-Unis sont théoriquement un allié, ce qui implique un lien de confiance qui, avec l'administration Obama, n'existe plus ; avec la Russie, les relations se situent sur un tout autre plan, sur la base des seuls intérêts réciproques », résume Ufuk Ulutas, directeur du think tank Seta très influent sur la politique moyen-orientale de l'AKP, le parti islamoco-conservateur au pouvoir à Ankara. Il enfonce le clou : « Nous misons, comme les Russes, sur une stratégie du fait accompli sur le terrain. » Mais l'armée turque, la deuxième de l'OTAN, est ébranlée par les purges. Les résultats de l'opération « Bouclier de l'Euphrate », lancée fin août, sont mitigés malgré les moyens engagés.

Une fois de plus, l'OTAN, dont la Turquie est membre depuis 1952, est devenue la caisse de résonance des hauts et des bas de la relation avec Washington. Cela avait été le cas en 2003, après le refus de l'AKP d'autoriser les forces américaines à utiliser son territoire pour l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein, ou en 2011, lors de l'intervention en Libye à laquelle la Turquie était ouvertement hostile. L'OTAN n'en reste pas moins un levier essentiel,

LE CONTEXTE

UN PILIER DE L'OTAN

La Turquie a adhéré à l'OTAN en 1952, en même temps que la Grèce. Son armée de quelque 550 000 hommes est, en effectif, la seconde de l'Alliance, après celle des Etats-unis, mais Ankara ne contribue qu'à 4% des programmes financés en commun et envoie environ 200 officiers dans les structures de commandement. Plusieurs crises ont ébranlé les relations entre l'OTAN et la Turquie, notamment lors de l'invasion, en 1974, du nord de Chypre par l'armée turque. Le refus d'Ankara, en 2003, de laisser passer les forces américaines pour l'invasion de l'Irak a entamé la relation de confiance avec les Etats-Unis. Pilier du flanc sud-est de l'Alliance, la Turquie héberge, sur la grande base d'Incirlik, des bombes nucléaires américaines.

à même de maintenir l'ancrage occidental de la Turquie alors que le processus d'adhésion à l'UE se trouve bien mal en point.

« Ce que disent ou font les Vingt-Huit n'a guère d'effet sur Ankara, qui n'a plus aucune illusion sur l'avenir de ce processus ; en revanche, l'OTAN dispose de réels moyens de pression en étant la seule vraie garantie de sécurité pour la Turquie », relève Ahmet Insel, universitaire et auteur, notamment, de *La Nouvelle Turquie d'Erdogan* (La Découverte, 2015). Cela est vrai par rapport aux pays voisins ; vrai aussi quant aux conflits internes et aux risques d'un durcissement du combat avec la rébellion kurde. Les capitales occidentales sont restées muettes, à l'hiver 2015-2016, face aux opérations des forces de sécurité contre les insurrections urbaines lancées par le PKK dans plusieurs villes du sud-est. ■

MARC SEMO

Turquie : le Parlement européen pour le « gel » des négociations d'adhésion

Les eurodéputés dénoncent, dans une résolution consultative soumise au vote jeudi, la dérive autoritaire du président Erdogan

STRASBOURG - envoyée spéciale

Après des mois de relatif silence, l'Union européenne (UE) va peut-être enfin commencer à tirer les conclusions des dérives autoritaires du président turc, Recep Tayyip Erdogan. Les élus du Parlement européen ont débattu, mardi 22 novembre, d'une résolution appelant au « gel » des négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie. Le vote devrait avoir lieu jeudi et la résolution, soutenue par les principaux groupes politiques de l'hémicycle strasbourgeois, a de bonnes chances d'être adoptée.

Cette prise de position n'a aucune valeur légale : pour que les négociations soient officiellement suspendues, c'est au Conseil européen de statuer. Mais le signal politique est important, à un moment où les relations entre Bruxelles et Ankara se sont fortement dégradées, après le putsch avorté contre M. Erdogan, le 15 juillet.

La mise en sommeil des négociations réclamée par les eurodéputés

« risque de jeter de l'huile sur le feu », redoutent quelques sources parlementaires, tandis que d'autres estiment qu'il n'est plus possible de ne pas dénoncer officiellement les purges qui ont suivi le coup d'Etat et qui n'ont pas cessé depuis, s'étendant aux journalistes et aux députés prokurdes, alors que le président turc semble vouloir tourner le dos à l'UE et à ses valeurs démocratiques.

M. Erdogan a d'ailleurs évoqué, il y a quelques jours, la tenue d'un référendum sur le processus d'adhésion si aucune décision n'était prise par Bruxelles d'ici à « la fin de l'année » sur la suite des négociations. Il a suggéré, pendant le week-end des 19 et 20 novembre, que son pays devrait cesser de s'obstiner et se tourner plutôt vers l'Asie et l'Organisation de coopération de Shanghai, regroupant la Chine, la Russie et les ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale.

« Envoyer un signal clair »

Pour Manfred Weber, le président

du groupe du Parti populaire européen (PPE, droite) du Parlement européen, présent à Strasbourg, mardi, « chaque semaine, il se passe des choses terribles en Turquie, nous ne pouvons pas continuer les négociations, nous devons envoyer un signal clair, il faut qu'elles soient gelées ».

« Nous ne pouvons pas dire d'un côté que nos valeurs sont d'une importance cruciale et de l'autre simplement continuer de négocier avec Ankara », a souligné pour sa part Guy Verhofstadt, le patron des libéraux à Strasbourg.

Plus prudent, le chef de file des sociaux-démocrates, Gianni Pittella, a exprimé son souci que l'Europe « ne ferme pas la porte » à la Turquie : « Le gel des négociations doit être provisoire, beaucoup de Turcs continuent de se tourner vers l'Europe, il ne faut pas les trahir ».

Le gel des négociations officialiserait une situation de fait : le processus d'adhésion, démarré en 2005, n'avance pratiquement plus depuis 2013. Il a certes été relancé en décembre 2015, à la suite d'un premier accord entre Ankara et Bruxelles destiné à endiguer l'afflux de migrants transitant par la Turquie vers la Grèce. Mais depuis, rien n'a bougé.

A Bruxelles, Berlin et Paris, plus personne ne croit à une Turquie européenne dans un avenir prévisible. Mais, pour l'instant, les diri-

geants refusent de le reconnaître ou de rompre en bonne et due forme les tractations. Certains redoutent que M. Erdogan ne réplique en n'appliquant plus l'accord sur les migrants signé en mars, pour laisser de nouveau passer les réfugiés vers la Grèce et l'UE.

D'autres chefs d'Etat et de gouvernement craignent qu'en arrêtant les négociations d'adhésion, l'UE n'accélère la dérive du pays vers un régime dictatorial. En donnant de la voix à leur place, le Parlement de Strasbourg va-t-il les pousser à sortir du bois ? Rien n'est moins sûr : selon plusieurs diplomates bruxellois, le Conseil européen, à l'exception notable de l'Autriche, veut éviter à tout prix d'être rendu responsable de la rupture du processus d'adhésion. Le président turc a réagi mercredi 23 novembre, assurant que le vote annoncé du Parlement sur le « gel » « n'avait aucune valeur » à ses yeux. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Mandat d'arrêt contre un chef kurde syrien

La justice turque a émis, mardi 22 novembre, un mandat d'arrêt contre le responsable kurde syrien Saleh Muslim, dont les forces combattent l'organisation Etat islamique en Syrie avec l'appui des Etats-Unis. Il est accusé avec 48 autres personnes, dont les leaders du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes turcs), d'être impliqué dans un attentat contre un convoi militaire commis à Ankara en février. « Personne ne va prendre cette décision au sérieux », a réagi Saleh Muslim.

Les forces spéciales progressent lentement à l'est

Plus d'un mois après le déclenchement de leur offensive sur Mossoul, le 17 octobre, les forces spéciales irakiennes continuent de progresser lentement dans l'est de la ville dont elles contrôlaient un tiers des quartiers, selon le Pentagone. Une progression lente due à la nécessité de consolider leurs positions pour se protéger des méthodes de harcèlement des combattants de l'Etat islamique, essentiellement des voitures piégées et des kamikazes, et sécuriser les habitations dans ces zones très peuplées.

Au sud de Mossoul, les forces ré-

gulières ont libéré de nombreux villages et continuent de progresser en direction des faubourgs avec l'aéroport en ligne de mire. Au nord-est, les peshmergas (combattants kurdes) sont positionnés à une dizaine de kilomètres de la cité. A 60 km à l'ouest, les milices essentiellement chiites de la Mobilisation populaire sont arrivées aux portes de Tal Afar avec pour objectif de couper les voies d'approvisionnement de Mossoul et empêcher l'EI de déplacer ses combattants entre la Syrie et l'Irak.



Fleeing Mosul's front lines

QAYYARA, IRAQ

Campaign to reclaim city has displaced 70,000, with thousands more at risk

BY SERGEY PONOMAREV
AND TIM ARANGO

Each day, dozens of families pick their way out, some carrying white flags even as they come under mortar or sniper fire from the Islamic State. Billowing black clouds from oil wells set on fire by militants provide a dystopian background to the scenes of flight; it is so bad south of Mosul that the sheep there have begun turning black.

The military campaign to retake Mosul, Iraq's second-largest city, is in its sixth week and bogged down in a grueling fight. Seeking to escape the fighting, more civilians than ever are taking the risk of evacuation, hoping to find help if they can make it past the militants' gun range.

The numbers tell one story: Almost 70,000 people have been displaced so far, roughly half of them children, according to the United Nations. But the exodus is really only getting started. There could be a million more people still in Mosul, most clustered on the west of the Tigris River, where the fighting has not reached.

For those able to reach the aid camps miles outside the city, there has been an initial glimpse of hope and relief. Some, like the displaced Iraqis at the Khazer camp outside Mosul, find that aid workers and soldiers are quick to offer food, handing out cookies or Iraq's traditional diamond-shaped bread.

But it is a particularly hazardous journey for military-age men. Fearing that Islamic State fighters will try to escape by posing as civilians, the Iraqi forces are separating men from their families for questioning. In past offensives, the process proved ripe for abuse: The word of an unnamed informant can be enough to send a man to prison, leaving countless families wondering what happened to their husbands and sons.

As the war against the Islamic State has intensified, more than three million Iraqis — mostly Sunnis — are now thought to be displaced. With most of them still unable to return to their homes, even in cities reclaimed from the Islamic State, like Falluja and Ramadi, aid camps have had to serve as home.

Amid the worries, there are still touching scenes of reunions at the camps, as family members who had left two years ago are brought together with



Residents of Mosul leaving the city last week. Each day dozens of families flee, some carrying white flags, even as they come under fire from Islamic State fighters.

loved ones who had stayed behind.

A few weeks ago, Zakea Muhsin, 55, from the village of Topzawa near Mosul, saw her husband for the first time in more than two years. She hadn't even been able to talk with him over those months, as the Islamic State had banned communication with the outside world.

"They told us, 'If we find a cellphone on you, we will behead you,'" she said.

But just as often, there is more separation, families cut off from one another amid the chaos of battle. Last week, Awad Abdullah, 47, who had left an area south of Mosul and lives in a camp near Erbil, was grief-stricken because he could not find his parents. "I have not heard from them," he said. "I am always crying."

As he spoke, an older woman approached with a sad story of a lost daughter. "Nobody knows where she is," she said.

When the battle began, everyone hoped the Islamic State would abandon the city, as it had in Falluja. Instead, it dug in for a last stand.

With the fighting becoming ever more brutal and drawn out, humanitarian workers are concerned that Iraqi forces will adopt more aggressive tactics, putting civilians at greater risk.

When the fight started, Iraqi officers worried the Islamic State would destroy the bridges over the Tigris that connect east and west Mosul, cutting off trapped civilians. Now coalition warplanes are knocking the bridges out themselves to prevent the Islamic State from bringing supplies and car bombs into the battle-scarred east.

Already, there is talk of an Aleppo-style siege of the city center. And the United Nations is busily expanding

some camps and building more to accommodate perhaps hundreds of thousands more displaced civilians.

Some fear that the increasing number of refugees, and their vulnerability, could bring another wave of sectarian revenge in a country rife with it.

Sunni extremists who would later identify with the Islamic State forged their identity with the widespread killing of Shiites during Iraq's sectarian civil war last decade, and again when the militant group blitzed across Iraq in 2014, when Mosul and other cities were seized. But the group's sectarian focus did not keep it from oppressing Sunni civilians under its rule. Now hundreds of thousands of them are refugees, flowing into areas like Iraqi Kurdistan, where they are met with suspicion and where memories of abuses under Saddam Hussein's Sunni Arab oligarchy are still fresh.

Today, the fighting drags on, and each day there are more families trickling out of the battleground in a new Iraqi ritual of coming and going.

When the Mosul offensive began in mid-October, some American officials quietly expressed hope that it might be wrapped up by the end of President Obama's term. But most public estimates envisioned a fight extending over months, and that appears to be coming true. Many Iraqi officials now predict the fight could stretch into the spring, most likely making the battle, and its effect on Iraqi society, part of President-elect Donald J. Trump's inheritance. ●

Iranian Kurds fighting IS in Iraq put Tehran on alert

Iran appears increasingly alarmed about the Iranian Kurdish separatists who are fighting the Islamic State alongside Iraqi Kurdish peshmerga.



Ali Hashem
November 28, 2016
www.al-monitor.com

On one front, opposing sides have joined forces to fight the Islamic State (IS). The enormous differences among the de facto allies reflect how much each sees IS as an existential threat, and the importance they attribute to Iraq. While US warplanes carpet bomb positions of the group in Mosul and its surroundings, Iraqi security forces, Iran-backed Popular Mobilization Units and Iraqi Kurdish peshmerga all advance.

Iranian military commanders from the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), though outside the spotlight, lead the Popular Mobilization Units and are keen to achieve a victory that could be built upon in the broader regional strife. Yet, they aren't the only Iranians on the Iraqi front. A group of Iranian Kurdish separatists opposed to the Iranian government is reported to be fighting alongside the Iraqi Kurdish peshmerga, the armed forces of the Kurdistan Regional Government (KRG), which is also an ally of Iran. The Iranian Kurdish group is made up of several movements, including the Kurdistan Freedom Party (PAK) and the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI).

"A special forces team from our peshmerga forces, tasked with clearing land mines and other explosives, has been deployed to the front line against IS outside Mosul," said KDPI spokesman Loughman Ahmadi in an interview with Al-Monitor. In his telling, "It is a national duty to defend all parts of Kurdistan, and IS is currently posing a threat to [Iraqi] Kurdistan." He added, "Our peshmerga forces have more than 70 years of military experience. We have not received any military training by anyone except our own instructors. We are not under any 'umbrella.' Our special forces are helping the peshmerga forces of the KRG."

A Sept. 8 report by the Associated Press quoted Hussein Yazdanpanah, a commander of the military wing of the PAK, as saying that his group has received military training and support from the United States as part of the international program to back Kurds in the war against IS in Iraq. Yazdanpanah added that the fight against IS "was never an alternative to their struggle" against the Iranian government. The KDPI spokesman added in his interview with Al-Monitor, "Iran sees us as one of its main enemies and would take every opportunity presented to attack us. The IRGC's ground force commander stated previously that Iran will attack members of our party and our peshmerga forces wherever and in whatever country they can."

A senior Iranian official who spoke on condition of anonymity told Al-Monitor that Tehran has voiced its concern in a message to KRG President Massoud Barzani, without giving further details. Another Iranian official who asked not to be identified revealed that the Iranian message was direct and pointed: "Tehran won't tolerate any threat to its border or any attempt to infiltrate our territories. The KRG will be held responsible for any threat from their side, and this will have dire consequences on our relations." The Iranian official emphasized that Iran wants to maintain good relations with its Kurdish neighbors, but added, "We are looking forward to seeing the same eagerness from their side. It's not acceptable to see terrorist groups at large and even taking part in the war on terror when they themselves are terrorists."

On Nov. 7, a top military adviser to Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei was quoted as having warned the KRG against cooperating with a Saudi agenda of arming Kurdish separatists fighting the Iranian government. Rahim Yahya Safavi, who previously served as the commander of Iran's IRGC, said, "We warn the Barzanis against allowing the Saudi consulate to supply arms to anti-Iranian [groups] in Northern Iraq." He added that the Barzani family should not forget "they are indebted to Iran,"



Iranian-Kurdish female fighters operate a weapon during a battle with Islamic State militants in Bashiqa, near Mosul, Iraq, Nov. 3, 2016. (photo by REUTERS/Ahmed Jadallah)

saying, "The Iraqi Kurds should be mindful that if they enter political games against Iran, then they should not expect any more help from Tehran."

A KRG statement dismissed the Iranian claims and warned that they could damage bilateral ties. The statement read, "We declare here loud and clear that all the remarks by Yahya Rahim Safavi are incorrect and baseless." It stated that the KRG hopes that Safavi's words do not reflect the official position of the Iranian government, with which Erbil has a joint security committee in which issues of concern should first be discussed. The statement went on that the KRG was surprised by Safavi's comments, as no such issues had been discussed in the joint committee.

Even though Safavi is known for his controversial stances, it's important to understand the reasons behind the Iranian concern over the activities of Kurdish separatist groups on the other side of the border. The Islamic Republic fears that these groups could be exploited by its enemies to create a nightmare on its borders and even within the country. An Iranian military source told Al-Monitor on condition of anonymity, "Iran is right now facing several threats, one from [IS] and the other from the separatist groups, and unfortunately these threats are coming mainly from the western borders. Therefore, Iran will do whatever possible on the ground to prevent the destabilization of its national security. But [our] friends are also expected to play a positive role and not give our enemies the chance to hit us in the back."

The history of Kurdish separatism efforts is putting those concerned about Iranian national security on high alert. Indeed, it is not only Iran that is concerned, but also Turkey — and this is one of the main reasons that the two nations have come together in the last few months. The memory of the "Simko Shikak" revolt between 1918 and 1922 and later 1926, the 1946 establishment of the Republic of Mahabad in western Iran and separatism in the aftermath of the 1979 Islamic Revolution all point to similar dynamics: Separatism flares when there are international or regional shake-ups, or when the country is going through transitions. These years in the Middle East are a time of change and it might be that the momentum gained by the Syrian Kurds as they grew closer to announcing their regional government in Rojava before the Turkish intervention produced such a chance. ♦

Ali Hashem is a journalist with a focus on Iran. He is the former Tehran bureau chief for the Arab news network Al Mayadeen, and a former reporter for Al Jazeera and the BBC. He writes extensively on Iran for Al-Monitor and Al Mayadeen and his articles have appeared in The Guardian, The Sunday Times, the Huffington Post, The National and Tokyo's Facta, among others. On Twitter: @alhashem_tv

Percée décisive de l'armée syrienne à Alep-Est

Des milliers d'habitants ont fui les quartiers nord-est de la ville, où les rebelles subissent défaite sur défaite

BEYROUTH - correspondance

En quelques heures, la bataille d'Alep s'est accélérée, et pour les partisans du régime syrien, c'est une certitude : la chute des quartiers rebelles, dans cette ville où l'issue des affrontements pourrait changer le cours de la guerre, se rapproche.

Portant un dur coup aux combattants anti-Assad, les forces prorégime ont repris, lundi 28 novembre, quasiment tout le nord de la partie rebelle, selon la télévision d'Etat et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). C'est l'objectif qu'elles s'étaient fixé depuis le lancement de leur nouvelle offensive contre l'est d'Alep à la mi-novembre, violente : on dénombre plus de 200 morts.

«Exode»

L'armée et les milices pro-iraniennes qui combattent à ses côtés se sont emparées de plusieurs quartiers : celui d'Hananu, samedi, puis de faubourgs voisins – dont Jabal Badro et Bab Al-Haid –, et enfin de Sakhour et d'Hadariya lundi, isolant davantage les forces anti-Assad.

Cette série d'importants gains territoriaux a aussi une dimension symbolique, puisque Hananu reste comme le premier quartier qui est passé, en 2012, sous le contrôle des rebelles, lorsque l'ancienne capitale économique du pays a, à son tour, basculé dans la guerre. Depuis, la grande ville du nord de la Syrie a été divisée en deux, entre l'ouest tenu par l'armée et l'est contrôlé par les insurgés, cible d'innombrables pilonnages par les avions syriens puis russes.

Ajoutant au revers essuyé par les rebelles, les forces kurdes ont pris plusieurs zones du quartier de Boustane Al-Bacha, dont une partie est déjà aux mains des militaires. Le site prorégimé *Al-Masdar News* évoque une coopération entre l'armée et les militaires kurdes.

Ces avancées, dans une ville au-dessus de laquelle s'élevaient dimanche des colonnes de fumée, ont provoqué la fuite ou le déplacement interne de milliers de civils. Les médias d'Etat syriens ont filmé des enfants évacués par des soldats, dans la nuit de samedi à



dimanche. Ils ont affirmé, sans plus de détails, que les habitants qui avaient rejoint le quartier d'Hananu étaient dirigés par les militaires vers « des lieux sûrs ».

« Je n'ai pas de mots pour raconter le niveau de destruction, les bombardements, le manque de nourriture... »

MONZER ETAKI
activiste syrien

Al-Manar, la chaîne du Hezbollah libanais, la milice pro-irannienne la plus puissante à se battre du côté du régime, montrait pour sa part dimanche des dizaines d'habitants – de vieux infirmes, des femmes tenant leurs enfants à la main, des hommes portant de maigres bagages – en train de quitter la zone de Jabal Badro sous l'escorte de soldats, tandis que le bruit des canons rappelait la proximité des combats.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, près de 10 000 personnes ont fui depuis samedi vers les zones gouvernementales ou vers le quartier kurde de Cheikh-Maksoud. « C'est le premier exode de ce genre d'Alep-Est »,

affirme Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

Des militants de l'opposition rapportent pour leur part, depuis Alep, d'importants mouvements de civils à l'intérieur de la zone assiégée. Ces derniers, par centaines, tentent de trouver refuge dans les quartiers qui semblent pouvoir être moins exposés aux bombardements du régime, notamment ceux proches de la ligne de démarcation qui divise Alep. « Je n'ai pas de mots pour raconter le niveau de destruction, les bombardements, le manque de nourriture et de quoi se chauffer », témoigne Monzer Etaki, un activiste.

Depuis juillet, date à laquelle les forces prorégime ont resserré l'étau autour de la zone rebelle, seule une poignée de civils avaient quitté la ville, soit en rejoignant les régions contrôlées par le régime, soit en sortant, au cours de l'été, par le corridor que les insurgés étaient parvenus à ouvrir, au sud d'Alep.

Les corridors dits « humanitaires », que Moscou et Damas ont affirmé mettre en place à plusieurs reprises, ne permettaient pas une sortie sécurisée des civils. En octobre, un secouriste en zone rebelle affirmait connaître de nombreux habitants désireux d'échapper à l'enfer des bombardements de l'est d'Alep, mais inquiets de l'absence de garanties du régime. Les civils des quartiers insurgés savent qu'ils seront soumis à un interrogatoire des services de renseignement

militaires.

De nombreux résidents de l'ouest d'Alep sont des déplacés venus de l'est, dont le départ s'est fait, pour beaucoup, autour de 2013-2014. Au cours des dernières semaines, l'armée syrienne a multiplié les largages de flyers sur les quartiers orientaux, sommant les civils de partir et les rebelles de se rendre. Elle a accusé les insurgés d'utiliser les habitants comme boucliers humains.

La série d'avancées des forces prorégime, depuis samedi, est la plus importante depuis la mi-novembre. Elle pourrait, si elle se poursuit, marquer un tournant dans la bataille.

Reprendre Alep-Est, pour le pouvoir de Bachar Al-Assad, est une priorité. Les ultimes progressions, dans la ville, se doublent aussi de gains territoriaux et de pilonnages dans la zone située à l'ouest d'Alep, où les rebelles avaient tenté, il y a quelques semaines, une contre-offensive.

Selon un combattant du Hezbollah rencontré à Beyrouth, et qui vient de rentrer de ce front, les opérations du camp prorégime sont « plus fructueuses, car il y a enfin une meilleure coordination. Jusqu'ici, il y avait trop de "boss" – les Russes, les Syriens, les Iraniens, le Hezbollah – dans la bataille d'Alep, et cela a créé du chaos ».

Des milliers de combattants financés par Téhéran ont été dépêchés aux côtés des renforts de l'armée, appuyée aussi par les forces russes. Pour les rebelles, Alep est la dernière grande ville – hormis leur bastion d'Idlib – où ils sont déployés, et avec laquelle ils peuvent escompter peser encore dans la guerre.

«Apathie» du monde

Mais les insurgés d'Alep, dominés par des groupes islamistes, sont de plus en plus acculés. Après avoir réussi à assiéger les quartiers rebelles, en juillet puis en septembre, les forces loyalistes ont progressivement grignoté du terrain aux périphéries. Les faubourgs ont été, fin septembre, la cible de bombardements d'une violence inouïe par les avions de chasse russes et syriens. La contre-offensive lancée par les combattants anti-Assad, parmi lesquels ceux du Front Fatah Al-Cham (l'ex-Front Al-Nosra, qui était affilié à Al-Qaïda) sont

minoritaires mais puissants, a tourné court.

Et les souffrances des civils – quelque 250 000 selon l'ONU – dans les quartiers rebelles étranglés par le régime n'ont cessé de s'aggraver. Selon Raed Al-Saleh, le chef des casques blancs (des sauveteurs en zone insurgée), si aucune aide ne parvient d'ici début décembre dans l'est d'Alep, la famine s'installera. Les denrées se sont amenuisées, leur prix est devenu vertigineux. Selon l'agence Reuters, les rationnements sont tels qu'une récente

distribution de nourriture a tourné à l'émeute. Et dans nombre de quartiers, les vivres sont inaccessibles à des habitants qui restent cloîtrés chez eux, de peur des bombardements.

Les pilonnages ont aussi détruit de nombreuses infrastructures dans cette zone immense.

Depuis les faubourgs rebelles, les militants de l'opposition dénoncent « l'apathie » et « l'inaction » du monde face au martyr d'Alep. L'ONU avait annoncé, jeudi, qu'un convoi était prêt à rejoindre l'est de la ville, mais qu'il

n'avait pas reçu le feu vert de Moscou et de Damas – pas plus que les demandes d'évacuations médicales. « Il n'y a plus de rations de l'ONU à Alep-Est. Tous les hôpitaux ont été bombardés et touchés. Les besoins ne pourraient pas être plus grands », déclarait jeudi Jan Egeland, conseiller pour les affaires humanitaires de l'émissaire de l'ONU pour la Syrie.

Sans l'aval de Damas et Moscou pour le plan humanitaire de l'ONU pour Alep, accepté par les rebelles, il s'inquiétait que, « par

bien des façons, le plan B, c'est que les gens mourront de faim ». Avec l'accélération des combats, les départs d'habitants, soumis aux privations, pourraient se poursuivre depuis l'est d'Alep qui n'est plus, en bien des endroits, qu'un champ de ruines. ■

LAURE STEPHAN

LE FIGARO

LE FIGARO samedi 26 – dimanche 27 novembre 2016

Erdogan menace l'UE de laisser passer les migrants

Le président turc affirme qu'il ouvrira ses frontières si Bruxelles gèle les négociations d'adhésion d'Ankara à l'Union européenne.

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

TURQUIE À ceux qui accusaient l'Union européenne d'avoir cédé au « chantage » d'Ankara en concluant, en mars, un pacte sur les réfugiés, Recep Tayyip Erdogan vient de leur donner raison, dans un style qui lui est propre. « Vous avez hurlé quand 50 000 réfugiés sont arrivés à Kapikule (poste-frontière turco-bulgare, à deux pas de la Grèce, NDLR). Mais écoutez-moi bien, a lancé le président turc au lendemain d'un vote du Parlement européen demandant le gel des négociations de son pays à l'UE. Si vous allez plus loin, ces frontières s'ouvriront, mettez-vous ça dans la tête ! » La veille, son premier ministre, Binali Yildirim, avait agité la menace en des termes à peine moins abrupts : « Que se passera-t-il sans la Turquie ? Les réfugiés qui fuient la guerre au Moyen-Orient inonderont l'Europe et (les Européens) auront de gros problèmes. »

En échange de divers efforts fournis par Ankara – contrôle de ses frontières, réadmission de migrants échoués sur les îles grecques... – la Commission et les États membres avaient promis de relancer les négociations d'adhésion, d'accélérer la libéralisation des visas Schengen pour les Turcs, d'accueillir jusqu'à 72 000 Syriens réfugiés en Turquie et d'allouer 6 milliards d'euros à ceux qui restaient dans le pays (près de 3 millions de personnes). Un coup d'État manqué et une série de mesures de répression plus tard, Ankara n'a jamais semblé si loin du bloc européen.

Vendredi, le leader turc a même réaffirmé qu'il promulguerait le rétablissement de la peine capitale si le Parlement votait en faveur de cette mesure,



Tayyip Erdogan, lors d'une rencontre sur les femmes et la justice, vendredi, à Istanbul.

balayant les avertissements de l'UE, qui estime cette décision incompatible avec une adhésion à l'UE.

Une rupture voulue

Alors Tayyip Erdogan peut-il, comme il l'affirme, ouvrir ses frontières et « inonder » l'Europe ? Sinan Ülgen, directeur du Centre d'études sur les affaires économiques et diplomatiques (Edam), n'y croit pas. Il soutient, en revanche, que « le deal est déjà enterré en l'état » et qu'il « doit être revu d'une manière plus minimaliste ». « Après la décision du Parlement européen, le refus de la Turquie de modifier ses lois antiterroristes et le manque de volonté du côté de l'Europe pour la libéralisation des visas, il faut renégocier les conditions du deal et voir ce qui peut être réalistement préservé », plaide cet ancien diplomate.

Plus qu'un appel à secourir un accord en péril, Serhat Güvenç, spécialiste des

relations Turquie-UE à l'université Kadir Has, considère l'ultimatum du président comme un encouragement à « couper complètement les relations avec l'UE ». « Erdogan veut cette coupure. Il voit l'UE comme une forme de tutelle qui l'empêche de réaliser toutes ses politiques et il veut s'en débarrasser, avance le chercheur. Mais il ne veut pas porter la responsabilité du divorce car il sait que l'adhésion à l'UE reste désirée par une partie de l'opinion. »

Le référendum « pour ou contre l'adhésion », évoqué ces dernières semaines par le chef de l'État, « n'aboutirait pas forcément à une victoire du non », souligne Serhat Güvenç. Sans compter qu'en cas de rupture, les conséquences seraient coûteuses. « Une Turquie coupée de l'Europe serait un pays du tiers monde », prévenait récemment Mehmet Simsek, le vice-premier ministre en charge de l'Économie. ■

La rébellion s'effondre à Alep

L'armée syrienne et ses milices tiennent désormais près d'un tiers de la partie insurgée de l'ancienne capitale économique de la Syrie. La chute de la ville marquerait un tournant dans le conflit



PERDRE ALEP, VILLE SYMBOLE, SIGNERAIT LA PLUS GRAVE DÉFAITE PEUT-ÊTRE DEPUIS LA CHUTE DES PRINCIPAUX QUARTIERS REBELLES D'HOMS EN 2012

BEYROUTH - correspondance

Jamais, sans doute, le désespoir des civils n'avait été aussi grand dans les quartiers rebelles d'Alep. Dans ces faubourgs assiégés, les bombardements menés par les forces du régime syrien et ses alliés sont dévastateurs, depuis leur nouvelle offensive lancée il y a quinze jours. Depuis samedi 26 novembre, plusieurs positions rebelles se sont effondrées sans véritable résistance. Alors que l'armée syrienne et ses milices tiennent désormais près d'un tiers de la partie insurgée, et que le désastre humanitaire s'aggrave, de nombreux habitants pressentent que le sort de l'est d'Alep est scellé.

« Si les bombardements se poursuivent avec la même intensité, et que le régime maintienne sa tactique de siège, la chute d'Alep va s'accélérer », juge Bassam Al-Ahmad, un militant des droits de l'homme exilé en Turquie, qui recense les exactions commises par les acteurs du conflit syrien. Ville symbole, ancienne capitale économique de la Syrie avant que son activité industrielle soit anéantie par les combats, Alep est aujourd'hui l'épicentre de la guerre. Divisée en deux depuis 2012, entre quartiers loyalistes à l'ouest et faubourgs rebelles à l'est, séparés par une ligne de démarcation qui traverse la vieille ville, la cité revêt aussi une place à part en raison de l'importance de sa population : 1,5 million d'habitants, dont la plupart résident aujourd'hui dans la zone gouvernementale.

Le pouvoir de Bachar Al-Assad ne s'est jamais résigné à la perte des quartiers de l'est d'Alep, qui comptaient parmi les plus défavorisés de la ville. Avant d'être en mesure de lancer les offensives d'ampleur qui se sont succédé depuis le début de l'année, grâce au puissant soutien aérien apporté par Moscou, les forces loyalistes n'avaient eu de cesse de cibler, au moyen de bombes barils, la partie orientale de la ville. Des frappes qui ont entraîné de vastes destructions sans réellement affaiblir, alors, une rébellion bien armée, composée en grande partie de combattants

locaux, et divisée en plusieurs groupes soutenus, selon leur bannière, par des parrains régionaux – Qatar, Arabie saoudite, Turquie – ou internationaux, États-Unis en tête.

« Mais, aujourd'hui, les combattants de l'opposition sont isolés, estime Elias Farhat, analyste militaire et ancien porte-parole de l'armée libanaise. Leurs tentatives pour briser le siège de l'est d'Alep [imposé en juillet, brièvement levé en août, puis à nouveau en vigueur depuis septembre] ont toutes échoué. Chaque perte humaine est cruciale : leurs effectifs ne peuvent plus être reformés, pas plus que leur stock d'armes ne peut être regarni. »

IDLIB, « TOMBEAU » DES REBELLES ?

Pour les combattants anti-Assad, perdre Alep signerait une défaite majeure, la plus grave peut-être depuis la chute des principaux quartiers rebelles d'Homs en 2012, ville que l'opposition avait surnommée la « capitale de la révolution ». Sans minimiser l'importance

des revers essayés depuis samedi, quand les forces prorégime se sont emparées du vaste quartier d'Hananu ainsi que d'autres faubourgs voisins, des groupes rebelles – comme Jabha Chamia (« le Front syrien »), cité par l'agence Reuters – assurent que la bataille s'annonce féroce dans les zones qu'ils contrôlent encore, pour l'essentiel dans le sud-est d'Alep. D'autres, en revanche, insistent sur la pression à laquelle ils sont soumis. L'offensive du régime est menée par des milliers de combattants financés par Téhéran – les hommes du Hezbollah libanais et les miliciens chiites irakiens en tête – aux côtés de l'armée syrienne, qui a déployé dans la région d'Alep ses unités d'élite.

Le rapport de forces s'était déjà profondément modifié en faveur du régime depuis que la Russie avait volé au secours de son « protégé », en septembre 2015. Mais la chute d'Alep pourrait marquer un tournant décisif, car l'opposition armée, qui s'est aussi affaiblie dans les alentours de Damas, perdrait ainsi le principal champ de bataille qui lui permettait de peser militairement. Les quelque 8 000 rebelles d'Alep risqueraient alors de se retrouver cantonnés dans la province voisine d'Idlib.

Celle-ci est devenue un fief de l'Armée de la conquête, une alliance rebelle dominée par l'ex-Front Al-Nosra affilié à Al-Qaïda et le mouvement salafiste Ahrar Al-Cham, qui s'en était emparé au printemps 2015. C'est aussi le lieu vers lequel ont été conduits les combattants chassés de plusieurs poches rebelles –

dans les régions de Damas ou d'Homs – au terme d'« accords » locaux négociés avec le régime. Cette province, depuis laquelle des renforts étaient parvenus vers les quartiers insurgés d'Alep, en août, est aujourd'hui la cible d'intenses bombardements russes. Des caciques du régime de Damas ont promis qu'Idlib serait le « tombeau » des rebelles.

« OCCASIONS MANQUÉES »

L'accélération de l'offensive à Alep est due, selon plusieurs observateurs, au vide diplomatique international ouvert par la transition présidentielle en cours aux Etats-Unis. La seconde ville de Syrie est devenue, au fil du temps, l'un des principaux théâtres de la guerre par procuration que se livrent les puissances étrangères en Syrie.

Certains analystes, pro ou antirégime, relaient aussi la thèse d'un abandon par la Turquie des insoumis d'Alep, en vertu d'une entente supposée avec l'Iran et la Russie, en contrepartie d'un feu vert donné à ses opérations

contre les Kurdes. Ankara a longtemps joué un rôle essentiel dans le conflit syrien, en laissant passer à ses frontières les armes destinées à la rébellion.

Assiégée, affaiblie par le fiasco de sa contre-offensive à l'ouest d'Alep en novembre, divisée par de récents affrontements internes, l'opposition armée a vu sa capacité d'agir diminuer. Pour Elias Farhat, l'isolement des rebelles d'Alep-Est s'explique aussi par les « occasions manquées » par les combattants anti-Assad. « Ils se sont opposés aux différentes initiatives : celle de Staffan de Mistura [l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie] pour obtenir le départ des djihadistes du Front Fatah Al-Cham [l'ex-Front Al-Nosra], celle de Damas et de Moscou, qui avaient proposé des couloirs de sortie [pour les civils assiégés], estime l'ancien militaire libanais. Les djihadistes ont imposé une ligne jusqu'au-boutiste. » Les appels à la reddition ou au départ de certaines factions s'apparentaient, aux yeux des rebelles,

modérés ou radicaux, à une défaite. Au-delà des djihadistes, puissants mais minoritaires, cible affichée des raids aériens russes, Moscou n'a pas hésité à pilonner les infrastructures de santé et l'ensemble de la zone rebelle, faisant de nombreuses victimes civiles.

Avec les succès militaires engrangés par le régime, le destin des quelque 250 000 habitants d'Alep-Est est en train de se jouer. Plusieurs milliers ont fui vers des zones sous contrôle gouvernemental ou tenues par les forces kurdes. De nombreux autres se sont déplacés à l'intérieur de la poche rebelle, en quête d'un lieu moins exposé aux bombardements et aux combats de rue.

« Ce sont les civils qui paient le prix le plus élevé de la bataille, déplore Bassam Al-Ahmad, consultant pour la Fédération internationale des droits de l'homme. Ils sont utilisés comme des instruments. Le régime dit les évacuer pour leur sécurité, l'opposition dit les protéger et les Kurdes sont dans le même discours. » Il estime que le « déplacement forcé » de civils par le régime a déjà commencé.

Amnesty International s'inquiète du risque de « représailles » qui pèse sur les habitants. L'organisation cite un activiste local, selon lequel des familles vivant dans les quartiers d'Hananu et de Jabal Badro, repris par les forces prorégime, sont terrées « dans leurs maisons et ont peur de se déplacer à cause de la présence partout de soldats du gouvernement syrien ». Les médias d'Etat ont pour leur part filmé des opérations d'évacuation de civils vers des « lieux sûrs » mais inconnus, et le pouvoir syrien – comme Moscou – a accusé à de multiples reprises les groupes rebelles de tenir en otage les habitants. Le sort des Alépinois de l'est de la ville est d'autant plus dramatique que les stocks de nourriture sont quasi épuisés, et que les moyens des secouristes locaux se sont amenuisés. ■

LAURE STEPHAN

Le Monde MERCREDI 30 NOVEMBRE 2016

Les Kurdes profitent de l'avancée du régime de Damas

A la faveur de la débâcle de l'opposition armée dans Alep-Est, les forces kurdes ont occupé plusieurs quartiers évacués par les rebelles

Des devantures de magasins éventrées, des murs d'immeubles criblés d'impacts et des victimes qu'on évacue tant bien que mal vers un hôpital de fortune. A Alep, les mêmes scènes se succèdent, même si les lieux changent. Lundi 28 novembre, au moins 6 personnes ont été tuées et 13 autres blessées dans un bombardement du quartier kurde de Cheikh-Maksoud. L'enclave, située dans le nord de la ville, est contrôlée depuis trois ans par le Parti de l'union démocratique (PYD), le parti dominant dans le Rojava, le Kurdistan syrien, et dont la branche armée, les Unités de protection du peuple (YPG), est une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, en guerre contre Ankara.

Les autorités kurdes n'ont pas tardé à désigner le responsable : un groupe rebelle arabe syrien de Kafr Hamrah, à une dizaine de kilomètres au nord-est d'Alep, qui aurait visé sciemment Cheikh-Maksoud avec une volée de roquettes Grad. La raison ? Des représailles, voire une vengeance contre les Kurdes, accusés par la rébellion de faire le

jeu du régime syrien.

Depuis trois jours, à la faveur de l'effondrement de l'opposition armée dans Alep-Est, les forces kurdes ont avancé et occupé plusieurs quartiers d'Alep-Est évacués par les rebelles, dont celui de Boustane Al-Bacha, un de leurs anciens bastions. « Nous avons répondu aux appels de résidents de Boustane Al-Bacha pour sécuriser le quartier », assurait lundi le commandant militaire des YPG. « Les rebelles ne laissaient pas les gens partir, les YPG ont d'abord avancé pour ouvrir des couloirs de sortie aux habitants. Après quelques accrochages, les groupes qui tenaient ces quartiers se sont retirés », renchérit Khaled Issa, le représentant du Rojava en France, qui assure que ces forces ont l'intention de garder sous leur contrôle ces nouveaux districts conquis : « Nous allons y rester pour organiser le soutien à la population. Pour ce qui nous concerne, la population d'Alep, c'est notre population. »

Milices « Islamo-fascistes »

« Les Kurdes vont essayer de capitaliser en gain politique le fait que des

habitants aient massivement fui vers leur zone de Cheikh-Maksoud [nord d'Alep] », estime ainsi Bassam Al-Ahmad, consultant pour la Fédération internationale des droits de l'homme, fuyant l'avancée des troupes du régime syrien, plus de 6 000 habitants des quartiers rebelles d'Alep-Est se sont en effet réfugiés dans les zones sous contrôle des forces kurdes, qui disent avoir beaucoup de mal à les accueillir et demandent un soutien international.

Cette version est contestée par plusieurs groupes rebelles. « Les factions [rebelles] se sont retirées des quartiers dans lesquels sont entrées les unités kurdes à cause de l'intensité des bombardements du régime et des Russes », assure le porte-parole du groupe salafiste Ahrar Al-Cham à Alep, qui dénonce une « coordination entre et les Kurdes et les forces gouvernementales dans la région ». « Ils [les rebelles] étaient déjà affaiblis après avoir retiré une partie de leurs

forces qu'ils ont transférées vers le nord-est [de la Syrie] pour participer à l'opération turque [« Bouclier de l'Euphrate »] », rétorque M. Issa, qui qualifie ces groupes de milices « islamofascistes ».

Pour accréditer l'idée de contacts directs entre Kurdes et troupes du régime, des comptes prorébellion ont diffusé une photo montrant des drapeaux kurdes et gouvernementaux flotter de concert sur le toit d'un immeuble de Boustane Al-Bacha. La bataille des mots et des images se poursuit, les roquettes continuent de tomber et les civils tentent toujours désespérément de fuir les lignes de front. ■

MADJID ZERROUKY

Les chrétiens de la région de Mossoul s'interrogent sur leur avenir

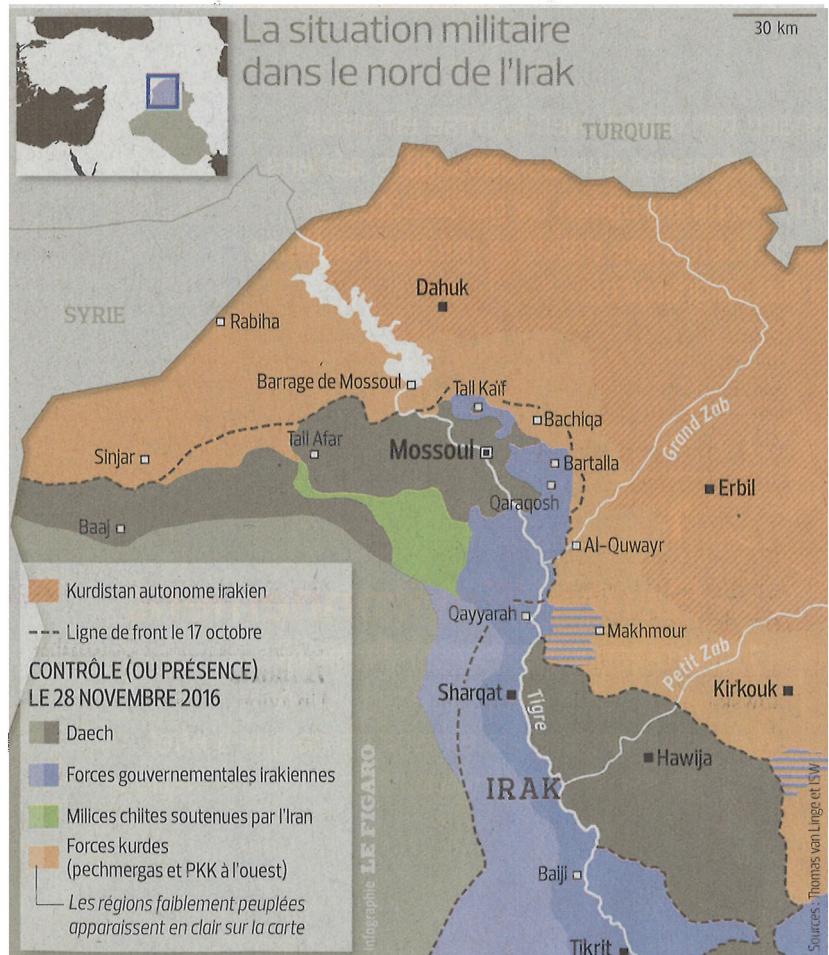
Qu'elles soient yazidies, catholiques ou chrétiennes orthodoxes, les minorités demandent une protection internationale pour leur retour dans les zones reprises à l'État islamique.

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberlé

IRAK Tandis que le canon tonnait au loin à Mossoul, des représentants des communautés chrétiennes, yazidies et shabakes célébraient, voici quelques jours, la libération de Bachîqa. Il y avait parmi eux des évêques catholiques et orthodoxes, le Baba Cheikh, le guide spirituel des yazidis, adeptes d'une des plus vieilles religions monothéistes du monde, et des dignitaires de cultes ésotériques. Les pechmergas, les forces kurdes, venaient de conquérir le 7 novembre cette ville de la plaine de la Ninive, après quarante jours de rudes combats contre les djihadistes. La victoire marquait la fin de l'acte I de la bataille de Mossoul. Elle a mis un terme à plus deux ans d'occupation de la région par les partisans de Daech.

Réfugiés dans des camps au Kurdistan irakien, ses habitants s'interrogent aujourd'hui sur leur avenir. Les maisons sont souvent détruites, les églises et les temples ravagés et de nombreuses familles yazidies sont toujours sans nouvelles des femmes devenues esclaves des partisans de l'État islamique et de leurs complices.

Le plan de bataille mis au point à l'issue de longues négociations entre le gouvernement du premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, et le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a été scrupuleusement respecté. L'armée irakienne et les forces kurdes se partagent le contrôle des territoires libérés. Le drapeau irakien flotte sur des villes chrétiennes comme Qaraqosh ou Bartella. Le drapeau kurde est dressé sur les cités à majorité yazidie. « Diviser les zones de li-



bération entre Irakiens et Kurdes, c'est déjà nous affaiblir. C'est une solution contre notre existence » maugrée M^{re} Yohanna Petros Mouché, archevêque syro-catholique de Mossoul et Qaraqosh.

La reconstruction s'annonce difficile tant sur le plan matériel que moral. La guerre de nettoyage ethnico-religieux a

fait voler en éclats la mosaïque confessionnelle de la plaine de la Ninive. Qu'ils soient chrétiens, yazidies ou kurdes, les autochtones affirment de plus vouloir vivre avec les Arabes. Un retour à Mossoul où vivaient 10 000 chrétiens paraît improbable. La faillite de l'État irakien, les disputes territoriales entre Bagdad et Erbil, la capitale de la région autonome kurde tentée par l'indépendance et les risques de mutation de Daech en entité terroriste clandestine rendent l'avenir incertain. Quel sera le statut des minorités ? Qui assurera leur sécurité ? Avec quelles garanties ?

Ces interrogations étaient vendredi au cœur d'un colloque organisé au Sénat par l'Institut kurde de Paris. De passage en France où il a été reçu par François Hollande, ainsi que par François Fillon, M^{re} Petros Mouché a réclamé une aide internationale. « Nous avons besoin d'une protection internationale ou du moins d'un comité international qui puisse nous assurer la possibilité de vivre en paix et en sécu-



La croix cassée de l'église de Qaraqosh, libérée de l'État islamique par les troupes irakiennes, le 26 novembre. THOMAS COEX/AFP

rité » dit le prélat. « Nous voulons une garantie des pays occidentaux pour que le pouvoir central irakien assure nos droits et notre défense. Vu la gravité et l'urgence de la situation, nous vous supplions de faire

« Notre peuple n'a pas le courage et l'audace de rentrer chez lui et pense toujours à l'émigration. Nous ne trouvons pas sage et prudent de leur demander de rentrer »

MONSEIGNEUR PETROS MOUSHÉ, ARCHEVÊQUE SYRO-CATHOLIQUE DE MOSSOUL ET QARAQOSH.

tout votre possible pour trouver une solution. Nous ne pouvons pas faire confiance à un État qui nous a trahis en ouvrant les portes de Mossoul aux djihadistes. Il a essayé de réparer sa faute, mais Bagdad est loin et nous avons un gouvernement faible », explique-t-il.

De leur côté, « les Kurdes ont montré du respect et de la sympathie et ont ouvert largement le Kurdistan (aux réfugiés NDLR), mais tous les Kurdes n'ont pas la même attitude. Certains sont gênés par notre présence. Il y a un fanatisme chez les incultes », ajoute M^{gr} Petros Mouché. « Notre peuple n'a pas le courage et l'audace de rentrer chez lui et de reconstruire et pense toujours à l'émigration. Et nous ne trouvons pas sage et prudent de leur demander de rentrer. »

La question de l'envoi d'un contingent international, maintes fois réclamé par les représentants des minorités, n'a pas été suivie pour l'instant d'engagement ferme. En France, François Hollande s'est déclaré prêt « à prendre ses responsabilités » et à « faire passer des messages » pour faciliter le retour des chrétiens. Mais depuis le début de son intervention en Irak en août 2014, la coalition internationale a cherché à limiter son action sur le terrain à un rôle d'appui militaire aux forces kurdes et irakiennes contre l'État islamique. Et elle

n'a pas prévu, à ce stade, de se transformer en force de protection.

Les Nations unies se sont, pour leur part, penchées sur le sort des minorités en dénonçant en juin, sur la base des travaux d'une commission d'enquête, le « génocide des yazidis » par l'État islamique. « Il y a quelques jours, j'ai prévenu une mère de la localisation de sa fille esclave sexuelle de Daech à Tall Afar, un bastion islamiste. Elle m'a demandée laquelle : celle de 17 ans ou de 10 ans ? Je connais le cas d'une fillette de 9 ans violée régulièrement par des hommes devant sa mère. Le gouvernement kurde a dû créer un "bureau de rachat des yazidies" vendues comme du bétail. On parle de réconciliation, mais qui a participé aux massacres et aux viols ? Les voisins des yazidis. Comment la victime pourra-t-elle vivre à côté du bourreau ? » se demande Vian Dakhil, députée yazidie au Parlement irakien et figure du sauvetage des prisonnières de Daech.

Dans la région de Mossoul, des tractations entre les émissaires du gouverne-

Dr Yousif Mirkis : « Les Occidentaux n'ont pas de politique cohérente »

PROPOS RECUEILLIS À KIRKOUK PAR ADRIEN JAUMES @AdrienJaulmes

LE DR YOUSIF Thomas Mirkis est archevêque chaldéen de Kirkouk et Souleimaniya.

LE FIGARO. - Les chrétiens déplacés de Mossoul et de sa région vont-ils pouvoir rentrer chez eux ?

Dr Yousif Thomas MIRKIS. - C'est une question prématurée. D'abord parce que les combats ne sont pas terminés, et parce que beaucoup de maisons ont été dévastées. Mais aussi parce que l'État islamique n'est pas venu de nulle part. Beaucoup de ses membres sont des gens de Mossoul et des environs, qui ont tué et pillé leurs voisins et ont pris leurs maisons. Combien de temps faudra-t-il pour vivre à nouveau avec eux, pour les regarder de nouveau en face ? Si les chrétiens peuvent renoncer à la vengeance, d'autres, comme les yazidis, ne l'entendent pas ainsi.

Les chrétiens envisagent-ils d'émigrer ? Beaucoup de chrétiens y pensent. Je leur dis que ce n'est pas une solution. Le problème avec l'émigration est qu'on n'en revient pas. Les chrétiens déplacés qui se sont réfugiés ici à Kirkouk ou dans les régions kurdes, ou dans d'autres pays du Moyen-Orient, ne sont pas concernés de la même façon. Ils sont dans la même région linguistique et culturelle. En revanche, ceux qui émigrent au loin, en Europe, aux Amériques ou en Australie, prennent une décision irréversible. Quand on part loin, on ne revient plus. Dès la deuxième génération, le lien est rompu. J'ai beaucoup visité la diaspora

chrétienne irakienne après la guerre de 1991, sur tous les continents. L'émigration est partout une souffrance. Elle contribue aussi à appauvrir spirituellement et matériellement nos pays. Que les riches fuient avec leurs biens est moins grave que le départ des intelligences.

Est-il possible d'imaginer un Irak sans chrétiens ?

Je me demande parfois ce qu'il va rester des chrétiens en Irak. Je ne veux pas me



ACN/AED

« Il y a derrière Daech des forces puissantes, qui se mêlent à des intérêts de pays étrangers »

DR YOUSIF THOMAS MIRKIS

dire que tout ira bien. Rien ne changera si on ne fait pas d'efforts pour reconstruire le pays. Et l'on entend beaucoup d'idées irréalistes. Celle de construire des ghettos confessionnels, de créer des territoires séparés pour chaque communauté, par exemple, ne marchera pas. Tôt ou tard, ces entités seront avalées par les plus puissants. Il y avait 1,2 million de chrétiens en Irak en 2003, soit 3 % de la population, mais 36 % des diplômés de médecine, et 40 % des diplômés d'ingénieur. Et ils ne vivaient pas dans des ghettos. Et en reste à peine 400 000, qui vivent presque tous dans les régions kurdes.

Que faut-il faire ?

Je cherche à avoir une vision à long terme. Loger, scolariser, régler les questions matérielles et administratives est neces-

saire, mais pas suffisant. L'État islamique va disparaître, mais il faut trouver un moyen de sauver l'Irak, qui a tant souffert et souffre encore, d'abord du nationalisme sous Saddam, puis des idéologies religieuses depuis la chute de son régime.

Comment l'Occident peut-il aider les chrétiens d'Irak

Les Occidentaux n'ont pas de politique cohérente. Ils acceptent d'accueillir les réfugiés au nom de la règle du premier arrivé, qui sont généralement les plus riches et les plus diplômés, et appauvrissent les pays qu'ils quittent. Et le politiquement correct les a empêchés de prendre en compte certains faits, comme l'ampleur du phénomène qui sous-tend l'État islamique. Il y a derrière Daech des forces puissantes, qui se mêlent à des intérêts de pays étrangers. Les musulmans sont les dindons de la farce, en jouant avec l'islamisme et le wahhabisme, l'Arabie, les pays du Golfe et la Turquie sont en train d'entraîner le monde musulman à sa perte.

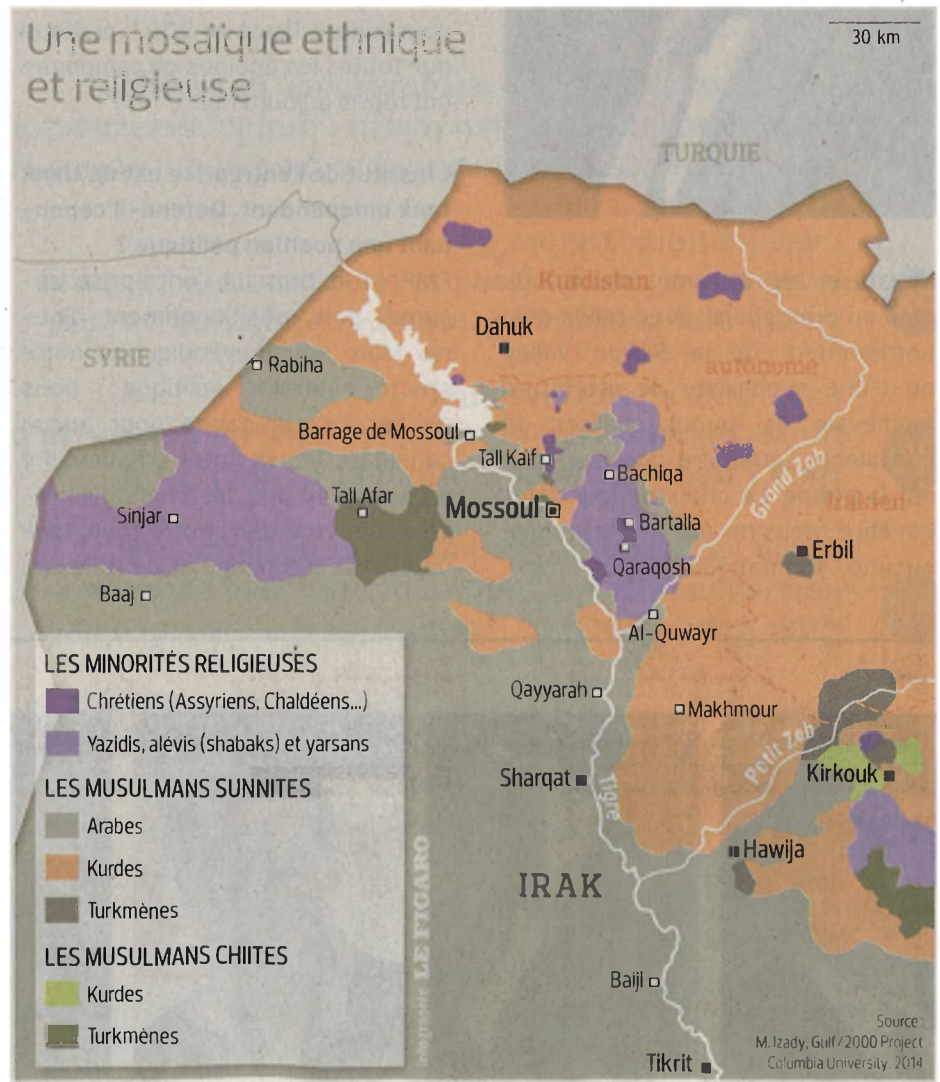
La coalition qui se bat contre l'État islamique à Mossoul n'offre-t-elle pas quand même un peu d'espoir ?

Daech a eu pour effet de rapprocher tout le monde, et j'espère que, des cendres de ce qui est en train d'être détruit, se lèvera une nouvelle génération. Je crois qu'un sursaut est possible. Il y a des signaux encourageants, comme lorsque le peuple irakien va remettre des croix sur les églises de Qaraqosh, qui donnent un peu d'espoir. Ou plutôt de l'espérance, qui est la toute petite vertu dont parle Péguy, et qui dépasse les autres parce qu'elle est la seule vertu qui regarde vers l'avenir. ■

ment de Bagdad et les chefs de tribus arabes sunnites ont conduit à un accord de principe sur la remise aux autorités irakiennes par les leaders tribaux des collaborateurs de l'État islamique. Mais pour Vian Dakhil, les problèmes de fond ne seront pas, pour autant, réglés. « Daech est dans la tête des gens. C'est une mentalité bien ancrée à Mossoul et dans les villages. Elle s'est implantée bien avant l'apparition de Daech avec l'éducation islamique et s'est renforcée avec l'éducation djihadiste », insiste la lauréate du prix Anna Politkovskaïa.

Le futur statut des minorités dans leur région d'origine est également au centre des préoccupations. Chrétiens et yazidis réclament de pouvoir gérer de manière autonome les enclaves où ils sont majoritaires avec le soutien de leurs propres forces d'autodéfense. « Les minorités ont droit à une certaine autonomie. Nous voulons une place pour les chrétiens et les assyriens, dit M^{gr} Petros Mouché, non pas une place séparée qui serait un ghetto, mais des cantons qui seraient reliés aux cantons yazidis dans un grand gouvernorat autogéré. Cette zone serait associée au Kurdistan ou au gouvernement central. Ce serait ensuite au peuple de dire en votant avec qui nous allons vivre : les Irakiens ou les Kurdes. »

La prise en compte des revendications paraît hypothétique. Chrétiens et yazidis dépendent du bon vouloir des autorités irakiennes et kurdes qui ne parviennent déjà pas à s'entendre sur leurs frontières et leurs prérogatives. Pour les autorités kurdes, les yazidis sont des Kurdes comme les autres alors qu'ils se définissent d'abord comme des yazidis. Elles jugent prioritaire le règlement de leurs contentieux avec Bagdad et sont tentées de récupérer les minorités pour parvenir à réaliser leurs objectifs : la consolidation de leur entité ou l'indépendance. Quant



au pouvoir central, il est pris dans l'inextricable conflit qui déchire le Moyen-Orient, celui de la guerre sans fin entre chiïtes et sunnites. ■

Bernard Kouchner : « Le droit d'ingérence est passé de mode »

« J'ai été un grand auteur du droit d'ingérence, mais le temps des forces internationales est fini. Les gens n'en veulent plus. Je serais à vos côtés pour l'exiger, mais ce n'est plus à la mode dans la population. Malheureusement, la réalité des pays occidentaux a changé. Et ce que l'on a appelé péjorativement le droit-de-l'homme n'est plus de mise. » Bernard Kouchner a déconcerté les porte-parole irakiens des communautés chrétienne et yazidie lors d'un colloque sur l'avenir des minorités en Irak.

L'ex-French doctor et ancien haut représentant de l'ONU de l'administration internationale civile au Kosovo a ajouté : « Nous nous sommes portés vers des minorités malheureuses, nous avons voulu les aider, mais regardez la leçon : nous ne sommes plus sûrs de notre avenir. C'est un mauvais raisonnement, c'est un raisonnement que je déteste, mais il a lieu en France, maintenant en particulier... » S'adressant aux évêques irakiens présents dans la salle du Sénat,

il a estimé qu'« Il est bien que (François) Fillon soit allé à Erbil ». « Par rapport aux autres, c'est mieux » a-t-il dit. « Nous (la France, NDLR) avons aidé dans une toute petite mesure, mais il n'y a pas eu d'aide massive et, il faut le reconnaître, messieurs, je préfère qu'on aide tous les réfugiés. Si les chrétiens sont les plus malheureux, les chrétiens d'abord, mais il ne faut pas sélectionner ses malheureux », a conclu l'ancien ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy. T.O.

L'Histoire

L'Histoire
www.lhistoire.fr

Donald Trump
LES RACINES
DU POPULISME
AMÉRICAIN
par Pap Ndiaye

Saladin
le Magnifique
Aux confins
des empires
L'origine
des peshmergas
Les femmes
de Kobané
Naissance
d'un Kurdistan

Les KURDES

Mille ans sans État

M 01842 - 429 - F. 6,40 € - RD



ALLE 204 / BEL 204 / ESP 204 / FR 204 / IT 204 / JAP 204 / KOR 204 / MEX 204 / NLD 204 / NZL 204 / POL 204 / PRT 204 / RUS 204 / SWE 204 / SVK 204 / TAI 204 / THA 204 / UK 204 / USA 204

Il existe aujourd'hui, dans les faits, un État kurde, en Irak. Ses soldats, les peshmergas, sont devenus le fer de lance du combat contre Daech. Une belle revanche quand on sait que, depuis l'entre-deux-guerres, l'histoire de ce peuple se confond avec une succession de soulèvements brutalement réprimés. L'origine du Kurdistan plonge pourtant loin, au Moyen Âge, lorsque des principautés kurdes s'imposent au cœur du Proche-Orient.

Les Kurdes

Mille ans d'un peuple sans État

Moyen Âge. Un peuple à la lisière des empires

Par Boris James

Saladin le Magnifique

Par Anne-Marie Eddé

Carte : un peuple, quatre pays

Carte : Mamelouks contre Mongols

Lexique

Chronologie

1920, l'occasion manquée

Par Jordi Tejel

Carte : du traité de Sèvres au traité de Lausanne

Cent ans de combats nationalistes

Entretien avec Hamit Bozarslan

Les femmes de Kobané

Carte : Kurdistan irakien, la base





L'Histoire / N° 429 / NOVEMBRE 2016

DOSSIER

L'édito

Capitale Erbil

Les djihadistes de Daech reculent au Proche-Orient. La prochaine bataille sera celle de Mossoul. Et le monde entier, de nouveau, aura les yeux fixés sur les combattants, qui, au sol, sont aujourd'hui le plus sûr soutien de la coalition menée par Washington. Quel changement d'image ! Dans l'effroyable chaos politique qu'est devenu le Proche-Orient, un peuple dressé d'hommes (et de femmes) reprend corps. Parce qu'au milieu des mêlées le combat qu'ils livrent sans relâche depuis plus de cent ans a un objectif clair : la reconnaissance de leur nation, sur tous les terrains, parfois même les plus contestables.

Que de chemin parcouru depuis les premières mentions d'un *Bilad al-Akrad* « pays des Kurdes » sur les cartes dressées par les géographes arabes au XI^e-XII^e siècle. Le mot « Kurdistan », lui, est fixé au XIV^e siècle dans les sources persanes. Il dit le cas singulier d'un peuple qui, il y a mille ans déjà, a su faire reconnaître son identité appuyée sur une tradition, des langues (dont le kurmandji et le sorani), une littérature, un territoire (les montagnes de haute Mésopotamie) et une fonction privilégiée, la guerre, dont Saladin, Kurde né à Tikrit en 1137, combattant d'exception au service des sultans turcs avant de fonder lui-même une dynastie qui régna près d'un siècle sur l'Égypte et la Syrie, est la plus éclatante figure.

Marginalisés au XIII^e siècle par les Mamelouks, les Kurdes constituèrent, en lisière des empires, des principautés aristocratiques qui dessinent la carte du premier « Pays kurde ». C'était au temps de Marco Polo dont le livre, en vieux français, en porte aussi la mention.

L'Empire ottoman les abrita jusqu'aux tragédies de la Première Guerre mondiale. Dans la décomposition de l'empire, des acteurs Kurdes furent les troupes auxiliaires de la déportation et du génocide des Arméniens. Une participation qui pèsera lourd à l'heure

des revendications nationales. Malgré le coup d'audace de Chérif Pacha alors que se négocie le traité de Sèvres de 1920, aucun Kurdistan autonome ne verra alors le jour – et aujourd'hui encore, 35 millions de Kurdes sont partagés entre quatre pays. Depuis, plus ou moins ouvertement, en Syrie, en Iran, en Irak et bien sûr en Turquie, ils n'ont cessé d'être réprimés. Sans jamais renoncer à faire valoir leurs droits.

Une étape a été franchie en 1991 avec la résolution 688 votée par l'ONU dans laquelle la France de Mitterrand joua un rôle décisif : elle accordait aux Kurdes en Irak 40 000 km² de territoire protégé par les armées alliées. Vingt-cinq

35 millions de Kurdes sont partagés entre quatre pays. Mais, depuis plus d'un siècle, ils n'ont jamais renoncé à faire valoir leurs droits

ans plus tard, le Kurdistan irakien jouit d'une indépendance de fait : une capitale (Erbil), une représentation diplomatique et un Parlement où la part des femmes est plus importante qu'à Paris.

Ne soyons pas naïfs. Les polémiques récentes nous ont montré que, dans le combat des peshmergas, l'image de ces femmes aux avant-postes a aussi un usage de propagande. Et pourtant... Ce combat, repris en 2014 aux côtés de la coalition contre Daech, pour défendre la liberté, la culture et le droit pour tous à l'éducation, est aussi le nôtre. Une occasion pour nous de redécouvrir l'histoire des Kurdes. Nous la dédions aux 200 000 d'entre eux qui ont élu domicile en France.

L'Histoire

Moyen Age

Un peuple à la lisière des empires

C'est au XI^e-XIII^e siècle que se dessine un espace kurde. Les Kurdes sont dès cette époque définis comme un peuple de guerriers, habitant les montagnes à la frontière des Empires byzantin, perse, musulman... Combattants, chefs de tribu ou confréries, ils se font une place sur la scène politique. Le plus éclatant exemple en reste Saladin.

Par Boris James



Guerriers

Ci-dessus : illustration d'un manuscrit du XII^e siècle trouvé en Égypte représentant une scène de bataille. Ci-contre : citadelle ottomane à Surucek, au Kurdistan irakien, datant du XVII^e-XVIII^e siècle.

sur la longue durée rend toute sa banalité au mot. La reconnaissance par Erdogan du rôle des Kurdes était une manière de renouer avec la tradition de l'empire.

Déjà, les paroles du souverain ottoman Soliman le Magnifique reproduites dans le *Kanunname* – ensemble de textes de lois datant du milieu du XVI^e siècle – annonçaient la volonté de faire des Kurdes le fer de lance de l'empire dans ses confins orientaux contre l'Empire perse : « *Juste comme Dieu, soit-il loué et exalté, accorda à Alexandre le Biscornu [Alexandre le Grand] de construire le mur de Gog, Dieu fit en sorte que le Kurdistan agisse en protection de mon empire comme une barrière solide, comme une forteresse d'airain contre la sédition du démon Gog de Perse.* »

Longtemps perçue comme la préhistoire de la question kurde contemporaine, l'institution du Kurdistan ottoman est en réalité l'aboutissement d'un processus qui remonte encore plus loin et se cristallise au XIII^e siècle sous les Mamelouks d'Égypte et les Ilkhanides d'Iran (1250-1335). Un territoire kurde se constitue à l'interstice de deux empires rivaux.

Irréductibles Kurdes

Décrits entre le X^e et le XIII^e siècle par les premiers historiens arabes comme un ensemble de tribus disparates, les Kurdes du Moyen Age sont connus pour un certain nombre de traits distinctifs : l'appartenance majoritaire à la mouvance musulmane sunnite chafite (l'une des quatre écoles juridiques de l'islam sunnite), leur ▶▶▶

Lorsque, le 16 novembre 2013, à Diyarbakir, Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre de la République de Turquie, parla à plusieurs reprises de « Kurdistan » au cours d'un meeting opportunément intitulé « célébrations de l'ouverture », nombre de commentateurs turcs crièrent au scandale, y percevant les prémices de la partition du pays. D'autres au contraire saluèrent un renversement radical de l'attitude de la Turquie vis-à-vis de sa minorité kurde.



L'AUTEUR
Chercheur et responsable de l'antenne de l'Institut français du Proche-Orient à Erbil (Irak), Boris James est l'auteur d'une thèse encore inédite sur « *Les Kurdes dans l'Orient mamelouk et mongol de 1250 à 1340 : entre marginalisation et autonomie* ».

En effet, même s'il s'agissait simplement pour Erdogan d'accueillir avec aménité Massoud Barzani, le président du Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, aucun autre président ou Premier ministre de Turquie depuis l'avènement de la république en 1923 n'avait avant lui osé utiliser ce terme. Pourtant, une connaissance de l'histoire de l'espace anatolien et mésopotamien

►►► langue (non arabe, proche des langues iraniennes), leurs qualités guerrières et leur irrépressible tendance à la sédition dans un espace situé entre plateau iranien, Mésopotamie et désert syro-arabe.

Le cœur du « Pays kurde » est une bande montagneuse qui s'étend à partir du bord occidental de la chaîne du Zagros, jusque dans le Taurus, incluant le mont Ararat, Kandil et d'autres chaînes comme les monts Cakmak. A la marge de cette épine dorsale montagneuse, l'espace kurde se prolonge vers l'ouest et au sud par des déserts et des steppes, telle la steppe djéziréenne plutôt plate mais qui offre des lieux d'ancrage sur des tells ou de petites montagnes. C'est dans ce paysage montagneux qu'entre le VII^e siècle et le XIII^e siècle sont installées les populations kurdes, contrairement aux Bédouins arabes et aux populations chrétiennes, agriculteurs généralement cantonnés dans les villages de plaine. Les sources arabes médiévales, cependant, signalent également l'implantation de population kurde en basse altitude, et même en ville. Parmi les premiers historiens, Ibn Hawqal (début X^e siècle) et Al-Masudi (X^e siècle) évoquent la présence kurde dans la Djézireh, à Nusaybin par exemple. Présentés tout d'abord comme pasteurs et guerriers, les Kurdes sont décrits comme agriculteurs à partir du XII^e-XIII^e siècle. Trois pouvoirs se partageaient leur territoire

Le cœur du « Pays kurde » est une bande montagneuse qui s'étend de la chaîne du Zagros (Iran) jusque dans le Taurus (Turquie)

avant la conquête arabe : l'Empire byzantin, les principautés arméniennes ou le royaume d'Arménie et l'Iran sassanide.

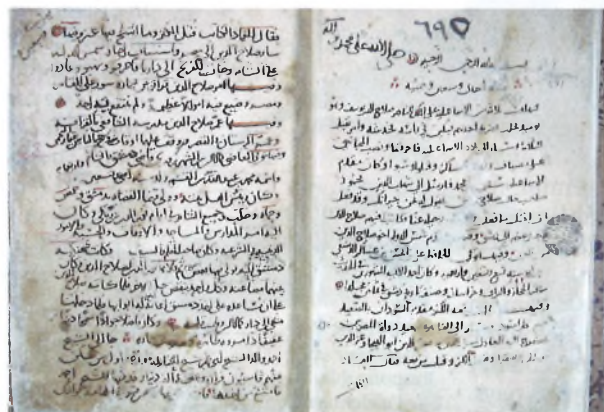
La conquête musulmane fut marquée au VII^e siècle par la prise des citadelles kurdes de l'arrière-pays de Mossoul. Jusqu'à la période mamlouke (1250-1516), les populations kurdes majoritairement converties à l'islam furent soumises et s'engagèrent auprès des califats* et des sultans* qui dominèrent successivement la région : Omeyyades, Abbassides, Bouyides, Seldjoukides, Zankides et Ayyoubides. Au tournant du XI^e siècle, une série de principautés kurdes, vassales de ces grands pouvoirs et occupées principalement à la guerre, y prospérèrent de manière éparse sans qu'aucune ne parvint pour autant à unifier l'ensemble du « Pays kurde ».

Comment et pourquoi cet espace disparate et hétérogène à tous points de vue a-t-il pu acquérir au fil du temps sa propre cohérence pour devenir le « Kurdistan » ? Une première piste, essentielle pour comprendre l'inscription originale

Note * Cf. lexique, p. 37.

Des langues et une littérature

Les textes historiographiques médiévaux arabes attestent de la différence linguistique kurde. L'auteur du X^e siècle Al-Masudi indique notamment que les Kurdes sont des Arabes qui ont oublié leur langue d'origine et parlent divers dialectes iraniens (*ajamiyya*). Nombre de notables kurdes de la période médiévale sont décrits comme maîtrisant mal l'arabe ou le parlant avec un fort accent. Certains furent néanmoins de talentueux poètes de langue classique. La langue kurde ne transparaît alors que dans les noms de personnalités (Khusru, Khushtar, Millu, Shirkuh, Mankalan, etc.) ou dans quelques poèmes moquant cette manière singulière de parler des gens du nord de l'Irak. Si la langue existe déjà, elle ne connaît encore ni codification ni expression écrite. La première attestation concrète de la langue kurde septentrionale (kurmandji) apparaît dans un texte liturgique



Histoire Première page de la chronique arabe d'Al-Khazraji (XIII^e siècle). Elle fait le récit de la dynastie ayyoubide sous le titre *Histoire de la dynastie des Kurdes*.

monophysite du XV^e siècle rédigé en alphabet arménien. A partir du XVII^e siècle, l'enseignement religieux se fait en langue vernaculaire au sein du Kurdistan ottoman. A la fin du XIX^e siècle, une presse et une littérature kurdes séculières naissent à Istanbul, Diyarbakir, Mossoul et Souleimaniye. Aujourd'hui les Kurdes parlent et écrivent dans deux langues principales, le kurmandji à l'ouest et au nord du « Pays kurde » (Turquie, Syrie, Irak, Iran), et le sorani à l'est et au sud (Irak, Iran). Les locuteurs de l'un ne comprennent

pas forcément ceux de l'autre. Les langues kurdes appartiennent aux langues iraniennes, indo-européennes. Elles sont écrites dans les alphabets arabo-persan (modifié pour noter les voyelles du sorani) et latin. Le kurde a également été transcrit en cyrillique pour les Kurdes d'URSS dans les années 1930.

B. J.

M.S. ISTANBUL. SÜLEYMANIYA. HEKİNOĞLU ALİ PACHA. 698



Un peuple, quatre pays

Le territoire des Kurdes s'étend sur quatre pays, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, dans une zone montagneuse de part et d'autre des monts Taurus et Zagros. On estime la population actuelle dans la région à environ 35 millions, dont la moitié en Turquie.

des populations kurdes au Moyen-Orient, réside dans leur rôle politique et militaire à la période mamelouke qui a permis la pérennisation de leur territoire.

Au pouvoir en Égypte-Syrie

On l'a dit, la présence kurde en dehors du territoire circonscrit de la haute Mésopotamie et des contreforts du Zagros est avérée depuis le x^e siècle. Les relations entre Kurdes et califats, abbasside (à Bagdad) et fatimide (dynastie chiite établie au Caire), ainsi que sultanats, seldjoukide (x^e siècle) et zankide (x^e siècle), étaient régulières. Mais c'est surtout le sultanat ayyoubide établi sur l'Égypte et la Syrie au début du xiii^e siècle qui a renforcé leur présence.

Les Zankides, une dynastie turque régnant sur Mossoul dans la première moitié du xii^e siècle, avaient pris l'habitude de recruter des Kurdes en masse après avoir conquis l'arrière-pays de Mossoul. Accaparant peu à peu de hautes fonctions dans l'élite politique et militaire zankide en Syrie-Palestine et en Égypte, les Kurdes furent d'importants acteurs de la contre-croisade menée contre les Francs installés en Syrie. Il n'est donc pas étonnant de trouver Shirkuh, le plus puissant officier kurde, à la tête du contingent zankide lors de la conquête de l'Égypte sur les Fatimides en 1169. Son neveu Yussuf lui succéda et devint en 1171 le grand Saladin, à l'origine de la dynastie ayyoubide (cf. Anne-Marie Eddé, p. 40).

LEXIQUE

Cadi

Chargé de rendre la justice dans une multitude de domaines (droit de la famille, fiscalité, sanctions pénales), le cadi (juge) est un personnage au statut éminemment politique. Le grand cadi (*qadi al-qudat*) est nommé par le sultan selon sa fidélité au souverain et sa légitimité auprès des autres juristes et de la population.

Califat

De l'arabe « successeur », le successeur du Prophète à la tête des croyants. Titre universel, il est cependant parfois porté par plusieurs souverains à la fois. Le calife détient à l'origine les pouvoirs religieux, politique et militaire. Mais son rôle devient surtout religieux à partir

du x^e siècle lorsque, à Bagdad, il doit cohabiter avec un sultan qui prend le commandement politique et militaire. Le califat est aboli par Mustafa Kemal en 1924.

Diwan al-insha

Administration de la chancellerie chargée de la rédaction des actes officiels produits par le sultanat.

Émir

Titre militaire instituant l'autorité d'un soldat sur d'autres combattants ou sur un territoire.

Ouléma

(du singulier arabe *alim* : savant). La classe des lettrés musulmans enseignant le Coran, les hadiths (récits et faits du Prophète), le droit (*fiqh*).

Soufisme

Mysticisme musulman

qui peut prendre la forme de l'ascèse ou de la transe, dans le but de se rapprocher de Dieu. Ses adeptes se regroupent en confréries dont, certaines puissantes, connaissent un essor important au xii^e siècle. Le soufisme a été parfois réprouvé pour son éloignement des pratiques musulmanes canoniques.

Sultan

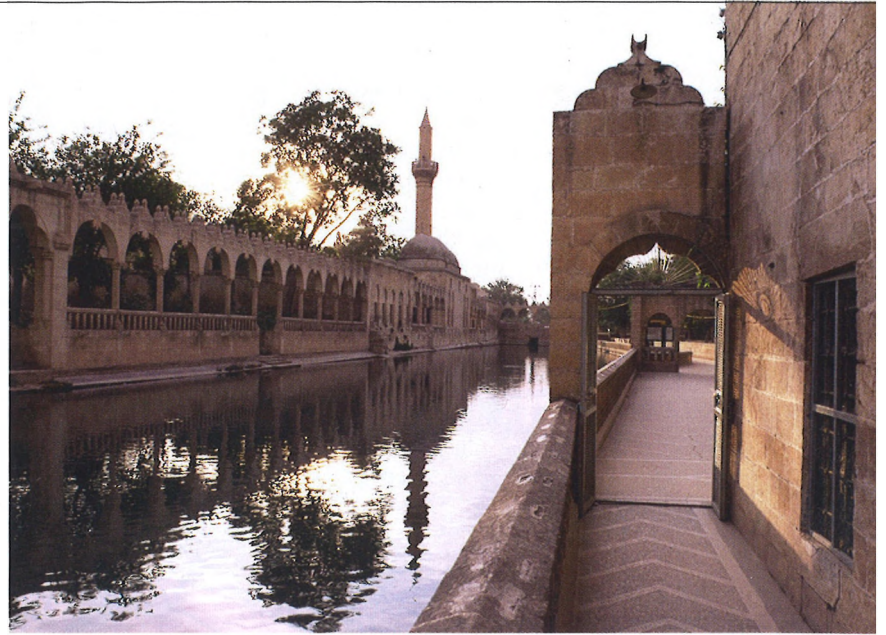
Le titre de sultan fut créé sous le règne des Seldjoukides pour justifier la domination de cette dynastie turque sur le califat arabe dans le Bagdad du xi^e siècle. Le calife garde toute sa légitimité religieuse alors que le sultan seldjoukide, en tant que protecteur du calife, s'investit du pouvoir temporel, et donc réel.

►►► Vers 1189, à l'apogée de son règne, Saladin assurait sa domination sur l'Égypte, le Yémen, la Syrie-Palestine et la haute Mésopotamie. Le rôle militaire des tribus kurdes, bien que non exclusif, fut crucial pour l'assise de son pouvoir. Saladin et ses successeurs contribuèrent à leur intégration et à leur ascension au sein des villes de Syrie, de Palestine et d'Égypte, à tel point que les autorités les plus éminentes, religieuses, politiques, administratives et judiciaires, ont pu être kurdes même à la période mamelouke qui suivit.

Pour faire face à diverses menaces, un des successeurs de Saladin, son petit-neveu Al-Salih, recruta en nombre des esclaves militaires turcs. À partir des années 1230, ces esclaves (*mamluk* en arabe) ouvrirent une nouvelle phase dans l'histoire de la dynastie et du Moyen-Orient. En effet, à la mort d'Al-Malik, en 1249, les mamelouks du sultan défunt l'emportèrent sur les Francs à Al-Mansoura et massacrèrent le dernier fils du souverain : les esclaves militaires turcs prirent alors le pouvoir et ce fut la fin des Ayyoubides d'Égypte.

Le nouveau système politique, dominé par les Mamelouks, est évoqué dans les sources comme une « *dynastie turque* » ou comme la « *dynastie des Turcs* », alors que les Ayyoubides apparaissent rétrospectivement comme la « *dynastie des Kurdes* ».

Progressivement marginalisés en Égypte et en Syrie, les Kurdes retrouvèrent cependant, à partir de la fin du XIII^e siècle, un rôle politique et militaire dans les zones de peuplement kurde passées sous domination mongole après les conquêtes de Hülegü (mort en 1265), le petit-fils de Gengis Khan. Dans une zone centrée sur l'Azerbaïdjan, s'étendant de l'Iran oriental à l'Anatolie, s'établit alors une entité un temps rattachée à l'Empire



Piscine sacrée

L'ensemble de mosquées et madrasas à Ufa, dans le Kurdistan turc.

mongol, mais qui prit son indépendance dans les années 1260 environ, sous le nom d'Ilkhanat.

Cet enchaînement de faits historiques, dessinant un véritable cycle kurde, peut être interprété selon la théorie politique d'Ibn Khaldun, l'historien musulman andalou du XIV^e siècle. Elle postule que des dynasties issues du monde bédouin (des confins) et soutenues par une *asabiyya* (esprit de corps ou ferme solidarité) bédouine, qu'elle soit arabe, turque, kurde ou encore berbère, arrivent violemment dans le monde sédentaire, vivent, s'affaiblissent et sont remplacées par d'autres, après épuisement de leur *asabiyya*.

Ainsi, l'évidente humiliation politique que constitue la prise militaire des principautés kurdes par la dynastie turque des Zankides aboutit paradoxalement à une émergence des Kurdes dans le monde de la sédentarité. Les Ayyoubides présentent eux aussi tous les signes d'une dynastie soutenue par une *asabiyya* kurde. Jusqu'à ce que l'arrivée au pouvoir des Mamelouks, le déclin de l'*asabiyya* kurde et le retour des Kurdes aux confins du monde civilisé closent le cycle.

Marginalisés sous les Mamelouks

L'avènement du pouvoir mamelouk en Égypte en 1250 initia, en effet, un processus de relégation des émirs* et des grands personnages kurdes de l'État à l'extérieur des centres de décision. Le favoritisme envers le personnel militaire d'origine turque mamelouke modifia durablement la place assignée aux Kurdes au sein de l'appareil d'État. Ces derniers souffraient par ailleurs d'une image militaire dégradée.

Cependant, la présence kurde se maintint dans les sphères civiles de l'État, notamment dans la magistrature et les milieux de l'enseignement juridique. Les structures de gouvernement et les stratégies de légitimation du nouveau pouvoir, qui ne se fixèrent qu'au milieu du règne du

Islam et hétérodoxie

Les Kurdes, à l'origine probablement de confession zoroastrienne (religion monothéiste d'Iran reposant sur un dualisme opposant le bien au mal), se convertissent massivement à l'islam après la conquête musulmane entre le VIII^e et le X^e siècle. La plupart adoptent l'islam chafiiite comme école juridique (une des quatre écoles juridiques de l'islam sunnite). Dès le Moyen Âge, des formes musulmanes hétérodoxes apparaissent dans les milieux kurdes en raison de l'attrait suscité par les rites mystiques confrériques et le chiisme extrémiste. La recrudescence des pratiques soufies est attestée à la période mamelouke. Séances de *dhikr* (rappel du nom de Dieu) et visites aux *shuyukh* (pluriel de *shaykh* – cheikh –, les maîtres mystiques) faisaient partie intégrante de la vie religieuse kurde des grandes cités et des campagnes de l'Empire musulman. Par ailleurs, la présence des christianismes arménien et assyro-chaldéen fut jusqu'à peu importante au Kurdistan, le judaïsme y tenant une place plus marginale. De nos jours, plusieurs millions de Kurdes adhèrent à des confessions plus ou moins distinctes de l'islam telles que l'alévisme, le yézidisme et le yarsanisme, bien qu'une majorité d'entre eux restent musulmans sunnites chafiiites.

B. J.

célèbre sultan Baybars (1260-1277), de manière fortuite et peu organisée, laissèrent aux Kurdes une certaine marge de manœuvre.

Par ailleurs, la volonté de Baybars de s'allier avec les familles de militaires kurdes connues sous les Ayyoubides, avec les Shahrzuriyya, un groupe de plusieurs milliers de guerriers kurdes tribaux poussé vers l'ouest par les invasions mongoles, ou avec les émirs kurdes du territoire ilkhanide, ralentit le processus de marginalisation de l'ensemble kurde au sein du sultanat. Adoptée par les successeurs du sultan, cette politique visait à élargir sa base politique au sein de l'État, mais aussi à lutter efficacement contre les menaces franques sur le littoral, et contre celles des Ilkhanides en Syrie et en haute Mésopotamie.

Le temps des lettrés

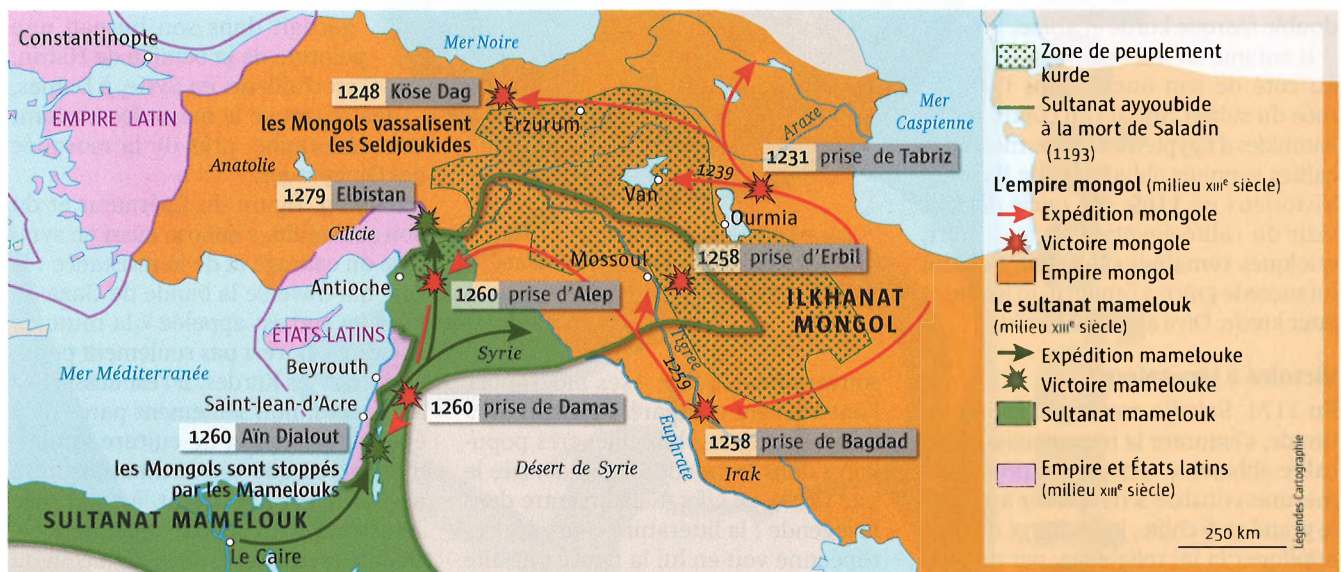
Sous les Ayyoubides, les Kurdes avaient en outre joué un rôle d'intermédiaires entre société civile et société militaire. Ce rôle se perpétua dans les débuts de la période mamelouke. La présence kurde dans les villes de Syrie et d'Égypte est ainsi largement attestée au XIII^e siècle : mosquées portant le nom d'émirs et de chefs de tribu kurdes, cimetières et quartiers kurdes marquaient le territoire de l'empreinte de cette population. Les Kurdes étaient nombreux dans les milieux lettrés, notamment parmi les cadis*.

Néanmoins, la position des oulémas* kurdes se dégrada à partir de la fin du XIII^e siècle. Au début du XIV^e, on ne connaît plus de cadi important et encore moins de grand cadi kurde, ni en Syrie, ni

Dans les grandes villes du Moyen-Orient médiéval se manifeste un fort attrait pour les pratiques religieuses ésotériques et mystiques, notamment le soufisme

en Égypte. A Damas et au Caire, les grandes familles kurdes disparurent du devant de la scène. On ne doit pas nécessairement voir dans ce phénomène une discrimination contre les oulémas kurdes, mais le résultat de la réforme de la judicature mise en place par Baybars en 1265 pour donner une place équivalente à chacune des quatre écoles juridiques sunnites. Réforme qui tendait cependant aussi à renforcer en sous-main l'école hanafite que privilégient les Mamelouks et plus généralement les Turcs (les Kurdes restant massivement liés au chafiisme).

Ce qui caractérise la culture des Kurdes vivant dans les grandes villes du Moyen-Orient médiéval est un fort attrait pour les pratiques religieuses ésotériques et mystiques, notamment le soufisme*. Ces pratiques soufies impliquaient aussi bien le petit peuple citadin que les élites lettrées et militaires, dont les émirs mamelouks. Beaucoup de *tariqa*, ces confréries soufies ou « voies mystiques », sont nées assez loin de l'Égypte et de la Syrie, en Orient : d'ailleurs, leurs représentants dans l'espace mamelouk étaient souvent eux aussi originaires d'Orient, ►►►



Mamelouks contre Mongols

La dynastie ayyoubide, fondée par Saladin au XII^e siècle, voit les Kurdes accéder au pouvoir. Ils en sont chassés par les Mamelouks. Au XIII^e-XIV^e siècle, le Kurdistan se trouve à cheval sur deux grands empires, celui des Mamelouks et celui des Mongols (Ilkhanides). En perte d'influence auprès des premiers, les Kurdes préservent leur autonomie au sein de l'Ilkhanat ; ils savent user de leur position au carrefour des empires pour s'allier à l'un contre l'autre.

Saladin le Magnifique

Il est resté célèbre et populaire tant dans le monde arabe qu'en Occident.

Entre le x^e et le xii^e siècle, on assiste à une montée en puissance des Kurdes en dehors de leur territoire d'origine : des dynasties se mettent en place en haute Mésopotamie, en Azerbaïdjan, dans le Djibal (Iran central). L'ascension de Saladin, fondateur de la dynastie des Ayyoubides, s'inscrit dans cette dynamique.

Né vers 1137 à Tikrit (actuel Irak), Saladin (Salah al-Din en arabe, c'est-à-dire « rectitude de la foi ») est en effet d'origine kurde. Son père Ayyoub et son oncle Shirkuh, des notables, servent d'abord les Shaddadides, une petite dynastie kurde qui contrôlait une partie de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie actuels. Ils passent ensuite en Irak au service des sultans turcs de la dynastie seldjoukide, puis en Syrie au service du Zankide Nur al-Din. Saladin, même s'il parle certainement kurde en famille comme plus tard avec ses officiers, grandit donc dans un milieu profondément arabisé, par la langue et par la culture. Toute sa vie porte la double marque kurde et arabe.

Il entame sa carrière militaire, au côté de son oncle, dans l'armée du sultan Nur al-Din contre les Fatimides d'Égypte, des chiïtes rivaux des califes sunnites abbassides de Bagdad. Victorieux en 1169, son oncle devient vizir du calife égyptien et, à sa mort, quelques semaines plus tard, Saladin lui succède grâce à l'appui d'un juriste et émir kurde, Diya al-Din al-Hakkari.

Victoire à Jérusalem

En 1171, Saladin met fin au califat fatimide, s'assurant la reconnaissance du calife abbasside. Une de ses premières mesures consiste à remplacer au Caire le grand cadî chiïte, juge chargé de faire appliquer la loi religieuse, par un chafiïte kurde. A la mort de Nur al-Din, en mai 1174, il prend le pouvoir en Égypte au détriment du fils de ce dernier : le voilà sultan de fait. L'année d'après, il reçoit l'investiture du calife et entreprend alors d'unifier sous sa domination les territoires musulmans de haute

Mésopotamie, de Syrie, du Yémen et d'Égypte, processus achevé en 1186.

Mais c'est surtout par ses victoires contre les croisés que Saladin entre à la fois dans l'histoire et dans la légende. A la bataille de Hattin (4 juillet 1187), il fait prisonnier le roi de Jérusalem Guy de Lusignan. Le 2 octobre suivant, il délivre Jérusalem et cette éclatante victoire renforce sa légitimité : son entourage le présente en pieux musulman, bon connaisseur des textes sacrés, et le pose désormais en défenseur de l'orthodoxie sunnite et en unificateur des croyants, inspiré par un modèle de

supérieure, écrit-il dans son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, à celle des princes chrétiens. Et il reste l'une des rares personnalités de l'histoire arabomusulmane connues en Occident.

Les historiens européens de la fin du xix^e siècle et du début du xx^e soulignent souvent la « kurdicité » de Saladin, mais c'est pour l'opposer, comme René Grousset, à la « décadence » des Arabes et à la « sauvagerie » des Turcs.

Au xx^e siècle encore, Saladin demeure populaire au Proche-Orient. Le monde arabe doit faire face à de nombreux défis : la présence européenne, l'impossible union, la création de l'État d'Israël, la perte de Jérusalem. Chaque fois, Saladin revient comme un modèle – ouvertement revendiqué par l'Égyptien Nasser, l'Irakien Saddam Hussein (né lui aussi à Tikrit et dont les biographes officiels allèrent jusqu'à modifier sa date de naissance, de 1939 à 1937, sans doute pour qu'elle coïncide avec le 800^e anniversaire de la naissance de Saladin) ou le Syrien Hafez el-Assad, qui gardait dans son bureau une peinture de la bataille de Hattin. C'est d'ailleurs en Syrie, à Damas, que se trouve le mausolée abritant son cénotaphe, près de la mosquée des Omeyyades.

Saladin, figure du libérateur et du bon souverain, s'impose aussi en symbole du courage et de la résistance : la voie qui traverse la bande de Gaza du nord au sud est appelée « la route de Saladin ». Il n'est pas seulement populaire chez les Kurdes. Il l'est aussi chez les Arabes, non seulement parce qu'il était de langue et de culture arabes, mais parce que son combat visant à unifier le Proche-Orient, à reprendre Jérusalem et à s'opposer aux visées occidentales, a trouvé, depuis le début du xx^e siècle, un écho favorable auprès de populations trop longtemps opprimées ou humiliées. Saladin le Kurde est ainsi devenu un héros arabe.

Anne-Marie Eddé

Professeur à l'université Paris-I

(Propos recueillis par Huguette Meunier.)



Souverain Représentation de Saladin assis, dirham de cuivre datant de 1190 trouvé à Silvan (Kurdistan turc).

souveraineté idéale – ses biographes l'ont souvent comparé à Joseph ou à Salomon, figures bibliques très populaires dans le monde islamique. Dès le xiii^e siècle, en effet, Saladin entre dans la légende : la littérature courtoise européenne voit en lui la figure parfaite du chevalier preux, généreux, magnanime ; de fait, c'est un excellent cavalier, grand amateur de polo. Dante le place dans les limbes avec Avicenne et Averroès, mais aussi Socrate, Platon et Aristote. Au siècle des Lumières encore, Voltaire admire sa tolérance,

Le cataclysme mongol passé, les tribus kurdes, tout à la fois insaisissables et ancrées dans leur territoire montagneux, deviennent des protagonistes politiques de premier plan

►►► c'est-à-dire de haute Mésopotamie et d'Iran. L'historien Louis Pouzet, qui a étudié les sphères lettrées de Damas au XIII^e siècle, note ainsi au sujet des milieux mystiques de Damas « l'influence de l'Est » et, surtout, pour ce qui nous concerne, le « relais kurde » important sur le chemin de cette émigration.

La seconde moitié du XIII^e siècle vit le renforcement, parmi les autorités mystiques kurdes, dans l'espace syro-égyptien aussi bien qu'en haute Mésopotamie, de la *tariqa* Adawiyya. Cette association mi-confrérie-mi-société secrète rassemblait de nombreux Kurdes versés dans les pratiques mystiques et s'adonnant au culte des maîtres soufis adawis. Elle s'imposa au sein des réseaux de l'élite lettrée et militaire tout en participant activement à la stratégie de l'État mamelouk dans sa confrontation aux Francs et aux Mongols ilkhanides. Pour toutes ces raisons, et du fait de son activisme, l'Adawiyya fut intrinsèquement liée aux Kurdes et agit comme une sorte de catalyseur de leur identité.

Les atouts militaires, sociaux et politiques dont bénéficiaient les Kurdes en Égypte-Syrie (territoire sous domination mamelouke) ne leur ont pourtant pas permis, sous le régime mamelouk, de continuer à jouer le rôle qu'ils exerçaient naguère. Privées de la protection que constituait la dynastie ayyoubide, les forces kurdes apparaissent de plus en plus comme un groupe en déshérence.

A trois reprises au moins, cependant, les conditions furent réunies pour que les Kurdes se soulèvent. La première tentative de coup d'État se déroula en 1262, quelque temps après la prise de pouvoir de Baybars, lorsqu'un cadî kurde de Maks, quartier de l'ouest du Caire, tenta de fonder une dynastie kurde en s'alliant à des notables civils kurdes, de vieilles familles de l'aristocratie ayyoubide et aux Kurdes Shahrazuriyya. La deuxième eut lieu à l'apogée du règne du sultan*, en 1271. Au faite de leur puissance, les Kurdes Shahrazuriyya tentèrent d'introniser Al-Malik al-Aziz, un des derniers Ayyoubides de Syrie. La troisième constitua un défi lancé par la confrérie kurde Adawiyya au pouvoir du jeune souverain mamelouk Al-Malik al-Nasir Muhammad, dont la légitimité était loin d'être assurée face à ses pairs, au moment de son premier règne. Ces conjurations furent des échecs cuisants.

Amoindrie mais bien réelle, l'influence des Kurdes au cœur de l'État mamelouk se

MOT CLÉ

Kurdistan

Ce terme apparaît de manière tardive dans des sources persanes ilkhanides au XIV^e siècle, mais l'emploi du mot « Kurdistan » était certainement en vigueur en Iran, et donc dans l'espace kurde, un ou deux siècles avant. Par ailleurs, les expressions arabes *Ard al-Akrad* (terre des Kurdes) et *Bilad al-Akrad* (pays des Kurdes) étaient présentes dans la géographie et la littérature arabes dès le XI^e-XII^e siècle.

transformait, au fur et à mesure qu'elle s'ameublait, en une simple capacité de nuisance. Les Kurdes, alors que s'éloignait pour eux la perspective de jouer un rôle clé au sein de l'État mamelouk, n'envisageaient plus leur intervention que sous la forme d'un renversement du régime. C'est finalement en territoire mongol que les militaires kurdes retrouvèrent une certaine « dignité » politique, tout en servant de manière indirecte les desseins du sultanat mamelouk.

Un nouveau rôle chez les Mongols

Dans la zone ilkhanide, la situation n'en était pas moins inconfortable. L'impérialisme mongol réduisait quasiment à néant les possibilités d'une influence politique des Kurdes. De fait, au centre de l'État ilkhanide, à l'Ordo, la cour itinérante des souverains mongols d'Iran, leur impact fut nul.

Il ne faudrait pas pour autant négliger les ressources dont les tribus et les pouvoirs kurdes disposaient en « Pays kurde », aux marges de l'Ilkhanat. Subissant de front l'avancée mongole, les acteurs kurdes locaux firent du fâcheux inconvenient de leur faiblesse militaire face à l'expansionnisme mongol un atout pour leur autonomisation. Le cataclysme mongol passé, les tribus kurdes, tout à la fois insaisissables et ancrées dans leur territoire montagneux, protagonistes politiques principaux de la région, firent valoir leur « droit » à exercer violence et souveraineté sur leurs terres. Jouant de la nécessité, pour les Ilkhanides, de rationaliser la gestion étatique du territoire et de la volonté, de la part des Mamelouks, d'affaiblir l'emprise mongole, les Kurdes tirèrent leur épingle du jeu.

Les sources font le récit d'un lent et incomplet processus d'intégration de ces forces politiques kurdes au sein de l'Ilkhanat. Dans un premier temps, elles furent en butte aux autorités mongoles, qui avaient pour objectif de les soumettre ou de les anéantir. Mais, par la suite, certains ►►►

À SAVOIR

Puissances du XIII^e siècle

Mamelouks

Les mamelouks sont des esclaves militaires originaires d'Anatolie, du Caucase et des steppes russes ou d'Asie centrale. Capturés dans leur enfance, ils sont formés au métier des armes et dans la culture arabo-islamique avant d'intégrer les armées du monde musulman. Achetés et recrutés en masse par les derniers souverains ayyoubides, les Mamelouks s'emparent du pouvoir dans la seconde moitié du XIII^e siècle en Égypte et en Syrie. Le régime qu'ils établissent prend leur nom : le sultanat mamelouk.

Ilkhanides

À la fin du XIII^e siècle, les successeurs de Hülegü, le petit-fils du souverain mongol Gengis Khan, stabilisent leur pouvoir dans une zone centrée sur l'Azerbaïdjan, s'étendant de l'Iran oriental à l'Anatolie et incluant les zones de peuplement kurde. Un temps rattachée à l'Empire mongol dont la capitale se trouve à Karakorum en Asie centrale, cette entité prend son indépendance et le nom d'Ilkhanat. Les descendants de Hülegü y règnent de manière autonome jusqu'en 1335.

CHRONOLOGIE

Guerres et révoltes

641

Conquête par les armées musulmanes des citadelles kurdes au nord de Mossoul.

1171

Après l'ascension de militaires kurdes dans le califat fatimide du Caire, Saladin prend le pouvoir et fonde la dynastie ayyoubide.

1230

Les Ayyoubides recrutent en masse des esclaves militaires (mamelouks). Ces derniers les renversent en 1250.

1258

Prise de Bagdad par le souverain mongol Hülegü. Prise d'Erbil.

1515

Ralliement des principautés kurdes d'Anatolie de l'Est et de haute Mésopotamie au sultan ottoman Selim I^{er} et établissement du Kurdistan ottoman contre les Safavides d'Iran.

1840

Début d'un mouvement de centralisation au sein de l'Empire ottoman réduisant les principautés kurdes.

1898

Constitution du premier cercle kurdiste autour du journal *Kurdistan*.

1915

Génocide arménien auquel participent les Kurdes.

1920

Le traité de Sèvres signé par l'Empire ottoman et les Alliés prévoit la création de deux États, kurde et arménien. En 1923, le traité de Lausanne met fin au projet. Les Kurdes se retrouvent divisés entre la Syrie (sous mandat français), la Turquie, l'Irak (sous mandat britannique) et l'Iran.

1946

En Iran, éphémère République soviétique kurde.

1961-1975

En Irak, guérilla menée par Mustafa Barzani.

1978

Fondation du PKK en Turquie.

1988

Massacre à l'arme chimique à Halabja, en Irak.

1991

A l'issue de la guerre du Golfe, création d'une « zone de protection kurde ».

En 2005, la Constitution irakienne reconnaît l'autonomie du Kurdistan irakien.

2014

Massacre de Yézidis par les djihadistes de Daech. Bataille de Kobané : les Kurdes syriens l'emportent sur Daech en juin 2015.

2015

La Turquie met fin au processus de paix avec le PKK lancé en 2013.

►►► Kurdes devinrent des affidés de l'État ilkhanide. D'autres s'alliaient alternativement avec le camp mamelouk et le camp ilkhanide. D'autres encore ne rendaient de comptes à personne.

L'incorporation du territoire kurde dans l'Ilkhanat se déroula en plusieurs phases. Tout d'abord, il s'agit pour les Mongols d'assurer la circulation des troupes entre la haute Mésopotamie, l'Anatolie et l'ensemble de l'Ilkhanat. Pour répondre à cette exigence, les Mongols créèrent le corps des *qaragul* : ces troupes, souvent recrutées parmi les Kurdes, étaient chargées de contrôler les routes de la province. La délégation de pouvoir aux acteurs locaux en territoire kurde était le signe de l'établissement de canaux de communication entre un centre politique mongol et une périphérie kurde. Dernier élément de l'intégration, la captation des ressources ne s'opérait plus au moyen de l'exercice ponctuel de la violence, mais par le biais d'une fiscalité rationnelle, continue, solidement établie.

Paradoxalement, et malgré la contrainte exercée par les Mongols, le territoire iranien et la haute Mésopotamie furent le lieu d'épanouissement des leaders politiques et militaires kurdes. Le nombre important des émirs en activité dans ces régions suffit à en donner la preuve : sur 272 émirs kurdes connus entre 1250 et 1340, 147 exerçaient leur pouvoir en territoire ilkhanide, c'est-à-dire au cœur du « Pays kurde ».

De génération en génération, l'attitude des pouvoirs tribaux kurdes et celle des États qui leur faisaient face ont fixé pour des siècles ce territoire de l'entre-deux

Pendant ce temps, les sultans mamelouks, eux, continuaient de considérer que la vocation des Kurdes était de faire le djihad contre les Mongols. Peu importe si la plupart d'entre eux avaient prêté allégeance à l'Ilkhanat, ils restaient les alliés naturels des Mamelouks. On connaît environ une cinquantaine d'émirs kurdes enregistrés dans le *diwan al-insha** (bureau de la chancellerie) mamelouk et avec lesquels celui-ci entretenait une correspondance régulière. Il s'agissait d'envoi de *manshura* (décrets) établissant officiellement un émir dans une principauté de la région ou renouvelant le droit de ses descendants à y exercer une autorité. Cet exercice n'avait que de très superficielles conséquences, puisque les Mamelouks ne disposaient d'aucun pouvoir direct sur la haute Mésopotamie. On trouvait cependant dans ce territoire kurde sous influence mongole de réels alliés des Mamelouks.

Dans la majorité des cas, la stratégie que les Kurdes adoptèrent ne fut pas une tactique (intenable) d'opposition frontale aux Mongols. Ils faisaient montre d'une très grande ambiguïté



dans leurs rapports à ces derniers. Leur seul recours pour s'assurer une implantation durable et fructueuse était de soutirer à chaque partie les ressources dont ils avaient besoin, en s'alliant timidement aux Mamelouks tout en faisant le maximum pour complaire au pouvoir mongol, sans pour autant lui laisser la possibilité de phagocyter la principauté ou d'opposer des représailles violentes à ce qu'il aurait considéré comme de l'insubordination.

A moyen terme, cette stratégie jouait surtout en faveur des Mamelouks, qui avaient beaucoup à faire pour rattraper le niveau d'influence des Mongols en territoire kurde et qui ne pouvaient se confronter directement à la puissance ilkhanide dans cette région. L'enjeu était pour les Mamelouks de constituer une aristocratie kurde prête à les soutenir, préparant ainsi leur infiltration dans l'Ilkhanat.

Le « pays des Kurdes »

L'élaboration de toutes pièces de pouvoirs aristocratiques kurdes en haute Mésopotamie eut des conséquences encore plus larges pour la formation et la continuation d'un territoire propre aux Kurdes, et donc d'une autochtonie kurde. Alors que l'État ilkhanide s'ingéniait à reproduire le modèle impérial seldjoukide (dans lequel l'identité kurde s'estomperait), les Mamelouks soutenaient la fondation d'un *djibal* (montagnes) étendu, rebelle et foncièrement islamique, exclusivement kurde et théoriquement indépendant du contrôle mongol. Ce territoire fut désormais désigné comme celui des Kurdes : *Bilad al-Akrad* (pays des Kurdes), *Djibal al-Akrad* (montagnes des Kurdes) ou *Al-Mamlaka al-Hasina al-Akradiyya* (provinces impénétrables des

Dans la montagne

Ci-dessus, à gauche : stèle funéraire sculptée de motifs guerriers au pied de la citadelle de Duwin au Kurdistan d'Irak.

Ci-dessus, à droite : une femme kurde et ses enfants photographiés au Kurdistan turc par Sergeï Prokudin-Gorski au début du xx^e siècle.

Kurdes). Le terme de Kurdistan, d'origine iranienne, apparaît, lui, un peu plus tard, entre le xiii^e et le xiv^e siècle, mais c'est l'exact équivalent de l'expression arabe *Bilad al-Akrad*. L'usage de ces appellations dès le xi^e siècle a contribué à la construction d'un territoire kurde.

Le processus d'autochtonisation kurde, à l'œuvre depuis plusieurs siècles, impliquait, à différentes échelles, les tribus kurdes, les autres populations de la région, les petites dynasties locales, les pouvoirs impériaux et les groupes de grands nomades traversant cet espace. L'invasion mongole de 1256 en est une des dernières étapes. La zone d'influence des tribus/familles princières des *Rushakiyya*, des *Hakkariyya* et des *Mazanjaniiyya* se présente donc au xiv^e siècle comme le noyau dur d'un territoire défini par les sources historiographiques et les pouvoirs impériaux de la région comme exclusivement kurde.

L'épuisement de l'*asabiyya* kurde en territoire mamelouk ne fut donc pas définitif. Loin de disparaître, elle se recomposa en territoire kurde sous influence mongole. Par ailleurs, le retour des Kurdes au monde des confins selon la lecture d'Ibn Khaldun ne doit pas être compris comme un retour à des marges inconsistantes, réserves d'une violence susceptible d'être captée par les pouvoirs d'État. Structurée par l'histoire, par l'intervention des États et par le va-et-vient des groupes et des individus kurdes entre zones urbaines et territoire tribal, la périphérie kurde est déjà en passe, au xiv^e siècle, de se constituer en un centre politique. Transmises, de génération en génération l'attitude des pouvoirs tribaux kurdes et celle de l'État vis-à-vis d'eux ont fixé pour des siècles ce territoire de l'entre-deux. ■



1920, l'occasion manquée

A l'issue de la Première Guerre mondiale et avec la défaite de l'Empire ottoman, un Kurdistan indépendant était tout près de voir le jour. Le traité de Lausanne, en 1923, enterre ce projet. Que s'est-il passé ?

Par Jordi Tejel



L'AUTEUR
Professeur-chercheur
au département
d'histoire
internationale
de l'Institut de
hautes études
internationales et
du développement
à Genève,
Jordi Tejel a
récemment publié
La Question kurde.
Passé et présent
(L'Harmattan,
2014).

Jamais plus qu'en 1920 les Kurdes n'ont été sur le point d'obtenir un État. Trois ans plus tard, cette perspective s'est envolée. Comment expliquer cette issue, alors que le principe des nationalités s'impose et que le Proche-Orient ottoman est l'objet d'un découpage en mandats appelés à devenir de nouveaux États ? Comment comprendre l'échec des élites nationalistes kurdes alors que le contexte international, marqué par le démantèlement de l'Empire ottoman et la recherche d'alliés locaux de la part des puissances occidentales, semble être si favorable ?

Si les élites nationalistes kurdes tendent encore aujourd'hui à faire porter l'entière responsabilité de cette occasion manquée sur les puissances européennes et leurs promesses non tenues, la réalité est bien plus complexe. La prise en considération de facteurs à la fois externes (intérêts divergents des Occidentaux, victoires militaires de Mustafa Kemal) et internes (divisions au sein des comités kurdes), ainsi que des trajectoires historiques antérieures (génocide arménien, scissions tribales et religieuses propres à la société kurde) permet de reconstituer ce moment historique unique.

Dans l'Empire ottoman

Sous l'Empire ottoman, l'identité kurde ou plutôt les identités kurdes ne sont pas directement menacées. Certes, Istanbul réprime durement les princes kurdes rebelles et les révoltes dirigées par les cheikhs soufis*. Mais cela ne manifeste

aucune volonté de supprimer les Kurdes en tant que « groupe » ethnique. Pour le sultan*, il s'agit d'étouffer dans l'œuf toute velléité irrédentiste comme toute émergence d'une autorité rivale face au pouvoir central. Ainsi, peu à peu, les principautés kurdes sont éliminées par le sultan au cours du XIX^e siècle, tandis que la plupart des notables kurdes sont exilés dans d'autres provinces de l'empire ou à l'étranger. La dernière grande campagne de « conquête intérieure » du Kurdistan renverse Bedir Khan bey en 1847.

Le vide de pouvoir laissé par les dynasties kurdes déchues provoque le chaos à la fin du XIX^e siècle, ce qui conduit le sultan à s'appuyer de nouveau sur de larges confédérations tribales kurdes, mais en échange de la fidélité à son égard. C'est dans cette optique que le sultan Abdulhamid II crée les régiments *hamidiye* – régiments tribaux de cavalerie légère – auxquels il accorde un statut privilégié (armement, exonération de l'impôt, quasi-immunité judiciaire). Les régiments *hamidiye*, en retour, doivent protéger l'empire des dangers extérieurs (influence russe sur la frontière nord-orientale) et intérieurs (nationalistes arméniens).

De leur côté, les vieilles familles de notables du Kurdistan restent proches du pouvoir. Les intellectuels qui en sont issus occupent des postes de cadres dans l'administration ottomane. Déracinés du Kurdistan depuis quelques décennies, ils sont plus familiers des élites de la capitale que du reste de la population kurde habitant dans la périphérie de l'empire. Si bien que, en dépit de leurs débats autour du principe d'autonomie,



ils restent massivement attachés à l'appareil politique et social ottoman.

Le premier cercle kurdiste se constitue autour du journal *Kurdistan* (1898) et de la famille Bedir Khan. Ce journal bilingue (kurde-ottoman), édité au Caire par Midhat Bedir Khan, défend l'opposition jeune-turque contre le despotisme du sultan en même temps qu'il prône l'éveil des Kurdes face aux défis posés par la modernité.

Après la révolution jeune-turque de 1908 qui voit arriver au pouvoir le comité Union et Progrès, quelques notables kurdes fondent le KTTTC (« Comité kurde d'entraide et de progrès ») et se dotent d'un organe de presse. Les objectifs de l'association sont modérés : appuyer le mouvement constitutionnel, garantir le progrès et l'instruction des Kurdes d'Istanbul, consolider les bonnes relations avec les autres peuples ottomans et, enfin, faire tous les efforts possibles pour sauver l'Empire ottoman.

D'une manière générale, durant cette période « unioniste » (1908-1918), les intellectuels, notables, chefs tribaux et religieux kurdes d'avant-guerre restent attachés à l'idéal d'une unité ottomane garantie par l'institution du califat*. Cette fidélité portée au cadre ottoman par les autres nationalités de l'empire peut nous étonner aujourd'hui, mais s'explique aisément. Elle tient d'abord à un motif religieux : les Kurdes, musulmans sunnites pour la plupart¹, appartiennent à la « communauté dominante » (*millet-i hakime*), au même titre que le Sultan-calife, ainsi que la majorité des Turcs et des Arabes et à la différence des chrétiens et des Juifs.

La carte de Chérif Pacha

Représentant du parti kurde, le KTC, le général Chérif Pacha présente à Paris le projet d'un État kurde indépendant aux Alliés en s'appuyant sur une carte des frontières du Kurdistan (ci-dessus). Le journal *Kurdistan* (ci-dessus, à gauche) est le premier organe à défendre la cause kurde dans l'Empire ottoman à partir de 1898.

Notes

- * Cf. lexique, p. 37.
- 1. Il y a également des Kurdes musulmans chiites ainsi que des Kurdes yézidis.
- 2. La « question d'Orient » divise les puissances européennes qui hésitent entre le démembrement de l'Empire ottoman et le maintien de son intégrité territoriale afin de préserver l'équilibre de la région.

Ces derniers, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, étaient reconnus comme « gens du Livre » – ayant eu donc la révélation divine. Mais ces groupes « protégés » (*dhimmi*) étaient aussi assujettis. Tout change avec les réformes administratives et politiques libérales connues sous le nom des Tanzimat (« réorganisation », 1839-1876). Dans la perspective de moderniser l'empire afin d'en assurer la survie, ces réformes introduisent des transformations qui remettent en question les rapports de domination séculiers entre les communautés. D'une part, elles visent, sur le modèle occidental, à affirmer l'égalité des individus devant la loi, sans distinction de langue ni de religion. D'autre part, elles reconnaissent des droits collectifs aux *millet* non musulmans, s'exprimant en majorité dans une langue particulière – l'arménien, le grec, l'araméen... –, renforçant ainsi leur sentiment d'être des « groupes » à part.

Ces réformes ne sont guère appréciées par les élites musulmanes sunnites dont les Kurdes font partie. Les choses s'aggravent encore avec l'ingérence croissante des puissances européennes à la périphérie de l'empire qui envenime les relations « de proximité » entre les Arméniens et les Kurdes dans l'Anatolie orientale. La « question d'Orient »², qui se trouve en partie à l'origine des Tanzimat du XIX^e siècle, est, en bordure de l'empire, une « question arméno-kurde », une question agraire : la fin des principautés kurdes a permis à des notables urbains et des chefs tribaux de s'approprier indûment un grand nombre de terres, aux dépens des paysans et petits propriétaires arméniens.

►►► Face aux revendications arméniennes et aux pressions étrangères exprimées lors du congrès de Berlin de 1878, des Kurdes saisissent les occasions qui se présentent pour « résoudre » la question à leur avantage. Durant l'automne 1895, les *hamidiye* kurdes participent à d'amples massacres anti-arméniens dans les régions arméno-kurdes³.

En 1915, à nouveau, alors qu'Istanbul est entré en guerre au côté de l'Allemagne, des leaders kurdes s'allient aux autorités ottomanes, sous la bannière du « panislamisme », pour mener à bien la déportation et le génocide des Arméniens (cf. ci-dessous). C'en est fini de la cohabitation de ces deux peuples dans les provinces orientales de l'empire.

Parallèlement, cependant, l'identité ottomane mise en avant par les réformateurs du XIX^e siècle, progressivement abandonnée en faveur du « panislamisme » sous Abdulhamid, laisse place à une idéologie « turquiste » sous l'influence des Jeunes-Turcs. Le nationalisme gagne du terrain parmi les dirigeants unionistes avant d'entraîner, au début du XX^e siècle, les élites arabe, albanaise et kurde.

En 1912 est légalisée la société kurde secrète Hevi (« Espoir »), considérée comme la première organisation kurde centralisée et structurée. A l'instar des Jeunes-Turcs, les dirigeants de Hevi aspirent à conduire le peuple kurde vers le

En octobre 1918, l'armistice de Moudros, signé entre les Alliés et les Ottomans défaits, marque le réveil de l'activité kurde

MOT CLÉ

Millet

Le terme désigne une communauté religieuse. Dans l'Empire ottoman, cohabitent la « communauté dominante » (*millet-i hakime*), musulmans sunnites (qu'ils soient turcs, arabes, kurdes, etc.) et les Juifs ou chrétiens, *dhimmi*, c'est-à-dire protégés mais soumis à certaines contraintes particulières, notamment fiscales.

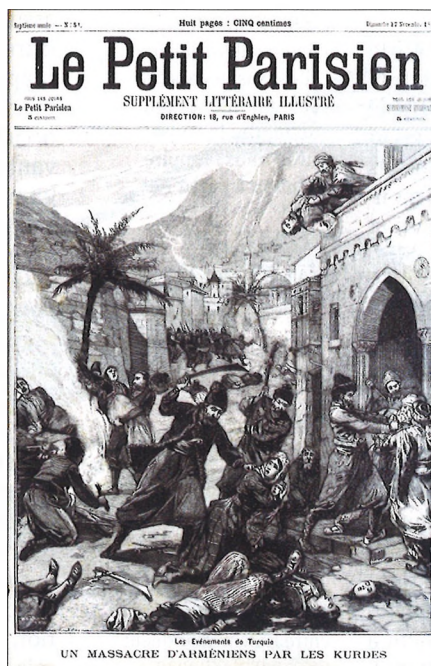
progrès, la science et la civilisation. Pas de revendications indépendantistes encore : la solution proposée à la question kurde est alors le fédéralisme au sein de l'Empire ottoman. Bien que Hevi réussisse à s'implanter dans les principales villes kurdes telles Diyarbakir et Erzurum, les activités prometteuses de l'organisation sont interrompues par la mobilisation de ses dirigeants lors de la Grande Guerre.

En octobre 1918, l'armistice de Moudros, signé entre les Alliés et les Ottomans défaits, marque le réveil de l'activité kurde, cette fois à Istanbul. Un activisme qui se colore d'une dimension nationaliste, avec la fondation du Comité pour le relèvement du Kurdistan (Kurdistan Teali Cemiyeti ou KTC), le 17 décembre 1918. On y retrouve des intellectuels qui étaient déjà présents dans les anciennes organisations kurdes. Son programme se fonde sur le principe wilsonien d'autodétermination pour les nations « dominées ». Il publie le journal *Jin* (« La Vie »), en

La responsabilité dans le génocide arménien

A lors que la plupart des historiens insistent sur le facteur religieux pour expliquer la participation de tribus et notables kurdes au génocide arménien, les litiges arméno-kurdes touchant à la propriété foncière ont été prépondérants, comme l'a montré Hans-Lukas Kieser. Les massacres de 1895 sont, en ce sens, un premier chapitre précurseur. Cependant, en 1915, le contexte est différent. L'Empire ottoman, entré en guerre au côté de l'Allemagne, est défait par l'armée russe à Sarikamis, ce qui entraîne dans les provinces orientales famine, épidémies, et la mort de milliers de soldats kurdes. La propagande du régime unioniste impute ce désastre à la trahison arménienne.

Hans-Lukas Kieser a mis en évidence la participation de Kurdes aux exactions, dans les villes – Diyarbakir, Van, Kharpout – comme dans les campagnes. Seule exception significative : au Dersim, des tribus aléviennes protègent les Arméniens dans cette première



Un précédent Une du supplément illustré du *Petit Parisien* de 1895 montrant « un massacre d'Arméniens par les Kurdes ».

phase du génocide. Il est encore malaisé cependant d'évaluer jusqu'à quel point les Kurdes, dans leur ensemble, ont pris part aux massacres organisés par le pouvoir ottoman. Les récits arméniens ne laissent néanmoins pas de doute sur la complicité de bon nombre d'entre eux dans les massacres directs, les exactions commises sur les caravanes de déportés arméniens ou encore l'islamisation forcée de milliers de fillettes arméniennes.

Dans le même temps, les témoignages de rescapés arméniens et le travail sur l'histoire locale mettent en lumière maints exemples de solidarité kurde avec des Arméniens. Enfin, intellectuels et politiciens kurdes ont réalisé des avancées importantes dans la reconnaissance des responsabilités kurdes dans ce chapitre inouï de l'histoire du XX^e siècle.

J. T.



Du traité de Sèvres au traité de Lausanne

Le traité de paix signé par l'Empire ottoman et les Alliés en 1920, à Sèvres, imagine deux États, kurde et arménien. Mais il n'a jamais été appliqué : sur le terrain, les troupes menées par Mustafa Kemal, opposé au démembrement de l'empire, reprennent l'avantage. En 1923, le traité de Lausanne entérine ces gains ; et il n'est plus question d'État arménien ou kurde.

édition bilingue (kurde-turc), où s'élabore le nationalisme kurde moderne. Devant la possibilité d'accéder à un État ou du moins à une autonomie, les Kurdes se voient confrontés à des interrogations essentielles auxquelles il faut apporter des réponses très rapidement : qui sont les Kurdes ? Combien sont-ils ? Où passent les « frontières » du Kurdistan ? Quels sont les critères qui déterminent l'identité kurde (langue, religion, appartenance tribale) ?

En 1918, tandis que les provinces arabes de l'empire sont occupées par les Alliés, la majeure partie du Kurdistan turc est encore sous la tutelle ottomane. Le mouvement kurde naissant se retrouve dépourvu de soutiens extérieurs, contrairement à la dynastie hachémite arabe par exemple qui peut, elle, s'appuyer sur les Britanniques.

Le jeu des puissances européennes

Avec la Première Guerre mondiale, les puissances de l'Entente, Grande-Bretagne, France, Russie, ont laissé entrevoir leurs intérêts dans la région moyen-orientale. Pour la Russie, la guerre est la meilleure manière de réaliser ses ambitions, notamment l'accès maritime à la Méditerranée via la mer Noire par le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles. La Grande-Bretagne remet pour sa part en question sa doctrine qui visait à maintenir l'indépendance et l'intégrité de ▶▶▶



Signature Le délégué turc signant le traité de paix dit « de Sèvres » entre l'Empire ottoman et les Alliés le 10 août 1920.

►►► L'Empire ottoman, telles qu'elles avaient été définies au lendemain de la guerre en Égypte en 1882. Quant à la France, sous le couvert de protéger les chrétiens orientaux, elle n'a jamais caché ses aspirations de prépondérance au Levant.

Après maintes négociations, la France et la Grande-Bretagne (avec l'aval de la Russie et de l'Italie) signent un accord de principe, dénommé Sykes-Picot⁴. Les provinces à majorité ou avec une forte présence kurde sont divisées de la manière suivante : le Nord-Est anatolien doit tomber sous l'administration directe russe ; le Sud-Est anatolien sous l'administration directe française ; le vilayet (province ottomane) de Mossoul est scindé en deux zones sous gestion économique respectivement française (Rowanduz et Erbil) et britannique (Kirkouk et Souleimaniye).

Le retrait de la Russie du conflit mondial après l'armistice de Brest-Litovsk en décembre 1917 change la donne. D'autant que, depuis avril 1917, les États-Unis sont aussi entrés dans le jeu. La Russie révolutionnaire dénonce tous les accords secrets passés pendant les opérations militaires, ce qui conduit les Britanniques à réexaminer la politique alliée vis-à-vis des Ottomans. Le 8 janvier 1918, le président des États-Unis Woodrow Wilson énonce devant le Congrès un programme

écartée par les agents du Foreign Office détachés sur place. La France, malgré des réticences initiales, notamment le souci de contrebalancer le poids des Britanniques, finit par approuver la création d'un État kurde dans une zone sur laquelle l'accord Sykes-Picot avait reconnu sa souveraineté⁵.

Reculades kurdes

Lorsque les Alliés occupent Istanbul, le 12 novembre 1918, le Comité pour le relèvement du Kurdistan (KTC) entre en contact avec les Français et les Britanniques afin de défendre les aspirations de la « nation kurde ». Ses intentions ne sont toutefois pas forcément claires. La question de l'indépendance du Kurdistan suscite des débats houleux au sein de l'association. Les partisans de l'indépendance totale, réunis autour d'Emin Ali Bedir Khan, affrontent ceux qui, sous la houlette de Seyyid Abdulkadir, préconisent l'autonomie dans le cadre du nouvel État turc-ottoman. Ces derniers justifient leur position par les liens religieux des Kurdes avec les Turcs, garantis par l'institution du califat. Ils s'opposent violemment à la création d'un État arménien prévu par les négociations de paix à Paris.

Prenant tout le monde de court, le général Chérif Pacha, représentant du KTC, signe en 1919 un accord avec l'Arménien Boghos Noubar Pacha, prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants. Alors que les délégations arménienne et kurde avaient présenté au préalable des revendications sur la totalité des provinces orientales de la Turquie actuelle, elles acceptent finalement l'une et l'autre un compromis sous la pression des Européens. En particulier, Chérif Pacha espère qu'en consentant des « pertes » territoriales au bénéfice des Arméniens les chancelleries occidentales arménophiles – telle la France – accepteront le principe de la création d'un État kurde.

Cet accord est confirmé par le traité de Sèvres du 10 août 1920, traité de paix signé par le gouvernement ottoman et les Alliés. Celui-ci prévoit dans son article 62 « l'autonomie locale pour les régions [de l'Empire ottoman] où domine l'élément kurde », et, dans son article 64, parle d'un « État kurde indépendant ». Le sort des Kurdes vivant dans le vilayet de Mossoul doit se décider ultérieurement.

Mais le traité de Sèvres ne sera pas appliqué. Entre-temps, bon nombre de tribus kurdes sunnites se sont ralliées aux forces rebelles turques menées par Mustafa Kemal au nom de la fraternité musulmane : elles refusent le traité de Sèvres, l'amputation du territoire et la création d'une entité arménienne. Les Kurdes participent massivement aux campagnes contre les troupes françaises et les milices arméniennes en Cilicie.

Le traité de Sèvres est perçu comme une menace à d'autres titres. Tout d'abord, dès 1919, divers cadres et fonctionnaires ottomans sont

Beaucoup de Kurdes préfèrent renoncer à leur État plutôt que d'admettre la naissance de la Grande Arménie prévue par le traité de Sèvres

en « Quatorze Points », ouvrant une ère nouvelle pour les relations internationales. Le point 12 concerne les nationalités sous autorité ottomane. Il stipule : « La portion turque du présent Empire ottoman devrait assurer une souveraineté sûre, mais les autres nationalités qui sont maintenant sous l'autorité turque devraient se voir assurer une incontestable sécurité de vie et une opportunité [...] absolue de développement. »

Si les principes wilsoniens de 1918 sont accueillis avec satisfaction dans les milieux nationalistes kurdes, ils sont fortement contrecarrés par les intérêts géostratégiques de la Grande-Bretagne et de la France dans la région. Le gouvernement britannique, obéissant aux lobbys pétroliers proches de la Turkish Petroleum Company (TPC) – avec un capital majoritairement anglais en dépit du nom –, décide d'occuper le vilayet de Mossoul, censé être riche en pétrole, avant que la capitulation du gouvernement ottoman devienne effective. Mise devant le fait accompli, la France cède le Nord irakien aux Britanniques, obtenant en contrepartie la promesse d'une participation française dans la TPC.

La création d'un État kurde sous influence britannique n'est pas pour autant complètement

déférés devant des cours martiales, accusés de complicité dans l'exécution du génocide arménien. Et certains chefs kurdes craignent eux aussi d'être jugés pour leur participation active aux massacres. En outre, la formation d'un État arménien supposerait sans aucun doute la rétrocession obligatoire des terres confisquées aux Arméniens en 1895 et en 1915. Beaucoup préfèrent donc combattre le traité de Sèvres et renoncer à un État kurde plutôt que d'admettre la naissance de la Grande Arménie prévue par le traité. Alors que les négociations entre les Alliés se poursuivent, le KTC se fragilise davantage après le départ des partisans de l'indépendance. Ces derniers se mettent « au service » des puissances occidentales afin de garantir la création des États kurde et arménien⁶.

Des divergences entre les Alliés d'une part et entre les Kurdes d'autre part, ainsi que les victoires des armées nationalistes d'Ankara sur le terrain ouvrent la porte à une renégociation du traité de Sèvres. À l'ouest, l'armée grecque est défaite par les Turcs. À l'est, les soulèvements des Kurdes alévis sont réprimés par les forces loyales à Mustafa Kemal en mars 1921, tandis que les troupes françaises en Cilicie subissent d'importants revers face aux soldats turcs et milices kurdes. Le retrait du territoire turc des troupes italiennes, grecques et françaises, entre 1920 et 1921, met la Grande-Bretagne dans une situation critique. Dès 1922, les Britanniques sont prêts à renégocier les termes de la paix avec le nouveau gouvernement de Mustafa Kemal. La délégation turque conclut en juillet 1923 avec les Alliés le traité de Lausanne, plus favorable à la nouvelle Turquie et rendant caduc celui de Sèvres. Dans le nouvel accord, aucune mention n'est faite d'un État kurde ou arménien.

La question de Mossoul

Le traité de Lausanne laisse cependant ouverte la question relative au futur statut de l'ancien vilayet de Mossoul, occupé par les Britanniques dès 1918. Cette région, habitée majoritairement par les Kurdes, mais avec d'importantes communautés arabes, turkmènes et chrétiennes installées dans les plaines, est convoitée et par la Turquie et par la Grande-Bretagne. Leurs divergences d'intérêts lors des négociations à Lausanne se reflètent dans un télégramme envoyé par le représentant d'Ankara Ismet Inonu au Premier ministre Hussein Rauf bey, dans lequel il affirme : « Pour nous Mossoul est une question [de sécurité] nationale ; pour eux [les Britanniques] c'est une question de pétrole⁷. »

Au-delà du pétrole (qui sera exploité dès 1927), le vilayet de Mossoul est également perçu par Londres comme un rempart physique pouvant protéger l'Irak face aux éventuelles attaques militaires de la Turquie. Enfin, le Nord irakien, riche en eau, est appelé à devenir le grenier d'un pays où prédominent le désert et les régions



Sur les murs

Cette peinture murale à Souleimaniye au Kurdistan irakien rend hommage aux Bedir Khan, célèbre famille kurde engagée dans le combat pour l'autonomie.

arides. Dès 1921, les autorités britanniques, alléguant des raisons géostratégiques, privilégient l'annexion de l'ancien vilayet de Mossoul à l'Irak « arabe » sous mandat britannique. Défendant des positions non conciliables sur ce point, la Turquie et la Grande-Bretagne demandent au Conseil de la SDN de régler ce désaccord.

Le Conseil tranche l'affaire de Mossoul en décembre 1925, en rattachant le vilayet à l'Irak selon le vœu britannique. Néanmoins, conformément aux conclusions de la commission d'enquête formée par la SDN, des mesures doivent être prises en faveur d'une autonomie administrative et culturelle des Kurdes d'Irak : nomination de fonctionnaires kurdes pour la gouvernance de leur territoire, dans la justice, dans l'enseignement, ainsi que l'usage du kurde comme langue officielle dans tous ces services.

Une fois l'annexion du vilayet de Mossoul à l'État irakien assurée en 1926, la « carte kurde » devient moins intéressante pour la Grande-Bretagne. En dépit des promesses britanniques sur l'autonomie du Kurdistan, le traité anglo-irakien de 1929, qui jette les bases de l'indépendance formelle de l'Irak, ne prévoit plus de mesures spécifiques pour les provinces kurdes.

Ainsi se dessine dans les années 1920 le nouveau statut des Kurdes, partagés entre la Turquie, l'Irak où peine à s'esquisser l'autonomie promise, la Syrie sous mandat français où les Kurdes exercent leurs droits sans être reconnus comme une minorité, et l'Iran qui, n'étant pas concerné par les traités internationaux de Sèvres et de Lausanne, cherche à assimiler les Kurdes à la « majorité » persane, à l'instar de la Turquie. Le projet d'État est enterré. La « question kurde » s'ouvre, et avec elle le procès des auteurs de cet échec. ■

Notes

3. Cf. « Arméniens. Le premier génocide du xx^e siècle », dossier, *L'Histoire* n° 408, février 2015, pp. 36-85
4. Cf. H. Laurens, « 1916-1920, le grand partage », *Les Collections de L'Histoire* n° 69, pp. 44-53.
5. Face aux difficultés militaires rencontrées en Syrie, la France a besoin du soutien britannique. Le président du Conseil Clemenceau accepte en décembre 1918 de renégocier les accords de Sykes-Picot dans une lecture favorable aux intérêts de la Grande-Bretagne.
6. CADN, fonds Ankara, Ambassade, n° 92. Lettre de la Ligue sociale kurde. Constantinople, le 18 mai 1920.
7. Cf. A. Othman, « The Kurdish Factor in the Struggle for Vilayet Mosul, 1921-1925 », *The Journal of Kurdish Studies*, 2001-2002/4, p. 36.



Cent ans de combats nationalistes

Les Kurdes sont désormais les alliés les plus sûrs de la coalition contre Daech et leurs combattantes sont devenues des icônes. Est-ce enfin la chance de mener à bien un combat national auquel ils n'ont jamais renoncé ?

Entretien avec Hamit Bozarslan



L'AUTEUR
Directeur d'études à l'EHESS, Hamit Bozarslan a notamment publié *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient (Autrement, 2009)* et *Histoire de la Turquie, de l'empire à nos jours (Tallandier, 2015)*.

L'Histoire : L'échec du projet de Kurdistan évoqué dans le traité de Sèvres en 1920 n'a pas mis fin au nationalisme kurde ?

Hamit Bozarslan : Certes non. Ce mouvement national était déjà constitué à la fin du XIX^e siècle. Après l'occasion manquée d'un État kurde en 1920 (cf. Jordi Tejel, p. 44), les Kurdes sont partagés entre quatre pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie). Mais les insurrections se multiplient durant l'entre-deux-guerres. La première révolte est celle du cheikh Saïd qui, en 1925, appelle au soulèvement contre l'abolition du califat* par Mustafa Kemal. Ses raisons sont autant religieuses que nationales. Ce sont les intellectuels qui portent alors un projet d'autonomie. Mais ils restent divisés.

En 1927 est créé, en Syrie-Liban cette fois, un parti indépendantiste, Khoybun (ce qui veut dire « être soi-même »). Certains membres ont appartenu à d'anciennes structures, comme le KTC (Comité pour le relèvement du Kurdistan), ainsi deux des frères Bedir Khan, une grande famille qui porte les aspirations nationales depuis la fin du XIX^e siècle. Des Arméniens en font également partie, comme Vahan Papazian. Ensemble ils veulent établir un État kurde dans le Caucase. Mais, fin 1930, l'armée turque écrase leur rébellion qui a mobilisé plusieurs milliers de personnes.

Le deuxième moment clé se déroule en 1946, avec les bouleversements qu'entraîne le

dénouement de la Seconde Guerre mondiale. En Iran est fondé un parti regroupant les Kurdes irakiens et iraniens, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ses figures centrales sont Qazi Muhammad, un religieux kurde iranien, et Mustafa Barzani. La famille de ce dernier compte plusieurs cheikhs et a un long passé de lutte contre les Ottomans, puis contre l'Irak (c'est également le père de l'actuel dirigeant du Kurdistan irakien).

C'est alors qu'éclate en Iran une grande révolte, quand le pays est partiellement sous occupation soviétique. Une République azérie et une République kurde se forment. Celle-ci établit sa capitale à Mahabad. Qazi Muhammad en est le président. Mustafa Barzani, qui, avec 10 000 hommes, a rejoint la révolte, en devient l'un des principaux généraux. Quand les Soviétiques se retirent en décembre 1946, les deux républiques s'effondrent. Pour éviter la guerre Qazi Muhammad se rend ; mais il est exécuté en place publique à Mahabad. Barzani s'exile en URSS. Cette première entité kurde autonome aura duré onze mois. Elle demeure une référence pour tous les mouvements kurdes ultérieurs.

Comment expliquer ces révoltes incessantes ? Les Kurdes sont-ils systématiquement réprimés ?

Oui, depuis les années 1920 et jusqu'aux



Kobané Des réfugiés kurdes devant Kobané, à la frontière turco-syrienne, le 26 octobre 2014. La ville est couverte d'une épaisse fumée due aux combats qui opposent les forces kurdes à Daech.

années 1940, les Kurdes sont partout opprimés, sauf, peut-être, en Syrie sous mandat français : la France protège les minorités, voire s'appuie sur elles. Les réfugiés y sont accueillis. Et la culture kurde est préservée : par exemple, le général Pierre Rondot œuvre pour que la langue soit transcrite en alphabet latin. En Turquie, en revanche, la répression des Kurdes est constante. La langue est interdite. Leur territoire est géré selon un système administratif à part : on y envoie des « inspecteurs généraux » dépendant directement du président et détenant les pleins pouvoirs. Beaucoup de lois turques n'y sont pas appliquées. Sur place, le jeu du clientélisme domine autour de structures tribales et de confréries qui restent puissantes.

A partir de 1946-1947, cependant, on peut dire que les choses, en Turquie, se normalisent quelque peu ; le pluralisme politique permet à certains acteurs d'entrer dans la compétition électorale. S'ouvre pour les Kurdes, dans les quatre pays, une période sans révoltes – elle dure jusqu'en 1958. Ce que j'appelle la « période du silence ». On note à la fois un épuisement des militants, la nécessité de panser ses blessures, une moindre répression – au prix souvent de taire son identité kurde –, mais aussi de meilleures conditions de vie.

La Turquie et l'Irak se rapprochent des pays occidentaux et sont aidés par eux comme par les grands organismes internationaux (Banque



Erbil Un soldat kurde en uniforme traditionnel devant le Parlement à Erbil en 2003. Il se tient devant le portrait de Mustafa Barzani et le drapeau du Kurdistan irakien.

Note
* Cf. lexique, p. 37.

mondiale ou ONU), ce qui a des conséquences positives pour l'ensemble de la population. Les Kurdes connaissent un progrès de la scolarisation, une amélioration de la santé, une croissance démographique. Certes, 75 % d'entre eux vivent toujours dans les campagnes et un certain nomadisme se maintient. Mais, dans les villes, une nouvelle classe d'intellectuels occidentalisés émerge. Les sociétés kurdes ne sont plus closes sur elles-mêmes.

Dans les années 1950-1970, la scène culturelle turque voit éclore de grandes figures ▶▶▶

►►► d'origine kurde. Yachar Kemal rencontre le succès avec son premier roman, *Memed le Mince*, en 1955. Le cinéaste Yilmaz Güney réalise *L'Espoir* en 1970 et *Le Troupeau* en 1978 (il recevra la Palme d'or à Cannes en 1982 avec *Yol*) : il dépeint les Kurdes sans jamais les nommer ; son œuvre est interdite dans son pays jusqu'en 1995. Car la langue ou la presse kurdes restent interdites en Turquie, en Iran et en Syrie ; la censure culturelle se poursuit. Yachar Kemal, qui dénonce la brutalité du pouvoir à l'égard des Kurdes, puis des Arméniens, est condamné à un an et huit mois de prison en 1996. En Irak, en revanche, le kurde est enseigné.

Après la période « du silence », les Kurdes sont de nouveau l'objet d'une répression policière. A partir de quand ?

Cela dépend des pays. En Iran, elle reprend en 1953, après le renversement du Premier ministre progressiste Mossadegh. Les nationalistes kurdes vont alors peu à peu passer dans la clandestinité.

En Irak, la situation bascule quand la monarchie irakienne est renversée, en 1958 : Mustafa Barzani rentre d'exil. Un temps proche du Premier ministre irakien Qasim, qui se dit réformiste et sensible à la question kurde, Barzani finit par inquiéter le nouveau pouvoir : les Kurdes sont encore une fois réprimés et Barzani se lance en 1961 dans une

MOT CLÉ

Peshmerga

Les peshmergas sont les forces militaires du Kurdistan irakien. Le mot signifie : « ceux qui vont au-devant de la mort ». Ces combattants apparaissent dans les années 1960 autour de Barzani en Irak. Le même terme est utilisé en Iran. Les hommes armés du PKK sont appelés guérilleros. En Syrie, on parle des Unités de protection du peuple (YPG).

Note
1. G. Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Anthologie historique, de la Longue Marche à nos jours*, Gallimard, 1984.

guérilla, « une des plus constantes et mieux organisées des années 1960 », selon Gérard Chaliand¹. Barzani devient une des grandes figures du mouvement kurde et sa rébellion, une référence.

Les Kurdes se sont politisés. Ils adhèrent maintenant à une idéologie marxiste-léniniste et font preuve d'un fort militantisme : la défense de la cause kurde se mêle à des revendications de gauche. Les femmes y sont impliquées, en particulier les chrétiennes. Les intellectuels rejoignent le mouvement. Ce qui n'empêche pas Barzani, lui, d'avoir des positions conservatrices en matière sociale ou religieuse ; il se prononce contre la réforme agraire et ne veut pas entendre parler de lutte des classes ou de révolution universelle.

C'est finalement Barzani lui-même qui, en 1975, arrête la guérilla pour éviter un massacre ; entre-temps, les États-Unis, Israël et l'Irak, qui l'ont soutenu pour des raisons de réalpolitik, lui retirent leur appui – Téhéran, notamment, a réglé avec Bagdad ses litiges frontaliers. Nombreux sont les Kurdes qui attribuent cette défaite à la trahison des États-Unis et à celle des « féodaux » kurdes, dont, en premier lieu, Barzani.

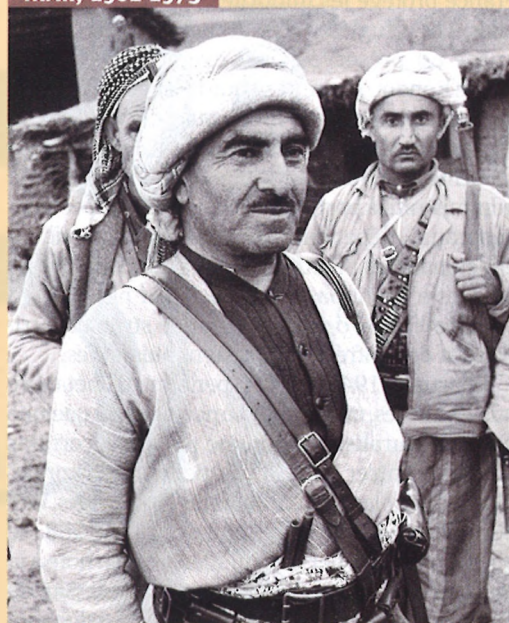
Cet échec n'empêche pas la rébellion de reprendre quelques mois plus tard et entraîne la radicalisation des nationalistes kurdes, qui seront l'objet d'une féroce répression sous Saddam Hussein – on se souvient des 5 000 morts de Halabja, hommes, femmes et enfants

IRAN, 1946



République de Mahabad En Iran, à Mahabad, est fondée, sous l'égide de l'URSS, une République kurde. Ci-dessus : réunion à Mahabad, en 1945, de membres du PDK iranien, à l'origine du soulèvement et de cette république. Celle-ci, soutenue par l'URSS, ne survit que onze mois. Mais elle marque durablement les mémoires.

IRAK, 1961-1975



Leader Mustafa Barzani dans son QG d'Irak en 1963. Il a été une des figures de la République de Mahabad. Revenu en Irak, il y lance une guérilla, devenue une référence dans le monde kurde.

délibérément asphyxiés à l'arme chimique, en 1988, par le dictateur irakien qui profita du couvert de la guerre contre l'Iran pour éradiquer une fois pour toutes la contestation kurde.

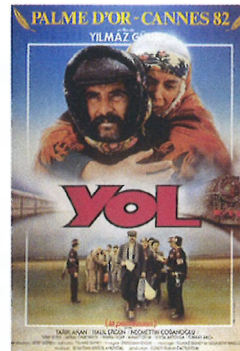
Dans les années 1970, la lutte reprend aussi en Turquie, avec la fondation du PKK. Les revendications et soulèvements passent ainsi d'un pays à l'autre, pour embraser finalement dans les années 1980 la totalité du Kurdistan.

Quel est le projet du PKK ?

Le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, est créé officiellement en 1978, avec, parmi les membres fondateurs, Abdullah Öcalan. Ce parti de gauche radicale est né, d'une part, du choc provoqué en 1975 par la défaite de Barzani en Irak et, d'autre part, comme réponse au coup d'État militaire en Turquie, en 1971, qui décime la gauche révolutionnaire, réprime les intellectuels et provoque le retour de la terreur au Kurdistan. Le PKK est une réaction contre l'ancienne classe politique kurde, incarnée par Barzani, et contre les intellectuels qui ont cru possible de promouvoir leur cause dans le cadre constitutionnel.

Une nouvelle génération de militants apparaît : non plus l'élite intellectuelle ou les chefs traditionnels des tribus, mais des populations urbanisées, jeunes (parfois très jeunes, 15-16 ans), plébiennes. Le PKK révisé l'histoire des Kurdes : si ceux-ci sont devenus des esclaves, ils en sont

« Les revendications, soulèvements et combattants passent d'un pays à l'autre, jusqu'à ce que finalement la totalité du Kurdistan s'embrase dans les années 1980 »



Cinéma Réalisé par Yılmaz Güney en 1982, *Yol* prend pour décor le Kurdistan turc. Il a reçu la Palme d'or à Cannes.

responsables ; seule la violence permettra de sortir de cette condition, quitte à se sacrifier pour la cause. Le PKK, prenant le relais de la guérilla irakienne, se voit comme la nouvelle force dynamique de la révolution socialiste à l'échelle du Moyen-Orient, un rôle un peu semblable à celui des Palestiniens. Dans ce projet d'émancipation global, la revendication d'un Kurdistan indépendant finit par devenir secondaire. D'ailleurs, c'est plutôt une fédération du Moyen-Orient qui a les faveurs, aujourd'hui encore, du parti, une fédération unissant Kurdes, Arabes, Turcs, Arméniens...

Au PKK résolument « marxiste-léniniste » règnent le culte de la personnalité en faveur d'Öcalan, l'omnipotence du parti, un ordre disciplinaire ; les années 1980 sont celles de purges sanglantes. Le PKK mène la lutte armée au prix, parfois, de massacres. Les premières victimes sont les familles de Kurdes travaillant avec Ankara et considérés comme des « collaborateurs ».

Le PKK a troqué, dans les années 2000, sa doctrine marxiste-léniniste pour les thèses de Murray Bookchin (libertaire écologiste américain, qui inspire aussi bien les zapatistes que le mouvement parisien Nuit debout). Abdullah Öcalan, lui, est en prison depuis 1999 (sa condamnation à mort a été commuée en peine à perpétuité après l'abolition de la peine capitale en Turquie). Mais une discipline militaire est maintenue au sein de l'organisation.

Le noyau du parti compte actuellement plusieurs milliers de militants. Il est soutenu par une force militaire de 5 000 hommes, qui peut monter, en cas de mobilisation, à 50 000 ou 60 000 personnes. Il a des liens forts avec le HDP (Parti démocratique des peuples), parti dont l'électorat est essentiellement kurde, qui a obtenu 13 % des voix aux élections législatives de 2015 et qui rassemble beaucoup de femmes et de jeunes. L'acteur de référence, en Turquie, reste le PKK ; c'est lui seul qui peut faire bouger les choses, modifier les positions.

Que se passe-t-il, pendant ce temps, en Iran, où en 1979 a éclaté la révolution ? Les Kurdes d'Iran sont très actifs dans la révolution de 1979 qui conduit à la chute du chah. Mais leur souhait d'émancipation nationale se heurte vite au programme de l'ayatollah Khomeyni ; ils ne veulent pas de « révolution verte » (islamique), de l'application de la charia. De plus, le pouvoir centralisateur prône l'unité du pays, de l'islam, et refuse à ce titre toute autonomie ▶▶▶

TURQUIE, 1978



PKK Le Parti des travailleurs du Kurdistan est fondé en Turquie en 1978, notamment en réponse à l'échec de Barzani. Ci-dessus : Abdullah Öcalan, chef du PKK, passant en revue ses troupes devant le drapeau du parti (1991, vallée de la Bekaa au Liban).

Les femmes de Kobané

Comment expliquer la présence de nombreuses femmes au sein des forces armées kurdes ?

Les médias ont beaucoup insisté sur les femmes combattantes dans les rangs kurdes, au sein des YPG, les Unités de protection du peuple, branche armée du PYD. Le phénomène n'est pas nouveau. On trouve déjà des femmes combattantes kurdes dans les années 1930, notamment dans la région de Dersim au Kurdistan de Turquie. Le cas kurde n'est bien entendu pas unique. Pour ne parler que du monde arabe, pensons aux Palestiniennes dans les années 1960 (Leila Khaled, première pirate de l'air) ou aux Algériennes.

Ces femmes y trouvent certainement un moyen de contourner l'ordre social conservateur et d'asseoir leur légitimité. Le phénomène témoigne aussi de l'essor de l'éducation des filles. Comme le montre le film de Hiner Saleem *My Sweet Pepper Land*, l'éducation est l'un des biais par lequel les femmes s'émancipent. Il ne faut pas négliger enfin l'instrumentalisation de ces combattantes par les forces kurdes, bien conscientes de l'effet positif de ces photos de jeunes femmes soldates sur l'opinion occidentale. C'est avec la bataille de Kobané, en 2014, qu'ont commencé à se diffuser massivement ces images. On peut se demander ce qu'il adviendra de ces femmes une fois la guerre terminée. Leur statut privilégié se maintiendra-t-il ?

Reste que la participation des femmes à la lutte est réelle. On les retrouve bien présentes sur d'autres terrains, plus politiques. C'est notamment vrai au Kurdistan irakien où, selon la loi, le Parlement doit compter au moins 30 % de femmes. Une féminisation qu'on observe également dans l'administration de la région. Une majorité de ces femmes ne portent pas le voile. Les filles vont à l'école. De plus, la scène culturelle, très vivace dans les zones kurdes, que ce soit en Irak, en Iran, en Syrie ou en Turquie, dans la musique, la littérature, etc., est un espace mixte. Être engagé, aujourd'hui, pour un Kurde, ce n'est pas forcément politique ; cela peut être culturel. Les femmes sont un acteur décisif.

H. B.



Mort d'une combattante

La guérillero kurde des YPG (Unités de protection du peuple) syriennes Asia Ramazan Antar, le 10 novembre 2015, près de la ville de Hole au Kurdistan syrien. Elle a été tuée fin août 2016 dans les combats contre Daech. Surnommée « l'Angelina Jolie kurde », elle faisait partie de ces femmes combattantes dont l'image médiatisée à l'extrême plaît tant aux opinions publiques européennes. C'est oublier un peu vite que s'engager au sein des YPG constitue, pour beaucoup d'entre elles, un moyen d'échapper à un modèle familial resté patriarcal.

►►► régionale. En 1979-1980, le nouveau régime lance la guerre contre les Kurdes : bombardements, exécutions, massacres... Le conflit fait 40 000 morts au sein des populations kurdes. Mahmoud Ahmadinejad (l'ancien président iranien) est un des responsables de cette hécatombe.

Le combat des Kurdes, qui se retirent alors des villes, laisse place à une guérilla classique². Se développe également un fort pôle de résistance civile qui passe notamment par la culture. Dans les années 1990-2000, la cause des Kurdes mobilise le théâtre, la musique, le cinéma. Abbas Kiarostami, sans être kurde lui-même, introduit ce peuple dans ses films (*Le vent nous emportera*, en 1999, a été tourné dans un village du Kurdistan). Le réalisateur kurde Bahman Ghobadi touche un public international avec le très beau *Un temps pour l'ivresse des chevaux* (2000).

Comment les mouvements nationalistes dans les différents pays se coordonnent-ils ?

Ils s'influencent mutuellement – on l'a vu avec Barzani. Actuellement, le PKK pèse sur le mouvement syrien. Les frontières du Moyen-Orient sont poreuses, les hommes circulent. Des solidarités humanitaires, financières, voire militaires, peuvent se bâtir. Cela dit, les Kurdes n'ont jamais réussi à créer une structure unifiée entre les frontières nationales, ou à l'intérieur de ces frontières. Dans les années 1980-1990, des violences interkurdes éclatent même. Aujourd'hui comme hier le monde kurde est traversé par les divisions, autant que par les forces unificatrices.

En 1991 l'arrêt de la guerre froide et la guerre du Golfe semblent changer la donne. Pourquoi ?

Il s'agit d'un premier moment de rupture. Saddam Hussein profite de la fin de la guerre du Golfe pour écraser les Kurdes, qui fuient en Iran et en Turquie. Mais les caméras sont là – contrairement à ce qui se passe dans le Sud, où 100 000 chiïtes sont exécutés, loin de tout regard occidental. Le président français François Mitterrand plaide alors auprès de son homologue américain, George Bush, pour que soit créée une « zone de protection » kurde en Irak. Une partie du Kurdistan (40 000 km²) devient ainsi un territoire protégé par les armées alliées. En 1991, par la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, les forces militaires irakiennes

CHIFFRES

35 millions de Kurdes

15-17 millions en Turquie (plus de 15 % de la population du pays)

10 millions en Iran (12-13 % de la population)

5-6 millions en Irak (plus de 15 % de la population)

2,2 millions en Syrie (10 % de la population)

1,5 million en diaspora dont :
900 000 en Allemagne
200 000 en France
150 000 dans l'ex-URSS
150 000 en Jordanie et au Liban

Note

2. Celle-ci est notamment menée par le PDKI dont le chef charismatique Abdulrahman Qassimlu est assassiné à Vienne par les services iraniens.

y sont interdites. Pour la première fois un territoire kurde n'est plus soumis à la répression du pouvoir. La zone est l'objet, en 1994-1996, d'une guerre fratricide entre deux groupes rivaux. Mais les choses se calment et des élections y sont organisées, notamment en 2005, ce qui permet une normalisation et la formation d'un gouvernement de coalition dans ce qui devient le noyau d'une véritable entité fédérale.

En 2014, la zone de protection est élargie à Kirkouk : l'État irakien, menacé par Daech, s'en retire. Le Kurdistan irakien a acquis graduellement les pouvoirs d'un État quasiment indépendant : il dispose désormais de son gouvernement, de son Parlement, de son administration, de son armée, de son service de douanes et de sa capitale, Erbil. Massoud Barzani, fils de Mustafa, en est le président.

Aujourd'hui, les Kurdes incarnent la lutte contre Daech.

Comment en est-on arrivé là ?

En deux étapes : la première est le 19 juillet 2012. La veille, Damas a été touché par un attentat qui décapite le pouvoir, faisant davantage entrer la Syrie dans la guerre civile. Le régime se retire des régions kurdes : il n'a plus les moyens de défendre l'ensemble du territoire. En autorisant le PYD (Parti de l'unité démocratique, kurde), qui est un « parti frère » du PKK, à prendre le contrôle de cette zone, il veut aussi « punir » la Turquie qui a soutenu l'opposition armée syrienne. Une nouvelle entité autonome kurde se développe ainsi au nord du pays, dominée par ce parti et sa branche armée, les YPG (Unités de protection du peuple).

Mais l'année décisive est bien sûr 2014 : proclamation du califat par Daech en juin ; massacre des Kurdes yézidis (et des chrétiens) de la ville de Sinjar en août ; enfin, bataille de Kobané. Du 13 septembre 2014 au 14 juin 2015, les Kurdes des YPG y luttent contre les forces djihadistes de Daech (soutenues en sous-main par la Turquie qui les laisse traverser la frontière), et l'emportent finalement. Dans la communauté internationale, les Kurdes apparaissent dès lors comme le fer de lance du combat contre Daech, qu'il s'agisse des YPG en Syrie ou des peshmergas en Irak. Sans les Kurdes, Daech aurait pu s'établir sur un territoire continu tout au long de la frontière turque.

Pour les Kurdes, c'est un bouleversement total : l'ennemi, ce n'est plus un État, ce n'est plus ni Bagdad ni Damas, mais une puissance qu'on ne connaît pas, qui n'a pas de frontières. A partir de cette date, le mouvement kurde se remilitarise. D'autant qu'en Turquie aussi, à l'été 2015, le pouvoir reprend la lutte contre les combattants kurdes.

Où en est la question kurde en Turquie aujourd'hui ?

En 2015, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan a rompu le processus de paix entamé deux ►►►

« Le Kurdistan irakien a acquis graduellement les pouvoirs d'un État quasiment indépendant : il dispose désormais de son gouvernement, de son Parlement, de son administration, de son armée »

À SAVOIR

Soleil



Le drapeau du Kurdistan irakien autonome est le même que celui conçu dans l'entre-deux-guerres au sein des mouvements indépendantistes. Il reprend les couleurs du drapeau iranien, auxquelles s'ajoute un soleil.

►►► ans plus tôt avec le PKK. Au nom, toujours, de la défense de la « turcité » et dans une logique nationaliste ; c'est aussi le résultat du raidissement du président. Le pays manifeste en fait, par là, la fragilité de son identité. Les discours de ses dirigeants expriment la peur que ce soit la Turquie tout entière qui disparaisse avec la perte des régions kurdes. Précisons que la Turquie n'a aucun intérêt économique dans cette région, très pauvre. En 2015-2016, les villes kurdes de l'Est anatolien (autour de Diyarbakir), où le HDP recueillait 80-90 % des voix, ont été massivement détruites. Aux yeux d'Ankara, les Européens, en venant en aide aux Kurdes, chercheraient à désintégrer le pays, comme ils auraient eu pour principal objectif, pendant la Première Guerre mondiale, de dépecer l'Empire ottoman.

Profitant de son engagement contre les djihadistes en Syrie, la Turquie bombarde les régions kurdes de Syrie. Dans le même temps, cependant, elle entretient des liens avec le Kurdistan irakien, tant que celui-ci ne se rapproche pas du PKK.

Quelle est la position géopolitique des Kurdes à l'heure actuelle ?

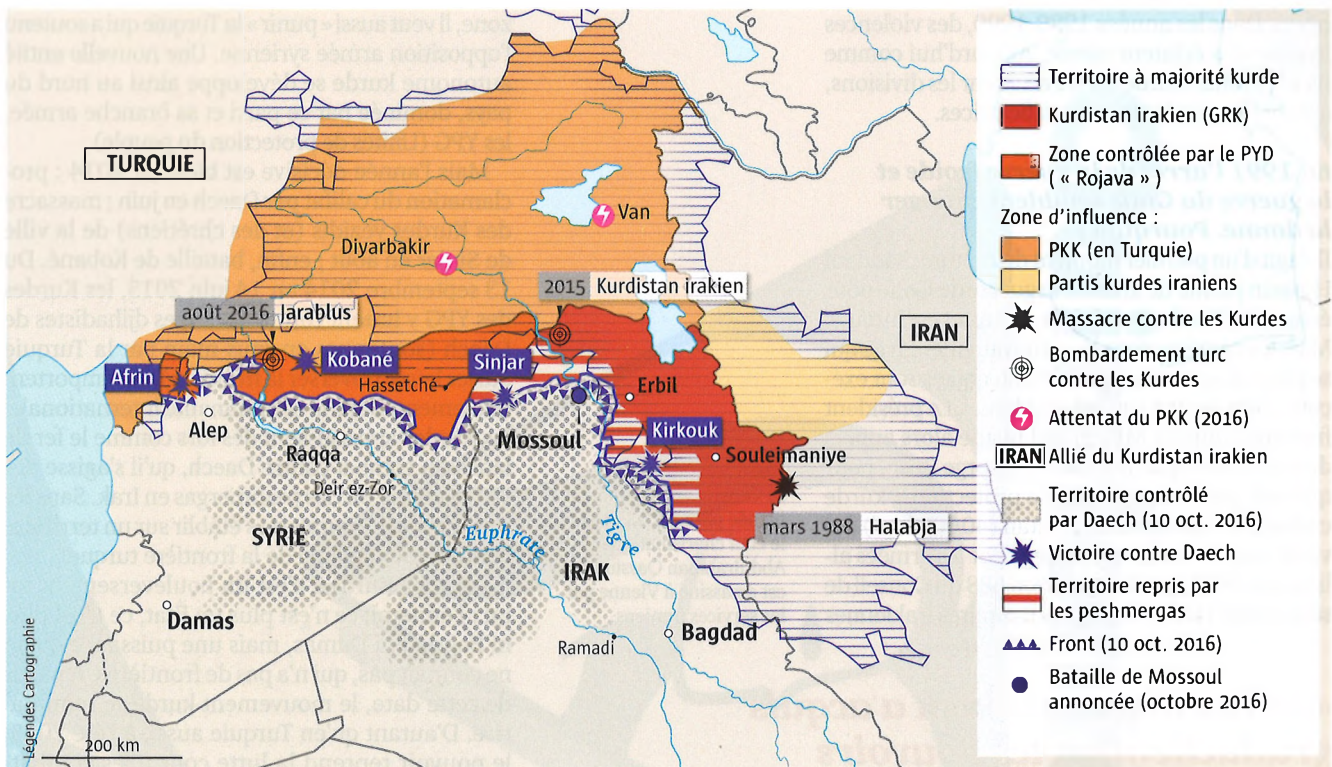
Elle varie selon les mouvements et les pays. Il existe deux acteurs majeurs aujourd'hui : le

Kurdistan irakien dirigé par Massoud Barzani et le PKK. Le premier est plus pluraliste que le second. Il cherche à négocier avec la Turquie, d'où des conflits avec le PKK, qui ont, jusqu'à maintenant, été réglés sans violence. Le PKK, quant à lui, s'appuie sur ses partis frères en Syrie (PYD) et en Iran (PJAK, Parti pour une vie libre au Kurdistan) ; il prône la démocratie directe, l'autonomie plutôt qu'un État indépendant.

Comment voyez-vous l'avenir des Kurdes ? Un Kurdistan unifié et indépendant est-il envisageable ?

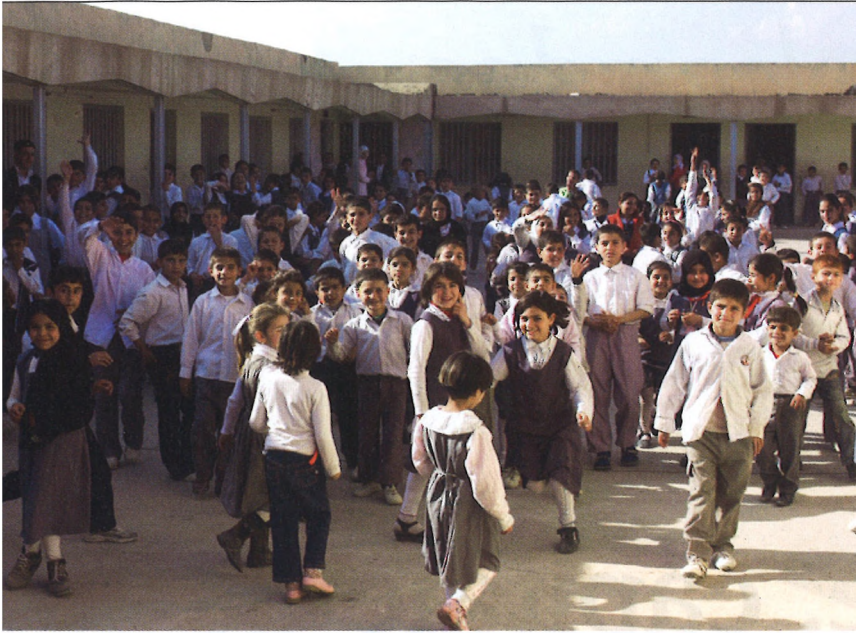
Il y a trente ans, dans les années 1980, personne n'était sûr que les Kurdes survivraient comme communauté. Aujourd'hui, on constate un « empowerment », une montée en puissance de cette société. Nul ne conteste par exemple l'existence et la légitimité du Kurdistan irakien, soutenu notamment par les États-Unis, l'Europe, voire la Russie et la Chine. Reste que cette entité est la proie de conflits internes (ainsi sur l'attitude à adopter à l'égard de la Turquie) et de pressions externes (de la Turquie ou de l'Iran).

La situation de l'ensemble des Kurdes demeure incertaine, « sur la brèche ». Il est impossible de prévoir l'avenir. Le seul pays solide est



Kurdistan irakien : la base

Si les frontières qui traversent le territoire kurde sont poreuses, chaque pays possède son organisation politique ou armée propre : le PKK en Turquie et ses deux partis frères, PJAK en Iran, PYD en Syrie (avec sa branche armée, les YPG) ; les peshmergas, forces armées du Kurdistan irakien autonome. Ces derniers ont progressivement gagné du terrain contre Daech et se rapprochent de Mossoul.



aujourd'hui l'Iran, mais cet équilibre est peut-être trompeur. L'Irak est fragmenté, avec un État central qui n'est ni tout à fait État ni, encore moins, « central ». La Turquie est un bateau ivre qui vit une « désinstitutionnalisation » (les institutions sont vidées de leur fonction), où toute légitimité est transférée à Recep Tayyip Erdogan – un président tout-puissant qui lui-même a peur. La Syrie est en totale décomposition, et la guerre y change constamment de visage.

« Il y a trente ans, personne n'était sûr que les Kurdes survivraient comme communauté. Aujourd'hui, on constate son "empowerment", sa montée en puissance »

Il faut absolument conforter les entités kurdes irakienne et syrienne, pôles de stabilité dans une région très instable. Rappelons que, si Daech a si bien réussi, c'est qu'il s'imposait dans des sociétés de plus en plus atomisées et désintégrées : en Syrie, en 2013, on comptait 1 300 milices !

Tous les scénarios sont possibles dans le futur. Le plus sombre : les tensions entre l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite s'accroissent, la totalité du Moyen-Orient pourrait s'embraser. Le plus optimiste : si la Turquie se pacifie, si elle entame à nouveau un processus de paix avec les Kurdes, leur situation en Turquie et en Syrie se stabiliserait ; plus avant encore, on peut rêver à l'émergence d'une fédération du Kurdistan, pluraliste, qui ne chercherait pas à gommer les différences, considérables, entre les Kurdes, quitte, aussi, à préserver les frontières actuelles, mais des frontières fluides. Le Kurdistan, nouvelle Suisse du Moyen-Orient ? On en est encore loin.

(Propos recueillis par L'Histoire.)

Mixité Enfants en uniforme dans la cour d'une école à Topzawa, au Kurdistan irakien en 2009.

POUR EN SAVOIR PLUS

Ouvrages généraux

- D. R. Bajalan, S. Z. Karimi (dir.), *Studies in Kurdish History*, Abingdon, Routledge, 2015.
- H. Bozarslan, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement, 2009 ; *Histoire de la Turquie, de l'empire à nos jours*, Tallandier, 2015.
- F. Georgeon, N. Vatin, G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, Fayard, 2015.
- S. Jmor, *L'Origine de la question kurde*, L'Harmattan, 1995.
- C. Kutschera, *Le Défi kurde ou Le Rêve fou de l'indépendance*, Bayard, 1997.
- A. Seida, *La Question kurde en Syrie*, L'Harmattan, 2005.
- J. Tejel, *Syria's Kurds*, Abingdon, Routledge, 2008.

Moyen Age

- A.-M. Eddé, *Saladin*, Flammarion, 2008.
- B. James, « Saladin et les Kurdes. Perception d'un groupe au temps des croisades », *Études kurdes* n° 10, 2006 ; « Mamluk and Mongol Peripheral Politics. Asserting Sovereignty in the Middle East's "Kurdish Zone", 1260-1330 », B. De Nicola, C. Melville (dir.), *The Mongols' Middle East*, Leyde, Brill, 2016.
- J. Loiseau, *Les Mamelouks, XIII^e-XVI^e siècle*, Seuil, 2014.
- G. Martinez-Gros, *Ibn Khaldun et les sept vies de l'Islam*, Arles, Actes Sud-Sindbad, 2006.

Naissance du nationalisme

- W. Eagleton, *La République kurde*, Bruxelles, Complexe, 1991.
- H.-L. Kieser, « Réformes ottomanes et cohabitation entre chrétiens et Kurdes, 1839-1915 », *Études rurales* n° 186, 2010, pp. 43-60.
- J. Tejel, *Le Mouvement kurde de Turquie en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban, 1925-1946*, Berne, Peter Lang, 2007.
- A. Vali (dir.), *Essays on the Origins of Kurdish Nationalism*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2003.

Les Kurdes aujourd'hui

- O. Bengio (dir.), *Kurdish Awakening. Nation Building in a Fragmented Homeland*, Austin, University of Texas Press, 2014.
- G. Chaliand, S. Mousset, *La Question kurde à l'heure de Daech*, Seuil, 2015.
- C. Gunes, W. Zeydanlioglu, *The Kurdish Question in Turkey*, Abingdon, Routledge, 2013.
- M. M. Gunter, M. M. A. Ahmed (dir.), *The Kurdish Spring. Geopolitical Changes and the Kurds*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2013.
- D. Romano, M. Gurses (dir.), *Conflict, Democratization, and the Kurds in the Middle East*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.
- J. Tejel, *La Question kurde. Passé et présent*, L'Harmattan, 2014.

Retrouvez Jordi Tejel le 28 octobre à 9h05 dans « La Fabrique de l'histoire », l'émission d'Emmanuel Laurentin sur France Culture, lors de la séquence « La Fabrique mondiale de l'histoire ». En partenariat avec L'Histoire.